

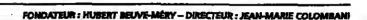






LeMonde





Trois peines capitales

■ Vers une hausse des prélèvements obligatoires

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - Nº 15555 - 7 F

Malgré les dénégations répétées du gouvernement, les économistes sont de plus en plus nombreux à penser que, pour réduire le déficit public, un accroissement de la fiscalité sera inévitable au lendemain de l'élection présidentielle.

■ La réconciliation entre Washington et Hanoi

7 C 1 1/2 (NEW

anden de te

1 miles 42 th

🛎 in 1977 of 118 Miles

A CONTRACT CONTRACTOR

147 344

. . - :: = :

. . . .

Vingt ans après la fin de la guerre du Vietnam, Washington et Hanol ont signé, samedi 28 janvier, un accord qui prévoit l'ouverture de bureaux de liaison dans chacune des deux capitales. Le rapprochement entre les deux pays avait été engagé il y à un an lorsque Bill Clinton avait levé l'embargo commer-

■ Un entretien avec le président de Carrefour

Daniel Bernard plaide pour un assouplissement du gel de l'implantation des grandes surfaces décidé par Edouard granus su lace a Matignon. Il sculiane que la mana distribution fasouligne que la allega d'entrols.



■ Il y a cent vingt ans naissait la III^e République

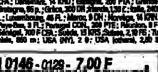
Il y a cent vingt ans, l'amendement Wallon fondait la République, à une voix près. Une Assemblée en majorité monarchiste adoptait le régime républicain, sans exclure de rétablir un jour

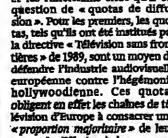
■ Les éditoriaux du « Monde »

Le Maroc et le verdict de Fès ; le débat sur la fiscalité dans la campagne pré-

■ « Le Monde Radio-Télévision »

Au sommaire de notre supplément hebdomadaire : Canal Plus fête le Nouvel An chinois; les productions internationales s'exposent à Nice. Et tous les programmes.





de désamorcer le conflit frontalier

La tension militaire s'accroît

entre l'Equateur et le Pérou

Les chancelleries du continent américain tentent



Les chancelleries du continent américain cherchent, depuis vendredi 27 janvier, à éviter une escalade militaire entre le Pérou et . l'Equateur. Des escarmouches ont eu lieu à plusieurs reprises, ces deux derniers jours, entre des dé-

proclamé l'état d'urgence et Lima a envoyé des renforts à la frontière. Le président péruvien, Alberto Fujimori, qui fait actuellement campagne pour sa réflection, a effectué un voyage surprise, vendredi, anprès du haut commandetachements des deux pays. Quito a ment des forces dans cette zone.

Malgré l'existence d'un protocole signé en 1942, le Péron et l'Equateur revendiquent le contrôle d'une zone frontalière, « la Cordillère du Condor», qui serait riche

sont prononcées à Fès Le sort des condamnés, venus de France, est entre les mains du roi Hassan II à charge retenus contre les accusés

AU TERME d'un procès expéditif, la cour d'appel de Rès a condamné à mort, samedi 28 janvier, deux beurs de Seine-Saint-Denis et un Algérien vivant en Prance qui avaient participé à la campagne d'attenuais isla-mistes organisés pendant l'été 1994 au Maroc. Deux des condamnés - le Pranco-Algérien Stéphane Alt Iddir et le Franco-Marocain Radousne Hamadi – avalent participé, le 2 août, à la fusillade meuririère de l'Hôtel Atlas Asoi de Marrakech, an cours de laquelle deux touristes es-pagnols avaient été tués. Hamal Marzoug, un Algérien vivant en Prance, a lui aussi été condamné à la peine capitale, ayant été jugé compable d'avoir tiré une rafale sur un mur du cimetière juif de Casablanca et d'avoir participé à deux attaques à main armée contre une banque d'Oujda et un restaurant Mc Donald's de Casablanca, Trois autres jennes islamistes, qui, le 25 août 1994 à Rès, avaient ouvert le fen sur des policiers sans faire de blessés, ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. An vu de la minceur des éléments

les plus lourdement condamnés, le verdict de les apparaît d'autant plus sévère que ni le troisième membre du « groupe de Marrakech », Tarik Falah, ni le commanditaire pré de la campagne d'attentats, Abdelli-lab Ziad, alias « Rachid », tous deux actuellement écroués en Allemagne, n'ont été entendus par la justice marocaine. Dès l'annonce du verdict, les avocats des condamnés ont annoncé leur intention de déposer un pourvoi en cassation et de demander grace au roi Hassan II. Mª Francis Terquem et Marie-Paul Pioli estiment que cette sentence constitue « une grave faute politique qui plonge le Maroc dans la barbarie » et que « le Maroc vient de créer trois martyrs islamistes ». Pour leur part, deux des principales associations françaises de défense des droits de l'homme ont vivement réagi. La Ligne des droits de l'homme a amoncé qu'elle allait saisir le gouvernement français et l'Organisation marocaine des droits de l'homme. An nom de SOS-Racisme, Fodé Sylla a regretté que les chefs du réseau islamiste n'aient pas été entendus.

Très suivi du côté de La Courneuve, le procès aura mis en himière l'existence d'un mouvement islamiste en Prance. Un islamisme d'autant plus dangereux que, comme l'a montré l'enquête, il est constitué - via l'action de redoutables « sergent recruteurs et manipulateurs » - d'un redoutable mélange des genres, islamiste, militaire

sécheresse de la deuxlème partie des années 80 avait presque fait oublier. Se sentant menacée, la société s'est mise à

risques et de redorer une image souvent malmenée. « La sensibilité est tout à fait nouvelle, note François Ewald. On considère désormals que l'indemnisation ne règle pas tout, et la prévention est devenue un souci beaucoup plus présent. Indiscutablement, nous en revenons à une société de responsabilité. » Méffance, tout de même. Selon les spécialistes, la mémoire collective des catas-

INFINIMENT moins dramatiques que le séisme de Robé, les inondations qui affectent de par an alors que la démographie croît de désastreuses », constate Claude Allègre, qui séisme de Robé, les inondations qui affectent de par an alors que la démographie croît de désastreuses », constate Claude Allègre, qui méssite pas à affirmer que « les gilssements de puis pour le sont se multiplier dans les années à venir ». Tel devrait aussi être le cas des inondations qui traversent la constant de la venir ». Tel devrait aussi être le cas des inondations qui affectent de la par an alors que la démographie croît de désastreuses », constate Claude Allègre, qui méssite pas à affirmer que « les gilssements de par an alors que la démographie croît de désastreuses », constate Claude Allègre, qui méssite pas à affirmer que « les gilssements de la moité nord de la par an alors que la démographie croît de désastreuses », constate Claude Allègre, qui méssite pas à affirmer que « les gilssements de la moité nord de la Française de l la société. Depuis les années 80, la hantise de la catastrophe a supplanté celle de l'accident ou de la maladie. « Auparavant, on redoutait un événement individuel et imprévisible; avec la menace des risques technologiques majeurs est revenue la crainte de la catastrophe collective de grande ampleur », souligne François Ewald, philosophe et directeur des affaires publiques de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

La montée des périls pesant sur l'environnement (avec l'accident de la centrale de Tchernobyl) ou sur la médecine (avec l'affaire du sang contaminé par le virus du sida ou de l'hépatite C) a nourri la crainte de voir certaines négligences engendrer, ultérleurement, des catastrophes à grande échelle. Or les scientifiques observent précisément une augmentation des risques. « A l'échelle mondiale, le nombre de personnes concernées par les catastrophes naturelles augmente de 6 %

phase avec les nouvelles peurs qui traversent | lors des Entretiens de l'assurance. La concentration de populations et de richesses dans les zones à risques amplifie encore ce phénomêne, certes atténué par les progrès de la La France ne fait pas exception. Même si

Vivre avec les catastrophes

elle n'est pas aussi exposée que le Japon ou l'Italie aux « phénomènes naturels dangereux », elle souffre d'une vuinérabilité accrue qui, selon Philippe Masure, expert de la prévention des catastrophes, se confirme d'année en année. Elle pourrait, selon lui, conduire au doublement, d'ici à l'an 2000, des dégâts sur les biens des particuliers, qui pourralent alors se chiffrer à 10 milliards de francs par an (Le Monde du 24 novembre 1993).

Logiquement, ces catastrophes n'apparaissent plus aussi « naturelles ». En raison de la dégradation des sols, « les coefficients de ruissellement normaux ont été largement dépassés et une pluviosité un tant soit peu supérieure à la moyenne a des conséquences dations, qui représentent à elles seules les deux tiers des dépenses liées aux « risques naturels » et que l'exceptionnelle période de

traquer les responsables avec davantage de persévérance, à la grande satisfaction des assureurs, soucieux de raientir la croissance des trophes n'excède pas dix ans...

> Jean-Michel Normand Lire pages 9 et 24

David contre Goliath dans l'audiovisuel

JACQUES SANTER, nouvean président de la Commission européenne, vient de commettre une double faute. En déclarant à l'International Herald Tribune, vendredi 27 janvier : « Un quota est toujours quelque chose d'artificiel qui ne peut durer qu'un moment », il ne pouvait que heurter la sensibilité des Français sur le dossier très chaud de l'audiovisuel. En faisant siennes, dans un journal américain, des thèses ultralibérales, il défiait les groupes de pression audiovisuels français, qui interprétaient ses propos comme une provocation. Si M. Santer souhaitait la guerre, celle-ci est déclenchée.

Curieusement, la même nervosité se manifeste chez les Français et les Américains sitôt qu'il est question de « quotas de diffusion ». Pour les premiers, les quotas, tels qu'ils ont été institués par la directive « Télévision sans frontières » de 1989, sont un moyen de défendre l'industrie audiovisuelle européenne contre l'hégémonie hollywoodienne. Ces quotas obligent en effet les chaînes de télévision d'Europe à consacrer une «proportion majoritaire» de leur temps de diffusion à des « œuvres

que cela est réalisable ». Imposés aujourd'hai remis en question par les Allemands, qui les estiment contraires à leur Constitution, et par les Anglais, hostiles par principe à tout protectionnisme. Conçus pour limiter la diffusion

quotas ont été instaurés en France dans les années 70 avec des résultats contrastés. En 1977, 61 % de la fiction programmée en France étaient d'origine étran-gère, et 39 % étalent achetés aux Etats-Unis. En 1993, la fiction américaine représentait 54,2 % de la fiction diffusée, contre 27,1% pour la fiction française. Comme le notait le Conseil supérieur de l'audiovisuel dans son rapport annuel remis en 1994, « seuls les pays disposant d'une très puissante industrie de programmes, comme les . Etats-Unis et le Brésil, ou d'une volonté affichée de préserver l'identité peuvent se passer de telles mesures : dans ces pays, la proportion de programme notionol excède Américains sur le sujet a aussi de souvent 80 % du volume total de

diffusion répondaient, en outre, à par les Français en 1989, ils sont un objectif particulier : assurer une présence majoritaire de films français à la télévision. En clair, ils étalent un moyen de préserver les intérêts d'une minorité de producteurs de cinéma indépendants. Echouant à rentabiliser leurs des programmes américains, les longs métrages dans les salles, ceux-ci se sont battus pour assurer à leurs films un marché permanent sur le petit écran.

Les quotas ont eu cependant un effet pervers : ils ont appanyri les producteurs de téléfilms et enrichi les producteurs de films. Conçus pour protéger le cinéma, ils n'ont jamals réellement favorisé les producteurs de télévision, condamnés par les chaînes à une épuisante gymnastique financière pour joindre les deux bouts. Ils n'ont jamais non plus favorisé la circulation des œuvres en Europe. Ainsi les Français sont-ils de plus en plus souvent accusés d'instaunationole de leurs programmes, rer des barrières autour de comme la Grande-Bretagne, l'Union sans rien faire pour favoriser les échanges. Reste que l'hypersensibilité des

quoi intriguer. Certes, les quotas les gênent, mais seulement en Tels qu'ils ont été transposés Prance et à la marge. Les chiffres européennes », et ce « chaque fois dans la loi française, les quotas de cités plus haut le prouvent. Pour-

quoi s'énervent-ils? Sans doute pour préserver l'avenir. Si les quotas étalent durcis par une seconde directive, les chaînes de télévision numériques, que les groupes de communication américains s'apprétent à exploiter sur quinze pays grace aux satellites, ne pourraient utiliser les catalogues de films, de dessins animés et de documentaires déjà amortis sur le marché américain. Ni le paiement des films à la séance ni les bibliothèques de programmes (video on demand) ne pourraient être librement commercialisés, par câble et par satellite, en français on en finnois, sans intégrer tôt ou tard un pourcentage « majoritaire » de films, de dessins animés et de documentaires européens.

Alors les Américains se battent.

Au nom d'un libéralisme intransigeant, ils réclament l'abolition des quotas. Quant aux Français, c'est au nom de la culture qu'ils exigent leur maintien. Dans les deux cas, ce sont des intérêts économiques et financiers qui sont en jeu. Quelle différence? La même qu'entre David et Goliath. Mais dans ce secteur, aucun miracle n'est à attendre.

Yves Mamou

Lire page 11 Une nouvelle star du tennis mondial



BATTUE en finale de Roland-Garros en juin 1994 par Arantxa Sanchez, Mary Pierce a pris sa revanche sur la joueuse espagnole en s'imposant (6-3, 6-2), samedi 28 janvier à Melbourne, dans la finale des championnats d'Australie

Née en 1975 à Montréal d'un père américain et d'une mère française, elle a déjà consacré dix ans de sa vie au tennis, d'abord sous l'autorité tyrannique de son père, qui avait décidé d'en faire une championne à dix ans. Après une rupture avec ce père Pygmalion qui n'a pas supporté la défaite de sa fille à Roland-Garros en 1992, la Prançaise a rejoint le camp de Nick Bollettieri, « gourou » de Jim Courier et d'André Agassi. Désormais accompagnée d'un entraîneur et d'un préparateur physique, Mary Pierce a modelé son corps et transformé son jeu pour se hisser parmi les meillenres joueuses mondiales. Sa victoire à Melbourne lui vaut d'accéder au troisième rang derrière Steffi Graf, toujours blessée, et Arantza Sanchez. Certains voient dans cette victoire les prémices d'un nouveau règne sur le tennis féminin.

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 29 - LUNDI 30 JANVIER 1995

le Vietnam ont signė samedi 28 janglant les contentieux, notamment liaison de chacun des deux pays économiques, issus de la guerre dans la capitale de l'autre.

60 et 70. Cet accord va permettre vier, à Hanoï, deux documents ré- l'ouverture effective de bureaux de

la levée de l'embargo americain en

DIPLOMATIE Les Etats-Unis et qu'ils se sont menée dans les années s'agit d'une étape importante vers en mission durant la guerre d'indoune normalisation qu'avait préparée chine. Cette normalisation permettra aux firmes américaines de se 1994. Le principal dossier encore à lancer en grand dans la compétition traiter est celui des « Gl's » disparus économique au Vietnam, un des

pays les plus pauvres du monde. mais aux taux de croissance très prometteurs. Elle rassure d'autre part Hanoï, qui se sent plus que ja-mais vulnérable face à la Chine.

Les Etats-Unis et le Vietnam normalisent leurs relations

Vingt ans après la fin de la guerre, les deux pays ont décidé d'ouvrir des bureaux de liaison à Washington et à Hanoï. Reste à régler le dossier des GI disparus durant le conflit

LES ÉTATS-UNIS et le Vietnam nnt franchi, samedi 28 janvier, une étape décisive dans le long processus de leur réconnciliation en signant un accurd prévoyant l'ouverture de bureaux de liaison dans chaque capitale. Vingt ans après la fin d'une guerre qui avait permis à Hanoī de prendre empire sur l'ensemble du pays, et qui avait de facon durable traumatisé les Américaios, les deux anciens ennemis prennent ainsi acte de la nouvelle donne en Extrême-Orient, marquée par l'effacement de l'Union soviétique et l'explosion mondiale des échanges commerciaux.

Les ducuments signés samedi portent sur la restitution des propriétés diplomatiques et des avoirs financiers (environ 500 millions de dollars) saisis dans les deux pays après 1975. Washington va dooc pouvoir récupérer une trentaine de bâtiments officiels, dont soo ancienne ambassade de Saïgon (de-venue Ho-Chi-Minh-Ville), et les dirigeants d'Hanoi se verront rétrocéder l'ex-ambassade sud-vietnamienne à Washington. La mission américaine occupera un immeuble rénové de neuf étages, dans un quartier populaire de la capitale vietnamienne, et sera dirigée par un haut fonctionnaire du

Un connaisseur en mission

Le département d'Etat a confirmé que James Hall dirigera la mis-

sion des Etats-Unis au Vietnam, avec rang de consul général, nnus

indique notre correspondant à Washington Laurent Zecchini. Ce

choix paraît approprié: directeur depuis juin 1993 des affaires du

développement rural (AID Corps) ainsi qu'à l'ambassade des Etats-

département d'Etat, qui avait servi comme capitaine durant la guerre, James Hall (lire ci-dessous).

Cet accord est très loin d'être une surprise puisqu'il prolonge un effort de rapprochement déjà bien engagé. Le 3 février 1994, le président Bill Clinton avait brisé un tabou en levant l'embargo économique décidé dix-neuf ans plus tôt à l'encontre de Hanoi. Uoe telle décision avait été pour le mnins délicate à prendre pour le chef de l'exécutif américain en raison de la controverse entourant soo passé d'opposant à la guerre du Vietnam, mais M. Clinton avait su habilement la faire endosser par des membres du Congrès - au Sénat notamment - aux états de service incontestés.

En outre, le président pouvait se réclamer du réalisme économique à un moment où les milieux d'affaire américains s'inquiétaient novertement des appétits de leurs concurrents asiatiques et européens sur un marché vietnamien en train de s'ouvrir aux investissements étrangers. Washington n'avait d'ailleurs pas tardé à prendre pied dans le pays indochinois puisque, des l'été 1994, des relations informelles étaient nouées à Hanoï alors qu'une trentaine des plus grosses firmes amé-ricaines disposaient déjà de représentations sur place. En réalité, l'embargo avait été considérablement assoupli bien avant le geste nfficiel de M. Clinton. Car c'est bien évidemment avec le feu vert de Washington que des organismes cnmme le FMI ou la Banque mondiale avaient octroyé des prêts au régime communiste dès l'automne 1993. Le Vietnam avait dès lors cessé d'être un paria.

lon les sondages, est plutôt favo-

LES SOLDATS DISPARUS Si la majorité des Américains, se-

rable à ce nouveau cours diplomatique, le gnuvernement reste confronté à une question qui recèle une charge émotionnelle toujours très forte dans l'opinion: celle des soldats disparus au Vietoam (missing in action, généralement désigné par la presse comme « MIA »). L'American Leginn, la principale association d'anciens combattants, n'avait d'ailleurs pas hésité à accuser M. Clinton de « trahison » au moment de la levée de l'embargo. Le chef de la Maison Blanche soutient, au contraire, que le rétablissement des liens bilatéraux au plus haut niveau est précisément le meilleur moyen de régler ce dossier sensible. Depuis 1975, les Américains ont perdu la trace de 2211 soldats sur l'ensemble de l'Indochine, dont 1 621 au Vietnam.

A l'exception d'auteurs attisant l'illusion populaire à des fins commerciales, bien peu de gens croient aujourd'hui encore que ces disparus sont toujours vivants. lé Les Archives secrètes d'Hanoi dont l'auteur, Malcom Mac Connell, s'appuyant sur des

Un des pays les plus pauvres du monde Vo Van Kiet (depuis and: 1991) VIETNAM PIB variation en % THATLANDE CAMBODGE

des documents «secrets» de l'armée vietnamienne, soutient que les forces communistes se sont livrées à des exécutions massives de prisonniers américains mais qu'ils ont toujours refusé de livrer ces in-

sources américaines « inédites » et formations à Washington. Les autorités de Hanoï ont aussitôt très vivement réagi à ces révélations, les qualifiant de « pure fabrica-

La controverse entourant le sort de ces disparus n'en demeure pas

moins un frein à la normalisation définitive des relations entre les deux pays. Les adversaires de cette évolution, notamment dans les rangs des républicains, ne devraient pas manquer d'exploiter les silences de Hanoi sur ce passé dou-

De la même manière, M. Clinton devra affronter les critiques à propos de la situation des droits de l'homme au Vletnam, qui reste préoccupante. Si Hanoï a annoncé, début 1992, la fermeture des « camps de réeducation » dans lesquels étaient détenus, dans des conditions très difficiles, les anciens responsables du régime vaincu de Saigon, les arrestations récentes de deux hauts dignitaires de l'Eglise boudhiste unifiée du Vietnam (EBUV, disssidente) viennent de mnntrer que certaines anciennes habitudes perdurent. Les Vietnamiens devront faire preuve de beaucoup plus de souplesse sur ces deux dossiers s'ils veulent accélérer et mener à son terme un réchauffement diplomatique consacrant des années d'efforts de leur part en vue de réintégrer la communauté internationale.

L'enjeu est de taille pour Hanoï. L'objectif ultime de cette capitale est, en effet, non seulement de financer un développement économique ambiteux, mais aussi d'élargir le jeu diplomatique afin d'éviter un face-à-face avec une Chine en pleine expansion et dont les pré-tentions régionales immémoriales s'affichent à nouveau assez crûment. Les Etats-Unis seralent ce nouveau partenaire susceptible de soulager la pression.

Frédéric Bobin

Vietnam, Laos et Cambodge au département d'Etat, M. Hall est en outre marié à une Vietnamienne. Il a passé cinq ans (à partir de 1965, Jeudi-26-janvier est, au demeurant, en plusieurs séjours) comme capitaine de l'armée de terre amériparu aux Etats-Unis, un livre intitucaine au Vietnam. Il a aussi servi dans ce pays au titre du corps du

Hanoï cherche à résister aux ambitions régionales chinoises Les choix de développement économique prennent en compte la traditionnelle précarité des relations avec Pékin

HO-CHI-MINH-VILLE de notre envoyé spécial

Unis à Saigon (1973-1975).

Sur la magnifique rade en eau profoode de Chu-Lai, à une cen-taine de kilnmètres au sud-est du port central de Da-Nang, les Vietoamiens vont aménager une vaste zone industrielle datée d'une raffinerie, d'uo complexe pétrochimique, d'une aciérie et d'une verrerie. Les installations aéroportuaires laissées par les Américains à Chu-Lai, l'un de leurs points d'appui pendant la guerre, vont être restaurées. L'ensemble sera relié plus tard au bas Laos et au Nord-Est thailandais via Da-Nang par la route transasiatique. Les autorités espèrent que ce vaste projet, gul pourrait représenter au bout du compte, un investissement de quelques milliards de dollars, attirera en priorité des capitaux américalos, japnnais et

L'objectif affiché est d'encourager le développement équilibré d'un pays tnut en inngueur et dont les petites plaines do centre, cnincées parmi les cnotreforts orientaux du Trunng Soo, la cor-dillère indochinnise, sont pauvres. Les deux tiers des 74 millions de Vietnamiens vivent dans le Centre et le Nnrd, ainrs que le reste peuple le Sud, nù la reprise économique est la plus forte. En 1994, Ho-Chi-Minh-Ville a, pour sa part, cnonu un taux d'expansino de 14.5 %, contre une moyenne narionale située dans une fourchette de 8,5% à 9%. «60% du commerce extérieur du Vietnam passe par Ho-Chi-Minh-Ville », explique Le Ngoc Hue, qui dirige depuls douze ans le Bureau des statistiques de la grande métropole méridionale, en soulignant que les provinces limitrophes sont les premiers bénéficiaires de ce

Depuis deux nu trois ans surtout, des dizaines de milliers de ruraux du Centre, notamment des

provinces de Quang Nam et de Quang Ngai, dont la rade de Chu-Lai marque la frontière commune, ont donc émigré vers Hn-Chi-Minh-Ville en quête d'emplnis noo qoalifiés. Les autnrités veulent enrayer ces transferts de pnpulation, en particulier parce que l'ancienne Saïgon compte déjà plus de 5 millions d'habitants, si l'on inclut environ I demi-million d'habitants sans permis de résidence et, parfois, sans toit. De gros investissements orientés, surtout depuis 1993-1994, vers Hanoï et snn part de Haiphang procèdent d'un souci identique de parvenir à une distribution mieux répartie des richesses.

TRIANGLE DE CROISSANCE

La zone industrielle de Cho Lai héritera dooc, en dépit de soo éloignement des lieux de production off-shore de pétrole et de gaz au large de Vung Tau (ex-Cap-Saiot-Jacques), de la première grande raffinerie de pétrole do Vietoam. Le gnuvernement semble décidé à ne pas revenir sur cette décisino malgré le surcoût dû notamment an transport. Chu Lai se trouve, en effet, à quelque 700 kilnmètres de Vung Tau. Mais ce centre d'extraction de gaz et de pétrole forme déjà avec Ho-Chi-Minh-Ville et Bin-Hoa un triangle de croissance qui est déjà le véritable moteur du développement au Vietnam depuis l'ouverture du pays en 1988-1989.

Néanmoins, les projets de création de zones industrielles dans le Centre, à Da Nang comme à Chu Lai, en exploitant des rades bien abritées et les installations laissées derrière elle par l'armée américaine, ont aussi un antre but, moins avoué: faire pièce à la Chine populaire qui, surtout depuis l'éclatement de l'URSS, dévoile davantage ses ambitions en Asie du Sud-Est - une région avec laquelle l'empire do Milieu a eu,

autrefnis, des rapports de suzeral-neté et que le natinnalisme chinois a de tout temps considéré comme son pré-carré. Dominés pendant mille ans par la Chine et contraints, depuis le X siècle, de freiner constamment les ambitions territoriales chinnises, les Vietnamiens ne peuvent pas se permettre, aojourd'hui, d'avoir la mémoire courte.

En février 1992, en dépit de la normalisation des rapports entre les deux pays, l'Assemblée natio-oale populaire chinoise (ANP) a ainsi voté la snuveraineté du pays sur 85 % de la superficie de la mer de Chine du Sod, ce qui inclut donc les archipels des Paracel et des Spratly, que se disputent les deux capitales, ainsi que, seloo Hanni, une partie du plateau cnotioental vietnamlen. A la même époque, les Chinnis ont commencé à armer à tour de bras l'armée birmane, lui permettant de consolider suffisamment son assise pnur amorcer l'nuverture du pays et laisser entrevoir une toute relative libéralisation du régime. En nutre, le resserrement des liens avec Rangoun comme la normalisation des relations avec Hanoi se soot accompagnés d'une invasion de produits chinois dans deux pays bien mai armés pour faire face à une telle concurrence.

Les Vietnamiens tentent de se défendre, avec leurs maigres moyens, contre cette somme de pressions chinoises. Privé de soo point d'appui soviétique (livrai-snns militaires, pièces de rechange), la flotte vietnamienne ne peut pas faire face aux forces d'intervention rapides dont vient de se doter la marine chinoise. Des manœuvres chinoises, conduites au large de Shanghaï en septembre 1994, n'not pas rassuré

Contentieux territorial

Les relations entre Vietnamiens et Chinois se soot échauffées à plus d'une reprise dans le passé récent. Dès 1974, en pleine guerre d'indochine, les forces de Pékin avaient occupé l'archipel des Paracels, en mer de Chine du Sud, en chassant une petite garnisoo de l'armée de Saïgon. Bien plus gravement, eo 1979, pour riposter à l'occupation militaire du Cambodge par le Vietnam, l'armée chinoise avait franchi la frontière eotre les deux pays et occupé quelques secteurs pendant deux on trois mois avant de se retirer en y pratiquant la politique de la terre brûlée.

En 1988, Pékin a fait une autre démonstration de diplomatie mnsclée en attaquant un point d'appui naval vietnamien sur les Spratleys, l'archipel le plus méri-

dional dont Pékin conteste l'ap-

partenance ao Vietnam. Depuis la «normalisation» en 1991 des relatioos sinn-vietnamiennes, Pékin a changé de tactique, proposant en particuller une exploitation conjointe des richesses de la mer de Chine du Sud par les pays qui sont présents dans ses différents archipels: outre le Vietnam, Taiwan, la Malaisie et les Philippines. Des « séminaires » se réunissent, de temps à autre, en Indonésie et aux Philippines. Mais ils n'ont toujours pas débouché sur des décisions concrètes. Lors de la visite, en novembre 1994, au Vietnam, du chef de l'Etat chinois, Jiang Zemin, les deux pays se sont contentés de proclamer une nouvelle fois leur volonté commune de régler leurs contentieux frontaliers par la « négociation ».

Hanoi, surtout quand Pekin réitère régulièrement que sa souveraineté sur la mer de Chine du Sud est « indiscutable » et « non négociable ». Les Chinnis en soot même venus à autoriser, en 1992, une société pétrolière américaine, Crestone, à explorer une zone au large de Vung Tau que les Vietnamiens estiment être sur le plateau continental.

Pour toutes ces raisons, Hanoï souhaiterait pouvoir plus rapide-ment rétablir des relations diplomatiques avec Washington, afin que les Etats-Unis jouent, à terme, le rôle d'un contrepoids face aux appétits de la Chine. Dans le même esprit, le Vietnam sera admis le 22 juillet, donc plus tôt que prévu, au sein de l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, La création de complexes industriels dans le centre du Vietnam procède également de la même préoccupation : par le biais do développement économique, il s'agit d'impliquer davantage, dans des zones stratégiquement sensibles, les Etats-Unis, le Japon et l'Europe dans le rééquilibrage de leurs relations avec Pékin.

Par ailleurs, les divergeoces entre communistes vietnamiens ne sont jamais que tactiques dès qu'il s'agit de jauger la Chine. Les uns sont partisans d'amadouer Pékin en ne lui portant pas ombrage. D'autres pensent que moderniser le pays, en faisant appel ootamment aux Occidentaux, constitue la meilleure recette. Le projet de Chu Lai, à caractère strictement économique, présente donc aussi l'avantage de ne pas donner de prétexte à une réaction chinoise. Les Chinois ne pourront rien y redire et, à moyen terme, pour y avoir placé quelques billes, Occidentaux et Japonais auront d'autant plus intérêt à ce que la paix prévale dans la région.

Jean-Claude Pomonti

progressif

● Guerres. La déroute militaire française de Dien Bien Phu, en 1954, avait débouché sur les accord de Genève et la partitinn du Vietnam. Au début des années 60, l'armée américaine entreprit d'intervenir, de plus en plus massivement, en faveur du régime de Saigon. Cet engagement, et notamment l'extension des bombardements au nord du 17º parallèle, avait été en partie décidé à l'insu du

Opinions. La politique américaine avait progressivement soulevé l'hostilité d'une partie de l'opinion publique internationale et nationale. Sur les campus des Etats-Unis, notamment, une vague d'insubordination s'était manifesté parmi les jeunes gens. Le président Nixon dut finalement engager des pourparlers avec Hanoi, au printemps de 1968. En 1973, les accords de Paris officialisaient le retrait des G.L. Le 30 avríl 1975, Saigon, tombait aux mains des forces communistes. ● Embargo. Les Etats-Unis avaient imposé un embargo économique contre Hanoi dès 1955 ; ils l'ont étendu au Vietnam réunifié après 1975. Ces sanctions ont été renforcées en 1979, au lendemain de l'intervention vietnamienne au Cambodge Après avoir été assoupli au début des années 90, l'embargo a été définitivement levé en février 1994 par le président Clinton. Disparus. 56 227 militaires américains nnt été tués au combat, et 2 211 restent « portés disparus » sur l'ensemble de l'ex-péninsule indochinoise. Parmi eux, 1 621 sont réputés perdus au seul Vietnam. Il s'agit de soldats dont les corps n'nnt pas été retrouvés. Les difficultés entourant le règiement de ce dossler constituent le principal obstacle à une normalisation complète des relations diplomatiques entre Hanoi et Washington.

3 30.4

746

.

24 A 2 100

+-- CL

* 100



La pression monte entre le Pérou et l'Equateur à propos d'un vieux conflit frontalier

Lima a envoyé des troupes à la frontière et Quito a proclamé l'état d'urgence

Les chancelleries du continent américain sont au conflit frontalier qui oppose le Pérou et déjà provoquée par des accrochages dans une mobilisées depuis vendredi 27 janvier pour ten- l'Equateur. La prodamation de l'état d'urgence région frontalière dont la délimitation est

Care at the panels

the Allegan

10 至100

· · · · · · ·

200 100

-

Film Max

ara no

Plant S Hard

12. 12 mg

The second second Land Land

200

300-100-24

" " bee

2.0

**** (C4 75)

1

" * P - 1/4/2 20

11 1 1 1 1 1 1 1 1 E

WW. VID

- 14754

F TWO JEES

445 M WELL

11000

17 a =

1 1 TOTAL NAME OF

A STATE OF THE STATE OF

er feltag finte

or and things

Un rapprochem

· control of the

1.14.41.41

2000

• Commercial States The second secon

الميسرين

progressif

. 11 HZ 8 . · · · 78 g 1.111.00

1 ... " E 25E:

the att Vietness

Appendig of the second second

fin einelbergebelten er

leurs relations

330 000 Juni

41.6 ...

mobilisées depuis vendredi 27 janvier pour ten-ter de trouver d'urgence un réglement pacifique par Quito aggrave la brusque poussée de fièvre

contestée depuis 1942.

LA TENSION entre le Pérou et l'Equateur, à propos d'un conflit frontalier vieux de cinquante ans, est montée d'un cran vendredi 27 janvier, avec la proclamation de l'état d'urgence par le président équatorien, Sixto Duran Ballen. « Conformément à mes obligations envers le pays et le peuple équato-riens, et dans le cadre de la mission pacifique inébranlable de l'Equa-teur. Pai d'il proclamer l'état d'urgence », a-t-il annoncé, au lendemain d'escarmouches entre des troupes péruviennes et équatoriennes le long de leur frontière commune (Le Monde dn 28 janvier). Ou ue connaît pas pour l'instant le bilan de ces accro-

L'état d'urgence donne à Sixto Duran Ballen des pouvoirs exceptiunnels. Mals on Ignore pour l'instant quelles mesures il compte prendre. Il a par allleurs appelé la population à garder son calme. La défense civile équatorienne a fait savoir que, par mesure de sécurité, elle avait commencé à évacuer les populations des zones contestées. Le ministre équatorien des affaires étrangères, Galo Learo Franco, a déclaré à la presse que l'Equateur avait proposé un cessez-le-feu an Pérou, mais, selon lui, Lima l'anrait repousé. Il a également démenti les informations en provenance du Pérou, selon lesquelles un hélicoptère équatorien aurait attaqué un poste-frontière jeudi. Le président équatorien a, pour sa

Du côté pérnylen, le réflexe d'union patriotique prévaut, sans doute stimulé, chez les politiques, par la perspective de l'élection présidentielle qui doit avoir lien au mois d'avril. Depuis deux semaines, les autorités du Péron avaient répondu assez mollement aux accusations de l'Equateur qui dénoncait les incursions péruviennes dans cette portion de territoire qu'il revendique, dans la Cordillière du Condor, à l'extrême nord du Pérou. La reconnaissance

part, affirmé à la presse que les

troupes de Quito ne quitteraient pas les positions qu'elles occupent

actuellement. « Céder signifierait

cantribuer à ce que l'Equateur reste

confiné dans les limites qu'a tou-

jours voulu nous imposer le Pérou »,

a-t-il ajouté.

officielle par les Equatoriens, jendi, de la validité du protocole de Rio, signé en janvier 1942 (voir cicontre), bien qu'assortie de réserves sur ses «vices», avait pu faire croire un moment à un réglement définitif du dossier. Mais des mouvements de troupes équatorienoes et les premiers accrochages à la frontière, quelques heures plus tard, ont immédiatement rompu le processus diplomatique et provoqué une escalade des deux cotés avec mohilisation de forces armées et de

LES CHANCELLERIES MOBILISÉES Cette poussée de tension à la frontière nord o'est pas nouvelle. Elle se produit chaque année à l'approche de l'anniversaire du protocole de Rio. Mais, cette fois, elle serait attisée par un conflit qui opposerait le président Sixto Duran à son ministre de la défense, le général 1680 Callardo Roman. Ce dernité tenterait de « préserver » certific « priviléges » que les militaires équatoriens seraient menacés de perdre, eo poussant la carte du oationalisme équatorien. C'est du moins l'explication que donne Lima à la rupture d'un réglement

du, quant à lui, vendredi soir à Tumbes (ville à 1200 km au nordouest de Lima), pour s'entretenir avec les responsables militaires du secteur, a rapporté la chaîne Panamericana Television. Le Pérou a massé vendredi des troupes et des véhicules hlindés dans la zone : des avions militaires et commerciaux transportant des soldats ont décollé de la base aérienne de Lima. Toutefois, le commandement des forces armées péruviennes a

indiqué que ses actions ne déborderaient pas « de l'autre côté de la frontière pour éviter l'escalade de la confrontation guerrière ». Après la proclamation de l'état

d'urgence par l'Equateur, toutes les chancelleries du coutinent américain se sont déclarées prêtes à aider au règlement de ce conflit. Les Etats-Unis ont exprimé dans la soirée, leur « profonde préoccupa-tion » après les incidents survenus depuis jeudi entre les deux pays. Christine Shelly, le porte-parole du département d'Etat, a appelé Ouito et Lima an dialogue et exprimé son espoir dans « les excellents mécanismes en place pour réduire les tensions » régionales.

Pour sa part, Cesar Gaviria, le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), devait entreprendre samedi

fices entre le Pérou et l'Equateur. Dans des entretiens téléphoniques successifs avec les présidents péruvien et équatorien. Il a affiché son intention de trouver les moyens de « mettre fin aux hostilités ». Il entend, a-t-il dit, s'appuyer pour cela sur les membres garants du protocole de Riu, le Chili, l'Argentine, le Brésil et les Etats-Unis. A Brasilia, le ministre des affaires Etrangères a convoqué séparément les ambassadeurs équatorieu et péruvien pour qu'ils examinent, avec leurs homologues des pays signataires du protocole accrédités au Brésil, les moyens de régler leur différend. Uu document appelant à la paix devrait être rendu public samedi, a-t-on appris de source diploma-

Un litige ancien

Au cœur du litige entre le Péron et l'Equateur se trouve une zone de 340 km² (« la cordiflière du Condor », 500 km au sud de Quito, 1200 km au nord-ouest de Lima), située en pleine jungle mais que Pon dit riche en or et en pétrole. Le conflit entre les deux pays est ancien. Au cours d'une guerre-éclair, qui a éclaté en janvier 1941, le Péron avait envahi l'Equateur et conquis 200 000 km² de territoire situés sur le revers amazonien des Andes. Un protocole avait été signé à Rio de Janeiro, le 29 janvier 1942, sons l'égide des Etats-Unis, du Brésil, du Chili et de l'Argentine. La délimitation retenue par ce protocole accordait la part du llon au Pérou, qui se voyait alloué la majeure partie du territoire contesté.

Affirmant que ce traité avait été signé sous la contrainte, le chef de l'Etat équatorien, Velasco Ibarra, avait dénoncé le traité de Rio, en 1961. Depuis, de multiples incidents d'intensité variable, notamment en 1981 et 1991, ont émaillé l'histoire de cette zone frontalière dont 78 km n'ont jamais été définitivement bornés.

Le gouvernement égyptien s'en prend aux Frères musulmans

Les forces de l'ordre ont arrêté plusieurs membres de syndicats proches de la confrérie

LE CAIRE

de notre correspondant Après une courte accalmie, le bras de fer a repris entre le gouvernement et la confrérie des Frères musulmans. Le syndicat général des médecins, dominé par les islamistes, a réuni, vendredi 27 janvier, une assemblée générale pour protester contre la mise en garde à vue de plusieurs de ses membres. Dans un communiqué. il a condamné « le comportement irresponsable des services de sécurité » qui « ont interdit aux cars de médecins venant d'autres provinces d'entrer au Caire ».

Les forces de l'ordre avaient arrêté, dimanche 22 janvier, vingtbuit Frères musulmans, gardés à vue pendant quinze jours en vertu de la loi sur l'état d'urgence. Parmi les personnes arrêtées figurent le secrétaire adjoint du syndicat général des médecins ainsi que le responsable de la section d'Alexandrie. L'opération, qui a été menée dans plusieurs provinces, a été condamnée par les islamistes et notamment les syndicats des médecins, des ingénieurs, des professions scienti-fiques et l'ordre des avocats.

« DÉCAPITER » LE MOUVEMENT

Selon un communiqué des Frères musulmans, les arrestations visent à « décopiter » leur mouvement, et à empêcher l'op-position islamiste de participer aux élections législatives prévues pour l'automne prochain. Oo aioute, dans ces mêmes milieux.

que le gouvernement veut aussi affaiblir les syndicats duminés par les islamistes avant les élections syndicales prévues pour cette année. L'objectif serait de mettre les syndicats sous contrôle iudiciaire conformément à la nouvelle loi qui prévoit cette mesure dans le cas où moins de 40 % des membres participent au scrutin. Lors des précédeutes élections syndicales, il y a près de quatre ans, le taux de participation avalt été de 30 % en

Le gouvernement continue, pour sa part, de suivre une ligne dure à l'encontre de la confrérie, qui n'a plus d'existence légale de-puis 1954 mais dont l'activité était tolérée depuls une vingtaine d'années. Le ministre de l'intérieur, le général Hassan El Alfi, l'avait récemment accusée de « financer les ottentots extrémistes musulmans » et d'avoir transformé les syndicats qu'ils dominent en «foyers du terrorisme ».

Alexandre Buccianti

■ SIX POLICIERS ont été tués et cinq autres blessés, vendredi 27 janvier, dans un attentat commis à Abou Qourgas, dans la province de Miniya, en Haute-Egypte. Un gronpe d'intégristes embusqués dans un champ de canne à sucre ont tiré des rafales d'armes automatiques sur des conscrits au moment on ils descendaient d'un camion pour relever des collègues. - (AFP.)

Deux armées largementien anoine

LE PÉROU, deux fois plus peuplé que l'Equateur, dispose d'environ deux fois plus de capacités milltaires que son voisin: 115 000 hommes d'active (dont 66 000 conscrits pour un service sélectif de deux ans) et quelque 190 000 réservistes rappelables dans le premier cas, contre 56 000 hommes d'active (dont 35 000 recrues avec un service sélectif d'un an) et pas moins de 100 000 réservistes mobilisables dans le second. Les deux armées ont cependant des caractéristiques communes. D'abord, elles ont développé leur armée de l'air: pas moins d'une centaine d'avions de combat chacune, avec notamment des Mirage FI français anciens en Equateur et des Mirage-2000 récents an Pérou. Ensuite, elles sont pour l'essentiel à base de forces terrestres (avec des blindés français et brésiliens pour l'Equateur, et des blindés français, ex-soviétiques on américains au Pérou). Si la marine péruvienne, en raison des 2 200 kilomètres de côtes à surveiller, est plus puissante que la marine équa-turienne, il n'eu demeure pas muins qu'elles sout assez complètes l'une et l'autre: elles ont fait appel toutes les deux à une famille de bateaux, depuis les sous-marins jusqu'à des bâtiments amphibies (pour le débarquement de commandos), en passant par des corvettes nu des frégates lance-missiles (avec, au Pérou comme en Equateur, des missiles anti-navires Exocet de conception française).

LE MONDE diplomatique Chaque mois, un regard différent sur l'environnement

international.

par la France

diplomatique qui semblait pourtant en bonne voie. Le président Fujimori s'est renelectroniques. vales (DCN) vient de proposer d'associer indus- Alouette et Puma. Une filiale du consortium

Pretoria et Paris négocient inc a une a une extraor partenanial industriel a des fins militaires mantenant industriel a des fins militaires PRETORIA ET PARIS viennent d'ouvrir des triellement les chantiers Dorbyl, à Durban, de fadiscussions pour jeter les bases d'un partenariat con à leur faire assembler trois des quatres est déjà responsable de la révision sur place de industriel dans les domaines naval et aéronau- navires en question. Si l'offre française est rete- certains types d'hélicoptères civils et militaires.

Léotard, l'a récemment indiqué à des parlemen-taires qui se préoccupaient de savoir si la levée de l'embargo de l'ONU contre Pretoria pouvait laisser entrevoir une reprise des relations militaires entre les deux pays. La France et l'Afrique du Sud ont eu autrefois des échanges intenses dans le secteur de la défense, notamment pour ce qui concerne les avions de combat, les hélicoptères, les sous-marins et divers équipements

En matière navale, le projet le plus important qui soit aujourd'hui en négociations a trait à la fourniture de quatre frégates de 2 200 tonnes, que les Sud-Africains considèrent comme appartenant à la classe des corvettes embarquant un hélicoptère. La direction des constructions na-

tique. Le ministre français de la défense, François nue, M. Léotard a doravé son accord pour que la DCN, par l'intermédiaire de sa société de commercalisation à l'exportation DCN International, puisse prendre une participation dans le capital des chantiers sud-africains. Ce sont ces mêmes chantiers qui ont modernisé trois sousmarins classiques du type Daphné construits par Dublgeon-Nantes et vendus à Pretoria en 1967.

PROJET AÉRONALITIQUE

Dans le domaine aéronautique, le projet consiste, selon M. Léotard, à associer l'entreprise sud-africaine Atlas-Aviation au groupe européen Eurocopter détenu par l'allemande DASA et la française Aérospatiale.

L'Afrique du Sud possède de longue date la li-cence de fabrication des hélicoptères français

Le nouveau projet de coopération est double. D'une part, le groupe Atlas-Aviation deviendrait la base d'entretien de toutes les « machines » Eurocopter dans l'ensemble de l'Afrique australe. D'autre part, les deux entreprises s'associeraient pour fournir à Pretoria des hélicoptères Cougar emharqués sur les frégates de 2 200 tonnes et des hélicoptères BK-117 ou EC-135 pour renouveler le parc ancien des Alouette III.

Atlas-Aviation demeure néanmoins un concurrent direct du groupe Eurocopter, en produisant en Afrique du Sud un bélicoptère d'attaque, le Rooivalk, dérivé du Puma français et proposé à la Grande-Bretagne. Le consortium franco-allemand présente, de son côté, l'hélicop-tère Tigre. Le marché britannique est évalué à environ quatre-vingt-dix bélicoptères.

Suspension de la seconde phase de l'autonomie palestinienne

de notre correspondant La deuxième phase du processus

de paix israelo-palestinien, c'est-à-

dire l'extension de l'autonomie à

tout ou partie de la Cisjordanie oc-

cupée, est suspendue. La radio d'Etat a révélé, vendredi 27 janvier, que, dès avant le récent attentat de Netanya, le premier ministre itzhak Rabin avait indiqué que le redéploiement des troupes hors des villes palestiniennes de Cisjordanie n'aurait pas lieu « dans un avenir proche ». Prévu par la Déclaration de prin-cipes signée à Washington en septembre 1993, ce redéploiement, qui devait avoir lieu en juillet 1994 – seloù un calendrier maintenant abandonné -, constitue un préalable aux elections palestiniermes. Selon Kol Israel, la radio d'Etat, M. Rabin, recevant, la semaine demière, à son bureau, les chefs de l'opposition riementaire, leur a révélé avoir offert à Yasser Arafat, le 19 janvier, l'alternative suivante : ou bien vous acceptez d'organiser vos élections dans la situation actuelle, étant en-tendu que les soldats israéliens res-

commençons à négocier un accord Selon M. Rabin, le chef de l'Autorité palestinienne à Gaza et à Jéricho

teront, ce jour-là, dans leurs ca-

semes de Cisjordanie, ou bien nous

aurait choisi la deuxième solution « estimant que cela prendrait quatre ou cinq mois supplémentaires ». Toujours d'après la radio, le premier ministre aurait, pour sa part, fait savoir que les négociations dureraient « beaucoup plus longtemps ». A la veille du week-end, pas plus du côté israélien que palestinien, aucun commentaire officiel n'était venu

confirmer ou infirmer ces propos. « Le processus de paix est de facto échoué», a écrit, vendredi, dans le quotidien Haaretz, Zeev Chiff, célèbre commentateur militaire. «Les négociations avec les Palestiniens vont reprendre, mais il est clair qu'il est impossible de metire en œuvre la seconde phase de l'autonomie dans la situation actuelle ». Cinquante-cinq Israeliens ont péri, ces dix derniers mois, dans quatre attentats-suicides.

Lors d'une réunion du groupe parlementaire travalliste, organisée cette semaine après l'attentat de Netanya, M. Rabin aurait cependant fait part de sa certitude que le processus de paix avec les Palestiniens continuerait: « Il n'est pas stoppé, aurait-il confié à ses proches, mais, dans les circonstances présentes, nous avons besoin d'un peu de temps pour voir comment les choses vont évo-

Patrice Claude

Le pouvoir mauritanien fait face à un fort mécontentement populaire

LES PRINCIPAUX dirigeants de l'opposition, interpellés lundi 23 janvier, se trouvaient toujours en garde à vue vendredi. Ils sont accusés d'être les instigateurs des viulentes manifestations populaires qui ont eu lieu dimanche pour protester contre la récente augmentation de 25 % du prix du pain.

L'opposition a rejeté l'accusation et a dénoncé les dernieres mesures économiques du gouvernement qui « rongent ce qui reste du pauvoir d'achot des ci-

DÉVALUATION

Les Mauritaniens ont vu leur pouvoir d'achat diminuer de manière sensible depuis la dévaluatíun de 28 % de l'uuguiya, la monnale nationale, en octobre 1992, suivie par une hausse de 40 % des produit de première nécessité. Cette décision a déjà entraîné des émeutes contraignant les autorités à iostanrer un couvre-feu.

La dévaluation de l'ouguiya a été prise sons la pressioo du Foods monétaire interoational (FMI) qui, en cuutrepartie, a fourni une aide de 390 millions de dollars destinée à assurer une croissance de 3,5 % par an. Cet objectif a été atteint sans que, pour autant, l'inflation, de l'ordre de 14,5 % en 1994, puisse être enrayée. Le nouveau prêt de 68 milliuns de dollars, que le FMI vient d'accorder, assure le pays du soutien des bailleurs de fonds et ceux-ci se félicitent d'une politique de rigueur économique. Mais cette dernière frappe de plein fouet les couches

les plus défavorisées.

La population (2,4 millions de persunnes) a doublé eu trente ans. 44 % des Mauritaniens ont moins de 15 ans. Nouakchott, la capitale, compte un demi-million d'babitants. L'intérieur du pays, victime de la sécheresse. n'a bénéficié d'aucun prugrès notable: ni électricité, ni eau, pas de routes, peu d'écoles et de

Le multipartisme, instauré en 1991 par le président Maaouyia Ould Taya et coofirmé par les premières élections pluralistes, eu 1992, n'a appurté aucune amélioration aux yeux de la po-

Bien que divisée, l'opposition a réussi à récupérer les mécontents mais aussi, peu à peu, des mouvements religieux qui, tatives sans statut légal, ont radicalisé leur discours, dénonçant les nantis du régime, les libertés «permissives», notamment celles dont bénéficient les femmes.

La Mauritanie, qui se croyait à l'abri des excès religieux parce qu'elle pratique un islam tolérant, voit ainsi se développer, presque à visage découvert, un courant intégriste envers lequel l'opposition a eu une attitude amhigue en coudamnant la politisatiun de la religion, tout en prônant la créatinn de partis po-litiques islamistes. - (AFP.)

■ LE MINISTRE ALGÉRIEN des affaires étrangères, Mohamed Salah Dembri, a demandé, vendredi 27 janvier à Rome, le soutien de l'Union européenne aux «initiotives en cours, afin de favoriser le retour d'une situotion démocratique normale dans le pays ». Quant au Pront des forces socialistes (FFS), il a appelé les Algériens à « agir pour la mise en œuvre du contrat national », signé dans la capitale italienne par les principaux partis de l'opposition, y compris l'ex-Front islamique du salut (FIS). -

Les cérémonies d'Auschwitz ont été l'occasion d'une « mise en garde solennelle à toute l'humanité »

Pour la première fois, le président Walesa a évoqué le martyre du peuple juif

Les représentants de vingt-quatre Etats ont parti-cipé, vendredi 26 janvier, aux cérémonies du cin-mandant l'arrêt « de la violence, du fanatisme et mandant l'arrêt « de la violence, du fanatisme et mandant l'arrêt », a évoqué à Auschwitz « la souffrance des quantième anniversaire de la libération des du terrorisme ». Le président polonais qui, la nations, en particulier de la communauté juive ».

CRACOVIE

de nos envoyés spéciaux Auschwitz ou. Sans neige, sans lumière, sans couleurs, sans brouillard. Juste un froid sec et glacial. Commeot faisaleot-ils alors? Commeot vivaient-ils? Comment résistèreot-ils? Et pourquoi reviennent-ils?

En cette date symbole, celle de l'arrivée des troupes soviétiques dans le camp d'extermination où oe vivaient plus que 7 600 moribonds abandonnés par les Allemands, l'heure du soovenir s'était voulue surtout l'heure des résolutions et des mises en garde. On avait frôlé l'incident dû à une incompréheosible volonté polonaise d'ignorer ou de minimiser la singularité de la tragédie juive. Mais le cinquantième anniversaire de la libération d'Auschwitz a été l'occasion d'un appel aux nations, daos un imprévisible sursaut

On le comprend dès l'arrivée du cortège officiel, à quelques mètres de l'inscription Arbeit macht frei (Le travail rend libre) ao-dessus do portail d'entrée. En tête, entourant le présideot Walesa, les deux représentants sans doute les plus symboliques, les plus légitimes pour cette célébration : Simone Veil, mandatée par le gouvernement français mais surtout rescapée de ce camp de la mort où elle fut internée avec sa mère et ses deux sœurs, et Elie Wiesel, réprésectant du gouvernement

américain et ancien déporté. Cette dispositioo, qui reléguait à l'arrière la reine Beatrix des Pays-Bas, le roi Harald V de Norvège, le grand-duc du Luxembourg, les présidents tchèque, allemand, autrichien et italien,

communauté juive. Les discours, remaniés in extremis, a-t-on appris, vincent confirmer l'intention. Avant le dépôt d'une gerbe au « mur de la mort » contre lequel sont tombés les fusillés (probablement 20 000), le président polonais évoque Auschwitz comme symbole de « la souffrance des natians, en particulier de la communauté juive ». C'était la première fois en deux jours qu'il évoquait

les victimes juives . Le message fut repris quelques minutes plus tard à Birkenau, ce deuxième camp à 3 kilomètres du premier, dont la chambre à gaz a fonctionné dès mai 1942. Lech Walesa évoqua à nouveau l'extermination des juifs, puis celle des Welss, et surtout Elie Wiesel qui,

valait tous les messages à la Tziganes et enfin celle des Polo- au cours d'un discours mi-poètne, nais. Mais voici qu'Auschwitz perdit dans sa bouche sa spécificité: « Cet endroit est un symbole mais, helas, pas une exception », dit-Il, toujours prompt à évoquer les « milliers d'autres camps tout autour du monde ».

Une maladresse évitée par les autres orateurs qui ne s'abstinrent pas pour autant d'actualiser leurs propos. Ainsi Maurice Goldstein, président du Comité international d'Auschwitz, a déponcé « l'épuration ethnique qui a lieu non loin de nous en Europe » et souhaité qu'« Auschwitz sait une mise en garde solennelle à toute l'humonité ». Ainsi le président de la Knesset, Shevah

mi-prière, a demandé que de ce lieu «où l'humanité o été trahie par l'assassinat collectif soit lancé un appel pour arrêter la violence, les effusions de sang, le fanatisme et le terrorisme en Terre Sainte ».

Ao momeot du départ, uoe mère prit soo grand fils par le bras et l'eotraina vers une baraque sans porte ni fenêtre. « C'était ici. dit-elle, c'était mon Block ». Deux minuscules chambres de chefs à l'eotrée, puis sur trois niveaux une succession de châlits sur lesquels les femmes s'eotassaient pour dormir. L'escapade n'a duré qu'une minute.

> Annick Cojean et Lucas Delattre

« Un devoir envers les victimes » et « envers les vivants »

tions do monde, lancé vendredi 27 janvier d'Auschwitz, par les chefs ou représentants de vingt-quatre Etats et dix Prix Nobel de la paix :

« Cinquante ans après la libératian d'Auschwitz-Birkenau, nous naus sommes retrouvés pour le souvenir du plus grand crime commis dans l'Histoire, crime qui devait apporter la « solution finole », dans l'intentian de ses auteurs, crime cantre les julfs, principalement contre les juifs, mais aussi contre d'autres peuples: polanais, rom, russe, hallandais, français, allemand, autrichien, biélorusse, bulgare, yougoslave, luxembourgeois, lituonien, letton, danois, estonien, tchèque, croate, hangrois, bosniaque, belge, italien, ukrainien, slovène, slovaque, roumain, macé-

Voici le texte de l'appel aux na- donien, norvégien et albanais. » Ici, en terre de Pologne, mois non par des mains polonaises, les nazis allemands avaient érigé un réseau de camps, parmi lesquels Auschwitz-Birkenau est devenu le symbole de barborie, au-delà du XX siècle. Nous avons le devoir envers les victimes de garder le souvenir de leur mort. Nous devons aussi nous souvenir de leur vie. Leur héritage doit aider l'humanité à cansolider lo foi dans un avenir libre de racisme, de

haine et d'antisémitisme. » Rendant hommoge aux victimes du KL Auschwitz, nous ovons croyons et nous espérons que ces dans la conscience de lo commu- ni de tueries. »

nauté mondiale tout entière, qu'ils toucheront les corurs et les esprits. Qu'à la fin du XX siècle, des instruments seront créés pour garantir la solutian pacifique de tous les

» Les crimes de génacide ne peuvent être aubliés, quels qu'en soient les lieux, les temps et les outeurs. Ils doivent être jugés équitablement et devenir l'avertissement pour les contemporains et les générations à venir.

» Il est dit: « Qui souve une vie, sauve le monde entier. Qui ôte ane vie, détruit l'ordre de ce monde. » aussi le devoir envers les vivants Pour cela, nous souhaitons porter d'œuvrer pour lo paix, la tolérance au monde entier, à tous les peuples et les droits de l'homme. Nous et tous les hommes, le message suivant: plus jamais de fanatisme ni principes seront occeptés et oncrés de violence, plus jamais de guerres

Les négociations entre Dublin et Londres devraient être conclues fin février

de notre correspondant Le nouveau premier ministre irlandais, John Bruton, a recu pour la première fois, vendredi 27 janvier à Dublin, le chef du mouvement républicain d'Irlande du Nord (Sinn Fein), Gerry Adams. Cette rencontre est intervenoe au lendemain de celle do chef de la diplomatie irlandaise, Dick Spring, avec le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, Sir Patrick Mayhew, et alors que l'autre chef de la branche politique de l'IRA. Martin McGuinness, se trouve à Londres. Commentant l'apparent blocage des négociations anglo-irlandaises sur la rédaction d'un document-cadre commun sur une solution à la crise au nord de l'île, M. Bruton a estimé que si les progrès étaient « lents » ils o'eo étalent pas moins « réguliers ». MM. Spring et Mayhew se sont en effet séparés après six heures de discussions en annonçant qu'« il existait encore quelques zones complexes » et que « plus de travail était nécessaire ». Le sommet Bruton-Major destiné à officialiser le documentcadre, dont on parlait pour début février, serait retardé à la fin du mois.

Le plus difficile est de mettre au point un texte qui ne soit inacceptable par aucune des parties tout en étant assez précis pour être opératioonel. On en serait pour l'instant à un accord sur

98 % de ce texte de vingt-trois pages. Le point le jours leurs craintes de concessions trop impor-plus sensible concerne les organismes transéconomiques et sociales. Auront-ils les « pouvoirs exécutifs » que réclament Dublin et les nationalistes, et que les unionistes jugent «inacceptables » ? Ces derniers auront-ils un droit de veto dans ce domaine, comme le talssait entendre icucii le Financial Times? Ce qui a fait bondir les nationalistes. Peut-on envisager que ces organes o'aient que des pouvoirs exécutifs Ilmités, et que les Parlements de Belfast et de Dublin aient la possibilité de les leur retirer? Et à quelle majorité, les catholiques n'étant que 40 % au Nord?

L'autre problème concerne l'amendement de la Constitution irlandaise, dont les articles 2 et 3 affirment l'apparteoance du Nord à la République, et dont Londres et les unionistes dendeot l'abrogation. Les Britanniques décideront-ils en échange la modification de l'Acte sur le gouvernement d'Irlande de 1920 qui officialise la partitioo de l'île? Les unionistes do Parti unioniste de l'Ulster (UUP), qui avaient accordé leur appui à la politique irlandaise du gouvernement de John Major, out manifesté ces derniers

frontières qui devraient être mis en place pour dération tranche avec l'extrémisme du mouvetraiter de questions communes, essentiellement ment rival du pasteur lan Paisley, sait que M. Major a besoin de ses députés pour conserver une majorité aux Communes, et il est prêt à le faire payer cher. Au point que certains de ses députés n'excluent pas la possibilité de provoquer la chute du gouvernement conservateur.

La marge de manœuvre du premier ministre britamique est donc très étroite, et il ne pourra pas aboutir sans le soutien ou la neutralité de PUUP tout accord devant être soumis à référendum. Londres suivrait aussi, seioo certaines sources, une tactique visant à faire délibérément traîner les négociations en longueur. Plus le cessez-le-feu se prolonge, plus il sera difficile à l'IRA de reprendre les armes, entend-oo dire. Certains unionistes soulignent pourtant que l'IRA compte réexaminer sa position sur le cessez-le-feu, décrété il y a cinq mois, à la fin février. Les négociations anglo-irlandaises sont dooc arrivées à un point crucial, et faire traîner les choses risque de cristalliser encore plus les antagonismes et de donner des arguments aux extrêmes, seloo lesquels toute solution négociée

Patrice de Beer

La visite en France du premier ministre québécois relance la guérilla diplomatique entre Paris et Ottawa

LE PREMIER MINISTRE du Québec, Jacques Parizeau, avait plusieurs raisoos de se déclarer « très satisfait » de la visite officielle de quatre jours qu'il a conclue à Paris, vendredi 27 janvier. Convaincu que les dirigeants français, quelle que soit leur couleur politique, s'en tiendraient à la politique de « noningérence mois non indifférence » qui est la leur depuis 1984 à l'égard de sa province, M. Parizeau se serait fort bien contenté d'obtenir, en privé, une seule promesse : celle que la France reconnaîtrait le Québec comme une nation indépendante, dans l'hypothèse ob le « oui » l'emporterait au référendum sur la «souveraineté» qu'il compte organiser dans sa province, d'ici la fin de l'année.

Or, par une sorte d'effet d'entrainement qui n'est pas étranger à la préparation de l'élection présidentielle en France, le chef du Parti québécois a obtenu des assurances tion française » arrive pour lui comme pain béni. Un sondage de grande envergure (mené auprès de 10.000 Québécois) et publié jeudi à Montréal montre que ses compatriotes sont toujours partagés: 54 % se prononcent contre la souveraineté et 46 % pour.

GRAND EMOI

Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a ouvert le ban mardi, recevant son hôte avec beaucoup de chaleur et d'égards: « Nous entendons marcher à vos côtés, au rythme que vous déciderez », a-t-il déclaré. Le maire de Paris, Jacques Chirac, qui avait boudé les indépendantistes québécois au cours des deux demières années, a, le même jour, été plus explicite: «Les nations francophones, et en particulier la France, devraient être immédiatement aux côtés des Québécois et reconnoître lo situation

nouvelle » si le « oui » l'emportait, a-t-il estimé.

Jeudi, M. Balladur, que la cause québécoise o'avait pas jusqu'ici semblé intéresser outre mesure, a glissé, devant les journalistes, aux côtés de son invité, une petite phrase qui a fait grand bruit au Québec, de la part d'un « présidentiable » en avance dans les sondages: «Le premier ministre Parivient de foire des recommandations; je ne doute pos qu'elles seront suivies. » Seul M. Mitterrand, que l'idée d'un divorce canado-québécois n'a jamais enthousiasmé, n'a pas ajouté sa voix à ce

Ces déclarations ont semé un grand émoi à l'ambassade du Canada à Paris et à Ottawa, où l'on misait sur plus de réserves diplomatiques de la part des dirigeants français. « Un politicien expérimenté ne répond pas à des questions hypothétiques, surtout dons ce genre de

situation », a sèchement déclaré le premier ministre Jean Chrétieo, commeotant les propos de

La guérilla diplomatique qui avait

M. Chirac.

empoisonné les relations entre Paris et Ottawa, à cause du Québec, jusqu'en 1984, sous le mandat de Pierre Elliott Trudeau, a toutes les chances d'être relancée. D'autant qu'un appei d'une trentaine d'intellectuels français - allant de Jean Dutour à Jean Edem Hallier - circule actuellement à Paris, jetant de l'huile sur le feu. Les signataires y évoquent « l'invasion de la Nouvelle-France » (les Français, tout aussi « envahisseurs » que les Angiais sur ces terres ont perdu le Canada à la suite de la défaite militaire de Québec en 1763) et les « deux siècles de résistance » d'un peuple menant «combat pour que vive le Québec libre ».

Martine Jacot

La Russie envoie des renforts en Tchétchénie

GROZNY. Les indépendantistes tchétchènes ont opposé, vendredi 27 janvier, une résistance achamée aux forces russes dans les quartiers sud-est de Grozny encore sous leur contrôle, tandis que des renforts russes massifs s'approchaient des faubourgs de la capitale. Une colonne d'infanterie et de blindés, forte d'environ 150 véhicules, susceptible de transporter un millier d'hommes, a été envoyée en renfort vers Grozny. Des avions russes ont bombardé le quartier de Minoutka, ainsi que les environs de la station de tramways, à l'est du palais présidentiel, où se déroulaient les plus violents combats. Zelimkhan Yandarbiyev, le vice-président tchétchène, a affirmé que les troupes

russes n'occupaient qu'un tiers de Grozny. Par ailleurs, le ministère russe de la défense a interdit au conseiller présidentiel pour les droits de l'homme, Serguei Kovalev, d'accompagner la délégation de l'OSCE qui a quitté Moscou vendredi matin pour la Tchétchénie, selon la radio Echo de Moscou. - (AFP.)

Prise du quartier général de la guérilla karène en Birmanie

BANGKOK. Les troupes gouvernementales birmanes se sont emparées du quartier général de l'insurrection karène, Manerplaw. Un millier de combattants de cette minorité nationale, en rébellion depuis près d'un demi-siècle contre le pouvoir central de Rangoun, ont traversé la rivière Moei pour trouver refuge en Thailande, suivis de nombreux civils. C'est le général Bo Mya, chef historique de l'insurrection, qui a donné l'ordre d'évacuation. La chute de Manerplaw est un coup décisif porté par la junte militaire à la puissante Union nationale karène (KNU), qui combat pour l'autonomie depuis l'indépendance de la Birmanie en 1948. Les Karens, la plus importante - avec ses 4 millions de membres - de la douzaine de minorités ethniques de Birmanie, sont aussi les derniers à n'avoir pas signé, depuis un an et demi,

un cessez-le-feu avec Rangoun. Après la sangiante répression en 1988 d'un soulèvement à Rangoun en vue de restaurer la démocratie, Manerplaw était devenu le symbole de la résistance à la junte. Quelque 2000 étudiants birmans, fuyant le régime militaire, y avaient rejoint la KNU. Le pouvoir avait rompn en décembre 1994 un cessez-le-feu unilatéral avec la KNU et attaqué Manerplaw, profitant d'une grave crise au sein de l'organisation karène entre sa direction, d'obédience chrétienne, et une partie de ses troupes, à majorité bouddhiste. Environ 400 combattants bouddhistes retranchés dans un temple situé au confluent du fleuve Salween et de la Moei s'affrontaient avec le reste des forces de la KNU. - (AFP.)

■ ALLEMAGNE: M. Kohl menace de démanteler la chaîne publique ARD, au lendemain d'une émission satirique qui l'avait brièvement brocardé, ARD avait diffusé, jeudi 26 janvier, un faux entretien téléphonique entre Helmut Kohl et le président russe Boris Eltsine à propos de la Tchétchénie. Le chancelier demandait en particulier à son ami Bocis de faire quelque chose pour qu'on ne voie pas trop de cadavres traîner dans les rues de Grozny. « En raison de la discussion octuelle sur lo situation de lo télévision publique, et en particulier d'ARD, je me pose encore une fois lo question de savoir dans quelle mesure l'existence d'ARD peut se justifier », a affirmé M. Kohl dans une lettre air président de la Chaîne. – (AFP)

M GÉORGIE : des Géorgiens ont attaqué, jeudi 26 janvier, un groupe de la rigilité abilitaire dans la région frontaitere de Gali, faisant un mort et deux blessés graves, selon les autorités abkhazes citées, vendredi, par l'agence russe Interfax. Par ailleurs, une nouvelle série de pourparlers visant à résoudre le conflit opposant la Géorgie à l'Abkhazie s'ouvrira le 7 février à Genève, a annoncé vendredi un porteparole de l'ONU. Armés par les Russes, les sécessionnistes abkhazes ont vaincu les troupes gouvernementales géorgiennes en 1993, provoquant l'exode de quelque 250 000 Géorgiens. - (AFP, Reuter.)

■ ALBANIE : deux « marines » américains ont été blessés par balles dans le port de Durres, vendredi 27 janvier, a indiqué un responsable du Pentagooe. Ils participaient aux premières manœuvres navales conjointes entre les Etats-Unis et l'Albanie, qui ont lieu du 27 au 31 janvier, dans le cadre du Partenariat pour la paix de l'OTAN. - (AFP.) ■ BIÉLORUSSIE: pour la première fois depuis l'investiture du nouveau président de la République, Alexandre Loukachenko, en juillet 1994, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont protesté, jeudi 26 janvier, contre l'augmentation des prix et la baisse des salaires. Le salaire mensuel moyeo est d'environ 130 francs. - (AP.)

■ PAY-BAS : Fancien premier ministre Ruud Lubbers a été nommé ministre d'Etat, une distinction honorifique attribuée à vie par le gouvernement. Premier ministre entre 1982 et 1994, M. Lubbers pourra être appelé à conseiller la reine Beatrix. - (AFP.)

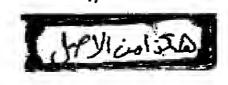
CHYPRE: M. Rauf Denktash est candidat à sa propre succession. Le président de la République turque de Chypre du Nord (RTCN, autoproclamée en 1983 et reconnue uniquement par la Turquie) a déclaré vendredi 27 janvier son intention de se présenter à l'élection prévue pour le 16 avril. - (AFP.)

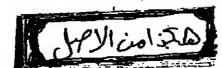
SIERRA LEONE: les sept religieuses enlevées le 25 janvier à Kambia par la rébellion du Front révolutionnaire uni (RUF) o'auraient pas été bbérées, contrairement à ce qu'avait annoncé le gouvernement. La guérilla a provoqué l'exode de 10 000 Sierra-Léonais vers la Guinée au cours des deux derniers jours. - (AFP. Reuter.)

RWANDA : un accord entre le Zaire et le HCR a été signé vendredi 27 janvier à Kinshasa afin d'assurer la sécurité dans les camps de réfugiés rwandais de Goma et Bukavu. Le gouvernement zaîrois mettra à la disposition du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés 1500 hommes et du matériel. L'opération nécessitera 13 millions de dollars (72 millions de francs) dans les cinq prochains mois. Le HCR, constatant de meilleures conditions de sécurité dans les camps, va procéder à partir du 29 janvier à l'enregistrement des 2 millions de réfugiés rwandais au Zaire. - (AFP.)

■ GAMBIE : une tentative de coup d'Etat dirigée contre le président gambien, le capitaine Yayah Jammeh, s'est soldée par l'arrestation, vendredi 27 janvier, du vice-président et du ministre de l'intérieur, les capitaines Sana Sabally et Sadibou Heydara. - (AFP, Reuter.)

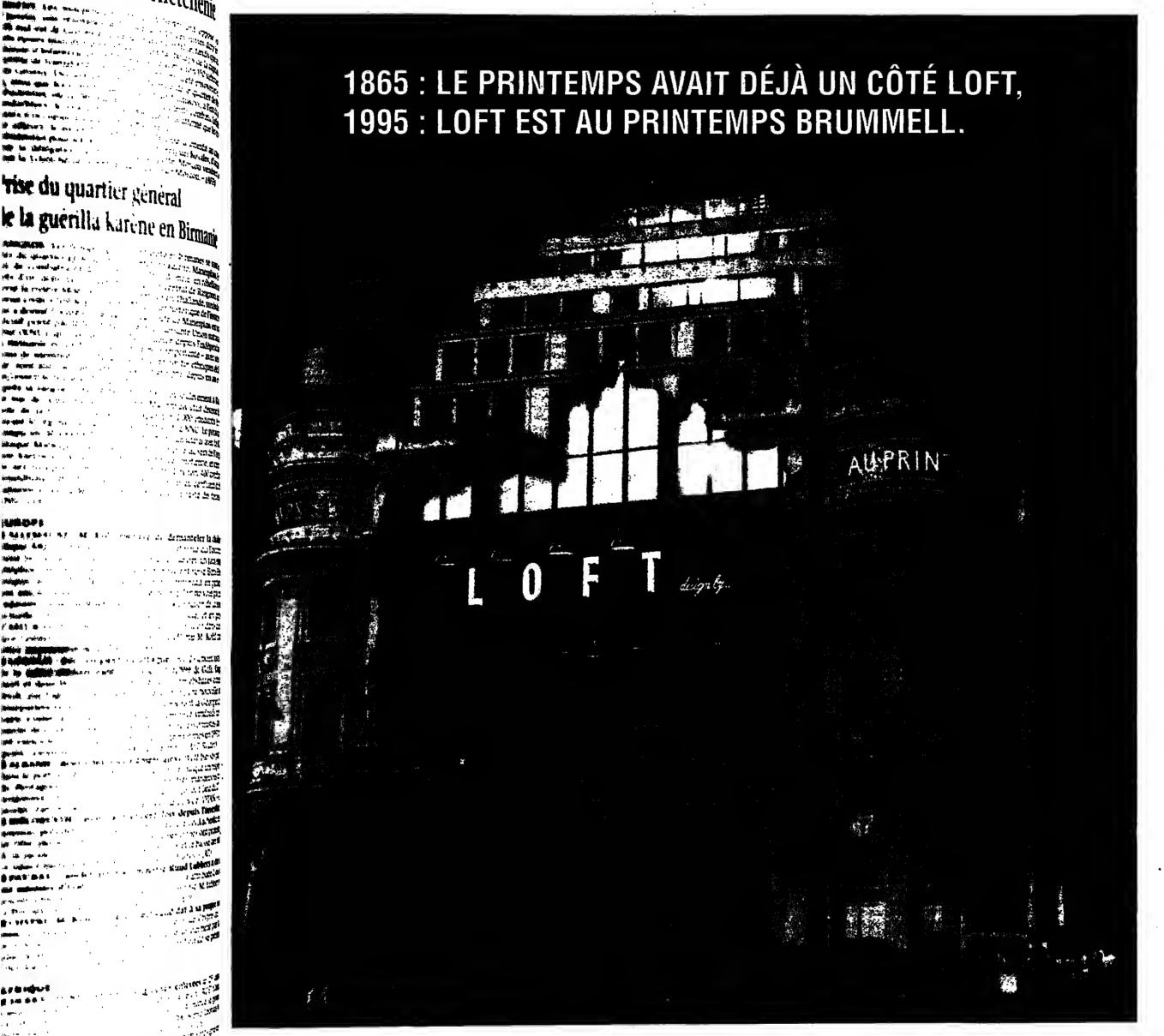
■ URUGUAY ROUND: la libéralisation des échanges commerciaux dans le monde fera gagner entre 60 et 100 milliards de dollars par an aux pays en développement, a déclaré à Washington, l'économiste en chef de la Banque mondiale, Michael Bruno. « Ces gains, qui représentent une augmentation estimée entre 1,3 et 2 % du revenu rée! de ces pays, seront réalisés en dépit d'une libéralisation limitée du secteur agricole (...). À lo fin de la décennie, les pays en voie de développement [devraient] absorber un tiers des exportations des pays développés contre un cinquième actuellement >- (AFP) ALGERIE les exportations de gaz ont baissé de 3,5 milliards de mètres cubes en 1994 pour revenir à 31,5 milliards, entraînant pour la compagnie pétrolière nationale Sonatrach un manque à gagner de près de 300 millions de dollars (1,6 milliard de francs), selon Gas Matters, une lettre d'information spécialisée. Des problèmes techniques à l'unité de liquéfaction d'Arzew, sur la côte ouest, et une baisse des achats de gaz par l'Italie expliqueralent le reflux des exportations.





a Russie envoie les renforts en Tchétchénie

LE MONDE / DIMANCHE 29 - LUNDI 30 JANVIER 1995 / 5



Un véritable magasin "LOFT design by..." s'est ouvert au rez-de-chaussée du PRINTEMPS BRUMMELL. C'est la rencontre de deux enseignes qui mettent en commun une culture, des racines, un savoirfaire traditionnel au profit d'un monde résolument contemporain.



Dans une architecture de manufacture de début du siècle, "LOFT design by..." abrite des vêtements qui privilégient le confort, le bien-être, la sobriété et les matières naturelles. Parce que, avant d'être une mode, "LOFT design by..." est un mode de vie.



PONCTION Selon les études des demain de l'élection présidentielle plus grands instituts de prévision, le gouvernement minore l'ampleur gatoires, et notamment un relève-des déficits publics. Ils sont de plus ment de la contribution sociale géen plus nombreux à prévoir au len-

une hausse des prélèvements oblinéralisée. Une solution périlleuse car la consommation est encore fra- de la métallurgie) juge qu'une auggile. LES HOMMES politiques mentation des prélèvements est évitent d'évoquer une hausse de la pression fiscale, à l'exception de

« inévitable après les élections ». ● LES CONFÉDÉRATIONS syndi-Raymond Barre. L'UIMM (patronat cales sont divisées sur les solutions

à apporter au grave déficit de la Sécurité sociale. FO organise un meeting dimanche 29 janvier. Seule la CFDT accepte un élargissement de l'assiette de la CSG.

Une hausse des prélèvements obligatoires paraît inévitable

Dans les grands instituts de prévision et les services d'études des banques, les économistes sont de plus en plus nombreux à prévoir un relèvement fiscal au lendemain de la présidentielle, malgré les dénégations du gouvernement

LE GOUVERNEMENT qui arrivera aux affaires au lendemain de l'élection présidentielle devra-t-il, avant toute chose, mettre en œuvre un plan de redressement des comptes publics, sinon un véritable plan d'austérité? A écouter les premières joutes de la campagne présidentielle, l'Interrogation n'est officiellement pas d'achiglité le ministre du budget. Nicolas Sarkozy, et celui de l'économie. Edmond Alphandéry, ne cessent en tout cas de le répéter: à quelques ajustements près. il n'en est pas question.

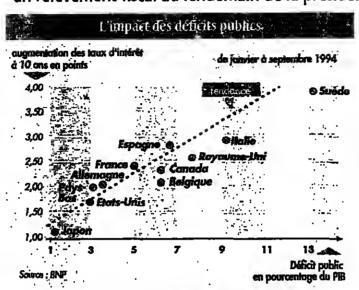
Pas question du tout? S'il faut en croire une série d'études que viennent d'achever quelques uns des plus grands instituts de prévision français ou divers services économiques des principales banques françaises ou étrangères. le débat promet, au fil des prochains mois, de prendre de l'ampleur, même si pour l'heure, dans les milieux politiques, il n'y a guère que Raymond Barre pour évoquer un possible relèvement de la contribution sociale généralisée

LA SANCTION DES MARCHÉS La plupart des économistes font

en effet le même constat : dans ses comptes, le gouvernement minore l'ampleur des déficits publics. Il les évalue à 5,6 % du produit intérieur brut (PIB) en 1994 et 4,6 % en 1995. Or la situation serait beaucoup plus préoccupante. Dans sa dernière note de conjoncture (France conjoncture, études et prévisions sur l'économie française, à 19, 1ª trimestre 1995), le Crédit lyonnais fait ainsi cette mise eo garde : « Le déficit 1995 pourrait être légèrement plus fort que prévu et avoisiner 285 milliards de froncs. En particulier, le niveau des taux longs prévu par la direction des études économiques et financières du Crédit (yontiais est proche de 8,5 %, contre une hypothèse afficielle de 7 % ». Les économistes de la banque publique estiment donc qu'en 1995 les déficits publics pourraient avoisiner

Dans une étude récente (Le Monde du 25 janvier), la Dresdner Bank, numéro deux des banques allemandes à capitaux privés, est encore plus pessimiste: « Alars que le déficit public en Allemagne sera vraisemblablement inférieur à 3 % du PIB en 1995, il devrait approcher le taux de 5 % en France, maigré la reprise conjencturelle. » Rattaché à la Fondation nationale des sciences politiques, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) avance, de son côté, un chiffre identique, proche de 5%, dans ses dernières prévisions économiques (Lettre de l'OFCE

Or, de nombreux économistes de



Le tableau montre que plus les déficits publics sont élevés, plus lo hausse des taux d'intérêt est forte. La France est donc en moins bonne posture que l'Allemaene.

financiers risquent de sanctionner la France, moins vertueuse que l'Allemagne, par une tension plus forte sur ses taux d'intérêt à long terme. Dans une étude récente, le chef des études économiques de la BNP, Philippe d'Arvisenet, relève en effet la corrélation qui existe entre le niveau des déficits et celui des taux: « Les marchés, même si l'on considère qu'ils sont aberronts, établissent néanmains une certaine hiérarchie dans leur façon de voir les choses. On note (...) que plus le déficit public est élevé, plus an a de chances d'avoir eu une remantée des taux d'intérêt importante. (...)Les marchés effectuent oinsi une sorte de « rating » des différents pays en fonction de la ponction que les pouvairs publics effectuent sur les

cette dérive : inquiets, les marchés taux. » L'économiste n'évoque certes pas explicitement le cas précis de la France, mais le graphique qu'il a établi (voir ci-contre) pour étayer sa démonstration est éloquent : la situation relative de la France vis-à-vis de l'Allemagne s'est déjà dégradée dans le courant de 1994 à cause de l'état de ses comptes publics.

De nombreux économistes sont donc convaincus que, si les politiques n'osent encore trop le dire, des-mesures-de redressement devioot influctablement être mises en œuvre à moyen terme. Ou, plus précisément, au lendemain de l'élection présidentielle. Le premier organisme à avoir retenu cette «hypothèse technique» pour parvenir à établir ses prévisions de croissance pour 1995 est le Centre

de la Chambre de commerce de Paris. Dans ses simulations réalisées à l'automne 1994, il prenait en effet en compte un relèvement de la CSG du taux actuel de 2,4 % à 3,7 % en 1995. Signe des temps, l'OFCE, de son côté, vient d'agrémenter sa dernière prévision d'une simulation complémentaire, tendant à mesurer les conséquences macroéconomiques du « passage à 4 % de la CSG à partir de juillet 1995 ». Ce travail ne présage évidemment en rien les décisions politiques que prendra le futur gouvernement issu de l'élection présidentielle, mais il est révélateur d'une communauté de réflexion dans le milieu des économistes ; quoi qu'en dise l'actuelle majorité, de nouveaux prélèvements seront inéluctables. Dans la même étude, les économistes du Crédit lyonnais, pourtant souvent très prudents, l'expliquent d'ailleurs très clairement: « L'écanamie française est confrontée à (...) des déficits publics importants (...), ce qui pourrait conduire à un freinage des dépenses sociales et une hausse des prélèvements. »

Dans un registre très voisin, la direction des marchés de capitaux de la Société générale vient, de son côté, de réaliser coup sur coup deux études qui s'inscrivent dans la même réflexion et plaident pour la mise en œuvre de réformes de structure, notamment dans le cas de la protection sociale.

Bref, si les politiques sont encore peu prolixes sur le sujet, les économistes, eux, o'ont pas ce souci-et conviennent donc, même implicitement, qu'il faudra modifier le cap. de la politique économique au lendemain de l'élection. Mais de quelle manière, et dans quelle proportion? C'est évidemment le cœur de la question. Pour l'économiste Christian de Boissieu, profes-

conjoncturiste réputé, ce sera même le « grand débat » du second semestre de 1995. Il observe en effet que les marchés financiers surveillent la France de très près et, sitôt l'élection passée, attendront

d'observation économique (COE) seur à l'université Paris-1 et sont bonnes, la consommation est encore fragile. Celle-ci « ne se redressera que modérément » en 1995, souligne la note de conjoncture du Crédit iyonnais. Selon M. de Boissieu, le premier débat sur l'opportunité des prélèvements débouchedu nouveau gouvernement des ra donc inévitablement sur un

m Ω

L'UIMM : « On peut toujours rêver »

Dans la dernière livraison de sa lettre Actualités, la puissante fédération patronale de la métallurgie, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), tient sur la conjoncture économique un propos pessimiste: « La reprise de la croissance en 1994 autorise tous les espoirs. De là à croire qu'elle pourrait dépasser 3 % en 1995 et entrainer un recul sensible du chômage, Il n'y o qu'un pas que lo campagne présidentielle nous permettra certainement de franchir. On peut toujours rêver. » L'UIMM fait en particulier cette mise en garde : « Pour ceux qui n'ouraient pas encore compris que, pour faire face aux déficits, une augmentation des prélèvements est inévitable après les élections, la hausse du prix de l'essence devrait leur éclaicir l'esprit (...) Nul n'ignore ..)que la France o ledit avenir obscurci par un certain nambre de problèmes structurels que ses dirigeants politiques, à ce jaur, n'ont pas cru devoir affronter. Ce n'est pas par manque de courage, c'est seulement affaire de popularité -et pour gugner les élections, il faut ce qu'il faut. »

« signaux rapides et tangibles » de redressement des comptes publics. et en tout premier lieu des comptes sociaux. Et c'est là toute la difficulté. Car la limitation de la dépense publique - solution défendue par Nicolas Sarkozy aussi blen dans le cas du budget que des comptes sociaux - ne produit des effets que très lentement. Elle pourrait donc ne pas suffire à répondre à l'impatience des marchés. Le gouvernement pourrait donc être contraint d'eogager une « caurse de vitesse », et, pour ce faire, de jouer d'abord sur les recettes, en relevant les taux des prélèvements, et notamment celui de

La solution, toutefois, est périlleuse. Car, si les perspectives de croissance de l'économie française

second, qui portera sur le dosage du plan de redressement. En clair, le futur gouvernement devra naviguer entre deux écueils, en réduisant les déficits publics mais sans déprimer la consommation. Ce qui requerra un pilotage excessivement fin de l'économie

Mais, pour l'heure, le débat politique ne s'embarrasse pas de ces miances. C'est le moment des promesses: il n'y aura pas, c'est certain, de prélèvements nouveaux. Ou sl peu...

Laurent Mauduit * La dette publique en Europe : le fil du rasolr ? 3 octobre 1994 -France: les enjeux économiques des comptes sociaux, 6 janvier

Les syndicats sont divisés sur le financement de la protection sociale

sociale n'a représenté un enjeu politique et économique aussi important. Jamais, pourtant, les syndicats ne se sont montrés aussi divisés. Eo l'espace de dix jours, les trois principales confédérations de salariés organisent, chacune de leur côté, des manifestations sur ce thème : FO tient une réunion publique à Bercy dimanche 29 janvier : la CGT a prévu une journée nationale d'action avec la Fédération des mutuelles de France (FMF) le 4 février ; la CFDT, la Mutualité française, les deux fédérations enseignantes (FEN, FSU), la FNATH (accidentés du travail) et l'Uniopss (établissements sanitaires) animeront une journée nationale d'information le 8 février. Si les syndicats et les associations partagent une inquiétude commune sur l'avenir du système de sécurité sociale - le régime général accusera un déficit cumulé de 105 milliards de francs fin 1995 -, aucun n'a le même diabanques soulignent les dangers de gnostic, ni a fortiori les mêmes remèdes pour

répondre à la crise la plus grave que la Sécurité sociale ait connue depuis la Libération. La position de FO, pour la défense du statu quo s'explique en partie par l'emprise qu'elle exerce depuis près de trente ans, au niveau local et national, sur les caisses d'assurancemaladie. Trente milliards de déficit par an, « c'est de l'évaporation sociale » et « ce n'est pas cher payé pour la santé des Français », ré-pète son secrétaire géoéral, Marc Blondel. Il affiche un « keynésianisme raisonnable » et plaide pour une augmentation des salaires, qui relancerait la consommation et l'activité. Mais FO estime que la Sécurité sociale, « propriété » des salariés, doit être financée par les revenus du travail. Dans ces conditions, son hostilité à un financement du système de protection sociale par l'impôt, qui se traduirait immanquablement par un renforcement du rôle de l'Etat dans la gestion de la Sécurité sociale, est compréhensible.

L'analyse de la CGT n'est guère différente.

A une nuance près: la centrale de Louis Viannet s'est toujours opposée à la CSG, qui, pour elle, ne met pas suffisamment le capital à contribution. Elle propose donc de taxer les revenus financiers au même taux que les salaires, ce qui rapporterait, selon elle, 77 milliards de francs aux caisses de sécurité so-

Face à ces deux confédérations un pôle réformiste est en train de se créer autour de la CFDT, dont les dirigeants plaident pour un prélèvement sur la valeur ajoutée des entreprises et un élargissement de l'assiette de la CSG. Après avoir défendu la CSG dans sa versioo actuelle, elle demande aujourd'hui que cette contribution devienne une « cotisation sociale généralisée » déductible de l'impôt sur le revenu et l'instrument privilégié du financement de l'assurance-maladie. La proposition est cohérente, la CFDT distinguant deux types de régimes sociaux sous-tendus par deux logiques différentes. Relèvent de la

première les organismes (caisses de retraites, assurance-chomage) qui versent un revenu de remplacement se substituant au salaire; ils devraient donc être financés par des cotisations sociales assises sur les salaires. Ceux qui appartiennent à la seconde, c'est-à-dire les caisses qui couvrent des risques relevant de la solidarité nationale (assurance-maladie, allocations familiales), devraient être alimentés par un prélèvement sur l'ensemble des

Ces divergences entre les syndicats apparaissent dans le rapport final sur le financement de la protection sociale que Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire général au Plan, a remis récemment au premier ministre. Elles pourraient laisser le gouvernement bien seul lorsqu'il engagera une réforme qu' Edouard Balladur juge pourtant

Jean-Michel Bezat

"Papa, pourquoi ils veulent tous être Président?"

Vraies questions et idées fausses, les magazines Okapi et Astrapi répondent à toutes les interrogations des 7-15 ans sur les élections présidentielles.

En vente dès le 27 janvier chez votre marchand de journaux.

(P) 10-15 ans

Seul Raymond Barre admet une nouvelle ponction

SI LES ÉCONOMISTES laissent présager un infléchissement de la politique économique au lendemain de l'élection présidentielle, le gouvernement défend, lul, invariablement la même thèse : ce ne sera pas nécessaire. A Raymond Barre, l'un des rares hommes politiques à avoir annoncé depuls plusleurs mols qu'une hausse de la CSG « nous pend au nez tout camme un sifflet au baut d'une ficelle» (Le Mande du 11 octobre), il rétorque eo effet qu'il n'en sera rien.

Pourtant centriste, comme lui, le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, vient encore de le rappeler, dans un entretien publié par Paris-Match (daté du 2 janvier): « Eh bien, là, nous avons une divergence. A titre personnel, mon souhait est que le prochain gouvernement n'augmente pas lo CSG. » Et M. Alphandéry ajoute: « Il ne aut pas céder à la facilité en augmentant les impôts. Si lo France a oussi porce que les prélèvements

obligatoires sont trop élevés. » Cette position est aussi celle défendue par le ministre du budget. Dans un entretien au Figaro (5 janvier), Nicolas Sarkozy soulignait que le premier effort à entreprendre était œlui de la limitation des dépenses et qu'après seulement il faudrait étudier l'éventualité de certains prélèvements. « Je suis très réservé sur une nouvelle hausse de lo CSG. camme d'ailleurs sur celle de la TVA », disait-il. Tout juste observalt-il qu'il pourrait se résoudre « nan à l'augmentation des taux mais à l'élargissement de l'assiette

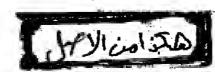
de lo CSG ». Dans ce dossier, Raymond Barre a toutefois de solides arguments à faire valoir. Les finances de la Sécurité sociale accusent des déficits sans précédent, de l'ordre de 105 militards, en cumulé sur les deux années 1994 et 1995. Or la maîtrise des dépenses ne s'est pas encore traduite par une révision à un tel chômage oujourd'hui, c'est la baisse de ces prévisions officielles. De surcroît, l'augmentation de l'assiette de la CSG, qui est souvent évoquée, aurait un rendement faible. Selon les modalités techniques qui pourraient être retenues (taxation du livret A, actuellement défiscalisé, etc.), elle pourrait rapporter de 9 milliards à 15 milliards. Une goutte d'eau dans l'océan des déficits sociaux.

L. M.

Connaissez-vous vralment les hommes politiques ?

3617 POLITISCOP

2000 blographies détaillées parlementaires, élus locaux, cobinéts haut-tenctionnaires, journalistes...



Il suffit d'une fois pour ne plus jamais l'oublier. Le sida.

Le virus du sida (VIH) peut se transmettre lors d'un seul rapport sexuel. C'est ainsi qu'une simple nuit d'amour, qu'on imaginait sans lendemain, peut bouleverser toute une vie.

Sans test de dépistage pratiqué régulièrement, on ne peut jamais être sûr de son statut M'sérologique, ni de made celui de son ou de sa partenaire. Même si vous le (la) croisez sou-

vent et depuis longtemps. Même si on dit que cette personne n'a jamais d'« aventures ». Même si en apparence elle est en bonne santé. Le dialogue avec l'autre n'en devient que plus important.

Alors la façon la plus sûre de se protéger dès la première rencontre, c'est l'utilisation du préservatif. Et quelle que soit la situation : une rencontre occasionnelle, des partenaires différents, des retrouvailles avec un(e) « ex », la toute première fois... Et même si on est fidèle successivement à plusieurs partenaires au cours de sa vie.

Face à l'ignorance qui est toujours source de dangers et de doutes, pour soi comme pour les autres, <u>le test de dépistage</u> permet de connaître son statut sérologique du moment.

> Il doit être fait 3 mois après avoir pris un risque. Chacun peut le demander à son médecin. Le test est remboursé ou gratuit, et il peut être anonyme. Et il y a au moins une Consultation

de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) dans votre département.

Et pour s'informer? On trouvera adresses et horaires des consultations de dépistage les plus proches, sur Minitel en composant le 11 et en tapant « sida » (dans la rubrique « nom »), puis le nom ou le code de votre département (dans la rubrique « département »). Ou bien auprès de la Direction des affaires sanitaires et sociales de votre département (DDASS). Un service d'écoute et de renseignement anonyme et gratuit est accessible 24h/24:

Sida Info Service au 05 36 66 36.

SIDA, UNE PRIORITÉ DE SANTÉ PUBLIQUE



paraît inévitable

t de la protection sociale

arre admiction, nouvelle pondi-

Les artisans-taxis « sauront se souvenir » de ce que M. Balladur a fait pour eux

Le vote de la loi autorisant la vente des licences résulte d'un travail d'influence actif

La puissante Fédération nationale des artisans écrite par ses soins. Elle assortissait ses argu-du taxi (FNAT) a obtenu le vote par le Parlement, mentaires d'une promesse à l'intention du pre-lumière l'efficacité des groupes de pression à du taxi (FNAT) a obtenu le vote par le Parlement, mentaires d'une promesse à l'intention du pre-le 11 janvier, d'une loi préparée et quasiment mier ministre : « Nous saurons nous en souve-

territoire, que les revendications réaf-

firmées par nos congrès successifs al-

laient être enfin satisfaites. » Le pro-jet a changé de mains, passant de

celles de M. Madelin à celles de

M. Pasqua, et l'on ne parle plus de

choses qui fâchent, comme « l'enri-

chissement sans cause ». Toutes les

licences pourront donc être ven-

Il ne faut pas traîner. L'examen du

projet de loi a été reporté une fois,

le 10 novembre ; il est donc « capital

de faire pression sur le gouvernement

pour qu'il mette ce projet à l'ordre du

jour du Parlement », écrit M. Arianer

à ses troupes. Il joint à cet effet une

carte postale qu'il faut adresser

nistre, Edouard Balladur, ainsi libel-

édiatement » au premier mi-

dues, même les gratuites.

ALAIN BOCK, cinquante-deux ans, protestant et fier de l'être, a les yeux très bleus, une crinière blanche en bataille, et porte, les Jours d'hiver, une petite écharpe marron en laine tricotée main. Ce franc-tireur, artisan-taxi depuis quinze ans et longtemps militant à la CFDT, qui avait tout intérêt, à titre personnel, à voir voter la « loi Pasqoa », s'est pourtant battu contre ce texte, par convictioo,

« pour la morale ». La loi, parue le 21 janvier au Journal officiel, prévoit que toutes les « plaques » - autorisations nécessaires à l'exercice do métier pourront désormais être vendues, alors que 48 % d'entre elles ne pouvaient l'être puisque délivrées gratuitement par l'administration (Le Mande des 21 décembre et 13 janvier). Ces licences peuvent valoir jusqu'à 1 million de francs en province et 450 000 francs à Pa-

UNE CHAÎNE INTÉGRÉE

En quasi-rupture avec la Fédération oationale des taxis indépendants (FNTI), à laquelle il appartieot encore officiellement, Alain Bock oe peut admettre une loi « qui casse le système de promotian sociale d'une profession ». Jusqu'à préseot, les artisans-taxis, lotsqu'ils cessaieot d'exercer, restituaient leur plaque gratuite à l'autorité qui la leur avait délivrée : la préfecture à Paris et les mairies en province. Les licences pouvaient, ainsi, être attribuées à des candidats qui n'avaient pas les moyens d'acheter leur « autorisation de stationnement », soit plus de dix mille personnes en liste d'attente à Paris, selon la préfecture.

Les « locataires » - ceux qui louent leur plaque et leur-voiture à des sociétés faute de pouvoir les acheter - travaillent au-delà des horaires légaux pour dégager de quoi vivre; mais ils n'ont pas eu voix ao chapitre. Quant aux artisans, qui ont acquis leur licence au

prix fort, dans des villes où le marché, très étroit, va être cassé par la mise en vente de plaques jusqu'à présent incessibles, ils se sont époumonnés en vain pour faire obstacle à la loi.

En toile de fond, le paysage syndical n'offre guère de choix : la plupart des organisations sont, en fait, des entreprises de services, qui proposent des assurances, de la formatioo, la gestion de la comptabilité et, même, l'organisation des transferts de licence, en collaboration avec des organismes de prêts. « Quand des gars du Front national souscrivent une assurance à la MFA et qu'ils recoivent en prime rendue obligatoire par la nouvelle loi - et soucieuse de répondre à la revendication d'une partie des artisans, qui souhaitaient pouvoir vendre leur licence, la FNAT ceuvre depuis des années à cette loi. Sans

lésiner sur les moyens. En mai 1993, elle accuellle à son congrès d'Amiens le directeur de l'artisanat, Daniel Perrin: à cette époque, si projet de loi il y a, il sera présenté par Alain Madelin, ministre des entreprises, du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat. M. Perrin, s'appuyant sur un rapport de l'inspection générale de l'in-

Trois « poids lourds » à Paris

Les sociétés, concentrées pour l'essentiel à Paris tandis que les artisans dominent en province, emploient des locataires ou des salariés. Dans la capitale, le marché est dominé par trois « poids lourds » : la G 7 (750 licences) et la Slota (600 licences), cette dernière réunissant en fait une multitude de petites sociétés, ainsi qu'une coopérative, la Gescop, qui regroupe trois sociétés d'actionnaires. On trouve ensuite quatre cent quarante-cinq petites « maisons » qui exploitent entre six et deux cents licences, six étant le seuil minimal pour constituer une société. On compte 8 700 artisans à Paris et 22 700 en province.

Journal des cochers-chauffeurs et six mois de conseil gratuit d'un avocat, ça leur fait drôle l », s'amuse Daniel, ancien dessinateur industriel au chômage reconverti dans le taxi. « Tout se tient, soupire un salarié. La FNAT, par exemple, assure la formation et fournit les examinateurs agréés par les commissions d'examen. » A ceux qui sont reçus au CAP, on propose un vendeur, le prêt, l'assurance, etc. Une chaîne intégrée, bien builée.

 Résister à ce système est d'autant plus difficile que la FNAT, largement majoritaire, dispose d'une remarquable organisation. Désireuse, selon de nombreux observateurs de la profession, de maîtriser mieux encore le marché de la formation -

d'accueil une carte de la CGT, le dustrie et du commerce, avance qu'il est impossible pour l'Etat de rendre toutes les licences cessibles, sous peine de «provoquer un enrichissement sans cause des personnes qui ont eu des autorisations gra-

L'AIDE DE M. PASQUA

Un congrès plus tard, Armand Arianer, président de la FNAT, fraîchement élu président de la chambre des métiers et par ailleurs proche du RPR, a l'avantage de donner à ses adhérents des informations plus rassurantes: « Lors de notre cinquantième cangrès, nous avons eu la grande satisfation d'entendre de la bouche même de Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du

lée : « Nous faisons appel à vous pour que vous demandiez l'inscription de ce projet à l'ordre du jour du Sénat avant la fin de la session parlemen-

toire actuelle. Nous vous en remercions et nous saurons nous en souvenir. » On ne saurait être plus délicat. M. Arianer enjoint à ses nombreux adhérents de faire « ce simple geste qui peut rapporter beaucoup », afin que «l'effet de masse dû d des milliers de cartes postales recues d l'hôtel Matignon obtienne que notre projet de loi soit inscrit à l'ordre du jour du Quelques chauffeurs à la retraite, qui attendaient depuis des années

de pouvoir vendre leur licence, réputée jusque-là incessible, affichaient à la sortie de l'Assemblée nationale, le 11 janvier, une mine réjouie. Dans un premier temps, les quelques autorisations mises en vente risquent de faire chuter un peu les prix, mais il est clair que ce marché se rétrécira de plus en plus, du fait de la disparition des licences gratuites, et que les prix finiront par monter. Objectif atteint pour les entreprises qui manische le a mais fert des plaques »; bataille perdue pour les plus démunis et pour les lo-

Béatrice Gurrey

UDF: M. Longuet déplore l'« autodestruction » des talents

GÉRARD LONGUET, président du Parti républicain (PR), qui a dû démissionner du gouvernement avant sa mise en examen pour recel d'abus de biens sociaux, a déclaré, vendredi 27 janvier, que l'UDF avait procédé « systématiquement » à « l'autodestruction de ses talents ». « Si l'UDF avait voulu présenter son candidat en 1995, elle aurait eu une politique de gestion des hommes et des carrières. Elle n'aurait pas construit systématiquement l'autodestruction de ses talents (...) Chacun y a contribué, les torts sont largement partagés », a observé M. Longuet, en ajoutant: « Nos idées l'emportent, ce n'est déjà pas si mal ». A propos de son avenir personnel, l'ancien ministre n'a pas exclu d'arrêter la politique : « Le champ de l'entreprise est l'un des plus beaux combats qui soit », a-t-il observé, en se demandant « si le pouvoir, aujourd'hui, n'est pas dans l'initiative de ces entreprises qui donnent du travail aux Français ». Interrogé sur Edouard Balladur, M. Longuet a salué son « audace » et son « courage ». « C'est un homme qui sait prendre des décisions », a ajouté l'ancien ministre.

■PARTI SOCIALISTE: Daniel Percheron, « surpris » de figurer parmi les soutiens de Lionel Jospin. - Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération PS du Pas-de-Calais a publié, vendredi 27 janvier, un communiqué dans lequel il indique avoir « constate avec surprise » que son nom figurait parmi les signataires des premiers secrétaires fédéraux « soutenant la candidature à la candidature de Lionel Jospin » pour la présidentielle. « Je n'en ai pas été informé, nl consulté », écrit-il. « je n'entends en aucun cas tenter d'influencer le vote des milliers de militants socialistes du Pas-de-Calais », ajoute M. Perche-

■ Radical exprime sa solidarité à Bernard Taple.- Radical a exprimé, vendredi 27 janvier, sa « parfaite solidarité » à Bernard Taple, en regrettant le rejet de sa demande, destinée à obtenir la suspension des effets du jugement le mettant en liquidation judiciaire personnelle et entraînant la déchéance de ses mandats électoraux (Le Monde du 28

■ EMPLOI: 13 % des patrons des petites et moyennes entreprises seulement envisagent d'embaucher dans les trois prochains mois, selon un sondage réalisé pour le compte de l'ordre des expertscomptables entre le 17 et le 19 janvier par CSA auprès de 501 entreprises ayant un chiffre d'affaires compris entre 1 et 50 millions de francs. Pour lutter contre le chômage, 49 % des patrons interrogés sont prêts à développer le travail à temps partiel ; 33 % sont partisans do travail six jours sur sept; 5 % du travail le dimanche; 4 % du télétravail. Une PME sur deux se dit prête à recruter un apprenti, mais 52 % jugent la formation en alternance inadaptée à leur besoin.

■ FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX: une délégation de maires devrait être reçue, lundi 30 janvier, par le premier ministre au sujet des problèmes posés par la hausse de 3,8 points de la cotisation employeurs de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL). Cette délégation comprendra Jean-Paul Delevoye, président (RPR) de l'Association des maires de France, Jean-Marie Rausch (ex-majorité présidentielle), président de l'Association des grandes villes de France, qui soutient la candidature d'Edouard Balladur à l'élection présidentielle, et Jean Auroux, président (PS) de l'Association des villes moyennes. Les associations de maires avaient demandé à M. Balladur, dans une lettre du 20 janvier, de « suspendre l'application du décret » gouvernemental paru fin décembre. Le comité des finances locales doit se salsir de ce problème; mardi 31 janvier.

L'Office de l'Office de syndicale amuniques (CASSA) s'est pro-

noncé, vendredi 27 janvier, pour la mise en œuvre du partage du travail et la réduction du temps de travail, afin de combattre la précarité de l'emploi. L'UNSA tiendra son premier congrès statutaire les 8 et 9 juin prochain. Emanation de la FEN, de la FGAF et de huit autres syndicats autonomes de l'agroalimentaire, de l'audiovisuel, des transports, etc., l'UNSA, qui revendique 350 000 syndiqués, a dressé un preprésente dans le secteur public (90 % de sa représentation), elle souhaite prendre une part plus active au débat public et participera à la journée d'action du 8 février pour la défense du système de santé.

M. Mitterrand lance le programme social de l'Union européenne

LE PRÉSIDENT de la République, François Mitterrand, a reçu vendredi 27 janvier, à l'Élysée, une délégation de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui comprenait notamment Nicole Notat (CFDT), Marc Blondel (FO) et Alain Deleu (CFTC). Il l'a entretenue de son projet de « contrats sociaux européens » et de son intention d'associer « le monde social » à la préparation de la conférence intergouvernementale de 1996. Dans un communiqué rendu public à l'issue de l'audience, la CES, dont la délégation était conduite par son président, M. Fritz Verzetnitsch, a confirmé « sa disponibilité d entamer des négociations avec les employeurs européens en vue d'aboutir à des accords cadres sur des sujets ayant un impact positif sur la création d'emplois ». C'est devant le Parlement européen à Strasbourg, le 17 Janvier, que le chef de l'Etat avait exposé sa conception d'une « Europe sociale » dont il avait regretté qu'elle o'ait encore qu'un « contour » mais « pas de

M. Mitterrand a également prévu de rencontrer, jeudi prochain, une délégation de l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE), présidée par François Perigot.

Jacques Chirac préconise un « contrat entre la France et ses agriculteurs »

de notre correspondant « La Manche est l'un des départements les plus imaginatifs que je connaisse. À la pointe dans de nambreux damaines, il conjugue modernité et traditian grâce à un acquis technalogique incantestable et à une réalité rurale particulièrement dynamique », a déclaré Jacques Chirac vendredi 27 janvier. S'exprimant devant trois cents sympathisants UDF et RPR réunis dans un grand café de Cherbourg par le député UDF de la Manche, Yves Bonnet, le maire de Paris a placé son voyage de deux jours en Basse-Normandie sous le signe du réaménagement du territoire. «Ce département possède plusieurs cartes, maîtresses mais méconnues. Naus devons tenir compte de son patentiel scientifique et agricole et de sa façade maritime, deux domaines où il y a beaucoup d faire : naus devons définir une autre politique maritime et agricole pour redonner d la France la place qu'elle mérite. »

Il a pu mesurer sa popularité dans un département qui avait massivement voté pour hii en 1988. A Cherbourg, lors d'un déjeuner de travail, où il a parlé de la défense en compa-

gnie de personnalités locales du secteur nu-cléaire civil et militaire, puis à la table ronde qui l'a confronté, l'après-midi, à des jeunes ruraux et responsables agricoles et, enfin, au meeting organisé le soir par le RPR, M. Chirac n'a cessé d'affirmer soo ambitioo pour la Prance: «Un pays qui a beaucoup d'atouts, le principal étant son territoire : je récuse le pessimisme dicté par les experts qui pensent que notre déclin est programmé.»

« ÉTAT D'URGENCE »

L'alternative? « Sait nos campatriates refusent les changements pour s'en remettre à un réformisme haméopathique : c'est la position des adeptes d'un conformisme prudent, la voie des demi-réformes et des demi-mesures, l'alibi de l'immobilisme. (...) La seconde voie - celle que je privilégie - s'inspire d'une conception plus exigeante de la responsabilité du politique. Je crois que les Français sont mûrs paur le changement car nous sommes en état d'urgence (...). Chaque candidat dait définir sa vision des choses et, s'il n'en a pas, il ne doit pas se présenter. Au peuple de choisir ensuite le projet retenu. »

Devant le public majoritairement rural du meeting de Saint-Lô, M. Chirac a affirmé que l'agriculture constituait une des clés de l'avenir: « Mais il convient de définir un nouveau contrat entre la nation et ses agriculteurs (...), de relancer les accords professiannels et les poli-tiques de cantractualisatian (...), de mieux contrôler le marché intérieur en combattant et sanctiannant les importations abusives et frauduleuses et de veiller à ce que la grande distributian ne cantribue pas d l'effondrement des

«Il faut engager un mouvement programmé de baisse des charges fiscales et financières qui pénalisent l'activité agricole, la moderniser sans contester le principe d'une politique européenne, mais pas laisser le dallar gagner en maître. L'unian écanamique et manétaire ne serait qu'une bien modeste protectian si l'éconamie mondiale restait daminée par les manipulations de taux de change. L'Unian dait exiger de ses principaux concurrents le respect d'un minimum de règles du jeu », a conclu M. Chirac.

René Moirand

Le Conseil constitutionnel accepte que l'aménagement du territoire entraîne des entorses à l'égalité

LES TRAVAUX législatifs du ministre de l'intérieur ne sont pas toujours très appréciés par le Conseil constitutionnel. Les textes du ministre de l'aménagement du territoire sont, eux, louangés. En lisant la décision, rendue publique veodredi 27 jaovier, sur sa loi d'orientation relative à l'aménagement et au développement du territoire, Charles Pasqua devra s'en persuader. Non seulement les gardiens de la Constitution ont repoussé tous les arguments avancés par les députés qui les avaient saisis, mais ils ont de plus souligné que la nouvelle législation permettait de mieux assurer le principe d'égalité. A l'inverse, les trois articles, sans grande portée, Jugés contraires à la Constitution l'ont

été pour des raisons de forme. Permettre un développement équilibré du territoire oblige à prévoir des aides particulières pour les collectivités locales défavorisées.

La conséquence en est, évidemmeot, que la règie n'est pas la même pour tous les Français. Sans contester la totalité du texte de M. Pasqua, les députés socialistes en avaient déduit qu'il y avait atteinte à l'égalité de tous devant la loi et à l'unité de la République. Ils avaient également critiqué la présence de nombreuses dispositions dépourvues de valeur normative. Le Conseil constitutionnel n'a pas du tout répondu sur ce second point. Sans répliquer globalement au premier, il a constaté, au fil de l'analyse, qu'aboutir à une égalité réelle imposait de mettre eo cause une égalité apparente.

Il a ainsi estimé que la limitation du champ d'application des « directives territoriales d'aménagement » à « certaines parties du territoire national révond à la prise en compte de situations différentes » et ne saurait méconnaître « le principe d'égalité non plus que porter atteinte

au principe d'indivisibilté de la République ». De même, il a accepté la création de trois types de zones prioritaires de développement économique, clairement définis, parce que « le principe d'égalité ne fait vas obstacle d ce que le législateur édicte, par l'octroi d'avantages fiscaux, des mesures d'incitation au développement et à l'aménagement de certaines parties du territoire natianal dans un but d'intérêt géné-

UN HANDICAP POUR M. MAUROY Il a même constaté que la procédure d'« agrément » par l'administration pour l'extension de locaux professioonels constitualt « un moyen d'assurer la mise en œuvre » du principe d'égalité. Le Conseil a aussi félicité M. Pasqua pour avoir fait poser des conditions à la suppression de certains services publics, en faisant remarquer que cela avait pour objet « de définir des ga-

ranties nouvelles de mise en œuvre du principe de continuité des services publics ».

Le Conseil a estimé, contrairement aux députés socialistes, qu'il n'y avait dans la loi aucune atteinte à la liberté d'administration des collectivités locales, prévue par la Constitution. Il a ainsi accepté l'amendement, ajouté à la demande de sénateurs de droite du Nord, qui oblige les communautés urbaines à prévoir dans leur conseil au moins uo représeotant par commone, ce qui pourrait faire perdre à Pierre Mauroy le contrôle de celle de Lille. Il a, en effet, considéré que si « la répartition des sièges doit respecter un principe général de proportionnalité par rapport à la population de chaque collectivité locale participante, il peut être toutefois tenu compte dans une mesure limitée d'autres considérations d'intérêt général, notamment de la possibilité qui serait laissée à chacune de ces

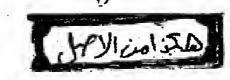
collectivités de disposer d'au moins un représentant au sein du conseil » de l'organe de coopération.

Le plus vexant, pour les députés socialistes, est que les trois « censures » décidées par le Conseil constitutionnel concernent des articles qu'ils n'avaient pas contestés. Il a ainsi refusé la possibilité offerte à certaines collectivités de passer des « conventions » désignant l'une d'entre elles comme « chef de file » pour l'exercice de certaines de leurs compétences, estimant que, faute de précisions sur les conditions de passation, il y avait atteinte à la libre administration des collectivités territoriales. De même, il a jugé contraires à la Constitution deux articles accroissant la liste des documents devant accompagner les projets de loi de finances.

Le Conseil constitutionnel a, par ailleurs, validé la totalité de la loi portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS). Les députés

socialistes, qui o'avaient contesté que trois de ses articles, n'ont en rien été suivis par le Conseil constitutionnel. Celui-ci a accepté l'autorisation accordée aux entreprises d'employer, sous certaines conditions, des chômeurs indemnisés par l'Unedic. Ils ont aussi admis que le régime dérogatoire prévu pour les « associations intermédiaires » n'était pas contraire à la Loi fondamentale, étant acquis que ces associations ne devalent pas mener des « opérations à but lucratif impliquant le prêt de maind'œuvre ou le marchandage ». Us ont, enfin, admis la validation « pour des raisons d'intérêt général » des arrêtés approuvant la convention signée entre la Caisse nationale d'assurance- maladie et des syndicats de médecins alors que ces arrêtés sont contestés devant le Conseil d'Etat.

Thierry Bréhier



±#**/**¥ to the State of . iar a anatys siles 17 . - 1981 May in the world 🖛 🐠 - I THEFT * ** * 2 % **** THE PARTY OF THE P THE PARTY NAMED IN · Maria Maria (Maria) 新数量を表しませませる。 Line to the Co. A CHIEFE CHARLE PAR 20 75 75 - SAL BERRY - - - PT-45

na a Charente

and the state of the l

Constitution of the Consti

1950年1月1日

an er gur itabelle

・ 大学 一般 対象 こう 経験機

DF: M. Longuet déplore - autodestruction " design

T. 1 (20)

----- 72 mg

· ----

1

25 11 11 11 11 11

the activities

- -----

20.00

· Aller Street 11 mg blad o ----

A CONTRACT

11,10101

THE ACT ANTI-MINES (MISSI)

..../r.\$2

72.02.6

The second second

The state of the s

Marin da mein serten in transmitten in eine ser in der eine ser in eine ser in

threath of experience is to alkaring a farmand lapter Rate.

Benfert ett. 15 % att i 1500 i fill Gre perfiles et moremene.

Les collectivités locales toutes voiles dehors

De la Charente-Maritime à la Manche, les élus parrainent « leurs » navigateurs dans les grandes courses autour du monde

Le départ de la troisième étape du BOC chal- dont l'Ecureuil-Poltou-Charentes a été perdu en Certaines y « laissent leur chemise », d'autres lenge, la course autour du monde en solitaire, est donné dimanche 29 janvier à Sydney. Jean-Luc Van Den Heede, evec *Vendée-Entreprises*, sera du voyage; mais pas Isabelle Autissier, A STORY

LORSQU'UN GROUPE de spor-

tifs, de professionnels et de respon-

sables locaux du monde des affaires

se lance, en 1981, dans l'aventure du

premier des catamarans Charente-

Maritime, le département du même

nom entend changer d'image. Plutôt

que celle des pantoufles et des escar-

gots, il veut exporter celle du dyna-

misme dans l'industrie des plas-

tiques et des matériaux composites

et s'affirmer comme leader dans la

Alors présidé par Josy Moinet

(MRG), le conseil général se fédère

ainsi autour du projet de construc-

tion d'un catamaran océanique ar-

borant les couleurs de la Charente-

Maritime. Le voilier, en avance sur son temps, va collectionner victoires

et records, avant de tomber d'une

grue à Fort-de-France, en pleine

gioire. Opération exemplaire et peu

coliteuse, l'enthousiasme local a fait

des miracles.

recherche en matière de nautisme.

mer pendant la deuxième étape. Comme les na-vigateurs qu'elles parraiment afin de rendre plus dynamique leur image, les collectivités lo-cales sont ainsi soumises aux fortunes de mer.

parrain de la première promotion de la faculté catholique ?

bateau, le voilier Haute-Technologie, est certes rapide. Mais, pour établir des performances, il doit naviguer en hiver et chercher le veut en Bretagne ou sur l'étang de Than. L'image de la Charente-Maritime n'y trouve pas son compte. Ni Poccasion d'organiser des manifestations autour du projet. Le jeu étant joué jusqu'au bout, Charente-Maritime-TBS sera vendu. Il court toniours. Quant à l'engin de vitesse, il at-

Philippe Marchand (PS) devient. en 1983, président du conseil général. Il s'engage à poursuivre l'action. La ville de La Rochelle, la région Pottou-Charentes suivent le mouvement. Malgré sa qualité, le deuxième catamaran va décevoir. Plus grand, plus cher, il n'a plus la même avance technique sur ses concurrents. On parle davantage de ses avaries que de ses succès. Il sera vendu au bout

> Après une parenthèse consacrée à l'expérience de deux plus petits voiliers de course parrainés par La Rojet ambitieux du département voit le jour en 1989 : il est double. D'abord, un monocoque de 60 pieds, pour courir autour du monde en solitaire et sans escale : Charente-Maritime -TBS sera lancé pour le Vendée-Globe en 1990.

Le projet provoque la grogne

tion sur la volonté qu'aurait l'association (qui porte le projet) de mettre le département de côté, me-naces de pressentir un autre skipper. Malgré la confirmation de bonnes retombées médiatiques, une partie des élus du département trainent les Construit pour battre le record ab-

solu de vitesse à la voile, le deuxième

d'une partie de l'assemblée départe-

mentale, présidée alors par François

Blaizot (UDF-CDS): procès d'inten-

tend depuis deux ans à La Rochelle de faire route vers le conservatoire de la plaisance à Bordeaux. Le conseil général a ensuite consacré ses efforts à aider le projet

Ecureuil-Poitou-Charentes d'Isabelle Autissier à la même hauteur que la région. Mais aujourd'hui, décue par les aléas du parrainage multiple (les retombées vont · beaucoup à L'Ecureuil, un peu à la région et pas du tout au département), l'assemblée, présidée maintenant par Claude Belot (UDF-rad.), songe à revenir vers des projets plus exclusifs.

Un peu plus haut sur la côte, c'est un Breton qui défend les couleurs de la Vendée. Son Morbihan natal n'a pas voulu l'aider à boucler son budget: alors Jean-Luc Van den Heede, non-prophète en son pays, s'en est allé faire le tour de ses amis. Cet ancien professeur de maths locientais (dans le privé) n'en manque pas en guit Laurent Pineau. Hervé Grollier

Vendée. Hervé Grollier, le directeur de l'Institut catholique des études supérieures de La Roche-sur-Yon, est un de ses fidèles. «VDH», comme on appelle ce grand gaillard qui a participé deux fois au Vendée-Globe, la course du monde en solitaire sans escales, n'a-t-il pas été le

Jouer l'atout voile comme un drapeau de modernité et d'audace

Avec le soutien du conseil général (qui a mis 400 000 francs dans Paventure), de la ville des Sablesd'Olonne (qui investit 100 000 francs) et de quelques entreprises, 1,2 mil-lion de francs a été mobilisé. L'ancien SOFAP-Helvim a été rebaptisé Vendée-Entreprises. Pour compléter le financement, une association Club Vendée-Entreprises a été créée. Elleregroupe des petites entreprises qui ne pouvaient pas investir 220 000 francs chacune, comme Pont fait les trois grandes (Arrivé, Adrien et Kirie).

Pour le département de la Vendée. la troisième place de «VDH» est une aubame. «La voile, cela nous permet, avec de petits moyens, d'associer la Vendée à la mer: 90 % de notre tourisme est côtier, et les chantiers navals de plaisance et de pêche comptent chez nous», souligne Laurent Pineau, directeur de la communication du département. « Cette troisième place nous permet d'avoir de bonnes retombées », pourest encore plus enthousiaste:

« VDH » garde toutes ses chances pour gagner. Il est un des vecteurs importants de l'image de notre département. » Un département qui entend jouer l'atout voile comme un drapeau de modernité et d'audace.

Autre son de cloche à Cherbourg: accueillie avec soulagement, l'heureuse conclusion du sauvetage miraculeux d'Haivard Mabire dans la Route du Rhum en novembre a atténué le désappointement d'une ville qui a choisi d'axer sa promotion sur la mise en valeur de son potentiel nautique. Mais à l'heure des comptes force est de constater que l'opération de partenariat engagée par la ville avec l'association Cherbourg-Technologies n'aura pas tenu ses promesses. Construit en partie par le skipper, le bateau est aujourd'hui au fond de l'océan et pour vivre son propriétaire a rallié l'équipe de Marc Pajot à San-Diego, alors qu'il devait figurer au départ d'autres courses comme celle de POpen UAP Pour pouvoir conserver son am-

bassadeur flottant, sa ville natale a bien tenté de mobiliser le département (Manche) et la région (Basse-Normandie) aux côtés de poids lourds de l'opération Promotion Cherbourg Technologies (Cogema, Alcatel-Telspace, EDF, DCN-Cherbourg ou le Crédit agricole). Mais le refus d'autres partenaires institutionnels de s'engager qui vient d'être notifié tisque bien de mettre fin à une expérience qui a coûté bon an mal an, depuis 1987, quelque 500 000 francs aux finances d'une commune de 28 000 habitants.

> Claude Dubillot, René Moirand et Gaspard Norrito

La suppression du bocage favorise-t-elle les inondations?

Agriculteurs et écologistes du Finistère s'opposent sur l'efficacité des talus contre la montée des eaux

BREST de notre correspondant

Si les talus de Bretagne n'avaient pas été détruits, les inondations se seraient-elles produites? Depuis la guerre, le paysage agricole a subi un profond bouleversement avec l'avènement des tracteurs et du bulldozer. Après avoir été considérés comme l'héritage d'une agriculture archaïque, les talus se voient aulourd'hui dotés de toutes les vertus. En retenant la terre et Peau, ils permettent de lutter contre l'érosion des sols; ils favorisent en même temps le passage de l'eau dans les nappes phréatiques, sans compter leur action sur le vent. Cependant, certains agriculteurs refusent de voir dans l'arasement des talus la cause de tous les dérèglements hydrau-liques. Ainsi Guillaume Roué, éleveur de porcs, président de la chambre départementale d'agriculture du Finistère, constate qu'en 1925 il y a en des crues tout aussi importantes sur les bassins de l'Aulne, de l'Odet et de la Laîta: « Et, à l'époque, il y avait bien des ta-lus l'Etablir une relation de cause à effet entre les inondations et l'agriculture intensive me paraît bien hasardeux », assure-t-il.

Les événements des demiers jours confortent les apôtres des pratiques culturales fondées sur l'utilisation maximum des surfaces agricoles, et qui ont abouti depuis la guerre à la démolition de 140 000 kilomètres de talus en Bretagne, «Il ne faut pas hurier avec ceux qui voient dans la disparition des talus l'origine des inondations, les choses ne sont pas si simples », reconnaît Jean-Yves Kermarrec, chargé de l'environnement au parc naturel régional d'Armorique, secrétaire de la Société de pêche de l'Eloru et militant ardent

« Une fois que le sol est saturé, ça ne change plus grand-chose en terme d'arrivée d'eau », estime-t-il.

En ce qui concerne les routes, le conseil général du Finistère a pris des dispositions pour construire en certains endroits des bassins de rétention, comme sur la déviation de Sizun, en bordure de l'Elorn, Les éhis du département préconisent aussi une politique de reconstruction de haies à partir de feuillus et d'espèces autochtones. Des subventions de 6-francs au mêtre linéaire sont allouées au bénéfice d'agriculteurs regroupés par communes.

cage fait son chemin. Un professeur d'une des plus grandes écoles d'agriculture bretonnes, à Peumerit-Jeudy (Côtes-d'Armor), Saig Jestin, a publié un mannel sur l'art et la manière d'ériger les barrières de terre. Un enseignant du lycée de Châteaulin, Mickael Madeg, a fondé une « école des talus ». Ce mouvement trouve un écho particulier dans le milieu du militantisme culturel bretonnant, et a aussi une grosse cote de sympathie au sein de l'UD-SEA finistérienne (Union départementale des syndicats d'exploitants agricoles), syndicat dissident de la FDSEA. Les écologistes en ont fait, de leur côté, un de leurs chevaux de bataille. « On ne peut pas invoquer la fatalité pour expliquer le niveau de ces inondations », assure Gérard Borvon, porte-parole régional des Verts. « Nous sommes allés trop loin dans le remembrement», dit Guillaume Roué, qui reste cependant réservé sur la reconstruction des talus. «Il faudrait en faire avec des effets calculés. » L'idée est dans le contrat de baie lancé pour la protection de

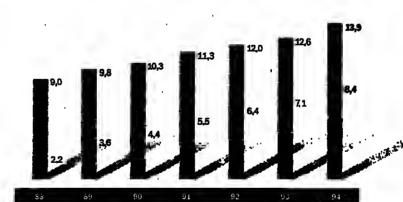
pour la protection des rivières. iun pues - sea Gabriel Simon

M. Mitterrand lance le program

entraine des entorses à l'ég

social de l'Union européenne

L'international représente 24 % des ventes de la Seita et progresse en moyenne de 7 % par an depuis 1988.



Total des volumes à l'international (clearettes, tabac à pipe et à rouler) en milliards d'unités dont cigarettes blondes

Le marché mondial continue d'offrir des perspectives de croissance en volume comme en valeur et représente une priorité stratégique pour le Groupe. Les ventes à l'international de la Seita progressent régulièrement, en particulier les ventes de ses cigarettes blandes qui ont augmenté à un rythme annuel moyen de 25 % depuis 1988.

Devenez actionnaire.

Pour toute information sur la Société et sur l'opération appeiez gratuitement le N° VERT 05.06.1995.

C'EST LE MOMENT. AVANCEZ AVEC NOUS.

Bourse. Ils sont révocèbles à tout moment jusqu'à la fin de queblème jour de Bourse de l'offre publique de vents. Un document de référence enregistré par la CQB en date du 18 janvier 1995 sous la n° R 95-002 et une note d'opération préliminaire visite par la CQB sont è votre disposition auprès de

murer une entrée de l'immeuble donnant sur la rue de Rennes et d'inaugurer en fanfare un lieu d'accueil des sans-abri et une « universi- à « interdire, pour des raisons de sé-

préfet de police de Paris faisait déployer deux compagnies de CRS aux abords de l'immeuble et était décidé curité, l'accès du public » à l'inauguration. • PAR AILLEURS, les services fiscaux constatent depuis deux ans une forte augmentetion du nombre de foyers insolvables.

« Droit au logement » relance son action contre l'exclusion

Un lieu d'accueil pour les sans-abri et une « université populaire », parrainée par des intellectuels, ouvrent à Paris C'est un pari supplémentaire de Jean-Baptiste Eyraud, qui préside l'association depuis 1990

JE SUIS PROMOTEUR AU CHÔMAGE

J'AIMERAIJ BIEN RÉPARER AUSSI.

EN DÉMURANT, samedi 28 janvier, la seconde entrée de l'immenble de la Coeedim, 52, rue de Rennes, dans le sixième arrondissement de Paris, les militants de l'association Droit au logement (DAL), qui ont envahi ce bâtiment dimanche 18 décembre 1994 (Le Monde du 20 décembre 1994), ont ouvert aux personnes défavorisées un tout autre chemin : celui de la culture et de la connaissance. A côté des locaux d'habitation, accessibles au 7, rue du Dragon, qui abritent actuellement soixante ménages, un vaste espace, désormais géré par l'association Droits devant!, créée par DAL, a été aménagé pour accueillir notamment une université populaire et des ateliers-forums animés par des artistes. C'est un nouveau champ d'action qui jouxte ainsi la voca-tion initiale de DAL - la défense des sans-abri et des mal-logés -, selon le souhait de son président, Jean-Baptiste Eyraud.

Né, le 20 décembre 1954, d'un père comédien, Marc Eyraud (l'inspecteur Ménardeau dans la série télévisée « Les Cinq Dernières Minutes »), et d'une mère artiste peintre, sœur du cinéaste et romancier Alexandre Astruc, Jean-Baptiste n'a pourtant pas eu d'attirance pour la scène, l'écran ou l'atelier. La seule fibre artistique qu'il se soit jamais reconnue, c'est son appétence de musique, et il avait commencé, dans son adolescence, à étudier le violon.

ADEPTE DE LA NON-VIOLENCE

Le monde du spectacle rattrape Jean-Baptiste Eyraud par.hasard, beaucoup plus tand, lorsqu'il rencontre, en mai 1990, le chanteur de chansons folkloriques Jean-Claude Amara dans leur combat commun pour reloger les familles, immigrées pour la plupart, qui campent place de la Réunion (Paris 20°), chassées de leurs meublés par plusieurs incendies criminels. Jean-Claude Amara entraîne, dans le sillage militant de DAL, fondé quelques mois après, son ami Jacques Higelin. Le soutien d'artistes est acquis au nouvei espace Droits devant l. Sans que les uns et les autres ne sachent, sans doute, qu'à ce numéro 7 de la rue du Dragon a babité, au tout début de sa carrière, un certain Gérard Philipe...

Jean-Baptiste Eyrand, avec sa blondeur bouclée et sou 1,83 mètre, ne déparerait pas, c'est vrai, en Fanfan la Tulipe pourfendeur d'injustices sociales, à ceci près qu'il est, depuis longtemps, un adepte convaincu de la non-violence. L'après-mai 68 le trouve pourtant au premier rang des contestataires, lors des grandes grèves estudiantines de 1971, au lycée technique de Saint-Germainen-Laye (Yvelines), où il est élève en classe de seconde. An contact d'euseignants « taus plus gauchistes les uns que les autres », il traverse « tous les courants: anar, mao, etc ». Délégué au conseil de classe, il prend «facilement» la parole en public et, devant les grilles de son lycée, il essuie... sa première charge de CRS.

RAMONEUR BUCHERON...

Une effervescence interrompue à la fin de sa seconde, par un ennui de santé: il souffre d'asthme, et ses parents l'envoient à Briançon (Hautes-Alpes), où il rejoint l'in-ternat du lycée climatique de la ville. Ce u'est pas pour lui déplaire. Très tôt, il a donné des signes d'indépendance à l'égard de sa famille, et son comédien de père doit souvent lui jouer le classique: « Passe d'abord ton bac, après tu fe-ras ta vie. » Ce qu'il réussit, « à la surprise générale ».

Mission accomplie envers sa famille, le futur émule de l'abbé Pierre décide d'arrêter là ses études, ne cherchant même pas à exploiter son diplôme. De 1973 (il va avoirdiz-neufans) jusqu'au dé-follation avec la viòlence. but de 1978, il reste à Briançon et dans se regions pompies quelque sorte, découvrir la vie. L'été, il est tour à tour ramoneur, bûcheron. manœuvre dans le bâtiment, animateur de dasses vertes. L'hiver, il travaille essentiellement dans le secteur des remontées mécaniques, où il tente d'implanter un syndicat CFDT. Mais la CGT locale s'y oppose et, lors de toutes ses actions ultérieures, il va garder une certaine « méfiance » envers les communistes, même s'il reconnaît aujourd'hmi l'apport financier du PCF dans les luttes que mène son association ou l'attitude ouverte d'un Henri Malberg, conseiller communiste de Paris. « DAL accepte le soutien de partis politiques,



précise son président. Dans les forêts du Briançonnais, Jean-Baptiste Eyrand a aimé la nature en général et le bois en particulier. C'est décidé : il sera charpentier, et son CAP, il l'obtient après un stage de formation professionnelle, en 1978, à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Mais il peut, cette année-là, rejoindre la région Rhône-Alpes pour participer aux manifestations antinucléaires à Creys-Malville, où un militant pacifiste trouve la mort. Un événement qui le « morque profondément » et qui l'incite à réfléchir sur sa propre re-

Il comprendra, sur ce point, une «leçon définitive» fin décembre 1983, quand, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, les « occupants-rénovateurs » d'une usine désaffectée de la rue des Dunes, « écolos un peu anars » dont il est proche, se heurtent violemment aux forces de l'ordre et que trois de ses camarades sont condamnés à six mois de prison, sanction qui détruit la dynamique du mouvement. « La force des hommes sera dans la non-vialence », se persuade le président de DAL

C'est une autre forme de violence qui lui a définitivement fait abandonner l'idée de travailler dans un pays pauvre. Par expérience : l'année 1980 le voit en Egypte, où, après un temps de tou-

risme, il trouve un emploi à Louqsor. « Je n'étais, dit-il, qu'un petit conducteur de travaux, mais, confronté à la misère des gens, j'ai estimé injuste de gagner tant d'argent. J'ai aussi renancé à un projet de descendre en Afrique naire. Je suis rentré en France au

Jean-Baptiste a trente ans, fin 1984, quand il commence à s'intéresser aux médecines douces, qu'il a découvertes au hasard de lectures ou d'émissions de télévision. Pour mieux y réfléchir, lui qui aime tellement la marche, il décide, comme ça, d'effectuer un long trajet à pied. Direction: Rome. Parti de Paris, tente et sac sur le dos, avec son chien et ses « bouquins d'acupuncture », il met quatre mois, de juin à septembre 1985,

LE VOYAGE À ROME

La préfecture interdit l'accès au public

Pour « des raisons de sécurité », le préfet de polloe de Paris a décidé d'interdire l'« occès au public » de l'inauguration de l'espace « Droits devant | », prévue samedi après-midi 28 janvier. Le préfet précise, dans un communiqué, qu'une lettre a été envoyée vendredi aux orga-'altateurs pour les mettre en garde, après qu'une commission de sé-curité, présidée par le directeur de la prévention et de la protection du public, ent dressé « un constat alarment » des lious chués au D, rue de Rennes, dans le sizième arrondissement. Deux compagnies de CRS out été déployées, samedi matin, autour du bâtiment. Sur les 8 000 mètres carrés libérés, sur cinq niveaux, par l'ancien Cours Désir, l'espace « Droits devant ! » doit offitr un lieu d'accueil pour les sansabri, une permanence pour les associations « qui militent sur le terrain », une université populaire (où seront organisés conférences, débats, assises et cycles) et des ateliers d'artistes ;en outre, des réunions publiques pourront être tenues sous l'ancien préau de l'école.

bout de cinq mois. » Le charpentier qu'il est se partage alors entre la Bretagne, la capitale et la région Rhone-Alpes, travaillant essentiellement à... des décors de théâtre. Fin décembre 1982, il s'installe, avec des amis du Collectif d'action culturelle et sociale (CACS), dans

pour rallier la Ville éternelle par les sentiers de randonnée. Aujourd'hui, ce romantique qui s'ignore rêve de traverser ainsi « toute l'Europe et toute l'Asie, sans doute avec un animal de bat ». Rentré de Rome par le train

« drôle d'effet de remonter en une

une petite usine désaffectée au nuit un parcours de quatre mois » -, 116, rue des Pyrénées, dans le ving-tième arrondissement de Paris. il se plonge alors, en dehors de son travail du bois, dans ses nouvelles C'est la première fois qu'il oc-cupe un lieu illégalement. «Au déétudes, les dessins des méridiens d'acupuncture lui rappelant précisément la charpente. Il étudie en

part, l'idée de squatter m'amusait, c'était une petite aventure. » Celleparticulier le shiat'su, méthode de ci dure presque un an: le 30 no-vembre 1983, à la veille de l'entrée massage sino-japonaise. Il est fin prêt, à la rentrée de 1986, pour ouen vigueur de la trêve hivernale vrir un cabinet. Jean-Baptiste Eyraud n'exercera (fixée alors au 1ª décembre et pas cet art-là. A l'automne 1986, avancée au 1º novembre par la suite), la police intervient soudaiun premier incendie criminel jette nement pour interpeller les ocà la rue des familles africaines cupants. Jean-Baptiste Eyraud bien avant, donc, le regroupement échappe à l'arrestation et prend de la place de la Réunion. Le charl'initiative d'alerter la presse : le pentier-acupuncteur, alerté par des amis, aide à l'ouverture d'un succès rencontré auprès des médias est tel que le futur président de DAL prend aussitôt date... squat, au 67, rue des Vignoles, à Paris-20 , mais, pour lui, son rôle devait s'arrêter là. « Les problèmes socioux, affirme-t-il aujourd'hui, n'étaient pas mo préoccupation

OTAGE... CONSENTANT »

principale à l'époque. La catastro-phe de Tchernabyl venait de se pro-

duire, j'étais plutôt écola et je cher-

chais à prendre contact avec un

mauvement comme Robin des

Et puis une « réunion décisive » pour ces sans-abri a lieu à la mioctobre. Jean-Baptiste est si « peu mativé » qu'il arrive en retard. Mais son charisme fait effet; on le plébiscite, en quelque sorte. «A partir de ce moment-là, relate-t-il, j'ai été entraîné dons quelque chose que je ne maitrisais pas, qui se faisait sans préparation, indépendamment d'une recherche personnelle. quelque chose qui ne correspondait pas a mes choix individuels. Mois pas a mes cour mariantes, j'ai été investi de responsabilités, étais devenu nécessuire, je ne pouvais plus reculer, les familles et les gens du quartier m'avaient pris en otage... consentant. J'oi obandonné tout ce que je faisais jusque-là. »

C'est ce sentiment d'être utile rations « concrètes » pour des collectivités en souffrance, qui anime ce père de deux enfants, lui-même au chômage depuis un an et logé dans un étroit deux-pièces parisien. Une ferveur qui ne saurait s'assimiler à la fol chrétienne d'un abbé Pierre. « J'oi été scout, souritil, j'étais prêt à croire. On verra ça plus tard... >

Michel Castaing

Les agents du fisc se disent désarmés face à la multiplication des familles insolvables

Les déclarations de revenus 1994 seront adressées à 28 millions de foyers d'ici à la mi-février Près de 500 000 familles en difficulté ont demandé à l'administration un allégement ou une remise sur les impôts qu'elles doivent acquitter

chômage, les foyers qui demandent à l'administration fiscale un allégement ou une remise de leur impôt à titre gracieux sont chaque année plus nombreux. Avec 417 000 recours déposés en 1993 - contre 313 000 en 1991 -, leur nombre a augmenté de 33 % en deux ans. Et cette évolution se confirme en 1994, reconnaît la direction générale des impôts. Un décret du 25 juin 1938 antorise ceux qui sont dans la «gêne», voire dans l'« indigence », à demander aux services fiscaux un allégement partiel ou total de leur dette. L'administration ne peut évaluer le nombre de recours acceptés ou pris en compte. Ces chiffres ne sont pas centralisés. Mais sur le terrain les agents de l'administration se sentent de plus en plus désarmés face à ces

Un arsenal législatif, composé d'exonérations, de dégrèvements et de plafonnements d'impôts, prend déjà en compte la situation des plus démunis. Mais ces dispositifs se révèlent impuissants lorsque, par exemple, la situation des contribuables se dégrade brutalement. C'est le cas des personnes licenciées, censées acquitter l'impôt sur les revenus de leur

de ressources fortement diminuées (Le Monde du 12 Janvier). Une fragile amélioration de la

situation du ménage ou la suppression d'un abattement peuvent a contrario entraîner des frais supplémentaires insupportables. Les foyers non imposables sur le revenu et qui, d'une année sur l'autre, le deviennent perdent d'un seul coup tous les avantages liés à la non-imposition : taxes locales plafonnées, exonération de la redevance télévision, aides an logement, services gratuits on à coût mlnimal offerts par les caisses d'allocations familiales et les collectivités locales (transports collectifs, cantines scolaires,

La modification, en 1991, des critères de dégrèvement de la taxe d'habitation a ainsi fait perdre le bénéfice de tout allégement à 585 000 personnes. De même, la suppression en 1993 de l'abattement spécifique aux personnes agées a contraint plus de 100 000 personnes à quitter le « système » de la non-imposition. « Beoucoup de personnes âgées se sont retrouvées en 1994 avec nan seulement 500 francs d'impôt sur le revenu à verser mois ovec en plus 4 000 francs de charges suppléLoire, affilié au Syndicat national unifié des impôts (SNUI).

Les impôts locaux (taxe d'habitation et taxe foncière) sont à l'origine de 55 % des demandes de recours. Ces dernières années, il était impossible de prévoir le montant de ces impôts et ils étaient exigibles en une seule fois en fin d'année. Le Trésor devrait dès 1995 autoriser sur tout le territoire le paiement de ces taxes par mensualités prélevées automati-

« Il faut se prononcer en un quart d'heure sur la misère d'un contribuable... et évaluer sa bonne foi »

Assis sur la valeur locative du logement et non sur les ressources du contribuable, les impôts locaux ne prennent pas en compte les capacités financières réelles des ménages. De plus, les

reposent sur des situations admi- ces situations. Tenus de faire tout nistratives précises: allocataires du RMI, personnes sous contrat emplol-solidarité, veufs... Or, la proportion de contribuables qui échappeut à ces classifications tout en affichant des ressources proches du RMI a tendance à augmenter. C'est le cas des chômeurs bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité et des étudiants obligés de trouver un logement en dehors du foyer familial.

Les services fiscaux ont enregistré en 1994 un nombre grandissant de recours visant l'acquittement de la taxe foncière bâtie. Ils émanent de familles disposant de faibles revenus et ayant accédé à la propriété grâce aux prêts avantageux consentis par l'Etat: « Dix ans après, ces familles se retrouvent étranglées: ou moment même où elles perdent l'avantage de l'exonération de lo taxe foncière, l'aide au logement diminue parce que les enfants ant grandi », constate Jean-Louis Lasseur, ancien trésorier du Val-d'Oise, affilié à la fédération (FO) du Trésor. Et d'ajouter : « Il est d'autant plus difficile d'arrêter les saisies ou de leur accorder une remise d'impôt que, en théorie, elles sont solvables I »

Les agents comptables du Trésor et les services fiscaux sont souvent mal à l'aise pour évaluer

leur possible pour recouvrer l'impôt, au risque de le voir prélever sur leurs biens propres, les premiers ne sont pas enclins à ralentir la procédure de recouvrement : lettres de rappel, saisie-arrêt sur salaire, commandement d'huis-

De leur côté, beauconp d'agents des impôts en sont réduits, à l'instar de ce contrôleur parisien, « d se pranancer en un quart d'heure sur la misère d'un cantribuable, évaluant sa bonne foi et tenant compte d'éléments de situation qui traditionnellement [leur) échappent camplètement : charges de layers, prestations diverses, etc. ». « C'est dons l'appréciation des situations individuelles que réside la noblesse du métier fiscal! », rappelle Jean Lemierre, di-

recteur général des impôts. Pour éviter de trop grandes disparités dans l'acceptation ou le refus de ces recours, les services fiscaux tentent d'« hormoniser leurs pratiques ». Des « barèmes officieux » circulent dans les centres des impôts de certains quartiers défavorisés.

D'autres centres commencent à aller au-devant des contribuables: les agents du Gard ont ainsi affrété un «fiscobus» itinérant pour les habitants des villages isolés des Cévennes. D'autres encore s'organisent pour résoudre le problème des demandes gracieuses récurrentes, qui peuvent représenter jusqu'à 30 % des recours : « Il faut aussi éviter que ces allégements gracieux

ne deviennent un dû. » Dans la Loire, les services fiscaux cherchent à sensibiliser les municipalités en essayant de réactiver les « cammisslans cammunales des impôts directs ». Par cette procédure, les mairies peuvent établir « une liste d'indigents », à qui elles accordent, à leur charge, un allégement des taxes locales. Mais, avec l'adoption, à partir de 1982, d'une série d'exonérations et de dégrèvements légaux sur la fiscalité locale notamment destinés aux plus pauvres, cette procédure est tombée en désuétude, l'Etat compensant quasi intégralement le manque à gagner pour les collectivités (y compris les remises gracieuses). La contribution de l'Etat au titre de cette compensation a d'ailleurs doublé en huit ans (20 milliards de francs en 1993 au titre des taxes d'habitation et foncières). Sans pour autant empêcher les agents des impôts de continuer à jouer les «pompiers socioux »...

Valérie Devillechabrolle

mentaires », relève Michel Basdégrèvements ou exonérations lédemière année d'activité, en dépit tien, agent des impôts dans la galement consentis sur ces impôts

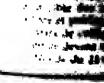












ne enquête

er (i 🏣 🦛 11.5 11.5

Trois beurs de la région parisienne ont été condamnés à mort par la cour d'appel de Fès

Ils avaient participé à la campagne d'attentats islamistes organisée cet été au Maroc

Deux beurs de La Courneuve, Stéphane Ait Iddir et Radouane Hamadi, qui avaient participé à la fusillade de l'hôtel Atlas Asni de Marrackech, et de Casablanca, ont été condamnés à mort par la cour d'appei de Fès. Leurs avocats ont aussitôt décidé de se pourvoir en cassation tière juif de Casablanca, ont été condamnés à et de demander leur grâce au roi Hassan II.

FÈS (Maroc)

* SAME OF PARTIE

detron depuis "...."

Age was to

ontre l'exclusion

PAR ARLEN

CONSTITUENTS

1. 1. 2 CP

A distant

The second sections.

of and Alberta

THE LOSSY

... ... 38:

TANKE,

200 100 100 100

....

7 (2)

CONSTRUCT

visite states.

de notre envoyé spécial Trois condamnations à mort et trois peines de réclusion criminelle à perpétuité: la justice marocaine a durement frappé les jeunes gens considérés, au terme d'une procédure pénale bâclée, comme les 12.00 principaux acteurs de la campagne d'attentats organisée en août 1994 à Casablanca, Fès et Marrakech. La peine de mort a été prononcée contre les deux beurs de La Courneuve - le Franco-Algérien Stéphane Ait Iddir, vingt-trois ans, et le Franco-Marocain Radouane Hamadi, vingt-six ans - qui avaient participé le 24 août à la fusillade meurtrière de l'hôtel Atlas Asni de Marrakech (deux touristes espagnois tués).

Egalement condamné à la peine capitale, Hamel Marzoug, un Algérien de vingt-neuf ans ayant passé l'essentiel de sa vie en France, a été jugé coupable d'avoir tiré une rafale sur un mur do cimetière juif de Casabianca eo août 1994, et d'avoir participé à deux attaques à maio armée cootre une banqoe d'Oujda et un restaurant McDonald's de Casablanca en novembre 1993. « C'est ce soir qu'on me tue?», a demandé Hamel Merzoug, affolé, à la lecture du verdict, samedi 28 jaovier à

cinq heures du matin. Ces condamnations à mort paraissent d'autant plus terribles qu'en l'absence du troisième membre du «groupe de Marrakech ». Tarik Falah, écroué en Allemagne, les débats n'ont pas pu déterminer qui était l'aoteur des coups de feu mortels de la fusillade de l'hôtel Atlas Asni. Le procès de Fès n'a pas réussi à établir que Stéphane Ait Iddir, qui rejetait ments à charge retenus contre les assassinés par des policiers ou des faits sans précédent », mais re sur Tarilt Falah la responsabilité de accusés, les plus condement représentation des peanes de un su deux aux de primer pas été entendus ». Les plus des peanes de un su deux aux de primer pas été entendus ».

touristes. Hamel Merzoug, hii, est promis ao peloton d'exécutioo sans jamais avoir été accusé d'avnit tiré sur queign'un : ce «braqueur » avait seniement ouvert le feu sur une vitre lors de l'attaque à main armée de la banque d'Oujda. Des trois condamnés à mort, seul Radouane Hamadi a été convaincu d'avoir blessé un gar-dien du McDonald's de Casablan-

Les trois peines de prisoo à vie concernent le «groupe de Fès» qui, le 25 août 1994, avait ouvert le feu sur des policiers sans faire de blessé, après avoir détourné un taxi. Le Français Kamel Benakcha, un fils de harki âgé de vingt-six ans, le Marocain Abderrahman Boujedii, âgé de vingt-quatre ans et anivé en France en 1980, et le Marocain Adbeslam Garnise, vingt-cinq ans, étaient accusés d'avoir projeté « une opération d'assassinat contre les forces de l'ordre dans le but de créer la pagaille et de semer la terreur » an

« MARTYRS ISLAMBSTES »

La cour d'appel a, en quelque sorte, sanctionné la violation de ce tabon consistant à s'en prendre aux policiers marocains. Intervenant après sept heures de délibéré, le verdict a cepeodant été plus modéré que les réquisitions du procureur général du roi, qui avait demandé la peine capitale pour les six islamistes précités. En ce qui coocerne leurs onze complices présumés - des Marocains vivant au Maroc - l'échelle des peines prononcées va de six mois avec sursis à dix ans de prison ferme. An regard de la minceur des élé-

tous deux écroués en Allemagne depuis décembre (Le Monde des 24, 25, 26 et 27 janvier) -, il faux chercher des raisons d'nrdre extrajudiciaire au jugement de Fès. « Hamel Morzoug, de nationalité algérienne, est l'objet d'un règlement de comptes entre le Maroc et l'Algérie. Il ne mérite pas la peine de mort, sauf à occepter qu'on puisse ôter la vie pour les besoins de la diplomotie marocaine vis-à-vis de l'Algérie », ont réagi ses avocats, Mª Arnand Montebourg et Kamel Dayekh. « C'est une grave faute politique qui pionge le Maroc dans la barbarie. Le Maroc vient de créer trois martyrs islamistes », out commenté Me Francis Terquem et Marie-Paule Pioli, qui défendaient les deux beurs de La Courneuve aux côtés de Mª Abdesslam Chahouche, l'un des responsables de l'Association marocaine des droits de l'homme.

truction conduite à marche forcée

et présectaot d'indiscutables

failles - absence du co-accusé Ta-

rik Falah et du commanditaire pré-

sumé de la campagne d'attentats,

Abdellilah Ziad, alias « Rachid »,

Parlant au nom de ses « frères » assis sur les bancs des accusés, Radouane Hamadi avait fait une ultime déclaration en français à l'adresse des magistrats professionnels de la cour d'appel, juste avant la mise en délibéré du jugement: « Nous voulons être jugés comme des êtres humains et non comme des terroristes ou des gangsters. Si nous avons embrassé un islam violent, c'est d'abord'à cause du racisme régnant en France. Nos frères marocains se font tuer comme des lapins, en Corse notamment. l'ai moi-même des copains qui ont été

choses comme ça que Rachid nous a endoctrinés ». Comme ses «frères». Radouane Hamadi avait, dans cette dernière interven-

tion, demandé pardon an rol. Stépbane Ait Iddir, lul, s'était adressé à Hassan II : « Je veux dire au roi, Commandeur des crayants, que je me suis aperçu, en prison, que le Maroc est géré islamiquement. > Les avocats des trais condamnés à mort ont annoncé leur décision d'utiliser toutes les vnies de recours extraordinaire. doot le droit de grâce royale, et déposeront dès hindi un pourvoi en cassation.

Erich Inciyan

RÉACTIONS Une « instruction bâclée » pour la Ligue des droits de l'homme

Silencieuses tout au long du procès, les organisations de défense des droits de l'homme ont condamné les conditions inéquitables de .son déroulement et le verdict prononcé samedl 28 janvier. «L'instruction o été bâciée et n'a pas term compte des éléments à décharge, Si les accusés avaient été uniquement français, les autorités françaises auraient sans doute eu une ottitude complètement différente », estime Michel Tubiana, secrétaire général. de la Ligue des droits de l'homme. Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, estime ou'a il est normal au'il existe une justice sévère à l'égard de faits sans précédent », mais rappelle que «les chest da seseau mont

Un réquisitoire supplétif a été délivré contre Pierre Suard

LE JUGE D'INSTRUCTION Jean-Marie d'Huy, chargé de l'enquête sur les surfacturations dont est soupçonné le groupe Alcatel-CIT au détriment de France Télécom, a obtenu du parquet d'Evry un réquisitoire supplétif afin de pouvoir questionner le PDG d'Alcatel, Pierre Suard, sur les travaux effectués dans sa maisoo de Neuilly (Hauts-de-Seine). Publiée par Le Point du 28 janvier, cette information est confirmée de source judiciaire. Alors que le procureur d'Evry, Laurent Davenas, avait sollicité l'avis de la chancellerle sur une extension de la saisine du juge au mois de mai, la réponse n'est arrivée que tout dernièrement.

L'extension de la saisine du juge porte sur les 3,3 millions de travaux de sécurité effectués dans l'hôtel particulier de M. Suard par des entreprises travaillant pour Alcatel, et dont le PDG a toujours affirmé qu'ils étaient « liés à sa fonction ». Déjà mis en examen pour «four, usage de faux, escroquerie et corruption » dans l'affaire des surfacturations (Le Monde du 6 juillet 1994), Pierre Suard risque une mise en examen supplémentaire, pour « recei d'obus de biens so-

M. Charasse décide de porter plainte contre « Le Monde »

L'ANCIEN MINISTRE DU BUDGET, Michel Charasse, sénateur et maire (PS) de Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme), a décidé de porter plainte contre Le Monde pour « diffamation d'un ministre ». Selon un communiqué de son avocat, M. Gille-Jean Portejoie, transmis à l'Agence France-presse (AFP), M. Charasse a lu « avec stupeur et indignation les sous-entendus qui semblent glanés en violation du secret de l'instruction dans le dossier de M. Gérard Colé », l'ancien PDG de la Prançaise des jeux mis en examen pour « abus de biens sociaux, faux et usage de faux, ingérence ».

Dans son édition do 26 janvier 1995, Le Monde faisait état de déclarations de M. Colé au cours de sa garde à vue selon lesquelles il aurait été nommé à la tête de la Française des jeux lors d'un « déjeuner des marquis », qui se tenzit chaque mercredi à l'issue du conseil des ministres dans l'appartement privé de M. Charasse, an palais de l'Elysée. Me Portejoie précise que l'ancien ministre du budget « n'o jamais été conciliant à l'égard de M. Gérard Colé, tant sur son dossier fiscal personnel que sur ses activités à la tête de la Française des Jeux ». L'avocat de M. Charasse dément également l'information selon laquelle M. Colé aurait décidé de transférer à Puy-Guillaume l'une des deux imprimeries confectionnant les billets de Loto. Selon l'avocat, il s'agit d'une « décison antérieure à lo nomination de M. Colé ». Samedi 28 janvier au matin, Le Monde n'avait pas reçu

■ DÉCHÉANCE: après le rejet par le premier président de la cour d'appel de Paris de la demande de Bernard Taple de suspendre l'exécution du jugement de liquidation judiciaire le concernant (Le Monde du 28 janvier), Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, a indiqué, vendredi 27 janvier sur RTL, qu'il préférait « ottendre la décision d'appel » sur le fond du dossier, qui devrait être rendue avant la fin du mois de mars, avant d'engager la procédure de déchéance des mandats électoraux du député (République et Linonue du speciacie saurape. sandificialmentaup substitut su sunon

M DIFFAMATION: dans le procès en diffamation intenté par l'ancient procuré de adjoint de Lyon Paul Weinbuch (Mitre Michel Noir, le tribunal correctionnel de Dijon a prononcé, vendredi 27 janvier, un sursis à statuer jusqu'à l'issue d'une autre procédure, engagée à la suite d'une plainte déposée cette fois par Michel

DÉPÊCHE

■ SOLIDARITÉ: la Journée mondiale des lépreux, qui a lieu dimanche 29 janvier, sera relayée comme chaque année depuis sa création eo 1954 par la Fondation Raoul-Follereau et les œuvres de Pordre de Malte. La lèpre touche chaque jour 2 000 nouvelles victimes dans le monde, et 2,4 millions de malades sont en attente de traitement, rappelle la Fondation Raoul-Follereau, qui reprend cette année le slogan de son fondateur : « Si vous ne donnez pas par

Deux Algériens tentent d'arracher l'asile politique à la France

mesure de protéger les intellectuels qui se peut-il, le souhaite-t-il réellement ? La commission de recours des réfugiés (CRR) a pris, vendredi 27 janvier, des airs de prétoire médiatique sort de milliers d'Algériens qui cherchent refuge en France. La salle, habituellemeot vide, de cette juridiction qui décide en appel d'accorder ou de refuser le statut de réfugié politique à des étrangers était bondée d'avocats, de magistrats, de représentants de leurs syndicats et de militants des droits de l'homme.

La présence exceptionnelle de Mª Georges Kiejman, venu prêter son poids politique à la cause de deux demandeurs d'asile algériens, était la cause de cette mobilisation. Les dossiers de Dalila M., avocate, et d'Abdelouahab A., magistrat, reflètent cruellement le piège où sont enfermés les démocrates algériens, et la frilosité de la France. Mr M., trente-six ans, militante communiste et avocate de la cause des femmes, a ful l'Algérie voici bieotôt deux ans parce go'elle était devenue la cible des intégristes. Menaces de mort répétées et publiques, agressions physiques, assassinats de collègues... Elle avait déjà raconté son enfer devant une simple

cas à la formation présidée par Jean-Jacques de condamner un militant du FIS qui avait abandonné femme et enfants et vendu leur maison pour répondre à ces questions dont dépend le pour partir s'entraîner en Afghanistan. Mr M. a aussi expliqué comment ses multiples plaintes pour agressions s'étaient heurtées à l'indifférence de la police.

PRIS ENTRE DEUX FEUX

M. A. a décrit son itinéraire de jeune juge d'instruction qu'une foi farouche dans le droit avait amené à être pris entre deux feux. Menacé par les groupes islamistes, il a été sanctionné par le pouvoir pour avoir dénoncé les dérapages de la répression et continué l'instruction d'une affaire de corruption incluant des nfficiels. Muté dans une ville terme par les islamistes, il s'est va refuser ses demandes de protection pour se voir attribuer finalement un simple revolver.

La sincérité de ces récits n'a pas été mise en doute par l'OFPRA, qui a instruit les demandes en première instance. Pourtant, le statut de réfugié hi a été refusé, au motif que les persécutions alléguées o'ont pas été « tolérées ou même volontairement encouragées par les autosection de la CRR (Le Monde du 23 septembre rités ». Gouvernement d'un côté, islamistes de

LE GOUVERNEMENT ALGÉRIEN est-îl en 1994), qui a préféré renvoyer l'examen de son l'autre : voilà une « analyse trop succincte de la réalité algérienne. Il existe une complicité de fait battent pour la liberté et le respect du droit? Le Bresson. Vendredi, elle a rappelé qu'elle avait mentre gouvernement et FLN d'une part, mouveété la proie des Islamistes pour avoir fait : ments islamistes d'autre part, a plaidé Me Kiejman. Le FLN, et son émanation au sein de l'Etat, o tout intérêt à ce que le FIS le débarrasse de gê-

> L'avocat a demandé à la commission d'assouplir sa jurisprudence. Pour Mª Klejman, « l'incapacité avérée des autorités à mettre un terme » aux persécutions devrait suffire à accorder la protection du statut de réfugié, même en l'absence de preuve de la complicité de l'Etat : « Auriez-vous recherché si le gouvernement du maréchal Hindenbourg tolérait ou non les exactions des S.A. pour accorder l'asile à un antinazi? Non, vous auriez pris en compte les persécutions de fait, avant même qu'elles ne deviennent lé-

Il faudra attendre les décisions, rendues dans un mois, pour savoir si les conclusions des rapporteurs, favorables aux deux demandes d'asile, seront retenues. Et si est ainsi décidée ou non une ouverture en direction des quelque trois cents Algériens qui demandent asile à la Prance chaque mois, et dont 98 % se voient refuser le statut de réfugié politique.

Philippe Bernard

Une enquête devra déterminer les causes du drame de Toul

de notre envoyé spécial Une information judiciaire pour bomicides et blessures involontaires a été ouverte, vendredi 27 janvier, par le procureur de la République de Nancy, François Deby, et confiée au juge d'instruc-tion Jean-Paul Hartmann, afin de déterminer les causes de l'effondrement, jeudi après-midi à Toui, d'une grue de chantier sur un bâtiment scolaire (Le Monde du 28 jan-

L'accident a provoqué la mort sur le coup de six lycéens professionnels d'une vingtaine d'années du groupe scolaire privé Jean-Baptiste Vatelot (ex-Doctrine chrétienne), qui se trouvaient dans une salle d'arts plastiques au moment où le contrepoids en béton de la une forte bourrasque de vent, a crevé le toit de l'établissement. Une encore dans un coma léger, ven-

dredi, au service de neurochirurgie de l'hôpital central de Nancy, où elle avait été opérée dans l'aprèsmidi. Le grutier, agé de trente et un ans, se trouvait, lui, dans un coma profond, après avoir été très grièvement blessé, sa nacelle, située sous la flèche à une trentaine de mètres de hauteur, s'étant décrochée au moment du choc.

LINE DISCUSSION & ASSEZ VIVE

L'enquête devra notamment établir si la structure et le montage de la grue louée par l'entreprise SAEE-Ramelli (filiale de la Société auxiliaire d'entreprise), conductrice des travaux de gros cenvre du chantier, répondaient aux normes de sécurité, et surtout déterminer les circonstances dans lesquelles le grutier, un intérimaire embanché sur flèche de la grue, déséquilibrée par le site une semaine avant le drame, a été amené à travailler alors que des rafales de vent étalent chronoélève de dix-neuf ans se trouvait métrées an même instant à la base militaire de Toui à plus de 100 km/h

grues avaient déjà cessé de fonctionner par mesure de sécurité. Le directeur de la société SAEE-Ramelli, le chef de chantier ainsi

que les ouvriers présents sur le

chantier ont déjà été entendus par

les enquêteurs. Des inspecteurs du travail et des enquêteurs de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment-travaux poblics (OPPBTP) se sout rendus sur place. Le carnet d'entretien de la grue a été saisi et la dernière vérification de l'engin de levage remonte à novembre 1994, date à laquelle le chantier de l'îlot de la place du marché a émergé. De source judiqu'une discussion « assez vive » aul'accident, le grutier, qui aurait refusé de reprendre son travail, à son

chef de chantier. Toute la journée de vendredi, des petits groupes de Toulois se sont pressés sur la place du marché, sai-

et que, sur des chantiers voisins, les sie par la bise, pour fixer la croix de fer et de béton figée sur l'établissement. Autour de l'église Saint-Gengoult, l'émotion et les opinions s'entrechoqualent : « L'argent ! Toujours l'argent ! », « Fallait-il que l'on se presse ainsi?», « Etait-on à deux jours près? » Ayant perdu le goût de rire, la maison des jeunes décidait de repousser le premier week-end d'un festival de l'bn-

Devant la grue terrassée, des élèves, les yeux embués, cnmmentaient des images obsédantes. Solidaires, des éleves du lycée public Majorelle se rassemblaient silencieusement et portaient, à la ciaire, oo confirmalt également mémoire des victimes, des bouquets de roses. Tôt le matin, pleurait opposé, peu de temps avant rant et tremblant, un homme esseulé ne pnuvait se résigner à quitter du regard l'amas métallique qui avait ôté, la veille, la vie à sa

Jean-Michel Dumay

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

DOMINIQUE

ANIMÉ PAR **OLIVIER MAZEROLLE** DANIEL CARTON (LE MONDE) **DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)**

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL-TV

des tamilles insolvables

Le couronnement de Mary Pierce, reine d'Australie

Victorieuse de l'Espagnole Arantxa Sanchez dans sa deuxième finale d'un tournoi du Grand Chelem, la joueuse française accède ainsi au troisième rang du tennis féminin

La Française Mary Pierce a remporté son premier titre dans un tournoi de tennis du Grand Chelem en battant (6-3, 6-2) l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario, deuxième oueuse mondiale, en 1 heure 26 minutes.

nier tournoi de Roland-Garros, et prive du coup son adversaire de la possibilité de déposséder « à la régulière » l'Allemande sa carrière avant de perturber sa montée

Eile a donc pris sa revanche après sa dé-faite contre la Catalane en finale du der-première place au classement mondial. Dèbarrassée de l'encombrante présence de son père, qui l'avait entraînée au début de

vers le sommet de la hiérarchie, Mary Pierce passe de la cinquième à la troisième place du dassement mondial. Elle devient le prototype d'un nouveau style de joueuses puissantes, qui devrait imposer

son hégémonie sur le tennis féminin. Francoise Durr était la dernière joueuse française à s'être imposée dans un tournoi du Grand Chelem, en 1967, aux Internationaux

dernier en déclarant, à l'issue de leur demi-finale à l'Open du Canada, qu'une meilleure condition physique et un service plus costaud mèneraient la Française au sommet. Mary devra attendre encore un peu cependant. Le forfait de Graf à Tokyo fera automatiquement de San-

chez-Vicario la nouvelle numéro un

mondial. Mais Mary pointe désor-

mais au troisième rang et reste sur

la bonne voie. Les techniciens la voient comme la joueuse de tennistype de demain. Christian Birnes, le président de la Fédération française de tennis, qualifie sa victoire d'« apothéose ». Une prochaine victoire à Roland-Garros feralt presque figure de formalité. Tout le

monde l'attend déjà à Wimbledon.

Patricia Jolly

MELBOURNE

correspondance En se triturant les mains comme une petite fille, elle a remercié les sponsors, son entraîneur-accompagnateur néerlandais, Sven Groeneveld, et son préparateur physique colombien, José Rincon. Un petit mot pour le public, dont les compliments lui apprennent à se sentir belle, et une mention spéciale à son mentor, Nick Bollettieri, rappelé en Floride pour ses affaires. Pas un mot pour Arantxa, qui, pas rancunière, l'a gentiment gratifiée d'une bise. Rien pour sa mère, ex-chaperon, restée aux Etats-Unis, mais elle lui téléphone vite. De son irascible père, le coach des années de tennistravaux forcés qu'elle « ne regrette pas », elle lance, laconique : « Je suis sûr qu'il m'a regardée à la télé et qu'il est très heureux pour moi, mais maintenant nous nous en tenons à des relations père-fille, et j'en suis heu-

reuse. » Mary Pierce est devenue quelqu'un d'autre. Femme libérée du père brutal et embarrassant, elle a pris en main son destin. Enfin elle vit. N'en déplaise à la chronique sportive aostralienne, qui commence à s'agacer de ses mimiques et de ses moues d'apprentie comédienne sur le court. Au soo d'un nouvel orage menaçant, le toit amovible du ceotral de Flinders Park s'est lentement refermé. Sur

une nouvelle championne soudain plus du tout cabotine. Comme choquée de sa performance, elle oublie cette langue française dont elle commence juste à appréhender les nuances. Elle s'empêtre dans son charmant accent. Elle ne sait même pas à qui dédier cette première grande couronne. Trop de choses se bousculent dans sa tête. Il hii faut déjà faire de nouveaux projets puisque, en quinze jours, elle a atteint tous les objectifs qu'elle s'était fixés pour la saison 1995 : progresser parmi les cinq meilleures mondiales et remporter un tournoi du Grand Chelem.

« Je n'oublierai Jamais cela », at-elle déclaré en brandissant le trophée qu'une quinzaine sans fausse note - elle n'a pas concédé une seule manche - hi promettait. Le rêve est devenu réalité lorsque la jeune femme en tenue virginale et aux poses de star s'est brusquement transformée en fauve. Elle menait par trois jeux à deux dans la seconde manche après avoir ravi l'engagement d'Arantxa. Elle agitait d'un même élan son poing fermé et son avant-bras. Comme un Henri Leconte des grands jours. « Come on », a-t-elle hurlé d'une voix de stentor. Il y a donc de la Mrs Hyde

Malgré une tension visible et de nombreuses fautes de part et d'autre du filet, Mary a survolé la Durr (1967).

première manche. Véloce et très présente sur les balles. Sanchez était visiblement à la peine, trahie par son souffle haletant, ses rugissements désespérés lorsqu'elle tentait de jouer en puissance contre bien plus puissante qu'elle. Car les balles de Mary sont rapides comme l'éclair et trempées dans l'acier. Ici et là, Arantxa parvint à l'ennuyer en liftant sur son revers. Mais la machine était lancée. Mary engrangeait les deux jeux suivants sans perdre un seul point. Elle tenait presque ce sacré trophé trônant sur un guéridon au bord du court. Vite. Ne plus tar-

Les Françaises et les tournois du Grand Chelem

Trois Françaises seulement, avant Mary Pierce, avaient remporté un tournoi do Grand Chelem. Suzanne Lengleo avait été la première après la première guerre mondiale à triompher à Roland-Garros (1920, 1921, 1922, 1923, 1925 et 1926) et à Wimbledon (1919, 1920, 1921, 1922, 1923 et 1925). Les trois autres victoires françaises avaient en lieu à Roland-Garros pour Simone Mathieu (1938 et 1939) et Françoise

der à conclure. Avant que les premières gouttes de pluie ne diluent sa belle concentration. Avant qu'Arantxa n'ait la possibilité d'entrer en conciliabule avec son entraîneur, comme en finale de Roland-Garros l'an passé.

LA RÉUSSITE SANS SON PÈRE Impitoyable, la Française enfonce définitivement le clou : un dernier revers gagnant, puis elle bondit d'une joie modeste. Calmement

elle se dirige vers sa chaise. Les années de travail à la chaîne, sous la férule de son père, Jim, défilent à coup sûr dans sa tête. « Le rude travail a payé», dira-t-elle. A dix ans, Mary a compris qu'il existait quatre tournois très importants. Elle a déjà remporté le premier. Mais elle ne pensait pas se trouver où elle est auiourd'hui. « Parce que je ne faisais que jouer avec mes amis après l'école. » jusqu'au jour où Jim Pierce en a décidé autrement. D'une certaine façon, il est allé au bout de son rêve. Mais en poussant sa fille si loin qu'elle hri a définitivement tourné le

dos. Pour mieux réussir sans lui. On appréciait Mary pour sa gentillesse et sa fragilité hors du court. On se l'arrache désormais dans les tournois du monde entier. A Tokyo dès lundi, elle fera encore un peu plus oublier Steffi Graf, toujours blessée. L'Allemande lui avait offi-

cieusement passé son sceptre l'été

Eric Cantona écarté de l'équipe de France de football

SUSPENDU PAR MANCHESTER UNITED jusqu'à la fin de la saison et condamné à une amende de 20 000 livres (160 000 francs) pour son agression sur un spectateur (Le Monde du 28 janvier), Eric Cantona ne sera pas sélectionné en équipe de France durant cette période. « Je ne vois pas comment je pourrais retenir Eric en équipe de France étant donné qu'il ne jouera plus en compétition durant de nombreux nuois », a iodiqué Aimé Jacquet, le sélectionneur national. Ce dernier avait fait de Cantona (46 sélections, 20 buts) son capitaine lors des éliminatoires de l'Euro 96 dont le prochaîn match conduira l'équipe de France le 29 mars à Tel Aviv, contre Israël. Le club londonien de Crystal Palace a décidé d'interdire l'accès de son stade jusqu'à la fin de la saison à Matthew Simmons, le jeune spectateur qui avait insulté le joueur

■ COUPE DE LA LIGUE: Montpellier-Monaco sera l'affiche des quarts de finale, dont le tirage a été effectué vendredi 27 janvier. Les trois autres matches opposeront Bastia (D1) à Guingamp (D2), Châteauroux (D2) ou Rennes (D1) au Havre (D1) et Paris SG (D1) à Tou-

CARNET

DISPARITIONS

Marcel Bidot

Le mentor de Jacques Anquetil

est décédé jeudi 26 janvier, à son do-Il était âgé de 92 ans. Bon coureur sur route, il s'était forgé un honorable

AGENDA OFFICIEL

PREMIER MINISTRE Lundí 30 janvier :

- 12 heures : le premier ministre remet les insignes de chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur à Me Maddy Noin Ledanois, proviseur du lycée Buffon, à Paris. - 17 heures : le premier ministre recoit le comité chargé de la consultation nationale des jeunes. Mardi 31 janvier :

 Le premier ministre se rend à Strasbourg. Après une visite à l'Eurocorps, il sera accueilli au Conseil européen où il prononcera une allocution.

<u>Le Monde</u> DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO SPÉCIAL

CLASSES PRÉPAS

Le point complet sur la réforme des classes prépas

Les modalités d'inscription et le

classement des lycées selon leur

niveau de recrutement réalisé

par « le Monde de l'éducation ».

FÉVRIER 1995 - 25 F

FAURLIGHTON DU MIGNOE Z VOHRE MARCHAND DE JOURNAUX

en vigueur dès la rentrée prochaine.

Dans ce numéro:

MARCEL BIDOT, l'une des palmarès dans les années 20, avec grandes figures du cyclisme mondial, notamment un titre de champion de Prance en 1929 et des succès dans Pamicile de Saint-Lyé, en Champagne. ris-Rouen (1920 et 1924), Paris-Bourges (1925), et une étape du Tour

de France, en 1928 et en 1929. Dans les pelotons de ses débuts, Il avait côtoyé Eugène Christophe et les frères Pélissier, n'entrant lui-même dans la légende du Tour de France qu'après sa retraite de coureur, lorsqu'il devint sélectionneur des équipes de France de 1952 à 1961. Pour faire cohabiter sur la Grande Boucie des personnalités aussi affirmées que Louison Bobet, Raphaël Géminiani, Roger Rivière et Jacques Anquetil, il fallait de la diplomatie et du charisme. Bidot n'en manquait pas. Son nom reste surtout associé à celui d'Anquetil, dont il fut l'un des pères spirituels. Rappelé comme directeur technique de l'équipe de France en 1967 et 1968, il se retira définitivement après le succès de Roger Pingeon dans le Tour.

■ Pierre Marthelot, décédé le 18 janvier et inhumé le 23 dans l'intimité à Vézelay (Yonne), laissera le souvenir d'un universitaire catholique discret et généreux. Né en 1909 dans une famille d'institutears laiques de Joigny (Yonne) cil se convertit au christianisme à l'age de quatorze ans. C'est au cours de ses études au lycée Louisle-Grand, à Paris, qu'il rencontre Robert Garric, auprès duquel il militera dans les Equipes sociales. Pierre Marthelot est haptisé à Strasbourg en 1931 après avoir préparé une agrégation d'histoire et de géographie. Au cours de la deuxième guerre mondiale, il s'occupe du Secours national, puis est chargé en 1945 de préparer la réinstallation de l'université de Strasbourg. Cinq ans plus tard, il foode la section littéraire des Hantes Études de Tunis. De retour à Paris en 1961, Pierre Marthelot est nommé professeur de géographie du Moyen-Orient à l'Ecole pratique des hautes études. L'année suivante, il devient président de la paroisse universitaire, fonction qu'il occupera jusqu'en 1969. Succédant à Robert Garric à la Cité internationale universitaire de Paris, il en sera le délégué général de 1967 à 1977. Le premier volume de ses Mémoires, Une dynostie d'écolôtres (Editions Tiresias Michel Reynaud), publié en 1993, racontait le parcours émouvant d'un

■ BERNARDO LEIGHTON, Pun des fondateurs du Parti de la démocratie chrétienne du Chili dans les années 30, est décédé, jeudi 26 janvier, d'une crise cardiaque, à l'âge de 86 ans. Plusieurs fois ministre et vice-président du Chili sous le mandat d'Eduardo Frel père (1964-1970), Bernardo Leighton avait été l'un des premiers de sa mouvance à dénoncer les violations des droits de l'homme, après le renversement du président socialiste Salvador Allende par le général Pinochet en 1973. Il avait été grièvement blessé, de même que son épouse, à Rome en 1975, au cours d'un attentat commandité par les services secrets de l'armée chilienne, la Dina, doot le chef, Manuel Contreras, est actuellement jugé au Chili.

converti resté très attaché à sa fa-

mille laïque.

■ JEAN TARDIEU, poète et dramaturge, est mort à l'hôpital de Créteil vendredi 27 janvier, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Jeux du langage et de l'identité, humour et inquiétude existentielle furent au cœur de son œuvre (lire page 20 l'article d'Alain Solles).

AU CARNET DU MONDE

Naissances Sophie ROUSSEAU Philippe APPREMONT

le 22 janvier 1995.

75014 Paris.

Décès - Marianne Kuntzmann

on épouse, Francis et Geneviève Kuntzmann, Pierre et Danièle Kuntzmann, Nicole et Gérard Weber, Philippe et Bernadette Kuntzmann, Marie-Odile et Jean Colin,

Ses petits-enfants. Ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès

professeur Jean KUNTZMANN. ancien directeur du Centre anticancéreux Paul-Strauss, de Strasbourg,

survenu le 23 janvier 1995, dans sa

9, rue Anguste-Larney, 67000 Strasbourg.

 Le président, Le bureau, Le conseil d'administration, Le conseil scientifique, Et le personnel de l'École des haute

études en sciences sociales, ont le regret de faire part du décès de M. Pierre MARTHELOT,

- M= Anne-Marie Tran, son épouse, Mai, Pierre et Laurence, ses enfants, Meriem et Antoine,

ses petits-enfants, Et loute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M. TRAN Hieu Anh, ingénieur ENSIAA.

survenu le 23 janvier 1995, à Lille,

Richard-Toll (Sénégal). 59230 Château-l'Abbaye.

> Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien voulois nous communiquer leur numéro de référence.

Avis de messes

- Une messe à l'intention de

M. Paul DELOUVRIER sera célébrée le jeudi 9 février 1995, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris-7.

De la part de Me Paul Delouvrier et

- Le président. Le conseil d'administration Et tous les membres de l'Associat française des villes nouvelles, vous invitent à vous recueillir lors de la messe qui serz célébrée le 9 février

Paul DELOUVRIER.

des Invalides, en l'honneur de

1995, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis

Messes anniversaires

 Une messe sera eélébrée, lundi 30 janvier 1995, à 12 b 30, à la Chapelle de la Médaille miraculeuse, 140, rue du Bac, Paris-7, pour le centième anniver-

Mgr Jean CASSAIGNE.

Né dans les Landes, le 30 janvier 1895, prêtre des Missions étrangères (1926), fondateur du village des lépreux de Di-linh, Vietnam, en 1928, évêque de Saïgon (1941). Afteint de la lèpre (1955), il re-tourne à Dilinh et vit au service de ses frères lépreux jusqu'à sa mort en 1973.

En union avec les lépreux de Dilinh avec ses amis français et vietnamiens, Louis et Madeleine Raillon, 9, place Sal-vador-Allende, 94000 Créteil.

Anniversaires

Nul, excepté les opportunistes, ne peut oublier la tragique disparition, le 28 janvier 1993, de

Philippe BERNARD, mbassadeur de France à Kinshasa (Zaïre).

Que ceux qui l'ont aimé et ont apprécié son sens aigu du devoir se souviennent et aient une pieuse pensée

M= Philippe Bernard,

- Le 29 janvier 1985,

Georges MERLIER

nous quittait.

Nous nous souvenous.

- Une pensée pour

Pierre MIFSUD, professeur à l'université Jean-Monnes de Saint-Etienne,

qui nous a quittés le 29 janvier 1992. Merci à tous ceux qui gardent sa Il y a dix ans, le 28 janvier (9\$5,

Jeau-Pierre RASSAM a été cruellement enlevé à l'affection

des siens. Une penséc est demandée à ceux qui l'ont connu et aime.

- Nous nous souvenous.

Le 30 janvier 1945, Pierre MOURIER

médecin-capitaine au le RTA est tombé devant Cernay, atteint d'une

Soldat suns armes, disciple du Christ, frère des hommes souffrants, il secou-rait un blessé sous un feu meurtrier.

Dahmani BOUALEM Alemani ABDELKADER,

infirmiers-brancardiers

« Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on Saint Jean, XV, 13.

- Le 30 janvier 1975 disparaissait le général André ROUYER.

Communications diverses

TY 2

« Une feuètre sur la Mémoire » janvier 1945-janvier 1995

91, quai de la Gare, 75013 Paris.

Soutenances de thèses

Guillaume Ratier soutiendra sa - Guillaume Kaller soullendra sa thèse: « Les mariages stables: graphes et programmation linéaire», le lundi 30 janvier 1995, à 17 h 30, salle C 2204, Centre Pierre-Mendès-France, université Paris-1, 90, rue de Tolbiac, Paris-134.

CARNET DU MONDE 15, rus Falguière, 76501 Cadex 15

40-65-29-94 ou 40-66-29-96 Télécopieur : 45-66-77-13

Terif de la ligne H.T. Toutes rubriques 106 F Abonnés ot actionnaires 95 F Communications diverses 110 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sons obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

ا د

HORIZONS

La République à une voix près

Il y a cent vingt ans, le 30 janvier 1875, l'Assemblée nationale fondait le régime de la IIIe République

jorité absolue des suffrages par le Sénat et la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans ; il est rééligible. » En adoptant, le 30 janvier 1875, par 353 voix cootre 352, ce texte en apparence anodin présenté la veille par le député Henri Wallon, savant belléniste et membre de l'Institut, l'Assemblée nationale élue en février 1871 fonde le régime de la III. République qui devait durer soixante-cinq ans, jusqu'en juillet 1940. Ce vote, acquis par la faible marge d'une voix (fait qui frappe les imagioations, mais dont nous verrons qo'il mérite d'être nuancé), trancbe un vif débat politique oovert depuis plos de quatre aus sur la nature dn régime futur de la France.

e d'Australie

noi du Grana (🖭 🚌

Eric Cantona écarte

de l'equipe de France de football

Tont commeoce le 4 septembre 1870 lorsque, à l'annonce de la capitulation de Napoléon III à Sedan et de sa captivité, les dépotés républicains du corps législatif prononcent, par la voix de Gambetta, la décbéance de l'Empire, puis se rendent à l'Hôtel de Ville pour y proclamer la république. Le gouvernement de la Défense nationale, issu de la révolotion dn 4 septembre, se fixe pour tâche de tenter de renverser le cours d'une guerre qui s'avère désastrense pour la France et, pendant que les Prussiens investissent Paris, s'efforce de lever en province des armées capables de prendre l'offensive et de desserrer l'étau qui se referme sur la capitale. Dans ces circonstances, la question de la consolidation du régime passe au second plan, et le gouverne-ment de la Défense nationale décide d'ajourner les élections à l'Assemblée constituante qu'il s'était engagé à convoquer.

Les échecs militaires successifs des armées hätivement constituées eo province, les souffrances des Parisiens assiégés, la montée d'un climat révolutionnaire dans la capitale poussent le goovernement de la Défense nationale à signer la capitulation de Paris, puis à ouvrir une négociatioo avec Bismarck. Ce dernier ayant exigé que la paix soit signée par un pouvoir légal, les électeurs sont convoqués le 8 février 1871 afin d'élire une Assemblée nationale.

Harry Att

 $t = \exp \left(-t k V_{\rm eff} \right)$

Les élections se font pour l'essentiel autour do problème de la guerre on de la paix, opposant d'une part une liste gouvernemeotale parrainée par Gambetta, qui se prociame le champion de la « guerre à outrance », de l'autre une liste d'opposition soutenue par le clergé catholique et rassemblant les monarchistes de diverses noances et quelques répubbicains modérés, partisans de la paix et adversaires de Gambetta. Les électeurs des campagnes, largement majoritaires, votent massivement pour cette dernière, quali-fiée de « liste de la paix ». Si bien que cette Assemblée, réunie le 12 février 1871 à Bordeaux, hors de portée des troopes prus-

siennes, comporte une écrasante majorité de partisans de la paix, et, de ce fait, voit les monarchistes, qui sont près de 400 sur 650 élus contre environ 200 républicains et une treotaine de bonapartistes, disposer d'une in-contestable prépondérance. C'est donc une majorité royaliste par les légitimistes. Sur les quesqui va avoir à gérer la république provisoire née le 4 septembre

Si tons les élus de 1871 sont conscients que la gravité de la situation dn pays exige qu'il soit mis provisoirement un terme aux querelles sur la nature du régime, la majorité n'entend pas pour antant que cette trêve aboutisse à la consolidation du régime républicain, alors qu'elle semble avoir les moyens de rétablir la monarchie. Elle accepte le 17 février de nommer Thiers « chef du pouvoir exécutif de la République française » (titre qu'i) échangera vite contre celui de présideot de la République, le terme de «chef» ne pouvant à ses yeux convenir qu'à un cuisinier), mais, ajoute-t-elle, « en at-

force, ne seraient-ils pas tentés d'imposer leur solution? Le problème réside cependant dans l'existence de deux prétendants : le comte de Paris, héritier de Orléans et petit-fils de Louis-Phi tions de personnes, l'accord eotre les deux branches se fait sans difficulté : les orléanistes recoooaisseot le comte de Chambord, qui deviendrait Hen-ri V, et, ce dernier n'ayant pas d'enfant, le comte de Paris lui succéderait.

Mais l'accord ne s'étend pas aux idées : Chambord entend eo effet refuser tout compromis avec les principes issus de la Révolution française (souveralneté nationale et parlementarisme) et le marque en exigeant l'adoption do drapeao blanc symbolisant la monarchie de droit divin. Cette exigence, macceptable pour les orléanistes et pour nombre de légitimistes modérés, fait échouer la « fusion » entre les monarchistes et renforce la tendant qu'il soit statué sur les conviction de Thiers et de ses institutions de la France ». Ayant amis du « centre gaoche » pour

« Le gouvernement de la République se compose de deux Chambres et d'un président ». C'est cet amendement qui fait basculer la majorité dans le camp républicain

formé un gouvernement d'union qui une re nationale, le chef du goovernement conclut la paix (au prix de l'utions." la perte de l'Alsace et du nord de la Lorraine) et s'attelle à la réorganisation dn pays. Le 10 mars, avant de quitter Bordeaux pour Versailles, tout en se pronooçant personnellement pour la forme républicaine du régime, en affirmant que si cette réorganisation est réussie elle s'opérera an profit de la répubbque, il s'engage à rester oeutre et à ne pas trancher la question du régime. Le « pacte de Bordeaux » place donc entre parenthèses cette république provisoire dont l'Assemblée aura à décider si elle la maintient ou lui substitue un autre régime.

URANT quelques mois, Thiers va exercer sur l'Assemblée nationale une véritable dictature. D'abord en faisant montre, au cours de l'impitoyable guerre civile qui déchire Paris lors de l'épisode de la Commune (de mars à mai 1871), d'une irréductible fermeté qui fait de lui le rempart de l'ordre et rassure la bourgeoisie et le monde rural. Ensuite en lançant avec un succès considérable un emprunt qui lui permet d'obtenir la libération anticipée do territoire. Enfin, en faisant adopter une série de lois qui mettent en œuvre le redressement du pays.

Mais en dépit do pacte de Bordeaux, la question du régime occupe tous les esprits. Comment les royalistes, eo position de

qui une république conservatrice constituerait la meilleure des so-

En novembre 1872, le président brûle ses vaisseaux en se déclarant franchement pour la république: «La république à existe, elle est le gouvernement légai du pays; vaulair autre chose serait une nouvelle révolutian et la plus redoutable de toutes », précisant toutefois qu'à ses yeux « la république sera conservatrice ou ne sera point.». Désormais, l'opposition monarchiste cooduite par le duc de Broglie n'a de cesse d'obtenir la démission dn président. Elle y parvient le 24 mai 1873, le remplaçant le soir même par le maréchal de Mac-Mahoo, légitimiste de conviction, mais mexpérimenté en matière politique et qui laisse gouverner le

duc de Broglie. Celui-ci prépare plusieurs mois durant la France à la restauration monarchique, en conduisant la politique de « l'ordre moral » consistant à défendre la hiérarchie sociale, les classes dirigeantes et les principes du catholicisme par la lutte contre les radicaux, la presse républicaine, l'athéisme et la libre pensée. Mais lorsque, durant l'été 1873, reprennent les tractations pour une fusioo monarchique entre orléanistes et légitimistes, l'impossibilité de la restauration est une nouvelle fois mise co évidence par l'intransigeance de

Chambord. Broglie, qui avait laissé faire sans intervenir, propose alors une solution d'attente permettant an temps de faire soo œuvre, c'est-à-dire au comte de Paris de devenir le seul préteodant et, grace à son acceptation des principes de 1789, de restaorer une monarchie constitution-

Il s'agit de prolonger pour sept ans les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon, président de la République, loi finalement votée en novembre 1873 grâce an ral-Kement des républicains conservateurs du centre gauche qui imposent en contrepartie la nomination d'une commission de trente membres chargée de rédiger des lois coostitutionnelles, c'est-à-dire de faire sortir la république de son statut pro-

L'accord entre centre gauche et centre droit orléaniste qui a

Père de la Constitution C'est à un parlementaire historien que l'on doit l'acte de naissance de la III République. Né en 1812, professeur à la Sorbonne dès 1840, successeur de Guizot en 1846, auteur de « La Terreur » et d'une « Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris », entre autres ouvrages, Henri Wallon a commencé sa carrière parlementaire comme représentant du Nord à l'Assemblée législative, en 1849-1850. Il fut ensuite membre de l'Assemblée nationale de 1871 à 1875. En dehors de l'amendement qui l'immortalise, on ne lui doit guère qu'un passage d'un an au ministère de l'instruction publique pendant lequel il fit voter la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur de fuillet 1875. Après quoi l'attendalt une longue carnère de sénateur inamovible qui le conduist de 1875 à sa 1004 survenue en novembre 1904.

prévalu en povembre 1873 ouvre la voie à la solution qui va finalement s'imposer en 1875. C'est one les élections partielles qui se déroulent depuis 1871 ont révélé une poussée permanente des républicains, mais aossi, depuis novembre 1873, un retour en force des bonapartistes qui inqolète également les républicains et les mooarchistes.

Dès lors, la majorité conservatrice se disloque. Si le duc de Broglie et nombre de députés do centre droit s'accrochent à l'idée d'noe restauration et tentent avant tout de faire voter une loi sur le Sénat garantissant le caractère conservateur du régime et permettant de ne pas se proooncer sur la nature de celui-ci, d'autres, encore peu nombreux moios attachés à la dynastie qu'aux principes d'ordre, se rapprocheot de Thiers pour considérer qo'une république conservatrice ferait aussi bieo l'affaire. do moins eo attendant que le comte de Paris puisse proposer une alternative valable.

C'est ce ralliement de groupes croissants d'orléanistes qui va permettre aux hommes du centre gauche de fonder cette république cooservatrice que Thiers appelle de ses vœux. Au cours des débats sur les lois constitutionnelles, les députés de cette tendance tentent de glisser dans les textes, à partir de janvier 1875, une formule qui ferait de la république le régime définitif de la France. Le 28 jan-vier, l'un d'entre eux, Laboulaye, propose ainsi l'ameodement suivant : «Le gouvernement de la République se campose de deux Chambres et d'un président », qui o'est rejeté que par 359 voix contre 336, une douzaine de modérés se joignant aux républi-

E lendemain, c'est au tour de Wallon, orléaniste rallié, et, cette fois, l'amendement fait basculer la majorité dans le camp républicain. La voix de majorité du 30 janvier ne saurait toutefois faire illusion. Dans les jours et les semaloes qui suivent, de nouveaux ralliements se produisent, faisant grossir la majorité républicaine, et cette victoire se marque par la disparition dans les textes des références an maréchal de Mac-Mabon qui sont remplacées par l'expression « président de la République », impliquant que les * Historien, spécialiste de l'Italie lois définissent une fonction et noo les prérogatives d'un individu particulier.

Pour autant, la république ainsi fondée demeure fragile. En présentant son amendement, Wallon avait précisé : « Il ne proclame rien, mais il prend ce qui existe, il appelle les choses par leur nom... et tend à faire que ce gouvernement qui est dure tant que vous ne trouverez rien de mieux à lui substituer. Je ne vous demande pas de le déclarer définitif... » Et comme en réponse à cette concessioo, l'article 6 de la lol sur l'organisation des pouvoirs publics laisse la porte ooverte à la transformation du régime en monarchie constitutionnelle en stipulant que les deux Chambres réunies en Assemblée nationale pourront, à la majorité absolue des voix, réviser les lois constitutionoelles, ce qui implique, précise le rapporteur, « le droit de changer, à un mament danné, la forme de gouvernement ».

Avec l'amendement Wallon, une Assemblée eo majorité mooarchiste vieot de fonder la III République sans exclure de la transformer un jour en mooar-

Serge Berstein

contemporaine, Serge Berstein » publié de nombreux livres, dont un ouvrage de référence : Histoire du Parti radical, en deux vo-· lumes, aux Presses de la Fondation nationale des sciences



La séance historique à l'Assemblée







Cette mantère de we sin ser mest pur nouvelle. Fil al affentet a ta fferte Wum ! qui perma die que effen, un sue dines of peaul of the could committee wan voltin electi troubles identifaters. Elle anso a la personnelle o petre de l'immente qui te mount has use memorable que matemaire el diade le fle Treature there etherings de month fintlig it i fran wittweit des f detant

repeter que le Marce avait tion pur son paids den pleague ta collecte de non le tions of Cantelligation de son eremmequer, & servir de competitive . A Passed Magharte II in femiliare finit que seu pays etalt ainst inplace pour servir de trait d's

ects, le début f admittelle falt present & aute. . eintemungen, uteif. harris i dertied #8%.

Au defrit ale 1981, foren ben sement des equilibres exteri de la France vi

luttes circumstances, at acteurs, même methode : cu l'evidence, le candidat Balls Jeente du ij u,s water bet es. i trans preferencents focass lendemain de l'étoction pi dennelle Le patronat n'en (mot et prévient qu'une *: mentation des greifenment mer dable . Les syndicats la danient, l'es concentiates standes bandure et des inui de prevision en annunces produbillte. Atalere tout, le : vernement refuse topiques companie et admet seulen

Andrew States and the States of the States o Colo Consideration Colonial Colonial States in - State of the property of the same of the property of the same of

The second state of the second the state of the same of the same of the same of and the second s The state of the throught place in the state of the state

the freedom and water or mitte. The later than the problem is the later than the problem.

18 1 (18 M #A ## 78 79)

Propos recueillis par

Un entretien avec Denis Stoclet

« On ne reviendra pas à la société de consommation »

ANS le petit monde de la consommation française, Denis Stoclet, à la fois sociologue et consultant, est un cas. Inconnu du grand public, ses études annuelles sur l'évolution des marchés à moyen et long terme font pourtant de plus en plus figure de bible dans les milieux de la distribution et du marketing. Théoricien, il enseigne la sociologie de la consommation à l'institut des sciences politiques, mais il se garde soigneusement du vocabulaire technique: « Les meilleurs sociologues refusent le jargon. » Denis Stoclet préfère se poser en homme de terrain, voire en «épicier ». Il dirige une société de conseil en stratégie.

« Les consommateurs sont devenus plus économes, plus prudents, moins sensibles aux marques ou aux modes. La crise a-t-elle marqué la fin de la « société de consommation » ?

- C'est plus compliqué. La crise a servi de révélateur. Mais depuis quinze ans on observe une série de changements sociologiques lourds qui modifient les attitudes face à la consommation: baisse de la taille des ménages, travail des femmes, habitat en maisons individuelles, élévation du niveau scolaire, souci -O1 du corps et de la santé, etc. Certains de ces facteurs ont été exacerbés par la crise, d'autres ont vu leurs ef-.... fets momentanément bloqués. Si la reprise se confirme, la consommation repartira, mais elle sera différeote. On ne reviendra pas aux modes de coosommation des grandes années.

Quels sont ces « changements sociologiques tourds?

-- Premier exemple : la maison individuelle, qui s'est développée rapidement en France jusqu'à la crise, ... reste une forte aspiration. Le chô-. - mage et le niveau des taux d'intérêts la bloquent momentanément. Mais si ces verrous sautent, une let vague de personnes frustrées depuis des années yont réaliser leur réve. Or des qu'on achète une maison, le mode de vie change profondément. On dépense beaucoup plus -- en équipement de la maison, en jar--dinage, en loisirs sportifs, et en voiture, beaucoup moins en habillement, eo sorties, en voyages: le besoin impérieux de s'évader s'ef-

» Second exemple : la taille des ménages. C'est un facteur très important et souvent mal compris. Du fait du concubinage, du divorce, de la baisse du nombre d'enfants, etc., es ménages sont plus petits. On en a souvent déduit que c'était la fin de la consommation de masse. Erreur, car beaucoup de « petits ménages » consommeot plus qu'un oombre restreint de familles nombreuses. Une personne seule a besoin d'un réfrigérateur, deux personnes o'en achèteront pas deux l

Ces deux tendances ne soutiennent-elies pas piutôt la consommation?

- Oui, mais parallèlement, on constate d'autres tendances structurelles qui marquent la fin de la société de consommation telle qu'on l'a connue. Elles montent depuis , quinze ans, et se sont exacerbées i avec la crise. Prenons un facteur ... majeur : l'élévation du niveau scolaire. Plus les Français sont édur qués, moins ils sont dupes des marques : ils se considèrent comme aptes à choisir eux-mêmes les produits, sans avoir besoin d'une caution. A l'inverse, les plus vieux, les moins diplômés et les plus pauvres ... se font plus aisément « piéger » par : la société de consommation. Ils continuent à croire naïvement à la supériorité des grandes marques, -au conseil du commerçant, etc. Ils ... fournissent le gros de la clientèle des petits commerces chers.

Pourtant, jusqu'à la crise, les « yupples » ne semblaient pas rejeter la société de consomma-

- Les « yuppies », les « dinks » (« Double income no kids » : littéralement, « deux revenus, pas d'enfants »), cela ne correspond à rien l C'est comme le cocooning, le bunkering, etc., des concepts inventés par les « marketeurs marchands de frites »! Un phénomène qui touche un milieu de 2 500 Parisiens n'existe pas sociologiquement. L'une des tares des « pubeurs », c'est de voir ··· le monde à l'aume de ce qui se fait de plus branché dans leur micro-

pas très bien ? - Oui, dans un microcosme parisien ou new-yorkais! On ne l'a pas vu dans les statistiques. Je suis un vieux durckheimien, les tendances qui ne se traduisent pas dans les chiffres, je n'y crois pas I Vous avez entendu cent fois parler du «cocooning », le repli sur son chez soi, douillettement sous sa couette. Si c'était vrai, cela se lirait dans les consommatioos. Or les gens o'achètent pas davantage de meubles, ils eo achètent plutôt moins, ils continuent de voyager, de sortir. Tous les « épiciers du marketing » font des analyses de valeur, d'opinions et d'attitudes. Ils en déduisent des modes, des emballements, qui se vendent très bien, mais ne correspondent à rien. Outre le niveau éducatif, quels

sont les autres facteurs structu-

- Le second facteur lourd est ce que nous appelons l'« économisme ». Les Français sont de mieux en mieux formés à l'économie. Ils sont aujourd'hui pour la plupart capables de comprendre des concepts qui étaient bors de leur portée naguère, et font des arbitrages de plus en plus rationnels, des calculs économiques de plus en plus fins. Les femmes, en particulier, quand elles sont actives, mariées et mères de famille, font toute la journée des arbitrages sévères entre le temps et l'argent. Elles valorisent leur temps : pour acheter du temps elles sont prêtes à dépenser plus. Elles achètent donc des produits économiseurs de temps qui sont plus chers (comme les surlés). Mais elles veulent les acheter bon marché. D'où l'attention accordée aux prix. D'où le succès des chaînes de magasins à prix cassés.

Vous avez aussi évoqué comme facteur structurel lourd le souci do corps et de la santé...

 Il pèse lourdemeot et continuera de peser sur les consommations, qu'il s'agisse de l'alimentation, des pratiques sportives, des produits de beauté, des soins du corps, et, bien sfir. des médicaments. Voilà pour les tendances structurelles, les trois tendances principales: le niveau

ne se vendatt-il scolaire, l'« économisme » et le souci du corps sont celles qui font dire à un certain nombre d'analystes que la société de consommation est finie.

Vous le croyez ?

- La consommation repartira. mais les Français resteront durablement plus prudents, plus épargnants, plus méfiants vis-à-vis de l'avenir. Et un certain nombre de comportements expérimentés pendant la crise ne s'effaceront pas. Les ménages n'oublieront pas de sitôt qu'on peut obtenir des ristournes quand on achète une voiture! Et il est très difficile aux distributeurs de sortir du cercle vicieux des rabais et des soldes. SI la reprise est durable. ces phénomènes s'atténueront en trois ou quatre ans. Mais sans disparaître. On ne reviendra pas à la sitiront jamais sur le rythme précédent. Les ménages se sont équipés pendant quarante ans et, en plus, c'est transmissible l Chez les jeunes ménages, la moitié des meubles proviennent des dons et récupérations, le reste est acheté bon marché. Le seul domaine qui se porte bien est la literie. Les Français investissent dans des lits de plus en plus confortables. On retrouve le souci de santé.

» Un autre secteur durablement atteint est Phabillement. Les Francais n'étaient déjà pas motivés avant la crise pour de nombreuses raisons. Primo, on a moins besoin d'avoir des vêtements protecteurs. on passe de maisons chauffées à des voitures ou à des transports en commun chauffés, à des bureaux

La crise n'a pas tué la consommation, mais elle a exacerbé un certain nombre de tendances structurelles, qui, depuis quinze ans, annonçaient la fin du modèle ancien

tuation précédente. De toute façon, dans un certain nombre de domaines, les consommateurs ont N'est-ce pas ce qu'on appelle

un phénomène de saturation? Oui, mais un marché « saturé » n'est pas un marché finll A l'époque où 10 % des Français seulement possédaient un réfrigérateur, un téléviseur, une voiture, le marché croissait de façon prodigieuse, de 20 % par an : cela voulait dire que tous les ans 2 % des mé-

nages en achetaient. Aujourd'hui, 90 % des ménages sont équipés. Mais un appareil se remplace tous ies sept, huit ans. Cela veut dire que 13 % des Français achètent un appareil tous les ans... Dans l'hypothèse d'une re-

prise, quels domaines resteront durablement « plombés » ? - Crise ou pas crise, des do-

chauffés, ou même à des cabines de tracteur chauffées ! Secundo, le souci de paraître et les impératifs en matière d'uniformes sociaux ont diminué. Ils ne s'imposent plus que dans des circonstances minimes et pour des classes d'âge ou des milieux sociaux très typés. Les hommes dans les eotreprises. même les cadres, sont de moins en moins obligés de porter un costume et une cravate. Cela ne se fait plus du tout dans d'innombrables professions: chez les enseignants, chez les chercheurs, dans la pub, dans l'Informatique, etc. Il n'y a plus guère que la banque et l'assurance qui l'imposent.

» Les seuls chez qui continuent à sévir des « impératifs sociaux catégoriels » sont les adolescents. Pour eux, la conformité aux normes du groupe en matière d'habillement est extraordinairement violente.

- De plus en plus. Autrefois, on considérait comme normal que les enfants aient un niveau de vie plutôt inférieur à celui de leurs parents. Aujourd'hui, les dépenses par enfant en proportion des revenus du ménage ne cessent d'augmenter. Cela se traduit dans les dépenses de vêtements, de vacances, de santé, de sport, de jouets, de cours particuliers, etc. De plus, les structures de la famille changent : plus les familles sont éclatées et recomposées. plus il y a de donateurs potentiels. Le nombre moyen de cadeaux qu'un enfant reçoit pour Noël ou son anniversaire a triplé depuis vingt ans. Certains enfants ont jus-

> Et quels sont, à l'inverse, les domaines qui vont rester soute-

qu'à six, sept grands-parents...

veut un vrai « 501 », pas une copie.

Sa vie, son standing en dépendent

complètement. Ce sont des uni-

formes chers et qui se renouvellent.

» Les chiffres sur une longue

période confirment ces tendances.

La part des vétements dans le bud-

get diminue. Les grosses plèces

(manteaux) s'effondrent, l'exemple

extrême étant la fourrure où le

marché n'existe pratiquement plus,

il a contre lui toutes les tendances

négatives : c'est cher, lourd, c'est un

uniforme social et en plus c'est anti-

» Les femmes qui renouvelaient

leur garde-robe très régulièrement.

et se sont contraintes en période de

crise, ont découvert qu'elles pou-

vaient se passer de suivre la mode

de façon étroite, et très bien vivre

eo achetant un peu moins cher.

Cette désaffection n'est combattue

que par deux phénomènes. D'une

part, I'« uniforme multiple » chez

les femmes, qui restent obligées

d'avoir plusieurs garde-robes liées à

la maison, aux sorties, au travail et

surtout au sport. D'autre part, la

hausse structurelle du standard de

Les enfants font vendre?

niveau de vie des enfants.

mais ce sont les seuls.

écologique !

- La santé, le sport, le jouet, et aussi l'automobile grâce au multiéquipement. Hors crise, c'est une tendance très forte à long terme,

maines comme le meuble ne repar- Quand un ado veut un «501», il liée au travail des femmes; à l'habitat individuel en banlieue, et aussi au comportement du troisième âge. Le marché des plus de soixante ans est énorme. Il y a même un phénomène de renouvellement de voitures chez les retraités. Au départ. ils partent à la campagne, vendent leur grosse voiture et se contente d'une petite pour deux. Puis, deux ans plus tard, ils s'aperçoivent que cela ne suffit pas pour transporter des meubles, une tondeuse à gazon et les petits enfants. Ils en rachètent une grosse, puis s'ils ont les movens. Ils remplacent la petite pour une meilleure. Vous avez ainsi du multi-équipement jusqu'à 75-

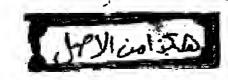
"PESTORE be"

80 ans. C'est tout à fait nouveau. » Les secteurs qui vont véritablement « flamber » sont ce que les professionnels appellent le « brun »: télévision, musique. Même sans suivre les folies des apôtres du multimédia, on va vers un remplacement quasi total du parc de télévisions dans les cinq, six ans à venir. Avec de nouvelles fonctions. On va pour les mêmes raisons vers le remplacement de la totalité du parc des « machines à musique ». Avec la nouvelle génération de disques, de CD-ROM, tous les lecteurs laser achetés ces dernières années seront mis à la casse dans

les cinq ans. » On va aussi vers le remplacement de la totalité du parc de téléphones, avec une diffusion fabuleuse des fax-répondeurs, et toutes les babioles vantées par France Télécom. On va vers la popularisation du visiophone d'ici cinq à dix ans. Et, enfin, vers le renouvellement du parc d'appareils photo, grâce à la photo numérique.

» A terme, toutes ces machines seront branchées les unes sur les autres, ce qu'on appelle le multimédia. Je ne crois pas beaucoop à une influence rapide du câble interactif. Mais il est clair que, sur tous ces marchés, les taux de croissance atteindront en movenne 10 % par an. ils seront multipliés par trois et arriveront en tête de tous les marchés de consommation en l'an 2005. »

Vėronique Maurus



ガス・バート 1113年 皮数 美春を飲って物 ta en, dus ge Menbactnunde केमान पन स्टब्स्**लाई स्टब्स्ट केंद्र प**र्ने nem rele politique de sies tip**els rob sittev** al a zaall monaspates, ie premier mone de l'epuque. Pletre l Tite allast d'erre getreben ebe tale a fautre pour répéte mente promesse, à laguelle south the statem, a spring danstrede n'est prévu e dan proche avente the safe co advent moins de deux manies apres le second fon scritter à la titt du mois de s le ministre des finan landuce Delorg, devellate serie de mesures draconies pudiquement baptisées a gramme à action pour le réta

Le Monde

La différence marocaine

différent de ses voisins maghrébins qu'il se plaît à le prétendre? Tout au long du procès bâcié des auteurs présumés de l'attentat qui, en août 1994, dans un hôtei de Marrakech, a coûté la vie à deux touristes espagnols, l'accusation s'est employée à traiter les prévenus comme de vulgaires malfrats, descendus de France, sans mobile religieux, commettre leur forfalt. Et lorsque les ministres de l'intérieur de l'Europe du Sud et du Maghreb se sont réunis, il y a une semaine, à Tunis, pour étudier les moyens de faire front commun face à l'islamisme, Rabat s'est abstenu de se joindre à eux, prétextant que le snjet à l'ordre du jour ne le

concernait pas.
Cette manière de se singulari-ser n'est pas nouvelle. Elle tient d'abord à la fierté d'un peuple qui, pourrait-on dire, se sent bien dans sa peau, et ne souffre pas, comme son voisin algérien, de troubles identitaires. Elle tient anssi à la personnalité ombrageuse de Phomme qui incarne autourd'hui une monarchie plus que millénaire et dont le flair politique, non exempt de machiavélisme, n'a pas souvent été pris en défaut.

Hassan II n'a jamais cessé de répéter que le Maroc avait vocation, par son poids démogra-phique, la solidité de ses institutions et l'intelligence de ses choix économiques, à servir de « locomotive » à l'ensemble dn. Maghreb. Il a toujours fait valoir que son pays était ainsi le mieux placé pour servir de trait d'union entre les deux rives de la Médi-

E Maroc est-il aussi terranée. Défi ou provocation, le royaume chérifien a été jusqu'à faire acte de candidature à la Communanté européenne comme membre à part entière. Hostile à une politique méditerranéenne qui, à ses yeux, prend insuffisamment en compte ses spécificités, il négocle au-Jourd'hui aprement avec Bruxelles les termes d'un véritable accord de partenariat.

Compte temu du chaos qui sévit à ses portes, le Maroc est, plus que jamais, enclin à cultiver sa différence, à combattre les effets pervers d'un amalgame qui a pour résultat de classer indistinctement l'ensemble du Maghreb en « zone à hant risque islamiste », an point d'inciter les touristes à choisir d'autres lieux de

Le procès de Fès a ravivé le souvenir de l'attentat de Marrakech au point d'accréditer la fausse idée que le Maroc n'est plus très fréquentable. Il n'em-pêche que, même si le roi, dans sa position de commandeur des croyants, est le meilleur rempart contre l'aventurisme religieux, les islamistes y sont discrètement mais activement à l'œuvre. Ils le sont notamment auprès d'une jeunesse là aussi livrée à ellemême, et témoin des criantes Inégalités que provoque une croissance économique mai mai-

La tragique aventure de jeunes «malfrats» de la banlieue parisienne donne à réfléchir. Car, de quelque manière que Pon s'y soit pris pour sauver les apparences, cette « justice »: implacable produira des martyrs, et donc de fu-

L'art de zapper et de titrer

LE NOUVEAU « MONDE », très bien, vraiment. Mais n'aurait-il pas été possible de chan-ger sans tous ces changements? L'éditorial de première page, colonne de gauche, par exemple, quel regret i Certains lecteurs ne s'en remettent

pas, même lorsqu'ils le retrouvent quelques pages plus loin dans la séquence « Horizons ». Et la suppression de plusieurs suppléments? Pourtant, celui consacré à l'économie, dans le numéro du mardi, L'AVIS DU MÉDIATEUR était si instructif et pratique

à archiver (outre que Josée Doyère doit consoler tous ceux qui regrettent son billet d'humeur)! Celui des arts et des spectacles, dans le numéro du jeudi, si commode à retrouver au moment de choisir une sortie, sans compter avec le ludique « Temps libre » l

Que répondre? Que tout changement suppose des choix. Que le recentrage sur le quotidien, qui est notre vraie vocation, compense largement ces disparitions. Le numéro du mardi a gardé une forte connotation économique, et le quotidien s'est enrichi d'une large séquence traitant des entreprises. Les spectacles et les arts ne sont pas moins bien traités qu'autrefois, et la matière de « Temps libre » ou de l'ex-« Heures locales » se retrouve redistribuée chaque jour. Quant aux suppléments maintenus en raison de leur spécificité, « Initiatives » (le mercredi),« Le Monde des livres » (le vendredi), « Radio-télé » (le dimanche-lundi), ils continuent de remplir lear fonction.

D'autres réserves, d'autres griefs, ainsi que des suggestioos, accompagnent des louanges souvent exprimées avec beaucoup de sympathie et d'humour. Quid de la grande grille des mots croisés? Elle a été retirée pour des raisons tech-

moyennes et plus aérées, toujours proposées par Guy Brouty, subsistent. Dans cette même page «Agenda», nous avons fait la part belle à une vraie météo prévisionnelle. La chronique sur le passé, « Le carnet du voyageur » sont des innovations, et la reprise de « Paris en visite » était souhaitée. La page « Carnet » a été repensée, ce qui nous vaut un bon point décerné par M. Marcel Chapeland (Mâcon). La part faite aux dessins est remarquée et largement approuvée, même si certains la contestent. De même, la mise en valeur des sciences et techniques satisfait de nombreux lecteurs, et l'un d'eux suggère une page de santé quotidienne.

Le quotidien est plus lisible, nous dit-on, mais il impose un temps de lecture plus grand. « Il y a trop à lire », écrit M. Joseph Allain de La Rochesur-Yon. Habituellement, nous répondons que Le Monde s'adresse à plusieurs sortes de lecteurs, et que chacun d'eux est conduit à faire son journal dans le iournal, suivant ses affinités, ses centres d'intérêt, sa disponibilité. Nous emprunterons à M. Jérôme Marchand (Paris) cette autre réplique : «Le Monde est un vrai journal éclectique et interactif, il permet de « zapper », de revenir en arrière, de sauter des passages, de fixer l'essentiel d'une information et d'approfondir l'étude en «zoomant», si le besoin s'en fait sentir...»

Nous retiendrons d'un autre lecteur, M. Maurice Labadie, une remarque moins agréable. Vous nous assurez — écrit-il — que le mode d'information du journal ne sera pas modifié : faits, commentaires éclairant ces faits, d'éventuelles conjectures présentées comme telles. Ne peut-on regretter que ces règles ne soient pas toujours respectées quand on constate parfois des contradictions entre une manchette-choc et la conclusion de l'article à laquelle elle renvoie ? Quand on cherche en vain dans le développement des titres promet-

teurs la confirmation non équivoque de ce qu'ils annoncent. > A l'appui de son propos, notre correspondant cité ce titre de première page dans Le Monde du 17 janvier : « L'Elysée alimente l'hypothèse d'une candidature de M. Barre », venant au-dessus d'un texte d'introduction expliquant que, dans des conversations privées, la prési-dence de la République fait valoir que la candidature de M. Barre serait la seule capable de concurrencer celle de M. Balladur au centre. Notre lecteur attendait des précisions « en style direct »; il aurait aimé savoir quelles étalent, dans l'entourage du président de la République, « les personnes habilitées à intervenir en son nom, même dans les échanges privés dont Le Monde se fait l'écha ».

Il serait facile de répondre que toutes les Informations ne peuvent pas être données avec leurs sources identifiables et que le crédit des journalistes repose, dans ces cas marginaux, sur la confiance que leur font, d'un côté, leurs informateurs, de l'autre, leurs lecteurs. Nous n'en serions pas quittes pour autant, car c'est la mise en valeur de la nouvelle politique qui est en cause. « D'une manière plus générale, on est souvent surpris pat le décalage entre les titres énoncés à l'indi-catif et des développements conclus par un conditionnel interrogatif », ajoute M. Labadie.

Ce lecteur a raison de nous mettre en earde contre une tentation fréquente dans la profession, car les titres qui ne tiennent pas leurs promesses, ou qui vont au-delà de ce qu'ils annoncent, laissent un goût amer après avoir mls Peau à la bouche. Non contents de les décevoir, ils frustrent les lecteurs; non seulement ils déprécient l'intérêt réel de l'information qu'ils précèdent, mais ils portent atteinte au crédit du iournal qui les arbore.

André Laurens

souveraineté de la France est to-

ET LEURS CONSÉQUENCES

Dans son article paru dans Le Monde du 10 janvier et intitulé «Silence à Skyrock: une censure », Dominique Roussean s'écrie: « monstre juridique, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a pris une décision juridiquement monstrucuse ». Mais où est la monstruosité? Que la sanction prononcée à l'encontre de la station de radio puisse ou non être critiquée sur le plan juridique, je n'en de droit. Mais seau, professeur de droit. Mais peut on affirmer qu'elle son « monstrueuse » et « disproportion-

AU COURRIER

DU MONDE

LES PROPOS

« SYMBOLIQUES »

née », an sens commun de ces termes? Est-ce que les « excuses » de la station doivent l'exonérer de toute sanction ? (...) Censure I s'écrie le courageux défenseur des libertés publiques.

Mais quelles libertés ? celle de fabriquer des générations d'infirmes, qui, à force d'entendre sur les ondes des propos « symboliques » ne distinguent plus entre le bien et le mal?

Celle de ce garçon, que montre Raymond Depardon dans « Délits flagrants » quand ii répond, sincère, au juge qui l'engage à ne pas recommencer à injurier un représentant de l'ordre : « J'ai bien le droit de m'exprimer ! >>?

Cette fausse liberté pour intellectuels, les gens ordinaires la paient, un jour ou l'autre, derrière les barreaux l

Nathalie Deguen, Paris

DE PAILLERON À FURIANT Le procès de Furiani a réveillé pour nous des souvenirs pénibles, car il y a vingt ans nous étions nous-mêmes parties civiles dans le procès des contructeurs du CES Pailleron, dont l'incendie, le 6 février 1973, causa la mort de vingt personnes, dont seize enfants.

C'est pour cela que nous

connaissions d'avances les « responsables » de ce nouveau drame : d'abord l'ancien président du Sporting-Club de Bastia, qu'on a assassiné juste à temps pour éviter de considérer les autres responsabilités administratives (à commencer par celles du préfet); ensuite les victimes, qui n'avalent pas à se trouver là quand les tribunes se sont effondrées (les victimes ont toujours tort, c'est bien connu...). Enfin, les familles, qui feraient mieux de pleurer leurs victimes « dans la dignité » au lieu d'intenter un procès vengeur « qui ne fera pas revenir vos morts ». Nous avous, nous aussi, entendu

tont cela, scandalisés par une comédie de justice que nous avons ressentie comme un second deuil. Nous pouvons prédire, l'expérience aidant, que les condamnés vont se pourvoir en appel et voir ainsi leurs peines réduites afin ou'elles soient amnistiées lors de Pélection présidentielle prochaine,

TRAIT LIBRE



Grincements dedans

reuses ont été démolies (il en reste

encore - hélas I -, et nous aidons

les parents et les utilisateurs à ob-

tenir leur destruction). Récem-

ment, la commission Schléret sur la

sécurité dans les écoles a évité de

nous interroger; preuve que nous

faisons toujours peur à l'adminis-

Le procès de Furiani comme le

nôtre, celui du sang contaminé ou

celui du crash du mont Saint-Odile

entrent dans une logique de prise

de conscience de la sécurité, un

maillon entraînant l'autre. Même si

les condamnations doivent nous

apparaître minimes (et comme

elles risquent de l'être face aux

conséquences de l'acte, une révision du code s'imposerait dans ce

domaine), elles concernent des « cols blancs » et feront réfléchir

les décideurs publics ou privés en

leur rappelant qu'on ne joue pas

toujours impunément avec la sé-

curité. Quand la conscience morale

élémentaire s'effondre devant la

tentatioo du profit, la peur du bâ-

Président de l'Association

des familles des victimes de

Jean Max Causse

du CES Pailleron,

5, rue des Ecoles, Paris

l'incendie

ton reste la seule garantie.

tration - ce qui est plutôt positif.

Le dessinateur, éditeur et animateur, Jean-François Batellier, qu'on retrouve parfois dans la rubrique « Trait libre », notamment dans celle de cette page, public son septième album. Il y traite de tous les sujets de l'actualité, à sa manière, la plus directe et grinçante qui soit. Ce retour sur des événements récents, à travers les dessins qui les remettent en mémoire, en souligne aussi la folie, l'absurdité ou le comique. Le plus sage est de s'adresser directement à lui (Jean-François Batellier, 3, avenue de Choisy 75013 Paris) pour obtenir *Grincements dedans*. ★ album de 160 pages, 445 dessins, 150 F, envoi compris.

L'HOMME ATTENDU ce qui permettra aux fonction-L'homme dont la gauche a benaires de poursuivre leurs « brilsoin en ce momeot est ._ une lantes carrières ». Il ne faudrait pas femme. Ne me demandez pas son cependant en déduire que le procès n'aura servi à rien. On ne nom: je laisse ce choix aux spécialistes. Je suis certain que la gauche construit plus de CES brûlots ne manque pas de femmes de comme Pailleron (nous y veillons), talent comme Elisabeth Guigou ou et de nombreuses écoles dange-

> Martine Aubry, ou qui... A mon sens, seule une femme peut relever le défi et donner un autre ton à la campagne. Seule une femme peut inverser les pronostics. Et la gauche se grandirait de proposer à la magistrature qui ouvrira le troisième millénaire et clôturera le deuxième une représentante du « deuxième sexe ». Pour en faire le premier. Et rapprocher la vie de la cité de la vie tout court. Courage, messieurs, fuyez l

qui inspirent la confiance, comme

Jean-Paul Penot

LE RÔLE DE L'ENTREPRISE ET CELUI DE L'ÉTAT

M. Olivier Brisson, de Paris (Le Monde du 12-01-94), demande quelle est la raison d'être de l'entreprise. S'il veut bien convenir que celle-ci n'est ni de l'ordre de la nature ni une abstraction, mais bien une œuvre humaine, il pourra constater qu'elle est l'association de trois catégories d'acteurs économiques: l'actionnaire, le dirigeant, le salarié (...). Plus un troisième larron qui participe à la répartition des richesses produites : l'Etat, par ses prélèvement soclaux et fiscaux. Ici, la

tale : personne ne lui interdit de corriger les effets, catastrophiques pour les plus faibles, des lois du marché. Personne ne l'oblige à avoir l'impôt sur le revenu le plus bas de toute l'OCDE – inférieur en 1992 de 41 % à la moyenne de la CE - alors qu'il est le seul à avoir un réel effet correctif. Ni d'avoir les prélèvements sociaux les plus élevés de cette même OCDE - supérieurs en 1992 de 55 % à la moyenne de la CE - alors que ces prélèvements frappent la seule partie salatlale des richesses distribuées par l'entreprise et épargitént ceste allant au capital. Foin donc des hypocrites et des larmes de crocodile qu'ils versent sur les SDF, les exclus, les chômeurs, car ils savent que pour eo dimiooer radicalement le nombre, il faut répartir autrement les richesses, qui n'ont jamais été aussi grandes. Ce n'est pas aux entreprises de le faire, mais à l'Etat, par un système plus équitable de prélèvements sociaux et fiscaux. Et aux Français de l'accepter.

Edgar Fin Vannes

PARTENIA EN KABYLIE

Une erreur s'est glissée dans la plupart des organes d'information, y compris *Le Monde*, sur le siège titulaire de Partenia. Ce siège ne se situe nullement en Mauritanie, mais dans la province antique de Maurétanie sitifienne (Mauritania sitifensis en latin, d'où l'appellation de la ville de Sétif), correspondant en gros aux deux Kabylies actuelles en Algérie. De nombreux évêchés antiques supprimés après les invasions et surtout l'islamisation de l'Afrique du Nord ont vu ainsi leur nom relevé pour faire mémoire de ces Eglises. L'appellation « in partibus » est remplacée par celle de « titulaire », car certains évêchés relevés se situent en terre de chrétienté.

On ne peut être évêque sans un lien, même mystique, avec un diocèse. Je pense que ces précisions éclairent un fait qu' a une forte connotation ecclésiale, historique et qui doit être bien situé dans la structure de l'épiscopat.

> Marc Agostino Pessac, Gironde



Le non-dit fiscal

obscur qui s'amorce en ce début de campagne présidentielle fait penset à une autre controverse, vieille de bientôt douze ans.

2. .:

.....

An début de 1983, tous les syndicats, CFDT en tête, redontaient que le gouvernement ne donne un second tour de vis à la nouvelle politique de rigueur. Mais, à la veille des élections manicipales, le premier ministre de l'époque, Pierre Manroy, allait d'une réunion électorale à l'antre pour répéter la même promesse, à laquelle persoune ne croyalt: «aucun plan d'austérité n'est prévu » dans un proche avenir. On sait ce qu'il advint: molns de deux semaines après le second tour du scrutin, à la fin du mois de mars, le ministre des unances, Jacques Delors, dévollait une série de mesures draconiennes, pudiquement baptisées « programme d'action pour le rétablissement des équilibres extérieurs

de la France ». Antres circonstances, autres acteurs, même méthode : contre Pévidence, le candidat Balladur assure qu'il n'y aura pas de nouveaux prélèvements fiscaux, an lendemain de l'élection présidentielle. Le patronat n'en croit mot et prévient qu'une « aug-. mentation des prélèvements est inévitable ». Les syndicats la redoutent. Les économistes des grandes banques et des instituts de prévision en annoncent la probabilité. Maigré tout, le gouvernement refuse toujours à en convenir et admet seulement de la campagne présidentielle.

'HISTOIRE bégale: qu'un abidus se régoudre – et en-par de nombreux as-pects, le débat fiscal gissement de l'assiette de la contribution sociale généralisée, pour quelques petits milliards de francs.

> L'ampieur des déficits publics est telle pourtant que le doute n'est plus, permis : sitôt l'élection passée, des mesures de redressement seront inévitablement engagées. L'Allemagne a donné l'exemple, et la France devra la suivre si elle veut respecter les engagements du traité de Maastrischt. La faiblesse actuelle du franc et le niveau des taux d'intérêt à long terme sont là pour pronver que les marchés financiers attendent le gouvernement au tournant.

Dans les dénégations actuelles, il y a donc plus que de la myopie: un manque de transparence. A un double titre, cependant, le débat mériterait d'être abordé différemment. D'abord pour une raison qui tient à la justice fiscale. Si addition Il y a, qui doit la payer? Les actifs moins que les inactifs? Les revenus du capital et du patrimoine plus que ceux du travail, pour ne pas fatre le lit du chômage? Sans diagnostic exact, il ne peut y avoir de débat

Et si prélèvements nouveaux il y a, comment doivent-lis être établis, pour parvenir à résorber les déficits publics... sans casser la consommation, toujours bien fragile, et donc sans freiner la reprise économique? Les questions mériteraient, plutôt qu'un simple silence embarrassé, d'être placées an centre

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 R. Principeux actionnaires : Société civile » Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méty, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombata, président du directoire

grande distribution ne se développe plus aussi vite que jadis et le petit commerce a su s'adapter. Il explique que des accords nombreux ont été passés avec les industriels, en parti-

culier des PMI. La grande distribution est donc utile à l'industrie, notamment a l'exportation. Dernier argument : le secteur est créateur d'emplois. • LE CONSEIL de la

concurrence sanctionne Lecierc, Intermarché et les lessiviers. Il établit une jurisprudence sur la publicité relative aux prix des produits et sur le « déréférencement », c'est-à-dire le retrait des rayons de produits. menace dont se servent parfois les grandes surfaces contre leurs fournisseurs. • FÉLIX POTIN négocie avec la BNP son redressement.

Carrefour dénonce le « gel » gouvernemental des grandes surfaces

Daniel Bernard, président du directoire, explique que l'on ne peut avoir des groupes industriels compétitifs « en maintenant dans le pays une distribution sous-productive »

« Vous partez en guerre contre le gel des implantations des grandes surfaces décidé par Edouard Balladur en 1993 ?

- Non, pas en guerre! Je lance un appei au dialogue. On a vu, ces derniers mois, réapparaître au Parlement des positions corporatistes. Elles étaient peut-être justifiées il y a vingt ans, quand l'essor de la distribution moderne allait trop vite par rapport à la capacité d'adaptation on petit commerce. Mais la situation est différente aujourd'hui: le petit commerce a accompli une formidable mue. Le commerce a besoin de liberté pour entreprendre ; le gel est la mise entre parenthèses de son développement. Nos entreprises doivent pouvoir évoluer, moderniser leurs magasins, inventer de nouveaux concepts ou, simplement, pouvoir élargir les allées des magasins. Comment absorber les nouveaux produits de l'industrie ? Comment, par exemple, créer un rayon informatique sans nouveaux espaces? Ces questions méritent d'autres réponses qu'un gel autoritaire. De toute façon, nous ne réclamons pas de doubler pos surfaces.

- A qui la faute si les villes françaises sont encerclées de zones commerciales aussi

- Qui a pensé la ville depuis trente ans? Certaines villes ont su piétonnes et parkings. Mais on a

négociations commerciales?

clerc ou Système U.

PRIX, boycottage, rapport de force entre grande

industrie et grande distribution... Depuis sa saisine,

en mars 1992, sur les rapports, conflictuels, entre

deux grands groupements de distribution, Intermarché et Leclerc, et quatre grandes multinationales de la

lessive, le Conseil de la concurrence était au centre de

toutes les inquiétudes des professionnels : comment

le droit de la concurrence devait-il réglementer les

ces derniers jours seulement aux intéressés, ne les dé-

cevra pas. Moins pour ses sanctions, équitablement

partagées (de 10 à 2 millions de francs), que par la ju-

risrudence qu'elle crée sur d'innombrables litiges.

Deux d'entre eux sont particulièrement importants,

parce qu'au cœur des relations entre l'industrie et la

grande distribution : la publicité des prix et la poli-

tique de « déréférencement » - le retrait brutai des

rayons des produits d'un fournisseur par un distribu-

Intermarché était mis en cause pour avoir diffusé

auprès de ses clients, et à plusieurs dizaines de mil-

lions d'exemplaires, un tract publicitaire, l'Argus de la

distribution, donnant une liste de produits en rayons

avec leurs prix. Une pratique banale, mais qui posait

un problème juridique précis, Intermarché étant un

groupement de magasins indépendants, comme Le-

Le droit de la concurrence interdit les ententes sur

les prix entre concurrents dans une même zone de

La longue décision du 13 décembre 1994, transmise

aussi bâti, dans le chaos, des cités périphériques que l'on nous a, ensuite, demandé d'animer.

– Pourquoi, alors, ne pas prôner la mise en place d'un urba-nisme commercial mieux pen-

 C'est aux commerçants de penser le commerce, bien sûr en dialoguant avec les élus. Décréter le gel, c'est nous refuser tout droit à la parole. Pour l'agriculture et son évolution, on discute avec tous les agriculteurs, grands comme petits. Le commerce doit bénéficier du même traitement. Pendant les « trente glorieuses », les prix bas de la distribution moderne ont créé un pouvoir d'achat supplémentaire, donc des besoins nouveaux, qui ont engendré de nouvelles industries. Aujourd'hui, la crise rend le commerce moderne encore plus nécessaire. Bloquer l'outil de distribution, c'est bloquer, en amont, la production. Dans nos sociétés, les solutions viennent des initiatives microéconomiques, des nouvelles idées, des nouveaux commerçants. Auchan et Carrefour ont démarré dans des sous-sols. Demain, d'autres en feront autant.

- Votre politique de bas prix ne nuit-elle pas à l'industrie et même à l'économie ?

- Ils sont nécessaires pour toute une frange de la population. Pour tous ceux qui, en France, souffrent de la crise. La compétitivité de la distribution aboutit, selon les ex- grande distribution...

Le Conseil de la concurrence sanctionne----

Leclerc, Intermarché et les lessiviers



perts, à redistribuer 50 milliards de francs par an de pouvoir d'achat. La prime Balladur a relancé l'automobile. Nous, nous contribuons tous les jours à la relance de la consommation.

- Cette pression sur les prix ne désavantage-t-elle pas, désormais, autant les distributeurs que les industriels?

- Il y a deux raisons à la baisse des prix. Celle liée aux désordres monétaires ou à la chute de la consommation, survenue au moment même où les industriels avaient des capacités de production excédentaires. C'est la déflation. Et celle engendrée par les discussions normales entre industrie et commerce. La baisse, pour l'essentiel, est venue de l'évolution des

marchés, pas de nos pressions.

Les industriels parlent, eux, des exigences brutales de la

chalandise. Intermarché, qui compense la faible taille

de ses magasins par leur densité, avait-il le droit de

recourir à cette forme de promotion? Le groupement

pouvait-il se voir interdire ce que Carrefour, entité

unique, ou même Leclerc, dont les magasins sont plus

Dans sa décision, le Conseil de la concurrence in-

flige une sanction à Intermarché poor avoir proposé

« au consommateur les lessives à un prix unique ». Mais

il sauve la mise au grand distributeur, en soulignant

qu'il était, en revanche, « loisible » à une enseigne

« dont certains des franchisés sont dans une même zone

de chalandise de déterminer des prix maximums de re-

vente ou des prix conseillés ». Une porte de sortie pour

anti-concurrentielle? Mécontente des « faveurs »

consenties par le groupe Lever à son concurrent in-

termarché, la Scachap, une centrale régionale de Le-

clerc, avait retiré de tous ses rayons, en une demi-

journée, tons les produits du groupe (Skip, Omo...).

Leur absence durera du 16 septembre 1989 à fin jan-

vier 1990. Le Conseil a considéré qu'il y avait là « pra-

tique prohibée ». Mais les autres centrales régionales

de Leclerc, qui avaient réduit le référencement de Le-

ver ou suspendu leurs commandes sans retirer ses

produits des rayons, n'ont, elles, pas enfreint la loi.

Le Conseil a dit jusqu'où ne pas aller.

Quant au déréférencement, cette pratique est-elle

dispersés, peuvent faire en toute légalité?

- Avec les grandes entreprises, nous avons des rapports à deux faces. D'un côté, nous sommes leur prolongement et recherchons avec elles des synergies. De l'autre, il est bien normal de discuter avec elles le partage de la valeur ajoutée. Avec les PME-PMI, nous avons développé de nombreux partenariats qui les protègent parfois de l'appétit de leurs grands concurrents.

- Les rapports industriecommerce vous semblent donc équilibrés ?

– Vous vous souvenez, peut-être, de la phrase historique d'Aldo Moto sur les « convergences parallèles ». En bien! l'industrie et le commerce convergent, mais demeurent parallèles. Il n'y a rien là

- Pourquoi, alors, avoir demandé à vos fournisseurs d'écrire aux élus pour leur dire tout le plaisir qu'ils avaient à travailler avec vous... An risque de ridiculiser l'enseigne.

- Parce qu'en France, on n'entend que les jugements négatifs. Or, il existe toute une catégorie d'industriels qui sont heureux de travailler avec nous et prêts à le dire. Sans nous, beaucoup n'existeraient pas ou n'auraient pas accès à l'exportation. Par exemple, tous les pinceaux Carrefour sont fabriques dans un village du Nord. Tous les pneumatiques Carrefour viennent d'une usine de Béthune, Mille huit cents éleveurs de Normandie ont un contrat à long terme avec Carrefour depuis dix-huit mois, précisant toutes les qualités d'élevage, - de nouniture, d'abattage requises. On a commencé par la race bovine normande. On a continué avec la race montbéliarde. On démarre dans le Charolais. Même chose pour le porc, les fruits, les produits de la pêche.

Cette politique, vous pourriez la généraliser?

- Cette politique existe dans l'industrie depuis vingt ans. Depuis le lancement des produits libres en 1976. Le réseau de PME-PMI qui les fabrique s'est énormément développé. Aujourd'hui, nous sommes très internationaux, et nous leur servons de porte-drapeau. Les articles français de rentrée des classes ont fait un malheur en Turquie. Nous étudions le lancement de confitures françaises au Brésil. Ces petites entreprises pourraientelles y aller senles? C'est tout un pan de l'économie qui vit grâce à la grande distribution.

- Ou'adviendrait-il de votre partenariat avec les pêcheurs ou les agriculteurs si les turbn-

lences monétaires reprenaient? - Le poisson, il suffit de l'acheter au Danemark pour l'avoir au meilleur prix. Nous privilégions les pêcheurs français. Si les hypers n'avaient pas des rayons poissons P.-A. G. de qualité, il s'en consommerait beaucoup moins en France. Voyez nos rayons, le poisson y est mis en scène. C'est un vrai spectacle! A certains moments, notre rôle est aussi d'amortir les crises, pour laisser aux pêcheurs le temps de s'organiser. Dans l'agriculture, nous aidons à écouler les surproductions. Les accords mis en place représentent une vraie économie pour l'ensemble de la chaîne. - Et dans le textile, si la lire ve-

naît à rechuter?

- Nous avons rapatrié en France la production des sous-vêtements, parce que les entreprises francaises sont compétitives. Mais, dans le textile, la situation est complexe. Les professionnels de l'habillement, par exemple, ont longtemps refusé de nous livrer:

- Le commerce pent-il être porteur d'emplois, comme il l'est an Japon?

- On dit parfols que le commerce, activité nationale, n'a pas besoin d'être compétitif. C'est une erreur. Le seul exemple de modèle archaïque – le Japon – est en train d'exploser. Le consommateur se révolte. Il veut du discount, et le discount arrive au Japon comme en Corée. Comment peuton croire qu'une activité maintenue en sous-compétitivité ait de l'avenir ? Ca n'est jamais vrai, sauf à vivre en autarcie comme l'Albanie. Dans un monde ouvert, où le client voyage, c'est impossible. Le commerce n'est pas hexagonal ni même européen. Il est mondial. Tous les groupes internationaux

Félix Potin appelle la BNP à l'aide

Pélix Potin, qui comaît, du fait de difficultés de trésorerie, un conflit social avec plusieurs de ses gérants (Le Monde du 26 janvier), sollicite l'aide de son banquier, la BNE Selon l'un de ses dirigeants, ces discussions « avec la banque qui a toujours été à nos côtés » ont pour objet « l'aide financière supplémentaire réclamée pour augmenter les facilités de trésorerie ». Cette aide est indispensable dans l'attente d'un « partenaire connaissant très bien les magasins de proximité qui envisage d'entrer dans la société avec une part qui pourrait atteinare les 50% d'ici à quelques années ». Mardi 31 janvier, Guy Saier, actuel PDG, devrait être reconduit dans ses fonctions par le consell d'administration de Félix Potin. Opposés à son maintien, gérants et syndicats devraient venir manifester au siège de la société à Longjumeau (Essonne), comme ils l'ont fait, jeudi 26 janvier, « pour le maintien de leur salaire et la possibilité d'acquérir eux-mêmes les produits manquants dans leurs magasins ».

ils se retrouvent à côté du marché principal.

- La grande distribution se dit volontiers créatrice d'emplois. Mais n'est-ce pas les emplois des autres, ceux du petit commerce.

- Blen sûr que non! Le commerce est la plus grande industrie de main-d'œuvre aujourd'hui en France. Et le solde d'empioi est positif : 200 000 et plois de plus, entre 1978 et 1990. C'est énorme. Où crée-t-on des emplois aujourd'hui, si ce n'est dans les métiers de services, au premier rang desquels se trouve le commerce? Tous les jeunes qui sortent du système éducatif avec pas ou peu de qualification n'ont guère d'autres chances. Notre profession dépense énormément en formation. Vingt-cinq mille personnes, chez Carrefour-France, ont suivi au moins un stage de formation en 1994. Le commerce est un métier où l'on peut démarrer en bas de l'échelle et arriver très haut. La promotion y est rapide, y compris à l'international. Deux cents de nos cadres sont allés à l'étranger l'an dernier. Nous avons 44 000 employés en France pour 85 000 au total. Nous sommes une chance pour l'emploi. En ce domaine-là aussi, le gel nous emsont engagés dans une bataille féroce. Et. dans cette batalile, nous sommes les porte-drapeau de la France, non seulement sur le plan des produits, mais aussi sur le plan culturel. McDonald's représente le drapeau étoilé, Toys'R'Us aussi. Quand Danone veut étudier le marché taïwanais, il vient nous voir, nous qui vendons l'eau C'est en couple, l'industriel et le distributeur, que nous exportons. Penser que l'on pourrait avoir de grands groupes industriels comme Danone en maintenant une distribution sous-productive à l'intérieur de l'Hexagone est une vision totalement erronée. Et dangereuse. Ce serait affaiblir l'économie française.

- Le commerce ne créera donc plus d'emplois l

- Si. Mais pas des petits boulots. Pas des emplois factices. Les ateliers nationaux, ca n'est pas une issue. Le commerce doit créer de vrais emplois de services, de proximité. Il faut favoriser les initiatives, alléger les charges et ne pas tout attendre du gouvernement. Avec le gel, on est en train de protéger des rentes de situation. »

> Propos recueillis par Pierre-Angel Gay

Sumitomo Bank annonce une lourde perte inattendue

toutes les chaînes de franchise.

En choisissant d'apurer ses comptes, elle montre l'exemple aux autres établissements japonais

ROMPANT avec la tradition japonaise d'étalement des provisions dans le temps, Sumitomo Bank. la première banque de l'archipel et du monde, a annoncé vendredi 27 janvier pour l'exercice en cours une perte consolidée avant impôt de 275 milliards de yens (14,4 milliards de francs). Il s'agit d'un renversement spectaculaire des prévisions de la banque qui misait encore récomment sur un bénéfice de 65 mil-

liards de yens. Les banques japonaises, confrontées à une concurrence internationale accrue et à la déréglementation de leur propre marché, sont de plus en plus tentées d'extérioriser les milliards de dollars de créances douteuses, notamment immobilières, dont une grande partie ont été jusqu'à présent conservées dans leurs bilans dans la colonne des actifs non performants. Sumitomo est la première à sauter le pas dans des proportions aussi considérables.

La première banque japonaise a déjà effacé 200 milliards de yens de créances au cours du premier semestre. Les 600 milliards qui s'y ajoutent aujourd'hui vont réduire à 20 % ses actifs non performants dès la fin de l'exercice en cours. Cette décision constituait pour la banque une condition nécessaire « pour mieux préparer la banque à la reprise des affaires alors que l'économie japonaise repart et entraînera une augmentation des besoins financiers », a expliqué Yoshifumi Nishikawa, l'un des dirigeants de Sumitomo. Il a toutefois reconnu que « le montant total des créances douteuses à sortir du bilan a largement dépassé l'estimation précédemment

Malgré le choc qu'a provoqué l'annonce de la première perte enregistrée par une banque japonaise depuis cinquante ans, les analystes

D'autres banques japonaises pourraient suivre ce mouvement qui assainirait une fois pour toutes les comptes des établissements japonais. Les prêts non performants de l'ensemble des vingt et une premières banques japonaises s'éle-valent fin mars 1994 à 13,6 milliards

LE MINISTÈRE A TRANCHÉ

La décision de Sumitomo reflète en tout cas un changement radical de la politique du ministère des finances nippon. Depuis dix-huit mois, la Banque du Japon n'a cessé d'inciter les banques à augmenter leurs provisions. Elle s'était jusqu'à présent heurtée à la réticence du ministère des finances, pour qui des pertes se traduisent par une dimi-nution des recettes fiscales accentuant encore le déficit budgétaire japonais. Face à la détermination

estiment la décision salutaire. de Sumitomo, qui souhaite faire peau neuve avant la célébration de son centième anniversaire l'année prochaine, le ministère des finances a tranché en faveur d'un apurement du passé.

La banque maintient ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'exercice à 2 950 milliards de yens pour le groupe et 2 800 milliards de yens pour la maison mère. « D'ici trois à quatre ans, la banque prévoit une reprise du cours des actions, entraîné à la baisse par la perte nette enregistrée au cours de cette année fiscale », a indiqué Sumitomo, qui a décidé de maintenir un dividende annuel de 8,50 yens par action, alors qu'elle prévoit, pour l'année en cours, 2 950 milliards de yens de revenu d'exploitation pour le groupe, dont 2 800 pour la maison

pêche d'avancer.

DÉPÊCHES ■ CREDITO ROMAGNOLO: Après trois mois de bataille boursière, le Credito Italiano (Credit) est parvenu à prendre le contrôle du Credito Romagnolo (Rolo), une opération entérinée jeudi 26 janvier dans la nuit par le conseil d'administration du Rolo, qui a accepté l'uitime OPA du Credit. A l'unanimité, le conseil d'administration du Credito Romagnolo a qualifié l'OPA du Credito Italiano portant sur 78,36 % du capital à 22 000 lires l'action (74 francs) de « plus avantageuse » à la fois que ses précédentes offres et qu'une contre-OPA menée parallèlement par la Cariplo (la Caisse d'épargne des provinces

■ METALLGESELLSCHAFT: un audit commandé par les actionnaires du groupe allemand Metallgeselischaft (produits non ferreux, négoce) a conclu que la responsabilité de l'ancien président du directoire, Heinz Schimmelbusch, et de l'ancien directeur financier. Meinhard Forster, était engagée dans les déboires qui ont mené le groupe au bord de la faillite fin 1993 à cause d'opérations spéculatives. Le groupe pourrait déposer une plainte contre M. Schimmelbusch dans un proche avenir. De son côté, celui-ci a entamé une action en justice aux Etats-Unis contre son ancien employeur.

■ GLAXO: Wellcome Trust promet ses titres sauf surenchère. La fondation Wellcome Trust est passée outre les recommandations du conseil d'administration du groupe pharmaceutique Wellcome et a confirmé, vendredi 27 janvier, son intention d'apporter à l'OPA (offre publique d'achat) de son concurrent américain Glazo les quelque 40 % de titres qu'elle possède. Comme prévu dans le contrat initial annoncé lundi 23 janvier par Glaxo en même temps que son OPA de 8,9 milliards de livres sur Wellcome, cette promesse de la fondation de vendre sa part du capital ne vaut que si aucune contre-OPA plus lucrative ne se déclare.

43

Revue des

PARIS

Une semaine pour rien

COLUMN SE ANCERE SÉCUM ्रा । अस्य अज्ञास**्टरले विदे** ्रान्त्राचात्रा के 💵 La la favorir de la Maria 20111A4148 of guiter die un + 2 - 4. + 1.724 CONTRACTOR OF STREET and the letter be t will be · Coldinathe Septem

> inte for still age in LUBERTHER ... - (AL 40 FOOD . THE AN INCOME WARTS D'ACTIVITIE

TOKYO

Victime **du séism**

It not that the firebank a such

CHARLES CALLS wire theurftief @ The Nabe. Lindley ! 57 S. points fr 35 Notes Supported a Mary A 18 RM 18 per and a code 46.57 point MARINE AT THERE !!

to le Nikkei a crav tiute de Na % the state of the state of mogram um ch forms supremaines. C

NEW YORK The Allerton - Q.M.

Inquiète

WALL STREET CONCRETE the cite wind ें के किया है। किया है mer berichtet bie the second state of the second a bereichte bei fich fie the state of the security of Totals in in Rowse

The Print Hall The state of the s the Court Sur tulade heptak The second secretary with the ante place la the state of the s Commission infant

and the party of The second secon and the state of the street if the state of the Petalogic mitophetical soil

LONDRES

Revue des valeurs Semaine du 23 au 27 janvier 1995

PARIS

a servent par

A the control of the country for services for the country for

. 12.70% \$

Commence of the second

Series Care

The second second

.... 27 16 25

A CONTRACTOR

State of the last

- - 0 mi 72 mm

12 A. 15.50

- 1 177 774 TO to the property Car of the second

en in the second

The second second

1 12.52

1.12

1.00

فينتشأ وتأورون

مناسب اسا

Page 1

1.11

A Supplement

A ST STEERS

Service Straigh

The series son redisser

grandes surfaces

s industriels competed to

in Potin appelle la SAP a l'aide

nten guet comment und ber ber Gementien de trente. M men. princes sere in the gitte its to Mencheliet. Indice CAC 40 + 0,04 %

EN CINQ SÉANCES, les valeurs

Une semaine pour rien

françaises o'ont pas inscrit un te commerce bent point, elles se sont contentées de l'équilibre, ne gagnant timidement que 0,04 %, soit 0,8 point à 1 814,13 points. Pour mémoire, les scores des trois premières semaines du mois n'avaient guère été excep-tionnels (+ 0,28 %, - 1,72 % et - 2,19 %). Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le terme boursier de janvier se solde par un bilan négatif de 8,7 %, soit la plus mauvaise performance depuis la liquidation do mois de juin 1994 (-9,11%).

Lundi, dans le sillage de la Bourse de Tokyo (-5,6 %) et après deux séances déjà largement perdantes, l'indice CAC 40 cédait à nouveau du terrain. Au terme des échanges, les valeurs françaises

s'inscrivaient en recul de 2,23 %. une reprise historique et mirabaisse du dollar, hausse des taux, crise mexicaine et; bien sûr, conséquences du tremblement de terre de Kobé. Selon bon nombre d'opérateurs, en effet, les Japonais allaient être contraints, pour faire quant une onde de choc qui allait o'y avait qu'un pas...

peu de hauteur. Mais il aurait fallu ter le marché, et que donc c'était

Air liquide (L)

CONSOMMATION NON ALIME

VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Ce jour-là, tout s'est coojugué culeuse pour que celle-ci ne soit ponr amplifier le mouvement : pas perdante. S'ensuivront deux

séances de franche reprise, mercredi et jeudi, avant que, vendredi, quelques prises de bénéfice ne viennent mettre à mai les maigres gains accumulés. A ces prises de bénéfice se sont ajoutées des ruface aux coûts engendrés par le meurs selon lesquelles le preséisme, de rapatrier leurs capitaux.

De là à imaginer qu'ils allaient
« vendre Wall Street », entraînant
celle-ci dans la tourmente, provoelles étaient néanmoins conforfrapper les marchés européens, il tées par certains opérateurs, qui expliquaient que les chiffres amé-Le lendemain, jour de liquida-tion, l'indice CAC 40 a repris un n'avaient aucune raison d'inquiéricains «tombés» ce jour

boursière I

PERSPECTIVES DE RÉSULTATS Sur le front des valeurs, plusieurs titres se sont distingués. On retiendra, entre autres, du côté des baisses, PUIC, filiale spécialisée dans l'immobilier du GAN, qui, après force suspensions de cotatioo, a terminé en tête des plus fortes baisses, immédiatement suivie par Spie-Batignolles. Le groupe de BTP, qui a connu à nouvean une année difficile en 1994, va faire l'objet d'une restructuration financière. Du côté des hausses, EuroDisney est le grand gagnant de la semaine : il termine la période à 11,90 francs, après quelques prises de bénéfice. Cette amélioration s'est effectuée en dépit d'une perte nette de 109 millions de francs pour le premier trimestre de l'exercice 1994-1995 (en diminution de 80 % par rapport à la période comparable de l'exercice précédent). Bonne performance pour Elf Aquitaine, pour laquelle les opérateurs oot également privilégié les perspectives par rapport aux résultats : le

bien qu'il n'y avait pas de fumée titre a terminé à 386,20 francs mai-balladurienne sans feu... Logique gré une perte de 5,4 milliards de francs en 1994.

PARIS

 \rightarrow

NEW YORK

¥

DOW JONES

Par ailleurs, le comité du second marché a décerné cette semaine son Prix du gestionnaire: Richelieu Finance (catégorie « sociétés de gestion »), Ferri SA (catégorie « sociétés de Bourse ») et le Crédit agricole (catégorie « banques et réseaux bancaires ») ont été récompensés.

François Bostnavaron

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres échangés	Valour en KF
Elf Aquitzine	3 350 507	
LVMH M. Vuitton	1 237 650	
Suez	3 832 439	
Saint-Cobain	1 287 090	
Alcatel-Alsthorn	1 683 080	1
Total	2 587 565	
Société Gale	1 327 160	
Eaux (Gle des)	1 161 900	100
PEARIN	725.816	
Carrefour	276375	3
Ontal (I.7)	404.630	
Airbuide	585 290	
Danone	555 390	
		Department of the

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (REGLEMENT MENSUEL)

TOKYO

¥

FRANCPORT

¥

Euro Thomas Dev.R.N-P. Calais

Valeurs en balsse	
UIC	
Sph Balancias	
CAN	新新州市
NPU	
Telle Communic.	To the state of
Nunt Colbert	
SCOR SA	200
CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE	
AGF-Ass. Gén. France	- 医骨切除
EQ.	2/3/2
, metalogy lots	- War (1)
Crédit national	BUNG W
SCE	THE REAL PROPERTY.
UGC DA(W)	80 TO 100

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

	27-1-95	Diff.
hengwin.	2749	THE RESERVE
Danone	726	2 2 Table 1
Erktania Mohin Say	695 .	NAME OF STREET
Francis In Sel.	4,325	Control of the same
LVMH	838	THE REPORT
Pernod Ricard	298,70	
Many-Calminian	183,10	
Saint-Louis	1.338	100

ASSURANCES .	26-1-95	DHE.
AGF	181,80	THE PERSON
AXA	200.211	THE ROOM
CAN	200#0	
SCOR SA	825	
UAP .	128	- 12 A

	27-1-95	DHE.
American	530	
Ciments from the	229	
Colas	923	
Titleye	792	
Eurotunnel	3446	
CTM Entrepoint	323	
Imetal	507	
Immob. Phénix	50,05	
Lefebrae	325	
Latings Couple	367,70	100
Poliet.	· 374	41 17 6
Saint-Cobain	620	
SCE	170	1000
Sole-background.	223	100

EBF	924	100 30 30
Essior Int.	723	
Cr. André	499.90	
Moulines	101,50	STATE OF THE PERSON NAMED IN
Orbital)	10%	
Salomon	1,990	98.22
SÉB	497	
SHe demokrati	1.800.	1
Sommer Allibert	1 700	
Zodac	2.200	1 2 2 4
CHÉDIT ET BANQUE	s	
	27-1-95	OHF.
Bancaire (CSr)	474,30	
EMP	241.10	E A TA

EDIT ET BANQU	ES .		BECTRICITÉ ET ÉLE	CTRONE
	27-1-95	Diff.	A CONTRACTOR	27-1
ncaine (CSs)	24,30	Territor.	Alcatel Alsthom	43
VP.	247.10		Alcatel Cible	-236
F .	197	4	CS (54.194)	331
telem	883		Larger Street,	513
F ·	695		Labinal	. 251
F	385		Legend	6360

OLD CHEMIN	- 22	STATE OF THE OWNER, OR WHAT THE OWNER, OR WHAT THE OWNER, OR WHAT THE OWNER, OR WHAT THE OWNER, OWNER, OWNER,	
UIC	1,10		
Via Interpret	351.51	Charles and the	
			IMMOBILIER ET FONCIER
			27
			GFC 3
DISTRIBUTION			Lucia
	27-1-95	Diff	Chipar
Ron Marché (Aut)	\$75		Rue Impririalm 34
Camefour	2.071	Transfer of the last	Selvan 3
Casing	132.87	· THE TOTAL	STEC 6
Castorama Dubois	703	4100200	Simco 4
Three rive Modernes	1:304	Acres 1	Same as
Domant.	4.895		UIF 4
Docks France	690		
Galeries Laboration	2.096		
Culibert	486	1	INVESTISSEMENT ET PORT
Ocyanne Caupyre.	1.285	100000000000000000000000000000000000000	. 27-
Pinault-Print, Red.	920		Rollaré Techno. 40
/ the said	890		Cenus
Denmoulke	. 914	ALCOHOL: SALES	CC16 80

HECTRICITÉ ET ÉLE	27-1-95	nter
	4/-1-35	
Akatel-Akthom	45,10	100
Alcatel Cible	23138	
CS Inc. (SIN)	331	STATE OF
harry's firstone.	513	
Labinal	- 251	
Leverne .	6360	1

Matra-Hachette	118,30	Charge St.
Radiotechnique	565	
Sagera	2619	Section 1988
Schneider	167,10	
Thomson-CSF	1944.031	THE RESERVE

GFC	375	
Lucia	-	
Chiper	8,673	
Roc Impririate	3 450	
Service	3520	
STEC	.530	
Simco	413.00	
NAME AND	22	
UIF	411	
INVESTISSEMENT I		E Diff.
	27-1-94	
Hostore Techno.	462	
Cens	10.	
CCIP	998	and the

	27-1-94	DIFF
Bollaré Techna.	462 .	
Cenus	M	
CCIP	998.	
Egrafiance	1.558	1. 16 3
Caret Eaux	1724	100
auantre .	39.20	
Marine Wendel	340	1000
Noviguillet mixte	970	
Nord-Est	1ECLO	30.30
Origina-Consendra	1330	
Paribas	331	E37,488
Parlinance	182	
Suez	255,50	
Worms & Ce	264,70	

	27-1-95	Diff.
CampudMetabox	120	
Descript bristian	425	
De Dietrich	2750	
Fives-Life	47930	
Learn Industrie	320.00	10 At 15 At 1
MEDICAL	73.50	
Ferhalty CP	38	
Perfoliney lot.	148	
PROPOS SA	712	Market Scott
Strafer Recom	600	
Valeo	2/2,93	
Valourec	254,70	CANAL CANAL
MINES D'OR, DIAMA	NT 27-1-95	Diff.
Angle-Arrests and	251.90	Fr. design
Buffeldiontein	32	THE PARTY NAMED IN
De Beers	113	W-18-44
Deletintelia	65.2	and the state of
Gencor Umited	8.2	
Hirmstey Cold	43-47	THE REAL PROPERTY.
Randfontein	39.55	्राच्याकारुव (क्
Saint-Helena	and the	STATE OF THE PARTY
Mastern State	1001.00	The state of the last

ÉTROLE.		•
	27-1-15	DHE
P France		Part S
EX Ameliche	387,70	
Bra/-E*	343	THE R. P.
Esso Education know	645	100
Stateston	290,50	
Total	299/8	THE REAL PROPERTY.
	236	
SICOMI OU EX SIC		
	27-1-95	DHE

	27-1-95	DHE
Accor	222	Carlo.
BIS	330	
Canal Plus	759	- WEST 28
Cap Gemini Securi	154.60	Br40(25)
CEP Comm.	650	1
Club Méditerranée	408	2000
couplés CITA	250	A SHOW A
Exec (Gle det)	483,50	
Eco	33	
Euro Thirty	13:15	
range to Médias	M2	
Races	102.00	13.45 A 4033 h
Ly warm deserve	417.10	3 200 200
OCF Ome Cest.	Ø5	100000000000000000000000000000000000000
Publicis	396	1
SCAC Delmas.	J 611	[10] E. S. T. T. S.
SID	638	
State .	370	THE WALL
Sodexho	849	
TE	450	1

TRANSPORTS, LOISINS, SERVICES

VALEURS À REVERU FIXE DU INDEXE						
6% 1999-1997	92.11	Sec. 1				
EDF-GDF3%	6240	ALC: U				
CNB 5000 F	101					
CNB Par. 5 000 F	NC					
CNB 50ez 5 000 F	NC					
CNLSOTOF	101	THE REAL PROPERTY.				

TOKYO

Indice Nikkei - 3,90 %

Victime du séisme

C. Charles of again LA BOURSE de Tokyo a subi le contrecoup, cette semaine, du trem-blement de terre meurtrier qui a frappé le port de Kobé. L'indice Nikkei a perdu 735,87 points (-3,9 %) cette semaine, pour s'inscrire ven-dredi en clôture à 18 104,35 points. L'indice Topix a cédé 46,57 points à 1 412.83 points.

Après avoir ouvert la semaine à 18 789,89 points, le Nikkei a enregistré, lundi, une chute de 5,6 %, les ventes de la part d'investisseurs étrangers provoquant une chute brutale des valeurs japonaises. Cest

la première fois depuis un an que le Nikkei tombe ao-dessous de la barre des 18 000 points. Les dégâts causes aux installations industrielles de Kobé et de sa périphérie ont été plus importants qu'il n'était d'abord apparu. Les autorités locales les ont estimés à 10 000 milliards de yens (528 milliards de francs). Les conséquences du séisme sur les ventes des grands magasius de l'onest du Japon devraient se chiffrer à des centaines de millions de dollars de pertes. Nippon Telegraph and Telephone a annoncé que le séisme lui coûterait près de 100 milliards de yens. Malgré un rebond généralisé survenu au cours de la semaine, les investisseurs sont restés très prudents.

Indice FT 100

Indices du 27 janvier : Nikkei 18 104,35 points (contre 18 840,22); Topix 1412,83 points (contre 1 459,40).

. + 0,90 % Portée par les OPA

LONDRES

LES ALLIANCES ET OPA importantes, annoncées cette semaine à la Bourse de Londres, ont permis aux actions de surmonter leur faiblesse initiale, due en partie à la chute de Tokyo lundi. L'indice Footsie des cent grandes valeurs, qui avait perdo 1,4% pendant la seule séance de lundi, a finalement terminé la semaine en hausse de 27,2 points (0,9 %) par rapport au vendredi précédent, à 3 022,2 points.

Les pertes du début de semaine étaient également liées à l'an- 3 022,2 points (contre 2 995).

nonce d'une croissance de 0,8 % du PIB britannique au quatrième trimestre de 1994 par rapport an troisième, portant la croissance annuelle à 4 %, alors que les analystes attendaient une progressioo de 3,9 %. Ce chiffre avait alimenté les craintes de surchauffe

et de bausse des taux. Mais les OPA et alliances annoncées par Glaxo, Cadbury Schweppes, British Aerospace et Cable and Wireless ont ensuite redonné de l'élan au marché. Le groupe pharmaceutique Glaxo, qui a lancé une OPA de 8,9 milliards de livres (74 milliards de francs) sur Wellcome a perdn 26,5 pences, à 617. Mais Wellcome a gagné 310 pences, à 998 dans l'espoir d'une surenchère. indice FT 100 du 27 janvier : FRANCFORT Indice DAX 30 -1,16 %

Repli

APRÈS un début de semaine qui a vu les cours chuter en raison des retombées du séisme de Kobé, la Bourse de Francfort s'est ensuite stabilisée, parvenant sur les trois dernières séances à regagner une petite partie du terrain perdu. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a finalement terminé venbaisse de 1,16 % par rapport à la clôture de la semaine précédente.

Lundi, le DAX a chuté de 1,40 %, répondant ainsi à la débâcle sur les

après le tremblement de terre de Kobé. Le marché allemand craignait que les investisseurs nippons ne retirent leurs avoirs des places européenoes afin de financer la reconstruction de la zone japonaise sinistrée. Le DAX a poursuivi sa baisse mardi, cédant 0,43 %. Mercredi, jeudi et vendredi, le marché allemand s'est doucement repris, grimpant de 0,67 % au total.

Les victimes de la semaine ont été les automobiles, suite à des recommandations d'achat revues à la baisse pour les titres de ce secteur, par des banques d'investissement. L'Office fédéral de la circulation a dredi à 2 031,70 points, soit sur une en outre annoncé une hausse de seulement 0,8 % des immatriculations de véhicules neufs en Allemagne en 1994.

Indice DAX dn 27 janvier: Bourses asiatiques quelques jours 2 031,71 points (contre 2 055,58).

NEW YORK

Indice Dow Jones -0.30 %

Inquiète

WALL STREET a encore perdu un peu de terrain cette semaine, victime des incertitudes qui pèsent à la fois sur l'approbation par le Congrès de l'aide américaine an Mexique et sur la réunion de la semaine prochaine du comité de po-litique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). L'indice Dow Jones a cédé 11,44 points (-0,30 %) d'uo vendredi à l'autre, pour finir à 3 857,99 points. La chute brutale de la Bourse de Tokyo, lundi, s'est répercutée sur les autres places boursières, après l'estimation par la Chambre de commerce japonaise des dégâts provoqués par le trem-blement de terre de Kobé. Passée l'inquiétude initiale, les investisseurs new-yorkais ont toutefois

caines pourraient bénéficier de cette catastrophe, ce qui contribue-rait à diminuer le déficit commercial américain avec le Japon.

Wall Street a été plus préoccupée tout au long de la semaine par les déclarations des responsables américains sur le Mexique. Newt Gingrich, le speaker de la Chambre des représentants, s'était mootré confiant en début de semaine sur le passage au Congrès du programme de 40 milliards de dollars offert par le président Clinton au Mexique. Mais, vendredi, il a estimé que le programme rencontrait de sérieuses difficultés.

Le président de la Fed, Alan Greenspan, a sontenu l'aide an Mexique. Ses déclarations devant le Congrès sur l'économie ont ini-tialement été interprétées comme un signe que la Fed pourrait ne pas intervenir la semaine prochaine ou que ce serait le dernier resserrement de la politique monétaire américaine avant l'été.

Indice Dow Jones du 27 janvier : réalisé que les compagnies améri- 3 857,99 points (contre 3 869,43).

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

es valeurs du Dow J	_		Sélection de valeurs		
dollars	27/01	20/01	En livres	27/01	20/0
coa		86,13	Affied Lyons		5,22
Hed Signal		36,13	Barcleys Bank		5,70
merican Express		30,13	BAT industries		4,40
T&T		48,88	Sritish Aerospace		4,57
ethlehem		17,13	British Airways		3,50
oeing Co		47,50	British Gas	Mary Committee	3,06
aterpiliar Inc.		52,38	British Petroleum	100	4,11
hevron Corp.		46,25	British Telecom		3,94
oca-Cota Co		50,88	BTR		3,05
Isney Corp.	13.55	47,13	Cadbury Schwep		4
u Pont Nemours&Co		56,88	Eurotunnel	Mark Printer	2,5
astrnan Kodak Co	200	49,75	Glaxo		6,4
oxon Corp.	77.5	62,75	Grand Metropolitan		N
en, Electric Co		51	Guinness		4,17
ers. Motors Corp.		39,50	Hanson Pic		2,3
oodyear T & Rubbe		36,36	Great Ic	100	5,2
M.		75,25	HSBC		6,14
ri Paper	11.0	76,75	Imperial Chemical		7,6
Mirror Co	115	18.20	Lloyds Bank	1. 1921.1	5,5
c Donnell Proughet	Division in	-	Marks and Spencer	A. C. L.	3,7
erck & Co. Isc.	m to the last	2275	National Westminst		4,6
innesota Mms. & Mily	7.75	13.55	Peninsular Orlenta		5,6
OF Monts		2	Reuters	1.57	4.2
rocter & Gamero C		42	Saarchi and Saatchi .	100	1,17
ars Roebuck & Co	13325	45.53	Shell Transport	THE PARTY	6,9
maco .		2	3mithkilne Beechman	ALC: N	4,6
nios Cada.		21.75	Tate and Lyle	THE REAL PROPERTY.	4,34
nd Technol	17 17	MAG	Uniferer Ltd		11,4
militals. Electric	75-2-2-	13.85	Welcome	,	6,8
		13.73	Zeneca		8,93
polworth		200	CERTA	المستحد	97

	FRANCFORT Les valeurs du DAX	30
Óτ	En deutschemarks	22/1
	Allasz Holding N	altered to
m	End M:	Marin and
10	Bayer AC	
=	May Ing All West wilder	
	Type Waterinsbanck	
70 60 52 58 56 11	and the second	
-	Commandent	
-	Continental AC	1000
-	Galmier-Benz AG	B- 775
_		1000
_	Degussa Deutsche Bebend A	
97	Deutsche Babcock A	-
<u>~</u>	Deutsche Bank AG	
<u> </u>	Dresdner BK AG FR Henkel VZ	1000
<u>'/</u>	Hence VZ	
36_	Hoedist AG	
23	Karstadt AG	
14_	Kaufhof Holding	
66	Linde AG	(44
54	DT. Lufthansa AG Man AG	
79	Man AG	
68	Mannesmann AG	
69	Mettaliges AG	
21_	Preussag AG	
17	Rwe	
99	Schering AG	1
63	Siemens AG	
34	Thyssen	4000
40	Veba AG	
10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 1	Ving	
	M 4	14.0
<u> </u>	Westag AG	The second second

in yens	27/1	20/
Vai elect.	The second	405
Sank of Tokyo		1 470
ridgestone		1 420
anon		1 560
Dalwa Sec.		1 140
uji Bank	20,025,03	2040
litachi Ltd		913
ionda		1 640
apan Airlines		663
drin Brew	0.0074	1 070
lobe Steel	Marie Zana	289
latsusbita EL		1 490
Aitsubishi Corp.	1	1 180
litsul Marine		680
liidao sec		994
lintendo		3 200
lippon Steel	1	342
issan	10 mg/35 mg/	786
lomura sec		1,840
rit		830 000
loneer	医基础	2140
anyo	SEE SEE	\$25
ega Enterprises	ALC: UNITED BY	3 240
harp		1 550
ony		5 040
umitomo Bk	300	1 750
uzuki Motors		967
oshiba	A. 57.50	<u> </u>
oyota	200000000	1 990
amaichi sec		666

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL **DES CAPITAUX**

Succès des emprunts étrangers libellés en yens

capitaux ne devrait être finalement que peu affecté par les conséquences financières dn tremblement de terre de Kobé et Osaka. L'npininn prévaut au-jnurd'hul que les énnrmes ressnurces nécessaires à la reconstruction des régions sinistrées pourront, pnur l'essentiel, être mobilisées sur le marché national japonais. Certes, beanconp dépendra de la tenue du yen. Au Japon, nn cnmmence à reprendre confiance à ce sujet. Les mêmes experts qui, récemment, redoutaient un affaiblissement de leur monnaie jusqu'à 110 ou 120 yens pour 1 dollar espèrent maintenant que les 105 yens ne seront pas dépassés ces prochains mois. Si ces attentes se vérifient, cela augmentera la propension des Japonais à placer leurs fonds dans des titres libellés en yens.

LE PARADOXE DE LA SUÈDE

Quoi qu'il en soit, les investisseurs japonais font actuellement un excellent accueil aux nbhgations émises en yens par des débiteurs étrangers qui, pourtant, leur proposent d'assez maigres rendements. La Suède vient ainsi de contracter un emprunt dont le rapport est inférieur à celui des

LE MARCHÉ international des fonds d'Etat du Japon. C'est un paradoxe qui tient à des raisons techniques conjuncturelles, que les spécialistes ont à cœur d'expliquer pnur éviter des interprétations erronées. Normalement, sur presque tous les marchés, les débiteurs étrangers doivent offrir un intérêt supérieur à celui des nbligatinns du pays de la mnmaie

PROFITS IMPORTANTS

Pour apprécier la situatinn, il faut tenir compte, d'une part, de la politique d'emprunt du Trésor public du Japon et, d'autre part, de l'approche de la fin de l'armée fiscale dans ce pays (l'exercice s'achève le 31 mars). Cnutrairement à ce qui se passe en Europe. nù les gonvernements émettent régulièrement des obligations nu des bons de différentes durées, à moyen ou à long terme, les nouveaux emprunts d'Etat japonais ont tous une vie de dix ans. Cela fournit, certes, en permanence au marché de bonnes références pour les longues durées mais, quant aux échéances moyennes, la seule solution est d'établir des comparaisons avec d'anciens emprunts qui n'ont plus que quatre, cinq on six

Or ces transactions, qui nnt vu

le jour à la fin des années 80 ou au début de la décennie actuelle, sont munies de coupons d'intérêt qui s'étagent entre 6,25 % et 7 %, soit des niveaux beaucoup plus élevés que ceux de 4 % à 4,5 % qui sont pratiqués actuellement. En Bourse, leurs cours sont donc très élevés. Ils se situent de 15 % à 20 % au-dessus de leur valeur nominale. Pour de nnmbreux gérants de portefeuilles, compagnies d'assurances ou autres investisseurs professinnnels, c'est l'occasion de réaliser d'importants profits qui viennent à point nommé équilibrer leurs comptes annuels et compenser les pertes subies par ailleurs, notamment sur des placements en devises qui nnt perdn beaucoup de leur valeur face au

yen ces derniers mois. Les investisseurs japonais qui vendent leurs anciennes nbligations d'Etat les remplacent immédiatement par des titres en yens de débiteurs étrangers qui, eux, sont émis pour des durées variées. D'un montant de 100 milliards de yens, l'opération de la Suède a six ans et demi à courir. Son taux d'intérêt, qui sera versé tous les six mois, est de 4,45 %, soit 0,1 point de pourcentage de moins que le rendement des titres comparables du gouvernement japonais. Il importe de noter, en outre, que cette transaction suédoise ne sera pas cntée en Bourse, ce qui est un avantage au Japon, dans la mesure nù cela permet aux investisseurs Institutinnnels de tnnjnurs comptabiliser leur position à sa valeur nominale. L'affaire est dirigée par Daiwa, une des principales maisons de titres du Japon.

Christophe Vetter

DEVISES ET OR

Un peu d'apaisement

APRÈS LA RUÉE sur le mark et la chute du dnllar observées la semaine dernière, un peu d'apaisement est revenn sur les marchés des changes ; les problèmes n'ont pas été résolus, mais un peu de répit a été nbtenu, et les opérateurs se sentaient moins nerveux.

En ce qui concerne le dollar, affaibli précédemment par la crise mexicaine qui le tire vers le bas et par la fermeté du mark aux dépens des devises faibles (lire, peseta et même franc), un peu de réconfort a été puisé auprès d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis. Ce dernier, déposant devant le Congrès, a voulu se montrer plutôt rassurant sur la conjoncture américaine, l'évolution de la croissance et les risques d'inflation. Du côté du Mexique, dans l'attente du vote du Congrès

sur le plan de garanties d'emprunts à hauteur de 40 milliards de dollars, l'annonce d'un accord de principe sur l'octroi d'un prêt de 7 milliards de dollars par le Fonds monétaire international a un peu détendu l'atmosphère. Enfin, à la veille du week-end, l'annonce d'une augmentation moins forte que prévu des « déflateurs » qui mesurent l'inflation pendant le quatrième trimestre, + 1,9 % au lien des 2,1 % prévus, dopait les cours des nbligations américaines et, en même temps, le dollar.

REPLI DU FRANC FRANÇAIS

En Europe, le franc français a souffert en fin de semaine face au mark, sans que ce repli ne prenne des proportions considérables. Il n'empêche, le franc est passé, vendredi 27 janvier, pour la première fois depuis quatorze mois, au-dessus du seuil de 3,47 francs pour un mark. Il commence à être atteint par les remous de la précampagne

pour l'élection présidentielle. C'est à la suite de ventes d'investisseurs étrangers sur les places asiatiques, dans la nuit de jeudi à vendredi, que le franc a perdu du terrain. Les opérateurs auraient été inquiétés par un article paru dans L'Evénement du jeudi, relayé

par des agences financières, mettant en cause le financement du RPR, parti politique de deux candidats à l'élection présidentielle, Jacques Chirac et Edouard Balladur. Après avoir atteint un plus bas de 3,4715 pour un deustchemark, le franc est ensuite revenu autour de 3,4680. De toute façon, l'élargissement à 15 % des marges de fluctuation au sein du système monétaire européen (SME) est un puissant moyen de décourager la speculation.

adouceur.

L'OR		
	Cours 20-1	Cours 27-1
Or fin (k, barre)	64 400	64000
Or fin (en linget)	64 750	64 390
Pièce française (20f)	371	376
Pièce française (10f)	420	275
Pièce suisse (20f)	373	373
Pièce latine (201)	371	370,
Pièce tunisienne (2017		370
Souverain	473	577
Souverain Elisabeth (1º		475
Demi souverain	317	
Pièce de 205	2 595	25057
Pièce de 105	1 260	
Pièce de SS	800	· * 60 k
Pièce de 50 pesos	2 405	2 300
Pièce de 20 marks*	460	46.75
Pièce de 10 florins	388	300
Pièce de S roubles*	250	- 314
* Ces pièces d'or ne	sont cotées	qu'à la séance

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 23 AU 27 JANVIER

DEVISE	Nev	York	Pi	ris	Zı	rich	Fra	ncfort	Brut	telles	Amst	erdam	246	len	To	kyo
	ZJ-1	20-1	ZJ-1	20-1	27-1	20-1	27-1	20-1	27-1	20-1	27-1	20-1	27-1	20-1	27-1	20-1
Lince	1,5900	LINE.	: 83555	£3154	2,2049	AND	2,4061	17.66	49,4716	-	2,6982		2548,77	100	157,89	- 1
SEIL.	-	72	5,2530	3700	1,2735	2670	1,5145	\$180 mg	31,24	F-17	1,6970	2000	1603,00		99,30	3.00
Franc français	19,0295	3050	-	12.2	24,2341	200	26,8272	200	5,9448	X	32,25305		305,0438		18,89629	
Franc suisse	78,5738	74,5066	412.603	1000	-	1.44	118,924	10.00	24,5306	4	1,33255	300	1251,735		77,97409	1
Deutschemark	66,0284	66,7310	346,9792	1000	84,0672	(6) ald		15年人	20,6273	200	112,05018		1058,4351		65,56619	
Land-for	3,2010	1210	16,8214	16,000	4,0765	400	4,8400	T KANE		E LIE	5,4301		51,31242		3,17862	1
Florin	58,9275	SAPA	309,6641	ATMUTA.	75,8402	74,525	89,2457	NAME OF TAXABLE PARTY.	18,4000	1	-	7 14	944,6081	3417	\$8,51303	200
Lire italienne	0,00024	GOTTLA		1360	-			23				190		PER I	0.061946	10007
A Paris, 100 ver	s étaient	smoks les	eodredi Z	lamier, 5	2920 frac	ocs comere 5	2739 le v	endredi 20	anvier.							-

PO (pensions à court terme) à taux

variable sont possibles «si le mar-

ché le permet » et que la Bundes-

bank n'envisage aucum relèvement

de taux « pour l'instant ». L'un des

administrateurs de la banque cen-

trale, Hans-Jürgen Krupp, avait as-

suré, auparavant, que le niveau ac-tuel des taux allemands pourrait

freiner prématurément la reprise,

ce qui a nouri les espoirs de ceux

qui prévoient non pas un relève-

ment, mais un nouvel abaissement

des taux directeurs allemands au

printemps. De toute façon, les diri-

geants de la Bundesbank adorent

entretenir l'incertitude sur leur po-

quer à l'avance quelies seront leurs

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'espoir vient de l'Allemagne

vnrables ont souffié en provenance de l'Aliemagne, où une série d'événements et de chiffres nnt ttement calmé les apprébensions des marchés sur un éventuel durcissement de la politique de la Bundesbank ces prochains mois: certains analystes avaient pronostiqué un relèvement des taux directeurs de la banque centrale allemande dans le courant de l'année 1995, ceux de la firme américaine Goldman Sachs à Francfort, MM. Meyer et Fels, le pringrammant même pour le premier trimestre

Tout d'abord, la progression de la masse mnnétaire M3 pour le mois de décembre 1994 a été ramenée à 4,8 %, en rythme annuel, après 5,8 % en novembre et à 5,7 % au dernier trimestre 1994 par rapport au trimestre correspondant de 1993. Ainsi se trouve confirmée la rumeur qui avait couru la semaine dernière sur une progression mensuelle inférieure à 5 %,

CETTE SEMAINE, les vents fa- tandis que la Bundesbank peut se féliciter de voir cette masse M3 revenir dans son lit, c'est-à-dire un taux de croissance compris entre 4 % et 6 %, tel qu'il avait été fixé pour 1994 à la fin de 1993. Le formidable gonflement des premiers mnis de 1994, avec un bond de 20.7 % en février-mars, avait éveillé des inquiétudes et laissé planer un dnute sérieux sur la possibilité de voir la croissance de M3 se conformer aux objectifs fixés. Aujourd'hni, ces inquiétudes semblent être apaisées. Les transferts de capitaux en provenance du long terme, non compris dans M3, vers des placements liquides, qui sont, eux, compris dans cet agrégat et qui l'avaient gonflé exagérément, sont allés en sens inverse, avec, pour conséquence, un spectaculaire dégonflement. Sans doute les esprits chagrins objecteront-ils qu'une partie de ces capitaux se sont dirigés vers les fonds mnnétaires autorisés depuis 1994

et qui ne figurent pas dans M3,

mais sont retenus par la Bundesbank dans une définitinn « élargie ». Il faut remarquer, par ailleurs, que, parmi les contreparties de la masse monétaire, les crédits bancaires du secteur privé ralentissent nettement leur croissance, de même que ceux du secteur public grâce à la réduction du déficit budgétaire.

DÉCÉLÉRATION DE L'INFLATION

Ensuite, l'inflation poursuit sa décélération outre-Rhin, le chiffre de janvier 1995, +0,5 % sur décembre et + 2,3 % sur un an (+2 % de hausse), étant le meilleur depuis trois ans hors variations saisonnières. Ces données ont incité Pun des directeurs de la Bundesbank, Edgar Meister, à déclarer, vendredi 27 janvier, qu'elles « de-vraient améliorer la situation des marchés ». Effectivement, depuis

MATIF

Echéances

Mars 95

NOTIONNEL 10 %

PEROR 3 MICHS

ECU LONG TERM

quelques semaines, les rendements à court et long terme sur le marché allemand fléchissent nettement, de 50 centièmes sur le trois mois, revenu à 5,20 % et sur le dix ans glissant à 7,40 %.

En outre, la relance concertée de la réductinn du temps de travail par le gouvernement Kohl, le patronat et les syndicats allemands ne peut que réjouir la Bundesbank dans la mesure où cette relance ne peut qu'améliorer le climat social. Les négociations sur le relèvement des salaires de 1995 doivent s'achever en avril prochain. Les autorités monétaires de Francfort, on le sait, souhaitent très vivement litique et se gardent bien d'indique ce relèvement ne dépasse pas 3 %, atteignant 4 %, alors que ment en princi

Tnut ceci a

t à l'extrême rigueur les syndicats récla- pe 6 %, autnrisé le même léclarer que des RE-	décisions. En fin de semaine, un autre si- gnal favorable est venu des Etats- Unis où les opérateurs, comme ceux du monde entier, attendaient
Plus bas Cours de compens.	fiévreusement les chiffres du pro- duit intérieur brut (GDP) du qua- trième trimestre, en principe « très forts ». Le consensus des marchés
110,54 2.4 110,90 	dnnnant une augmentation de 4,5 % pour le GDP et de 2,1 % pour le « déflateur », qui, thénrique-
109,20 109,46	ment, mesure l'inflation. On eut 4,5 % pour le GDP, en ligne avec la
	prévision (certains, comme Alan Blinder vice-président de la SED)

les opérateurs, comme monde entier, attendaient ment les chiffres du prorieur brut (GDP) du quaimestre, en principe « très e consensus des marchés une augmentation de ur le GDP et de 2,1 % pour ateur », qui, thénriqueesure l'inflation. On eut ir le GDP, en ligne avec la (certains, comme Alan vice-président de la FED. avaient envisage 5 %), et, surtout, 1,9 % pour le déflateur, donc moins important que prévu. Du coup, les opérateurs soupirèrent d'aise. «L'inflation n'est pas encore là ! »

et les rendements des emprunts d'Etat américains, déjà en diminution les jours précédents après leur pointe de la semaine dernière, dégringolèrent immédiatement, retombant, en huit jours, de 7,67 % à 7,44 % sur trois ans, de 7,79 % à 7,63 % sur cinq ans, de 7,81 % à 7,67 % sur dix ans et de 7,89 % à 7,77 % sur trente aus. En France, le marché a fidèlement suivi les indications, le cours de l'échance mai du Matif passant de 110,80 à plus de 111,30 et celui du Pibor 3 mois de 93,73 à près de 93,90. Sur le front des sicav, une enquête d'Europerformance, présentée par Beaudoin de Brie, son président, montre que, pour la collecte de sicav actions françaises en 1994, les deux tiers en ont été assurés par trois réseaux, groupes on établis-sements. En tête, la Société générale a recueilli 2,5 milliards de francs, suivie par La Poste (2,3 milliards) puis par Paribas (1,4 milliard, dont 0,6 milliard pour la filiale Cardif) et Suez (1 milliard dont 0,7 milliard pour la filiale Fimagest, gérant professionnel pour compte de tiers). Viennent ensuite le Crédit agricole et le GAN-BIF (0,7 milliard), le groupe AGF (0,6 milliard), AXA-Banque (0,5 milliard), UAP-Worms (0,4 milliard), le CCF (0,4 milliard), les banques populaires (0,4 milliard) et la BNP (0.3 milliard).

François Renard

MATIÈRES PREMIÈRES

L'Europe en manque de pommes de terre

LE PLUS POPULAIRE des légumes flambe en Europe. Que ce soit sur le marché physique nu le marché à terme, à Rotterdam nu à Arras, à Londres nu à Paris, les _cours de la pomme de terre -puisque c'est d'elle qu'il s'agit grimpent semaine après semaine. La hausse est impressionnante. A Arras, le principal lieu de cotation français pour le marché physique, le quintal de pomme de terre a clôturé la semaine à 180 francs/ quintal (qualité Bintje avec un maximum de 12 tubercules/kilo). [[v a six mois, le cours ne dépassait pas 100 francs/quintal. Et deux fois

moins au début de 1994. L'évolution est encore plus forte sur le marché à terme des matières premières agricoles de Londres. Au fil des semaines, les cours ont enregistré près de 150 % de crois-

sance entre novembre 1994 et janvier 1995. Idem à Paris et à Amsterdam, siège du plus impurtant marché à terme européen de la pomme de terre. Il est vrai que, sur l'ensemble de ces places, les premières échéances cotées sont celles d'avril ou de mai. Elles sont très éloignées, donc, de la récolte qui a eu lieu, elle, en septembre,

pour les principales variétés. La hausse ne pouvait que se répercuter sur le marché de détail. Ainsi en France, le prix dn kilo est passé de 2,20 francs en moyenne en novembre 1993 à 3,10 francs en novembre 1994, soit une hausse de 50 %. Depuis la hausse ne s'est pas démentie. En Grande-Gretagne, « certains vendeurs de fish and chips [le plat le plus vendu, NDLR] ont déjà relevé leurs tarifs

pnnsable du Potatn Marketing Board, l'organisme chargé de la promotion de la pomme de terre britannique, cité par l'AFP.

UN PRODUIT BON MARCHÉ

Les caprices du ciel sont responsables de cette envolée. Les pays d'Europe occidentale producteurs de pommes de terre (Pays-Bas, France, Allemagne, Grande-Bretagne) ont connu, au cours de Pété 1994, une vague de chaleur excessive, qui a entraîné une perte de poids des tubercules. Les phries de l'automne n'nnt tien arrangé. Une partie de la récolte a été perdue et, pius grave, la qualité de la production en a pâti.

Résultat, l'Union européenne a enregistré en 1994 sa plus médiocre récolte depuis 1989. Elle n'a pas dépassé 42,3 millions de tonnes, soit 10 % de mnins que l'année précédente. La baisse a été particulièrement forte en Allemagne (-25 %), le premier producteur européen, comparée aux Pays-Bas, à la Grande-Bretagne ou à la France (5,9 millions de tonnes en 1994 contre 6,3 millions de tonnes en 1993).

Aussi impressionnante soit-elle, la hausse des cours de la pomme de 10 % », selon Paul Oldfield, res-, de terre doit être relativisée. agriculteurs vont-ils délaisser le

D'une part, même chahntée par les marchés, la pomme de terre reste un produit bon marché pour le consommateur. « La ration ne dépasse pas 1,50 franc. Qui dit mieux?», s'interroge un professimmel. Par ailleurs, si « les producteurs gagnent de l'orgent aujourd'hui, pendant des années ils en ont perdu énormément », nbserve Jean-Luc Gosselin, directeur du Comité natinnal interprofessionnei de la pomme de terre (CNIPT). Aujnurd'hui, en France, un producteur de pommes de terre reçoit de 80 centimes à 1 franc par kilo, selon les variétés, pour un coût de production de l'ordre de 50 à 60 centimes. Mais, la saison dernière (1993-1994), il n'avait droit qu'à 40 centimes; et 10 à 15 centimes en 1992-1993. C'est dire qu'ils travaillaient à perte.

RECOURS AUX IMPORTATIONS

Le déficit enregistré cette année sera comblé par des importations de pommes de terre espagnoles, italiennes, marocaines ou israéliennes (la qualité des productions venues des anciens pays socialistes d'Europe de l'Est n'est pas jugée de qualité suffisante). Qu'en sera-t-il la saison prochaine? Les

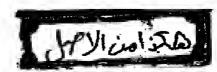
cniza, les niéagineux nu les céréales au profit de cette pomme de terre devenue rentable ? C'est peu probable, de l'avis des professionnels. D'autant que sur une longue période les superficies emblavées tendent à diminuer. En France, par exemple, tnutes catégories de pommes de terre confondues, elles ne dépassent pas 150 000 hectares, cnntre 180 000 hectares il y a une décennie. Non pas que la consommatinn ait diminué parallèlement. Nnn pas que les Importations

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES		
	27/1	20/1
Dow-Jones comptant	186	C 104.00
Dow-Jones à terme	254,38	***
MÉTAUX (Londres)		
Cuivre comptant	3 002	~ 000 ···
Cuivre à 3 mois	2 992	3035<
Aluminium comptant.	2094	7 960
Aluminium à 3 mois	2139	2 020
Piomb	673	689
Plomb à 3 mois	690	706
Etain	6305 -	6.450
Etain à 3 mois	6 405	6 564
Zinc	1 150	1 200
Zinc à 3 mois	1 170	1.226
Nickel	10 050	9930

aient pris le relais. Simplement, les rendements, à l'image des autres productions agricules, sont en prngrès cnnstant. Surtnut, les pertes et les déchets diminuent. L'amélioration des plants, en particulier, fait que les pommes de terre, actuellement, se conservent mieux et plus longtemps qu'auparavant. Moyennant quoi, la production peut diminuer en Europe sans peser sur les quantités finale ment commercialisées.

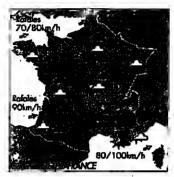
Argent	465	400
Platine	415	A19.
Palladium	157,75	160.5
GRAINES ET DENRÉE	5	
Blé (Chicago)	365	3371
Mais (Chicago)	232	233
Graine soja (Chicago)	553	\$5Q ·
Tourt. soja (Chicago	158,40	159,9
P. de terre (Londres)	357	350
SOFTS		
Cacao (New York)	1 369	1004
Café (Londres)	2700	3 939
Sucre blanc (Paris)	403	414



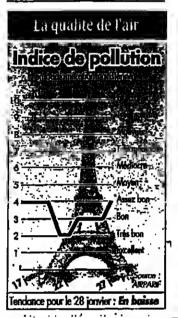
AGENDA

Pluie

est attendo pour dimaoche, n'épargnant que les régions méditerranéennes. Sur le nord de la Bretagne, la Normandie, le Nord, le Bassin parisien, le Ceutre, Champagne-Ardenne, l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne, la Franche-Comté et le nord des Alpes, le temps restera coovert et humide avec des pluies fréquentes. Un passage pluvieux plus soutenu affectera en matinée les



Prévisions pour le 29 janvier vers 12h00

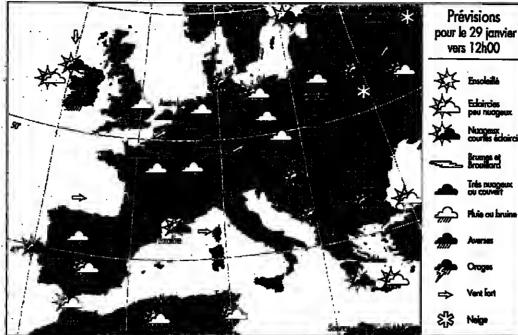


UN NOUVEL épisode pluvieux régions situées au nord et à l'est de la Seine. L'après-midi, ce seront plutôt les régions à l'ouest et au sud de la Seine qui seront concernées par un passage pluvieux marqué. Sur les Alpes dn Nord, la neige tombera an-dessus de 1200 à 1 400 mètres.

Sur le sud de la Bretagne, les Pays de la Loire, le Poitou, les pluies faibles et intermittentes du matin se renforceront à la mijournée, et l'amélioration o'interviendra qu'en fin d'après-midi avec quelques éclaircies. Sur les Charentes, l'ouest du Massif Central, l'Aquitaine, Midi-Pyrénées, le ciel se couvrira en matinée, et des pluies modérées à fortes tomberont vers la mi-journée. Sur les Pyrénées, la phile se transformera en neige vers 2 200 mètres. Le ciel s'éclaircira en fin de journée sur le littoral. Sur les régions méditerranéennes, le sud des Alpes et la vailée du Rhône jusqu'à la région lyonnaise, les passages nuageux seront fréquents en journée, mais Ils ménageront quelques éclaircies plutôt près de la Méditerranée. En soirée, une aggravation est attendue avec l'arrivée de pluies faibles.

Le vent de sud-ouest en Manche soufflera en rafales de 80 à 100 km/h jusqu'à la mi-journée puis il faiblira. L'après-midi, les rafales atteindront 90 km/h sur le littoral atlantique. Dans l'intérieur des terres, on enregistrera par mo-ments des rafales de 70 à 80 km/h, temporairement 90 sur l'extrême nord vers la mi-journée. En Méditerranée, le vent d'onest, sudouest sera soutenu, atteignant 90km/h an cap Corse.

Les températures minimales seront très douces pour la saison, le plus souvent comprises entre 3 et 7 degrés, et parfois entre 8 et 10 degrés suri'ouest du pays. L'après-midi, le mercure se situera entre 3 et 5 degrés au-dessus des moyennes saisonnières en affi-chant le plus souvent 10 à 12 de-grés et jusqu'à 14 à 16 sur les régions méridionales.







Situation le 28 janvier 1995



Prévision pour le 30 janvier 1995

IL y a 50 ans dans Le Monde Le président sans képi

APRÈS avoir rendu visite, au cours de ces demières semaines, à nos soldats du front d'Alsace, puis aux villes de Nantes et d'Angers, le général de Gaulle a entrepris, samedi et dimanche, avec M. Lacoste, ministre de la production industrielle, une longue et patiente randonnée à travers les principales communes de la région parisienne, qui lui ont ré-servé l'accueil le plus empressé. Au cours de cet émouvant voyage, le chef du gouvernement a pu se faire personnellement une opinion plus exacte, plus précise, sur les misères endurées par les populations laborieuses, sur les besoins de la population qui souffre.

Sur ces misères, il s'est penché de grand cœur. Sans se départir du calme étonnant et de la parfaite maîtrise qui le caractérisent, le général a interrogé les maires, enregistré mille doléances exprimées toujours avec modération et dignité, quoique avec insistance, discuté des solutions à mettre en œuvre sans tarder pour remédier à une situation rendue catastrophique - on peut le dire par le manque quasi total de charbon, de bois et de certaines denrées de première nécessité. (...).

De chaque mairie de ces villes de banlieue où les difficultés sont peutêtre encore plus grandes que dans la capitale, le président, sans manteau, sans képi, s'est adressé aux ouvriers

et à leurs femmes. (...) De Boulogne-Billancourt, samedi après-midi, le général de Gaulle se rendit successivement à la mairie de Montrouge, puis à celle de Sceaux. (_) A Ivry-sur-Seine, il fut salué par le maire et M. Maurice Thorez, député; il termina ses visites par les mairies de Saint-Maur et de Nogent-sur-Marne. (...) A Montreuil, le chef du gouvernement a répété à l'assis-tance que «si nous n'étions pas au bout de nos peines, leur fin était proche et [qu'] elles n'auraient pas été subies en vain.» (30 janvier 1945.)

MOTS CROISES PROBLÈME Nº 6486

--- :----- :---

THE WAR BURE.

1 1 1 20 22

化自己 化四氯胍

. · · · at the cold

- 20 0 0 MB

or man in a color

10.1 mm 20.00 20.00

-- - PR 1800

the second second

100 C 100 PM

10 Mars

ويرسونه والمسارين

السيارا ورور

1 11.77

-1777

13.777

7.17

and the top of

I $\mathbf{\Pi}$ \mathbf{m} IV \mathbf{v} VI VII VIII IX ${f x}$ XI

HORIZONTALEMENT I. Qui ne tient pas la distance. - Il. Peuvent avoir besoin de loupes pour effectuer leur travail. -III. Comme des procès qu'on a à l'œil. - IV. Golfe en

wast al insersou bordure du sultantit du hieme nom. Fit payer chef.'-V. Adverbe. Quelque chose de laid. – VI. Jetés par un joueur. Pour ceux qui mangent comme des cochons. - VII. Peut être renvoyé de service en service. -– X. Passer à l'hulle. Pas annoncé. – XI. Pas vilaine. 🔭 🗷 O PÉRA-GARNIER

5ur lesquelles on peut compter. VERTICALEMENT

1: C'est sans aucun rapport quand elle est artificielle. gauche (Tourisme culturel). - 2. Qui ont donc souffert. Ĉe qu'il y a de plus mauvais dans le calice. - 3. Embrouilla. Comme poisson, c'est ce qu'il y a de plus maigre. – 4. Coule dans un département d'outre-mer. Préposition. - 5. Fit preuve d'attachement. Ecrasent quand ils sont publics. – 6. Déesse égyptienne. Pas original. – 7. Pas . naturels. – 8. Qui fait partie de l'effectif. D'un auxiliaire. En tête. - 9. 5atisfaisant quand il y a un bon bout. Quand on l'essuie, il n'y a aucun agrément.

SOLUTION DU Nº 6485

HORIZONTALEMENT I. Celebret. – II. Oratoires. – III. Ministère. – IV. Mèdes. TM. - V. Gruyère. - VI. Nurse. Tee. -VII. Io. – VIII. Auvergne. – IX. Ise. Ennui. – X. Ré.

Uvée. - XI. Tressés.

VERTICALEMENT 1. Commentaire. - 2. Erié. Usé. - 3. Landgrave. -4. Etiers. Ur. - 5. Bossue. Rêve. - 6. Rit. Ignés. -7. Ere. Etonnés. – 8. Tertre. Eu. – 9. Semées. Ils.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Dimanche 29 janvier

(50 F + prix d'entrée), 14 h 30, en

LE QUARTIER DE SAINT-14 h 30, sortie du métro Saint- Dominique (Monumeots histo-Germain-des-Prés, côté église (Déconvrir Paris).

■ LA SAINTE-CHAPELLE (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, boulcvard dn Palais, devant les grilles toire). ments historiques).

L'ANCIENNE COUR DES MI-RACLES et la rue Montorgueil trée), 15 henres (Mathilde Ha-(50 F), 15 heures, sortie du métro Sentier (Résnrrection du

■ LA CATHÉDRALE ORTHO-DOXE RUSSE (50 F + 12 F), LE MARAIS: le quartier juif 15 heures, 12, rue Daru (Chris-L'ÉGLISE SAINT-SULPICE Paul (Pierre-Yves Jasiet).

(40 F), 15 henres, entrée de ■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + l'église (Approche de l'art).

tie avenue Foch côté pair (Connaissance de Paris). DIT NATIONAL an fauhourg Saint-Germain (37 F + prix d'en-GERMAIN-DES-PRÉS (45 F), trée), 15 heures, 45, rue Saint-

> riques). L'ÎLE DE LA CITÉ (55 F), 15 heures, portail central de Notre-Dame (Paris et son his-

dn Palais de Justice (Monu- ■MUSÉE BOURDELLE : découverte d'Antoine Bourdelle dans son atelier (55 F + prix d'en-

Lundi 30 janvier

et ses synagogues (55 F), 10 h 30, sortie du métro SaintJean le Bon, 12 h 30; le Louvre médiéval, 19 h 30 (Musées nationaux).

toire du métropolitaio (50 F), LE FAUBOURG SAINT-ANdu Fauhourg Saint-Antoine (Monuments historiques). haut des marches extérieures à LES HOTELS XIX DU CRÉ- L'HOTEL D'AUGNY, actuelle mairie du 9°, et les passages des grands houlevards (45 F),

14 h 30, 6, rue Drouot (S. Rojon-Kerh).
■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris

aotrefois). ■ MUSÉE DU GRAND ORIENT DE FRANCE: histoire et symbolique de la franc-maconnerie (45 F), 14 h 30, 16, rue Cadet

(Déconvrir Paris). ■ LE BAZAR DE LA CHARITÉ (50 F), 15 heures, 23, rue Jean-Goujon (Tourisme culturel).

L'ÉGLISE DE LA MADE-LEINE (37 F), 15 houres, sur les marches de l'église (Monuments historiques).

HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du méprix d'entrée): les majollques tro Saint-Paul (Résurrection du ■ HECTOR GUIMARD et l'his- italiennes, 11 h 30 ; le Portrait de passé).

ABONNEMENTS

je choisis la ducée suivante

☐ 3 mois

☐ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
□ 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
BB 9462 by-ser-Schie, Rado POSMASTER: So BB Poor les absencements source	e, second class postage and address changes to its aux USA : INTERICA Virginia Beach VA 294	ne S 892 per year « LE MONDE : puid at Champisin N.Y. US, ru BACS of N-Y Rox 2316, Champis 1370NAL MEDIA SERVICE, Inc. 53-2406 USA Tel. : 840-02-30.63	in N.Y. 1290-1545 3330 Pacific Ayenno Salte 4
Bulletin à renvoyer accoun 1, place Hubert-Beuve-)	agné de votre rê téry – 94852 ivry-	glement à : <i>Le Monde</i> sur-Seine Cedex - Tél.	Service abouncment: 33 (1) 49-60-32-90.
Nom:Adresse:	F	rénom :	
Code postal :	Vi		501 MQ 001
Ci-joint mon règler postal ; par Carte b			ue bancaire ou
Signature et date oblig	ntoires		
Changement d'adresse	:		PP. Paris DTN
o par écrit 10 jours avant	t votre départ.		
 par téléphone 4 jours. 	(Merci d'indique	r votre numéro d'abon	nē.) -
Renseignements : Portage	a domicie • St	ispension vacances.	maticuses meneurals
Tarif autres pays étrang	Serà • Navement	par presevenicies auto 7 heures du lundi au ve	openia.
33 (1) 49-60-3	75-30 GE 9 IX 30 8 I	· centes on man an ser	

LES SERVICES DII Mande

D 0	ZHUHUL	
Télématique :	3615 code LE MONDE	
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56	
CD-ROM:	(1) 43-37-66-11	
Index et microfil	ms: (1) 40-65-29-33	
Abonnements MONDE	Minitel: 3615 LE accès A60	
	rse: 3615 LE MONDE	
Films à Paris et e (1)36-68-03-78 ou 36	n province : 15 LE MONDE (2,19 F/min)	
Le Monde.	st édité par la SA Le Monde, so- iété anonyone avec directoire et	

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037 imprimerie du Monde : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 hry-cedex.

PRINTED IN FRANCE. Directeur général : Gérard Morax Membres du comité

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08 Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ GRÈCE. La Corée du Sud et la Grèce ont signé, le 25 janvier, un accord prévoyant des vols sans escale entre Athènes et Séoul. Ces vols seront assurés par les compagnies nationales des deux

souterrain de l'aéroport de Bang- fois par semaine, un vol, assuré kok, le taux de monoxyde de carbone est quatre fois supérieur à la norme. L'aéroport devrait installer des

luants de l'air et davantage d'aérateurs et inviter les utilisateurs à séjourner le moins loogtemps possible dans l'endroit. – (AP.) ■ CHINE. D'après une étude puhliée le 25 janvier, les touristes qui se rendent en Chine se déclarent mécontents des transports, jugés insuffisants, et des toilettes, dont l'hygiène, estiment-ils, laisse à désirer. - (UPL) ■ GALAPAGOS. L'archipel des Galapagos, qui possède déjà deux aéroports, l'un situé sur l'île Santa Cristobal, l'antre qui fonctionne occasionnellement sur l'île Santa Cruz, en comptera un trolsième à la fin de l'année. Il sera installé sur l'île Isabela, la plus grande de l'archipeL - (AFR)

■ INDE. Après signature d'un ac-cord avec Canadian Airlines, Air India va ouvrir sa première liai-■ THAILANDE. Dans le parking son à travers le Pacifique. Deux conjolotement par les deux enfants accompagnés jusqu'à compagnies aériennes, rellera 21 heures. – (AFP.)

New Dehli à Vancouver (ville qui compte la plus importante popu-iatioo d'origioe indienne de tout le Canada) via Hongkong. – (UPI.)

GRANDE-BRETAGNE. Le premier ministre s'est déclaré favorable à l'ouverture des pubs le dimanche après-midi. Ils sont actuellemeot fermés de 15 heures à 19 heures.

D'ki quelques semaines, les pubs seroot autorisés à accueillir des



LANGAGE Hospitalisé depuis plusieurs jours a Créteil, « Monsieur Jean » est mort, vendred 27 janvier. Né en novembre 1903 dans l'Ain, d'une mère musicienne et d'un père

peintre, il était âgé de quatre-vingt-onze ans. • Il JOUAIT avec le langage pour subvertir son pessimisme foncier, pour adoucir sa vision très sombre du monde, ou pour en rire.

On le savait maître dans l'art des facéties, coq-à-l'âne et autres associations de mots bizarres... Cela ne l'empêchait pas de se considérer comme un poète purement lyrique

et tragique. . JEAN PAULHAN publia ses premiers poèmes en 1927. En 1944, il commence une carrière à la Radiodiffusion française. Dix ans plus tard, il devient directeur des

programmes France-Musique à ORTE Précurseur du théâtre de l'absurde, il recevait en 1994 un Molière d'honneur pour l'ensemble de son œuvre.

La haut

La mort du poète et dramaturge Jean Tardieu

L'auteur du « Théâtre de chambre » et des « Poèmes à jouer » maniait dans un même mouvement l'humour et la gravité, l'inquiétude et le rire

C'EST EN VAIN, pour paraphraser André Breton, qu'on chercherait d'autres objectifs à l'activité poétique de Jean Tardieu que ce point où « la vie et la mort, le réel et l'imaginaire, le passé et le futur, le cammunicable et l'incommunicable [...] cessent d'être perçus cantradictairement ». Pourtant Jean Tardieu n'a pas été surréaliste. Il est resté en marge de ce mouvement comme de tous ceux de son époque, c'est-à-dire le vingtième siècle qu'il a traversé : il était né à Saint-Germain-de-Joux le 1ª novembre 1903.

Participant aux éditions clandestines pendant la guerre, il u'a jamais été un poète engagé. Après la Libération, il contribue à faire éclater les frontières du théâtre sans être rattaché an théâtre de l'absurde. Dans plusieurs de ses pièces (Le Guichet, La Serrure on Le Meuble), certains auront décelé une parenté avec Eugène Ionesco, mais aussi avec deux inclassables de l'après-guerre, Jean Genet et Arthur Adamov.

Jouant avec les mots dès son plus jeune âge, îl fréquenta de loin les gens de l'Oulipo - un atelier de littérature expérimentale créé par Raymond Queneau en 1960 -, dont les vertiges mathématiques l'ennuyaient. Longtemps considéré comme un auteur comique - et il fut, quoi qu'il ait pu en penser, un grand auteur comique -, il a sans bruit, sans éclats, défini sa voix comme «une voix sans personne » qui n'a cessé d'interroger. en vers, en prose, au théâtre, le mystère poétique.

Bibliographie

Depuis son premier poème, écrit à l'âge de sept ans, Tardieu a voulu concilier les contraires, chercher l'« obscurité du jour », vivre dans le « futur antérieur ».

confronter les opposés, et, à partir d'eux, de faire naître le mouvement... et la poésie. Mais le point dont il s'est appro-

ché le plus est celui où peinture et

L'essentiel de l'œuvre de Tardien est publiée chez Gallimard. Ses

poèmes sont repris dans la collection « Poésie/Gallimard » (Le Fleuve

caché, La Part de l'ombre, L'Accent grave et l'accent aigu). Tardieu a pu-

blié en 1986 *Margeries,* qui rassemblent, classés de façon thématique,

des poèmes inédits écrits de 1910 à 1985. Son théâtre est publié en

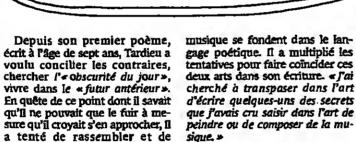
Folio (La Comédie du langage, La Comédie de la comédie). Signalous

enfin Pindispensable et hilarant Professeur Fræppel (qui contient

« Un mot pour un autre ») et le très beau On vient chercher Monsieur

fean (1989), « une succession de souvenirs, coups de projecteur lancés ça et là sur mon existence disparue ». En 1993 paraissait Le Miroir ébloui.

recuell de textes sur Part. Les Cahiers de l'Herne ont consacré un im-



MUSIQUE ET PEINTURE

Il a vouin faire un «Clavecin bien tempéré du théatre », aidé en cela par les expériences qu'il pouvalt mener à Radio-France, où il dirigea longtemps le Club d'essai et où il lança, avec Marius Constant, le programme France-Musique. Il a écrit des pièces (La Sonate et les trois messieurs; Une soirée en province) et des poèmes comme des morceaux de musique ou comme des tableaux. Une grande part de son activité vers la fin de sa vie, alors qu'il délaissait quelque peu la poésie (du moins sous la forme de poèmes), aura consisté à approcher le travail du peintre, en contemplant les tableaux et en les restituant poéti-

quement. Cette double passionopposition entre musique et peinture prend son nrigine au plus întime de la vie de Tardleu, pinsque sa mère était musicienne et son père peintre. « Monsieur Jean » a tonjours vécu entre ces deux univers, allant du saion où sa mère donnait des leçons de harpe à l'atelier de son père, à l'étage audessus. La musique, c'est le côté de la mère, « une mère élégante et spirituelle » qui, jusqu'à sa mort, à l'age de quatre-vingt-quatorze ans est restée très proche de son fils unique. C'est aussi l'enfance, proustienne, de l'appartement de la rue Chaptal, à Paris, où Il apercevait Gabriel Fauré ou Camille Saint-Saēns, et de la maison de ses grands-parents maternels près de

La peinture, c'est le côté du père, un père distant « à l'aspect imposant et fastueux », «figure à jamais absente », qui, laissant femme et enfant, est parti en Indochine, où il est mort en 1937. Un père dont Jean Tardieu s'est rapproché vers la fin de sa vie. Il s'employait à faire connaître le peintre Victor Tardieu, à mi-chemîn entre les pompiers et les impressionnistes. Et il fut fier et ému quand un éditeur anglais qui publiait un recueil de ses poèmes en anglais lui demanda d'utiliser pour la couverture une tableau de son père représentant le petit Jean Tardieu et sa mère, dans le jardin de ses grands-parents. Images d'un paradis perdu, qui rappellent ·le bonbeur et les déchirements fa--miliaux.

niliaux.

11 sortira de cet univers douloureux mais privilégié à l'âge de dixsept aus. Il se cootemple dans une glace et a l'impression de se séparer de lui-même. Une grave crise névrotique, accompagnée de probièmes de langage, s'ensuit. L'enfant precoce est mort, le poète Tardieu est prêt à faire son apparition: « J'ai l'impressian d'avoir perdu un équilibre total qui était celui d'avant et qui était assez florissant, assez fertile aussi. » C'est la recherche de cet équilibre perdu qui fonde la poésie de Tardieu. Recherche d'une ideotité floue,

qui semble toujours prête à se dissoudre, obsession du double, dont témoignent sous la forme tragicomique des recueils comme Monsieur monsieur (« Quand Monsieur est ici / Mansieur n'est jamais là ») ou La première Personne du singu-

Ces troubles de l'identité dont îl s'amuse deviennent parfois douloureux, insupportables, d'autant plus insupportables que la réconciliation qu'il souhaite, qu'il cherche désespérément est impossible et qu'il le sait : « Un seul ie suis, je veux être un et je suis toutes choses/un seul je vais à ce miroir et

Mortel battement

lci commence et meurt le peut-être encore le très-peu le presque pas Nulle image. Rien à voir ni le clair ni l'obscur ni la couleur l'ombre un instant gardée d'un objet disparu C'est que les signes tracés aussitôt le feu les flambe : il roule en decà des sons un grondement monotone A travers l'énorme rien la menace du possible avec l'impossible se cache pour s'accoupler Par un bruit de paroles je m'efforce d'imiter ce mortel battement qui couvre le silence (Formeries, Gallimard, 1976)

ne vois rien / qui porte un nom, mon

ABOUR LE LANGAGE

L'autre grand thème que révèle le miroir est le langage, un langage qui se perd, se désarticule. Après la crise, l'adolescent doit taure « un effort de remem du langage courant » qui va avoit une influence déterminante sur son œuvre. Tardieu n'a cessé d'explorer les mots les plus simples, les plus usuels, les mots « tellement élimés, distendus, qu'en peut voir le jour à travers ». Il a multiolié les variations sur les outils

Cascade de génitifs) ou sur les formes du verbe (Complainte du verbe être, Conjugaisons et interrogations). Mais ces « exercices de style » ne sont pas gratuits. Là encore, il essaie d'approcher un mystère qu'il ne peut atteindre : « Quiconque saurait le secret usage des mots de tous les jours aurait un pouvoir illimité, et il ferait peur. »

Ce « secret qui se dérobe », Il s'en approche mais avec crainte, Il l'explore mais Il le fuit, il le poursuit mais il sait qu'il ne peut l'atteindre. Le poète circonscrit son territoire « dans un lieu d'insondable magie d'où [II] extrait] avec peine quelques bribes de logique aussitét brisées qu'entrevues », où il « ne sépare plus le son, la lettre, l'image et l'infinie diversité de leurs rencontres entre le plaisir et le danger, entre le formei et l'informe. entre sens et non sens ». C'est dans ce territoire qu'il s'approchera du fameux « point » surréaliste, c'est dans ce territoire qu'il construira et détruira dans un même mouve-

ment le langag Avec l'alde de son double comique, le génial professeur Prœppei, il voudra abolir le iangage avant de s'apercevolr que cette tentation ultime aboutissait à un désespoir total, absolu. Car le poète Tardieu n'a pas d'autres armes pour combattre nos monstres, pour dévoiler notre théâtre secret que ces mots qui ne suffisent pas, que ce langage qu'il a combattu toute sa vie, que ce langage auquel"il n'a cessé de rendre bommage: « Lui qui n'est qu'un murmure jeté au vent, une boule tracée sur une pierre friable au sur une seuille éphémère, il est source de vie et de survie. Il peut défier l'espace, le temps et la

41 Fr 188

-Trade Au

* Jean Tardieu avait accorde plusieurs entretiens au Monde. Lire notamment «Le Monde des livres » du 22 février 1991. France-Culture kui rendra hommage lundi 30 janvier (à partir de 21 h 30) et mercredi 1" février, à 15 h 30.

Tout le Second Empire en photographies

II NY A que des portraits, mais ils sont tous là, la famille impériale - Napoléon III en tête, - les gens d'Eglise et de lettres, les savants, médecins, militaires, l'aristocratie et la bourgeoisie, gens du monde et demi-mondaines, hommes politiques, artistes, acteurs et nombre de personnages excentriques. Hommage au Second Empire, trésor constitué de cent trente albums et trente mille tirages originaux, la collection photographique de Maurice Levert (1858-1944) est mise en vente, samedi 28 janvier, à

portant numéro à Tardieu en 1991

Drouot. Maurice Levert révait d'une carrière militaire, mais y renonce après avoir perdu un œil. Ce « bonapartiste furieux » va devenir un collectionneur fou, amassant drapeaux, uniformes, armes, cuirasses, tout ce qui touche à l'Empire, et bien après sa chute. Il rassemble

aussi des photographies, comme pour réhabiliter une époque perdue. La hiérarchie de son monde imaginaire, établie dans des albums, est exemplaire. En haut de l'affiche, la famille impériale et son entourage. En bas, les républicains, classés juste avant les criminels célèbres. « Pour Levert, Gambetta était Satan, mais il collectionnait aussi ceux qu'il détestait », avoue Marc Pagneux, expert de la vente, qui ajoute : « Ce qui l'intéressait, c'était la tête des gens : pas la qualité de l'image, encore moins son auteur. » Ainsi, trente portraits de Napoléon III côtoient un chef-d'œuvre signé Le Gray (l'impératrice Eugénie) et d'autres perles, comme ce portrait étonnant du prince impé-

rial enfant par Léon Crémière. Les albums n'ayant pas été ouverts pendant cinquante ans, les

images sont comme intactes. Les

régiment, année de naissance et de mort, leurs états de service indiqués au dos. « C'est une mine de renseignements pour les historiens », explique Marc Pagneux.

Dans la collection Levert, se trouve notamment le fonds Eugène Disdéri (1819-1889), qui a déposé, en 1854, le brevet du portrait carte de visite. Disdérl invente un appareil à huit objectifs pour prendre des poses simultanées, parmi lesquelles le client fait son choix. L'image est ensuite montée sur un bristol fin, de 5,5 cm de largeur sur 10 cm de hauteur. A regarder les fameux « albums-clientèles » de Disdéri, qui sont mis en vente, le plus célèbre studio de Paris a reçu 75 000 clients, ce qui en dit long sur le succès du procédé, dont Napoléon III lui-même avait assuré la

Les célébrités ne payaient pas, mais Disdéri se rattrapait avec les clients fortunés qu'il côtoyait : la haute société, le clergé, les ambassadeurs, les diplomates, les Russes de passage à Paris, le duc de Polignac en maillot de bain... Il était le plus cher, mais proposait des poses inventives et offrait des tirages de qualité. Le photographe mourra dans la misère, après avoir fait deux fois faillite. Disdéri n'a pas le gérie de Nadar, l'inventeur du portrait osychologique et intime. « Mais cette vente permet de réhabi liter un artiste qu'on cansidère comme un commerçant », conclut

Michel Guerrin * Drouot Richelieu, 9, rue Drouot, Paris 9 (Mª Richelieu-Drouot). Le 28 janvier, salle 9, 14 h 30. Tél.: 48-00-20-09 (pendant la vente).

Marc Pagneux.

DANS LES GALERIES

JEAN NOUVEL

GALERIE GILBERT BROWNSTONE, 26, rue Saint-Gilles, 75003 Paris. Tél.: 42-78-43-21. Du mardi au samedi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 fé-

Jean Nouvel a boycotté l'exposition du pavillon de l'Arsenal sur le concours du Grand Stade de Saint-Denis. Mais on retrouve l'arc hitecte vedette dans cette galerie du Marais où il expose plusieurs projets, parmi lesquels le fameux stade. En principe, le galeriste Gilbert Brownstone n'attendait que des dessins. Le boycottage le fait hériter d'une monumentale maquette. On verra aussi la Tour sans fin (qui devait trouver sa place à La Défense), le projet pour le Musée Guggen heim de Salzbourg, celui, remarquable, du Reic hstag de Berlin. Lille et Lucerne sont aussi au

BERNARD DESCAMPS

GALERIE LE RÉVERBÈRE 2, 38, rue Furdeau, 69001, Lyon. Tél.: 72-00-06-72. Du mercredi au samedi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 février. Bernard Descamps est un p hotograp he qui appartient à cette génération révélée dans les années 70-80, dont le travail est lié au voyage : partir loin et souvent seul, marc ber longtemps, travailler à son ryt hme, ramener des images qui en disent un peu sur le territoire ainsi « documenté » et beaucoup sur le p hotograp he. Il y a quatre ans, la (bonne) galerie lyonnaise Le Réverbère 2 avait retracé le parcours d'un p hotograp he que l'on réduit trop souvent à ses images du Sa hara. Descamps revient avec les quatre saisons de l'Etna et son Japon. On y retrouve son goût pour les instants magiques, lieux mystérieux, avec des images volontairement difficiles à déc hiffrer. Un zoo qui ressemble à tout sauf à un zoo, un paysage qui s'avère une toile peinte, des plans de montagne qui s'entrec hoquent, notamment son Etna dans la neige. Élégant et déroutant.

PIERRE MOIGNARD GALERIE NATHALIE OBADIA, 8, rue de Normandie, 75003 Paris ; du

mardi au samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 mars. Ce sont des nus féminins, mais décapités, tordus sur eux-mêmes, creusés par endroits, gonflés à d'autres, tuméfiés d'ombres bleves, mutilés de toutes parts. Pierre Moignard, qui expose pour la première fois dans une galerie parisienne, se soucie peu de charmer. Ces corps incomplets et difformes ont une présence génante. Ils vivent, ils bougent, ils s'agitent, ils dansent, monstres grotesques. Autour d'eux, derrière eux, le peintre déploie un fond monoc hrome, écarlate, azur, vert bronze ou jaune pâle, qui rejette en avant la figure et accentue le morbide de la toile. Plusieurs toiles de cette série in humaine avouent crûment ce que Moignard doit à Bacon. Mais la violence froide et la maîtrise picturale des meilleures suffisent à démontrer qu'il y a là un peintre impressionnant d'intensité. Ph. D.

LE MARCHE

Pillage en Afrique. Le Conseil international des musées (ICOM) vient de publier, dans une collection baptisée «Cent objets disparus », un livre intitulé Pillage en Afrique. On lui souhaite le même succès que celui concernant les vols commis au temple d'Angkor, qui a permis de localiser certaines pièces (chez des marchands parmi les plus réputés) et d'obtenir la restitution au Cambodge d'au moins une d'entre elles. Renseignements: ICOM, Maison de l'Unesco, 1, rue Miolis, 75 732 Paris Cedex 15. Tel.: 47-34-05-00.

Haggada préemptée. Rédigée en 1779 par un Alsacien, l'exceptionnelle Haggada (récit rituel de la sortie d'Egypte que les juifs lisent le soir de la Pâque) a été adjugée 370 000 francs, par M Tajan, le 18 janvier. Le manuscrit a été préempté par la Direction du livre. Beau prix pour Lacombe. Georges Lacombe (1868-1916) avait un défaut grave pour un artiste: de la fortune. N'éprouvant pas le besoin de les céder, ses tableaux ont donc peu circulé. Première conséquence, ce peintre nabl reste très peu connu. Seconde conséquence, lorsqu'un tableau paraît sur le marché, il est très attendu. Surtout quand il sort pour la première fois de la collection familiale qui le conservait depuis la fin du siècle dernier. C'est le cas des Pins rouges (1894-1895), vendn le 22 janvier par M. Rouillac, à Vendôme (Loir-et-Cher), pour 415 000 francs. Mais, contrairement à ce que déclare le commissaire-priseur dans un excès d'enthousiasme, ce n'est pas un record mondial : La Baie, peint la même année, avait atteint 650 000 francs en 1990.

Haute Epoque. Robert Pinquier était antiquaire. Il se sépare d'une partie de sa collection personnelle, que M. Tajan disperse le 30 janvier. On attend beaucoup, en particulier, d'un saint Jean-Baptiste attribué à Claus Sluter; d'un lutrin allemand salle 1, à 14 heures.

gothique; d'un diptyque en ivoire du XIV ; mais aussi de quelques beaux meubles, dont un dressoir du XVI aux reliefs inspirés de dessins d'Androuet du Cerceau. Drouot, salle 5, à 14 h 15.

Art contemporain. Des gouaches de Chaissac, un dessin de Dotremont, un autre de George Grosz, des sculptures de Germaine Richier, Lapicque ou Chassepot, des toiles de Lucien Coutaud, Combas, un beau Jean-François Dubreuil et un superbe Duvillier, sans oublier un monochrome peint par Yves Klein en 1959: la vente d'art contemporain - organisée par Me Charbonneaux, le 30 janvier - promet d'être intéressante. Drouot-Richelieu,



Saint

Laurent

en fleurs, robe-fourreau brodée de

miroirs on retenue par un « Love »

en lettres d'or enlacées. Partant de

l'artifice, il arrive au naturel, glis-

sant, comme Jacques Fath, ries pe-

tits coussins d'organza pour redon-

ner les courbes d'une anatomie

Deux maîtres. Hubert de Given-

chy et Yves Saint Laurent, ont prou-

vé une nouvelle fois que la véritable

élégance se passe de nostalgie.

Comme leurs robes qui frôlent le

corps, sans jamais le contraindre,

leur collection révèle une maîtrise

portant, c'est que les robes aient l'air

de flotter tout en étant construites »,

dit Hubert de Givenchy, qui a rendu

avec dix robes drapées, un boule-

versant hommage à Madame Grès,

Yves Saint Laurent apprivoise

l'anecdote d'une saison pour la sou-

mettre à son style : de là ces tailleurs

de lainage dont la taille, tout en

étant marquée, ne se rompt pas, ces

blouses à la sophistication absolue, que les femmes portent comme des

'tee-shirts, ces jnpes qui ac-

compagnent le mouvement des

jambes. Les mannequins ont chez lui une fierté qu'elles n'ont pas ail-

leurs, comme si ses vêtements habil-

laient une force et une intelligence

qui n'ont jamais besoin de se trahir.

d'avoir un monde à soi, comme

Pont prouvé Emmanuel Ungaro et

Paco Rabanne, pourtant aux antipodes l'un de l'autre : si le premier

joue d'une manière très sensuelle avec le tissu, soulevant les taffetas

en poufs, drapant les décolletés de

soie, tournant autour du corps pour

en magnifier toutes les rondeurs, le

second, hii, s'envole dans l'espace,

avec des robes-bijoux, comme des

mobiles de couleur, articulées pour

des Salomé du troisième millénaire.

L'un comme l'autre réussissent à

faire partager le plaisir de ce métier, là où certains se cloisonnent dans

des images du futur qui datent des années 60 (Olivier Lapidus et sa col-

lection pleine d'effets spéciaux),

voire des refuges esthétisants : d'où

le ratage de Bernard Perris chez Jean-Louis Scherrer, avec ses allu-

sions mal dégrossies à Mariène

Dietrich, dignes d'une mauvaise sé-

rie télé. Bien des choix pourraient

être remis en question, comme celui des trop vastes salles du Carrou-

sel du Louvre. Elles révèlent parfois les limites d'une haute couture en-

traînée par ses gestionnaires sur le

terrain parfois périlleux de

Laiurence Benaim

Le dernier luxe peut-être est

disparue en novembre 1993.

La haute couture de l'été 1995

sous le signe des années 50

Les défilés de mode qui ont eu lieu du 21 au 26 janvier à Paris

magnifient la femme dans ses courbes.

Christian Lacroix a soulevé l'enthousiasme

Un vent de séduction souffle sur

la couture et hi redonne un sens

dicté par Christian Dior : « Renouve-

ler le sentiment amoureux ». Le

grand créateur de souliers Roger Vi-

vier, qui rouvre une boutique à Paris

à quatre-vingt-sept ans, tient le

même propos: «Les robes du soir avec des chaussures de ski, on en

avait un peu assez » Mais les robes

exigent d'être à nouveau interprétées. Sur le podium, les mannequins

de caractère évincent les top-

contentent de jouer

leur propre rôle avec

indifférence. Les jupes

retroussées découvrent

un jupon de lingerie, les

reins se parent de poufs

qu'on appelait hier « moi-

neaux de Paris». Ce retour

de la « féminité » est cy-

clique, s'oppose au minima-

lisme iaponais des appées 80 ou au style « grunge » du début de la décennie. Cette frivolité retrotivée réinstalle la bourgeoi-

sie dans les valeurs et les stéréotypes dont l'Amérique a .

besoin pour se réconcilier avec

La baute couture des années

80 s'offrait une culture à tra-

vers ses hommages à l'art ; celle d'aujourd'hui s'achète une conduite: la femme chic. L'Ita-

lien Gianni Versace a ouvert le bal

au Ritz avec des petits tailleurs de

cérémonie, des robes sinueuses à

lamés et de broderies en goutte

d'eau pour corps à la plastique inré-

prochable. Chez Christian Dior, Pex-

traordinaire travail des ateliers

anime la collection de Gianfranco

Ferré, donnant à ces femmescygnes, juchées sur des escarpins.

un élan invisible: d'où un savoir-

faire repérable dans ces manteaux

de eujoure, ces fourreaux de soie in-

crustés d'organza et les trompe-

Poeil qui magnifient l'art de l'illu-

sion. Le bianc, les gris vaporeux, les

beiges délicats se retrouvent encore

chez Valentino, dont les ouvrières

aux doigts de rose ont confectionné

des crinolines «Pompadour», des

robes-ficurs de dentelles pour mil-

de délicatesse finit par figer une ex-

pression, dans ce qu'elle peut

avoir de plus convenu : les tail-

leurs « politically correct » d'Os-

Cette saison, d'autres couturiers

recettes académiques et le cli-

ché-choc il y avait une place

pour une vraie séduction.

Au Grand Hôtel, Christian

Lacroix a créé la surprise à

sa manière dans une col-

lection conçue comme un fondu-enchaîné de bleus, de gris

brume, de parme, où la fluidité des étoffes, crèpes mouvants, satins,

mousselines, révèle une haute cou-

ture moins faite d'images que de sentiments. Tout en courbes, le

corps semble en voyage, caressé par

ces nœuds lascivement noués, ces

jupes frôleuses, ces décolletés rete-

nus par une épaule, fixant le geste

d'une femme au bord de l'abandon,

surprise derrière un voile. Tout glisse, tout s'enroule, dans l'intimité

d'un rêve: réveillé de touches acides. fleurs de soie à la boutonnière, sou-

llers de satin orange, broderies de

jais redonnant au noir toute sa lu-

mière. De ses couleurs aériennes,

s'échappaient des fragments de mé-

moire, guépières de Nana, déshabil-

lés d'Odette Swann et fourreaux-

bustiers de comètes d'Hollywood.

Accueilli par une ovation, Chris-

tian Lacroix, gavroche princier, signe là une de ses plus belles collections,

subordonnant son goût des mé-

langes à l'harmonie subtile d'une at-

mosphère qui enveloppe chacun de ses cinquante-quatre modèles dans

um songe fin de siècle : « Ainsi, pour moi, doit être la haute couture : une

élégance, une insolence, une grâce

sans cesse en équilibre au bord d'un

précipice où elle ne tombe jamais... »

faites de Hitchcock ou de Truffaut,

en tailleur ceinturé d'un trait noir,

ou robe marine à parements blancs giacés, il ajoute une note d'excentri-

de la Morinière cité: kimonos d'organza vert fino

pour Guy

Dessins Aurore

Michel Klein (Guy Laroche) utilise également le passé pour l'emporter ailleurs : à l'alture des blondes par-

ont prouvé qu'entre les vieilles

car de la Renta (Pierre Balmain).

liardaires évanescentes. Mais tant de la coupe qui rend tout possible, de déficatesse finit par figer une ex-jusqu'à l'extrême simplicité. «L'im-

TAILLE APPUYÉE, hanches

rondes, buste en écusson, la femme

de l'été 95, après une semaine de

défilés, semble nostalgique des an-

nées 50, les années « Jolie Ma-

dame », au temps où les modèles

s'appelaient « Life », « Favori »,

«Tourbillon », «Partie fine ». C'est

la coquetterie retrouvée avec bibis, voilettes, gants et ceintures fines. La

haute couture impose avec éclat son savoir-faire, révèle un sens de la

ligne et des détails (coutures,

ganses, quilles, nœuds, drapés) qui

magnifient la silhouette, notam-

ment avec deux vêtements chers à

la café society de l'après-guerre : le

tailleur-corset et la robe de gala.

Une silhouette chère à Pierre Bal-

main, à Christian Dior (maître du

new-look, 1947), et surtout à

Jacques Fath. En flattant les courbes

férminines dignes de la Belle époque, le couturier a restitué aux yeux du

monde l'étoffe d'un mythe : la Pari-

Il aura fallu que les créateurs de

triques anglais Vivienne Westwood

logue Trois Sulsses de l'été 95, les

ment d'Italie, avec la collection Bra-

da, à laquelle collabore le français

Marc Audibet, qui a remis à l'hon-neur la troublante « longueur ge-

nou»: 66 000 pièces vendues par

saison. Comme John Galliano ou Claude Montana, Marc Audibet af-

ficme avoir été contacté par le nº1

mondial du luxe, LVMH, pour assu-

rer la succession d'Hubert de Given-

chy, dont le contrat expire fin 1995.

La frivolité

prêt-à-porter, notamment les excen-

et John Galliano, exagèrent le mo-

dèle josqu'à la caricature, pour que

la haute couture pansienne prenne

acte de sa différence : dans le cata-

vestes cintrées et les jupes à faux-cul

de Vivienne Westwood (ex-reine de

la mode punk) ont déjà fait leur ap-

parition, L'influence vient égale-

retrouvée réinstalle

la bourgeoisie

dans ses valeurs

La nouvelle

comédie de

Woody Allen

triomphe

dans toute

la France.

Coups de feu

sur Broadway

une comédie de

Woody Allen

E.E. William bonile a Tardieu

Marine Cheeseners &

to the area

hi as i then of the

... 6.15

.... dajūs

The Marketing

- 10 mm

a err faren batt.

sia. It entretiens mar.

· Samuel 1 18 E.

or et a fair level ?

The state of the second of the second

the latest the second

THE PERSON NAMED IN

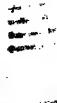
1. 19 h 2 10 h 156

sian le recerpt en le

474-13 A











































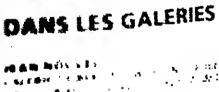










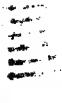












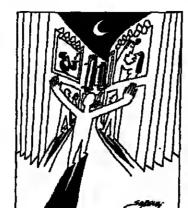


Lounès Matoub

Premiers concerts du chanteur kabyle après son enlèvement par le GIA

LE 25 SEPTEMBRE 1994, le chanteur kabyle Lounès Matoub était enlevé, près de Tizi-Ouzou, par un groupe d'hommes armés appartenant ao GIA. Défenseur farouche de la langue et de la culture berbères, Lounès Matoub est, aux côtés d'Aît Menguelet, d'Idir et de Ferhat (qui était parmi les otages de l'Airbus français détourné par le GIA, le 24 décembre dernier). l'un des tenants de la nouvelle chanson kabyle, mélodique et en-

Un livre vient de paraître, Rebelle (chez Stock, collection « Au vif »). Matoub y retrace un itiné-54-30-00, 176 F.



raire personnel marqué par la

contestation politique et les vio-

lences physiques commises à son

encontre. Lounès a le sang bouil-

lonnant, la chanson l'a sauvé de la

mort par étouffement (l'hégémo-

nie arabe sur l'Algérie), des balles

(de la police), des couteaux (de

son voisin), du kidnapping meur-

trier (les fous de Dieu du Groupe

islamiste armel. * Zénith, 211, avenue Jean-Jau-

(Mº Porte-de-Pantin). 14 heures et 20 heures, le 28. Location FNAC et Virgin. Tél.: 49-

UNE SOIRÉE A PARIS

« Etudes sur Paris »: la machine et la ville

Dans le cadre du cycle « Cinéma muet eo concert », le Musée du Louvre présente Etudes sur Paris, un film d'André Sauvage (1928) composé de cinq études poétiques. Réponse à la question posée par le cinéaste : « Quelle nourriture trouve l'œil à Paris ? », le film ambitionne de * découvrir. par un travail méthodique et sévère, lo cinégraphie d'une ville dont la présence nous chorme inlassablement ». Il sera projeté avec un accompagnement musical improvisé par l'ensemble Polychromie, placé sous la direction artistique de Nyart Andreassian. Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide. 20 heures, le 28; 16 heures, le 29. Tél. : 40-20-51-86. 100 F (tarifs reduits: 80 F, 65 F et 50 F).

Une soirée d'automne Le Centre culturel suisse fend hommage à Friedrich Dürrenmatt. Avec une exposition de ses dessins et peintures, des documents filmés, et, pour un soir seulement, celui du 28 janvier, la lecture-spectacle d'Une soirée d'outomne. Mise eo scène par Werner Düggelin, qui a dirigé le

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

AINSI SOIENT-ELLES Film françeis de Patrick et Lisa Ales-

Forum Horizon, handicapés, dolby, 1* (36-68-51-25); Rex. dolby, 2* (36-68-70-23); UGC Danton, 6* (36-68-34-21); UGC Montparnassa, 64 (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; George-V, 8* (36-68-43-47); Paramount Opere, hendicapes, dolby, 9 (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés.: 40-30-20-10); UGC Lyon 8astille, 12• (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13• (36-68-22-27); Mistral, 14• (36-65-70-41; rés.: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15• (36-68-29-31); Pathé Weplar, hendicepés, dolby, 18• (36-68-20-

AU TRAVERS DES OUVIERS Film iranien d'Abbas Kiarostami

VO: 14-Juillet Beaubourg, handica-pés, 3º (36-68-69-23); Le Seint-Garmein-das-Prés, Selle G, de 8eaure-gard, 6¹ (42-22-87-23); Elyséas Lincoln, 8¹ (43-59-36-14); La Bastille, 11e (43-07-48-60); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14-Juillat 8eaugrenelle, 15. (45-75-79-79; 36-68-

LES CENT ET UNE NUITS

Film français d'Agnès Varda Gaumont les Hellas, 1* (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Reflet Médicis II, handicapés, 5° (43-54-42-34); Gaumont Ambessede, handicapés, dolby, 8º (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pas uiar, handicapés, dolby, 8° (43-87-35-43; 36-65-71-88); Gaumont Opera Français, dolby, 9 (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 124 (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés.: 40-30-20-10); UGC Lyon 8as-tille, 12° (36-68-62-33); Gaumont Gobalins Rodin, dolby, 13° (36-68-75-55); Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14* (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); 5ept Parnassians, 14* (43-20-32-20); 8ienven0e Montparnesse, dolby, 151 (36-65-70-38; rés, ; 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15° (36-68-75-55; res. : 40-30-20-10).

JUNIOR

Film américain d'Ivan Reitmen

Théâtre de Bâle avec Dûrrenmatt, cette pièce radiophonique inquiétante, écrite en 1957, est lue par fean-Claude Perrio et le merveilleux Roland Bertin.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, 3º (Mº Saint-Paul ou Rambuteau. 20 h 30, le 28. Tél.: 42-71-38-38. Entrée gratuite sur réservation.

Boulez en films Un week-end cinématographique pour tout savoir sur l'art sur la gestation de Répans, l'œuvre la plus célèbre de Pierre Boulez que l'on enteodra à la Cité de la musique cette année et non au cours des six concerts du London Symphony Orchestra Drganisés par le Théâtre des Champs-Elysées pour les soixante ans du chef-compositeur, D'autres documents filmés (dont l'excellent Noissonce d'un geste d'Olivier Mille, samedi à 18 heures) éclairera sur les mille talents et la personnalité complexe de cet ar-

tiste complet. Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Mootaigne (Mº Alma-Marceau). Projections à 15 heures, 16 b 30, 18 heures et 19 h 30, les 28 et 29. Entrée libre. Tél. : 49-52-50-50,

VO: Forum Horizon, handicapés, dolby, 14 (36-68-51-25); 14-Juillet Odéon, dolby, 6" (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Merignen-Concorde, dolby, 8" (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8" (36-68-49-56); 14-Juillet 8eeugrenelle, dolby, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24). VF: Rex, dolby, 2° 36-68-70-23); UGC Montpernasse, dolby, 6- (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opére, dolby, 9-(47-42-56-31; 36-68-81-09; res.: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12- (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, handicapés, dolby, 13^e (36-68-75-55); Mistral, handicapés, dolby, 14 (35-65-70-41; res.: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14* (36-65-70-39; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Convantion, dolby, 15° (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Pathé Weplar, handkapés, dolby, 18 (36-68-20-22); Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96; 36-65-71-44; res.: 40-30-20-10).

OUBLIE-MOI Film français da Noémia Lvovsky Film français da Noémia Lvovsky Gaumont Opéra Impérial, 2º (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); 14-Julliet Baaubourg, handicapés, 3º (36-68-69-23); 5aint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-18); George-V, 8º (36-68-43-47); Gaumont Grand Ecran Italie, 13º (36-68-75-13; rés.: 40-30-20-10); Sant Barnastiare 14º (42-20-32, 20) Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20).

TAK TAK Film polonels de Jacek Gasiorowski VO: Espace Saint-Michel, 5° (44-07-20-49); L'Entrepôt, handicapés, 14° (45-43-41-63); Sept Pernasslans, 14° (43-20-32-20).

TOM EST TOUT SEUL Film français de Fabien Onteniente Forum Orlant Express, handicapés, 1 (36-65-70-67); UGC Odéon, 6 (36-68-37-62); UGC Rotunde, 6 (36-65-70-73; 36-68-70-14); George-V. 8* (36-68-43-47); Gaumont Gobelins Fauvette, 13* (36-68-75-55).

VA MOURIRE Film français de Nicolas 8oukhrief Forum Orient Express, 1" (36-65-70-67); Gaumont Opéra Impérial, dol-by, 2 (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Publicis Saint-Germein, 6º (36-68-75-55); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Parnassa, 14* (35-68-75-55; rés.: 40-30-20-10). VANYA, 42ª RUE

Film américain de Louis Malle VO: Geumont les Halles, 1" (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83; 3668-68-12); La Pegode, dolby. 7. (36-68-75-07; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8º (43-59-19-08; 36-68-75-75; res.: 40-30-20-

LES EXCLUSIVITÉS

ADIEU MA CONCUSINE (Chin., v.o.): Cinoches, 64 (46-33-10-82). AMATEUR (A., v.o.) : Cinoches, 64 (46-

BAS-EL-OUED CTTY (Alg., v.o.): Epéa de 8ois, 5' (43-37-57-47); Cinoches, 6- (46-33-10-82). BEFORE THE RAIN (Fr.-Brit., v.o.): Lucerneire, 6º (45-44-57-34).

COUPS DE FEU SUR BROADWAY (A.,

v.o.): Forum Horizon, 1º (35-68-51-25); Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5* (43-54-42-34); UGC Danton, 6* (36-68-34-21); UGC Danton, 6* (36-68-34-21) : UGC Montgernasse, 6* (36-65-70-14; 36-68-70-14); La Pa-gode, 7• (36-68-75-07; rés. 40-30-20-10); UGC Champs-Elysées, 8• (36-58-66-54); Mex Linder Panoreme, 9• (48-24-88-88; rés. 40-30-20-10); UGC Opéra, 9 (36-68-21-24); La Bastilla, 11 (43-07-48-60); Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33; res. 40-30-20-10); Escuriel, 13" (47-07-28-04); UGC Gobelins, 13* (36-68-22-27); Mistral, 14* (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugre-nalle, 15' (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Kinopanorama, 15° (43-06-50-50; 36-68-75-15; rés. 40-30-20-10); Majestic Passy, 15' (42-24-46-24); UGC Maillot, 17' (36-68-31-34); Pethé Wepler, 18' (36-68-20-22); v.f.: Geumont Opéra Impérial, 2° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43; 36-65-71-88); UGC Lyon 8 astille. 12" (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Rodin, 13" (36-68-75-55); Geumont Pernasse, 14" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15* (36-68-75-55; res. 40-30-20-10). OELITS FLAGRANTS (Fr.); Saint-André-des-Arts II. 6º (43-26-80-25).

LES ÉPICES DE LA PASSION (Mex. v.o.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34). L'ETRANGE NOEL DE M. JACK (A v.o.): Geumont les Halles, 1º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeuille, 6. (46-33-79-38; 36-68-

EXOTICA (*) (Can., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77; 36-65-70-43); Le 8elzac, 8 (45-61-10-60). FARINEUI (Fr.-8el.-lt.): Forum Orient Express, 1 (36-65-70-67); 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-12); Geumont Ambassade, 8º (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8º (43-87-35-43; 36-65-71-88); UGC 8iarritz, 8-(36-68-48-56; 36-65-70-81); Les Netion, 12* (43-43-04-67; 36-65-71-33; res. 40-30-20-10); Escuriel, 13* (47-07-28-04); Gaumont Parnesse, 14 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Grend Payols, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); Majestic Passy, 16° (42-24-46-24); UGC Melliot, 17° (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18 (36-58-20-

LE FILS PRÉFÉRÉ (Fr.): Gaumont les Halles, 1 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Bretagna, 6' (36-65-70-37; rés. 40-30-20-10); UGC Danton, 6-(36-68-34-21); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10) ; UGC Opére, 9 (36-68-21-24) ; UGC Lyon Sestilla, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13• (36-68-75-55); Geumont Alésia, 14 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17 (36-68-31-34); Pethé Wepler, 18 (36-68-20-22); Le Gembetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés. 40-30-20-

FRANKENSTEIN (*) (Brit., v.o.): Forum Horizon, 14 (36-68-51-25); 14-Juillet Heutefeuille, 6' (46-33-79-38; 14-Juillet Heutefeuille, 6' (46-33-79-38; 36-68-68-12); UGC Odéon, 6' (36-68-37-62); Gaumont Marignan-Concorde, 8' (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Normendie, 8' (36-68-49-56); UGC Opère, 9' (36-68-21-24); 14-Juillet Bestille, 11 (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-68-75-13; res. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14* (36-68-75-55; fés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beeugrenalla, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24); Majestic Pessy, 16° (42-24-46-24); v.f.: Rex, 2° (36-68-70-23); UGC Montpernasse, 6° (36-65-70-14); Peramount Opera, 9° (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13 (36-68-22-27); Gaumont Alésia, 14° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Miramar, 14" (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); UGC Convantion, 15" (36-68-29-31) : Pathé Wepler, 18* (36-68-20-22) : Le Gambetta, 20* (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).

FRESA Y CHOCOLATE (Cubein, v.o.): Latina, 4 (42-78-47-86); Lucerneire,

6* (45-44-57-34).
HIGHLANDER 3 (A., v.o.): Forum Horizon, 1* (36-68-51-25); UGC Odéon, 6* (36-68-37-62); Geumont Marignan-Concorde, 8* (36-68-75-55; rés. gnan-Concorde, 8" (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); George-V, 8" (36-68-43-47); v.f.: Rex (Grand Rex), 2" (36-68-70-23); Bretagna, 6" (36-65-70-23); Bretagna, 6" (36-68-70-23); Bretagna, 6" (36-68-43-47); Peremount Opéra, 6" (36-68-43-47); Peremount Opéra, 6" (47-47-56-21-26-88-81-00; rés. 40). 9 (47-42-56-31; 35-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon 8astille, 12' (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13' (36-68-22-27); Mistral, 14' (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); UGC Convention, 15" (36-68-29-31); Pathé Wepler, 18" (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; res. 40-30-20-

JOUR DE FÊTE (Fr.): Rex, 2º (36-68-70-23); 14-Juillet 8aeubourg, 3* (36-68-69-23); L'Arlequin, 6s (45-44-28-80); UGC Triomphe, 8" (36-68-45-47). JOURNAL INTIME (It., v.o.) : Lucernaire, 6' (45-44-57-34). KASLOONAK (Fr.-Can.,

George-V, 8: (35-68-43-47). KASPAR HAUSER (All., v.o.): Sapt Pernassiens, 14* (43-20-32-20). KATIA ISMAILOVA (Russo-Fr., v.o.): Epée de 8ois, 5º (43-37-57-47). LADYBIRD (Brit., v.O.): Epée de Bois,

5* (43-37-57-47). LEON (*) (Fr., v.o.): Gaumont Ambas-sade, 8* (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10) : v.f. : Les Montparnos, 14º (36-65-70-42; rés. 40-30-20-

LITTLE NEMO (A., v.f.): 14-Juillet Per-nasse, 6* (43-26-58-00; 36-68-59-02). LITTLE ODESSA (*) (A., v.o.): Gau-mont les Halles, 1* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83; 36-68-68-12); Publicis Chemps-Elysées, 8' (47-20-76-23; 36-68-75-55); 14-Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81; 36-68-69-27); Bienvenüe Montparnasse, 15º (36-65-70-38; rés. 40-30-20-10); Pathe Wapler, 18 (36-68-20-22).

LOU N'A PAS OIT NON (Fr.-Suis.): Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09; rés. 40-30-20-10). MADAME DOUBTFIRE (A., v.f.): Ci-

noches, 64 (46-33-10-82). MURIEL (Austr., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77; 36-65-70-43); Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10).

NAKED IN NEW YORK (A., v.o.): 14-Juillet Hautefeuille, 6 (46-33-79-38; 36-68-68-12); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sapt Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LE PÉRIL JEUNE (Fr.): Gaumont les Halles, 1º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Rex, 2º (36-68-70-23); 14-Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83; 36-68-68-12); Saint-André-des-Arts I. 6 -48-18); UGC Rotonde, 6. (36-65-70-73; 36-68-70-14); Geumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10) ; Le 8alzac, 8 (45-61-10-60): Gaumont Opére Français, 9 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet 8estille, 11* (43-57-90-81; 36-68-69-27); Geumont Gobalins Feuvette, 13' (36-68-75-55); Geumont Alésia, 14* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beauenalle, 15" (45-75-79-79; 36-68-69grenate, 15' (45'/3'/3') 15' (36-24): Gaumont Convention, 15' (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pethé Wepler, 18* (36-68-20-22); Le Gembetta, 20* (46-36-10-96; 36-65-71-44;

PETER'S FRIENDS (8rit., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82). PETITS ARRANGEMENTS AVEC LES MDRTS (Fr.): Le Quertier Letin, 5°

POUSSIÈRES DE VIE (Fr.-Hong-Kong-Alg., v.o.): Epée de 8ois, 5º (43-37-57-47): 14-Juillet Parnasse, 6º (43-26-58-00; 36-68-59-02); George-V, 8 (36-68-43-47).

PRISCILLA, FOLLE DU DÉSERT (Austr., v.o.): Geumont les Halles, 1" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Racine Odéon, 6° (43-26-19-68); Geumont Champs Elysées, 8° (43-59-04-67; rés, 40-30-20-10); Gaumont Opéra Fren-cais, 9° (36-68-75-55; rés, 40-30-20-10); La Bastille, 11° (43-07-48-60); mont Grand Ecren Italie, 13 (36-68-75-13; res. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14* (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); 14-Juillat Saaugranelle, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, 18° (36-68-20-22); v.f.: UGC Montpernasse, 6 (36-

65-70-14; 36-68-70-14). PULP FICTION (*) (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6* (46-33-97-77; 36-65-70-43); UGC Bierritz, 8* (36-68-48-56; 36-65-70-81); Grand Pevois, 15-(45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); Pathe Weplar, 18 (36-58-20-22). 4 MARIAGES ET 1 ENTERREMENT

(8rit., v.o.): UGC Triomphe, 8 (36-68-45-47); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85; res. 40-30-20-10) ; v.f.: UGC Opéra, 9 (36-68-21-24). REGARDE LES HOMMES TOMBER (Fr.): Lucemaire, 64 (45-44-57-34).

LA REINE MARGOT (Fr.): UGC Triomphe, 8 (35-68-45-47). LE ROI LION (A., v.o.): Forum Orient Express, 1º (36-65-70-67); George-V, 8° (36-68-43-47); v.f.: Forum Orient Express, 1° (36-65-70-67); Rex, 2° (36-68-70-23): UGC Montparnesse, 6 (36-65-70-14); Gau-mont Merignan-Concorde, 8 (36-68-75-SS; rés. 40-30-20-10); George-V, 8 (36-68-43-47); UGC Gobalins, 13 (36-68-22-27); Gaumont Alésia, 14* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Convention, 15 (36-68-29-31); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22).

LES RDSEAUX SAUVAGES (Fr.): Epée de 8ols, 5° (43-37-57-47). ROSINE (*) (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23); 14-Juillet Hautefeuille, 6 (46-33-79-38; 36-68-

68-12); Le Balzac, 8º (45-61-10-60); Les Montparnos, 14º (36-65-70-42; rés. 40-30-20-10). SHDRT CUTS (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10). LES SILENCES DU PALAIS (Tun.-Fr., v.o.): Epée de 8ois, S' (43-37-57-47); Lucernaire, 6' (45-44-57-34).

SOFIE (Su.-Oan.-Nor., v.o.) : Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65). SOLEIL TROMPEUR (Fr.-russe, v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82); Sept Par-nassiens, 14- (43-20-32-20). UN INDIEN DANS LA VILLE (Fr.): Rax,

2* (35-58-70-23); UGC Danton, 5* (35-68-34-21); UGC Montpernessa, 5* (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Marignan-Concorda, 81 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC 8iar-ritz, 8' (36-68-48-56; 36-65-70-81); Gaumont Opére Frençais, 9º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Les Netlon, 12' (43-43-04-67; 36-65-71-33; res. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12. (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvatta, 13 (36-68-75-55); Geumont Alésia, 144 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Miremer, 14" (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Baaugranaila, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Convention, 154 (36-68-75-55; rés., 40-30-20-10); uGC Maillot, 17 (35-68-31-34); Pathé We-

pler, 18t (36-68-20-22); Le Gambette, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés. 40-30-20-10).

WALLACE ET GROMIT (8rit., v.o.); 14-Juillet 8eaubourg, 3 (36-68-69-23); Europe Panthéon (ex-Reflet Penthéon), 5. (43-54-15-04); UGC Rotonde, 6 (36-65-70-73; 36-68-70-14); Elysées Lincoln, 8° (43-59-36-14); UGC Gobelins, 13° (36-68-22-27); Mistral, 14 (36-65-70-41; res. 40-30-20-10).

ZADOC ET LE BONHEUR (Fr.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEOL

Police (1985), de Meurice Pialet. 19 h ; Programme Réveuse bourgeoi-DIMANCHE

Geumont: En couleurs et en chansons, 16 h 30; Progremme l'Esprit maison, 19 h; Fanny et Alexandre (1982, v.o.), d'Ingmer 8ergmen, 21 h. SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24) SAMEDI

Cycle Marco Ferreri: l'Amour à le villa (1953, v.o.), de Michelengelo Antonioni, Dino Risi, Federico Fellini, C. Zavattini et F. Maselli, Albarto Lattuada, 17 h: le Maison du sourire (1991, v.o.), de Marco Ferreri, 19 h 30; la Cheir (1991, v.o.), de Merco Ferreri, 21 h 30.

Cycle Merco Ferreri: le Menteau (1952), de Alberto Lattuada, 17 h : El Cochecito (1967, v.o.), da Marco Ferreri, 19 h 30; Diero di un vizio (1992, v.o.), de Marco Ferrari, 21 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

J'accuse (1918), d'Abel Gance, 17 h 30 ; Pathé Journal : Romance de Paris (1941), de Jean Soyer, 20 h 30.

DIMANCHE Pethé, premier ampira du cinéme ; le Merveillause Via de Jeanne d'Arc (1927), de Marco de Gastyne, 14 h 30 ; Pathé Journel ; le Lengue bien pendue d'Henri Champetier;

d'André Hunebelle, 17 h 30; Je suis evec tol (1943), de Hanri Decoln, 20 h 30. LUNDI Pathé, premier empire du cinéme : Pethé Journel, 14 h 30; Théodore et

l'Impossible Monsieur Pipelet (1955)

Cie (1933), de Piarre Colombier ; les Ours à cuire (1963), de Jack Pinoteeu 17 h 30; Pathé Journal; l'Aventurier (1934), de Mercel L'Herbier, 20 h 30. VIDEOTHÉOUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Salnt-Eus-tache, Forum des Halles (40-26-34-

Prends l'oseille et tire toi (1959, v.o.). de Woody Alles, 16 h 30; le Pactole (1984), de Jean-Pierre Mocky,

18 h 30; Monsieur Verdoux (1947), da Charlas Chaplin, 20 h 30. DIMANCHE L'Argent: Quand la ville dort (1950,

v.o.), de John Huston, 14 h 30; le 16 h 30; la Vla de bohème (1991), d'Aki Keurismaki, 18 h 30; l'Honorebla Catherine (1942), de Mercel L'Herbier, 20 h 30. MARDI

L'Argent : Monsieur Texi (1952), de André Hunebelle, 14 h 30 ; le Cave se rabiffe (1961), de Gilles Grengler, 16 h 30; les Affaires sont les effaires (1942), de Jeen Drévilla, 18 h 30; eute Pègre (1932, v.o.), d'Ernst Lubitsch, 20 h 30 ; les Débats de le SCAM: En quéte da banlieue (1994), de Manu Sonmariage, 20 h 30.

GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME

47-03-12-50)

SAMEDI Mex Frisch, journel I-III (1981), da Ri-chard Dindo, 16 h 30. **OIMANCHE**

Ernesto Che Guevere, journal de 80-Ilvie (1994), de Richard Dindo,

SÉANCES SPÉCIALES

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Seint-Lambert, 15° (45-32-91-58) dimancha 21 h 10. ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.):

Saint-Lambart, 15* (45-32-91-68) dimancha 13 h 30. ASTÉRIX ET CLÉOPATRE (8al.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) dimanche 13 h 45.

ASTÉRIX, LE GAULOIS (Fr.): Grand Pavois, 15" (4S-54-46-85; rés, 40-30-20-10) dimenche 14 h. ATTACHE-MOI 1 (Esp., v.o.): Studio Gelande, 5° (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) samedi 20 h. Au NOM OU CHRIST (ivoirien, v.f.) :

Imeges d'ellleurs, 5° (45-87-18-09) dimancha 18 h. LES AVENTURES D'HUCKLESERRY FINN (A., v.f.): Denfert, 14 (43-21-41-01) samedi, dimancha 16 h 10,

SEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (8rit., v.o.): Denfert, 14 (43-21-41-01) samedi, dimanche 18 h. SELLE ÉPOQUE (Esp.-Por.-Fr., v.o.):

Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09) dimanche 16 h. CHOMSKY, LES MÉDIAS ET LES ILLU-SIONS NÉCESSAIRES (Can., v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) di-

manche 21 h. LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.): Grend Pevols, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) samedi, dimenche 15 h 30.

DRACULA (*) (A., v.o.): 14-Juillet 8eaubourg, 3° (36-68-69-23) samedi 23 h 50; Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) dimancha 21 h 10.

L'ÉCUME DES JOURS (Fr.): L'Entrapot. 14 (45-43-41-63) samedi 28 h. dimanche 18 h 30.

EXCALIBUR (A., v.o.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) samed: 21 h. HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Me. dicis I, S' (43-54-42-34) dimanche

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KIL. LER (**) (A., v.o.): 14-Juillet 8eeu-bourg, 3* (36-68-69-23) samedi 0 h 20.

I LIKE IT LIKE THAT (A., v.o.): Images d'eilleurs, 5° (45-87-18-09) samedi 18 h, dimanche 19 h 45.

L'ILE ÉTOILÉE (coréen, v.O.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04) dimenche 11 h 50. L'ILE NUE (Jap., v.o.): Studio Galande, \$1 (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) dimanche 20 h 10. JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉ-

JOURNAL INTIME (It., v.o.) : Denfert 14* (43-21-41-01) semedi 20 h, dimenche 22 h. LUMIÈRE NOIRE (Fr.) : Images d'ailleurs, St (45-87-18-09) samedi 18 h.

LANO (A., v.f.): Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68) semedi 18 h 50.

dimenche 19 h 30. MIRACLE SUR LA 34° RUE (A., v.f.): Grand Pavois, 15° (48-54-46-85; rés. 40-30-20-10) samedi, dimanche 17 h;

Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) di-manche 16 h 50. MON CHER SUJET (Fr.-Suis.) : Studio

das Ursulines, 5° (43-26-19-09; rés. 40-30-20-10) dimenche 12 h. MONTY PYTHON, LA VIE OF BRIAN (Brit., v.o.): Grand Pevois, 15 (45-54-46-85 : rés. 40-30-20-10) semedi 19 h. MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (8rit., v.o.) : Grand Pevols, 15* (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) semedi

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit. v.o.): Seint-Lambert, 15* (45-32-91-68) dimenche 21 h 10. LA PARTY (A., v.o.) : Reflet Médicis I,

5• (43-54-42-34) dimanche 12 h. POUCELINA (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) dimanche 13 h 30. PROSPERO'S 80 OKS (8rit. Hol., v.o.): 5tudio Gelande, 5° (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) dimenche 14 h.

LES QUATRE DINOSAURES ET LE CIRQUE MAGIQUE (A., v.f.): Ci-noches, 6 (46-33-10-82) dimanche QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.): Saint-Lambert, 15° (45-32-

91-68) dimenche 18 h 50, RENCONTRES AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Brit., v.o.): 14-Juillet 8eaubourg, 3* (36-68-69-23) di-menche 10 h 35.

RESERVOIR DOGS (**) (A. V.D.): 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) samedi 0 h 10. LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Denfert,

14" (43-21-41-01) dimanche 13 h 10. RUE PRINCESSE (ivolrien): Imeges d'ailleurs, 5° (45-87-18-09) samedi 16 h 20.

SIMPLE MEN (A., v.o.): 14-Juillet 8eaubourg, 3* (36-68-69-23) di-SOMBRAS EN UNA BATALLA (ESP. v.o.) : Latina, 4" (42-78-47-86) samac

16 h, 18 h, 20 h, 22 h, dimancha 14 h, 16 h. 18 h. 20 h, 22 h. SPEED (A., v.o.): Grend Pavois, 15 145-54-46-85; rés. 40-30-20-10) semedi 19 h 15. TEX AVERY CARTOONS, v.o.) : Studio

Calcu

Section 1999

States to Clary.

140

28, 18 (46-06-36-07) samedi 0 h, 4 h. THELONIOUS MONK (A., v.o.): imeges d'eilleurs, 5° (45-87-18-09) dimenche 14 h 20. THIRTY TWO SHORT FILMS ABOUT GLENN GOULD (Can., v.o.): Raflat Médicis I, 5º (43-54-42-34) dimanche

TUEURS NÉS (**) (A., v.o.): 14-Juillat Beeubourg, 3* (36-68-69-23) samedi 0 h 05; Imeges d'ellleurs, 5 (45-87-18-09) semedi 19 h SS, dimencha

17 h 40. LA VIE ET LA MORT OF PETER TOSH (Can., v.o.): Imeges d'eilleurs, 5° (45-87-18-09) samedi 21 h S5.

REPRISES

FOLIES OF FEMMES da Erich von Stroheim, avac Erich von Strohaim, Mauda George, Maa Bush, Rudolph Christians, Miss Du-

pont, Dala Fuller. Américain, 1921, noir et blanc. VO: L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63). L'HOMME D'ARAN

de Robert Joseph Flaherty, avec Col man Tiger King, Maggia Dirrena, Michael Dillana, Pet Mullen, 8lg Pat-Britennique, 1934, noir et blenc (1 h 20).

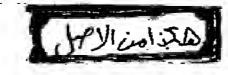
VO: Espace Seint-Michel, 5. (44-07-20-49). (*) Film interdit eux moins de 12 ans. (**) Film interdit aux moins de 16

Sélections mode d'emploi

lundi (daté mardi): musique classique, danse et cinéma à Paris et en ile-de-France: mardi : théatre et cinéma à Poris et en Ile-de-France; mercredi: jazz, rock, chanson, musique du monde, à Paris en lie-de-France: jeudi : arts et cinéma, à Caris et en Ile-de-France: vendredi: musiques toutes disciplines contondues, théatre et art, en régions.

samedi : cinéma, à Paris et en

lle-de-France.



RADIO-TÉLÉVISION

14.5

11 462001 2

M. C. C.

Water Sales

the second built to fee 41.75

. ser. .: Micatique,

14.5

7000 * 11.3

STATE WAS DEED

14:54 14: 12 FATU

A STATE OF THE STATE OF

, p. 1971

A CONTRACTOR

10000

4173 143

1000 1 4845

200

Annual Marchael

电神线器 网络红斑

The Angelogy of the State

The B CTA BY

Manage and the second

& Bu camere

BOOK BOOK BALL

PR W AND E STATE OF THE STATE O

أودروا جوز إمرهمهه

in the contract of

eir - ma+ : #-4

ENGLISH AND BURNESS

A ME THE CALIFORN

Sec. 1. 1. 150

itiet bugiden . . . Burney Ferry

E #9 18 Brimitet . i

5 14 SER. 19 1 4 1 2

518 EP . SER ET MELIEUT

}≠ -€⊥ .

SEC. ON

**

Présenté par Philippe Bouvard

The second secon 22.45 Magazine: Ushraila.
Cracheurs de feu: Nager n'est pas
jouer, de Gil Kebail; Le Géant et
l'Hoiho, de Didier Leroux; Chiens de
glace, d'Eirch Proll et Volker Raus.

23.50 Magazine: Formule foot.
0.30 Journal et Météo.
0.40 Magazine: Les Rendez-vous
de l'entreprise (rediff).

1.00 TF1 nuit (et à 2.05, 3.15, 3.55,
4.35).

4.35).

1.10 Programmes de nuit.
L'Equipe Cousteau en Amazonie;
2.15, Le Vignoble des maudiss;
3.25, Histoires naturelles (et à 5.05); 4.05, Intrigues; 4.45, MuFRANCE 2

20.50 Magazine: Les Ailes de l'espoir. Une nouvelle émission humanitaire. Cette semaine Haiti.

22.45 Magazine: Les Enfants de la télé. Présenté par Arthur. Invités: Josiane Balasko, Vittoria

Abril, Alain Chabat.

0.00 Magazine: La 25* Heure.
Fred Astaire, danseur, chanteur, de David Heeley, avec Audrey Hepburn.

0.55 Les Films Lumière.

Le Cigare introuvable. 1.00 Journal, Météo et Journal des courses.

1.10 Programmes de nuit.
Taratata (rédifi.); 2.15, Bouillon de culture (redifi.); 3.20, Histoires d'en parler; 3.35 Crocodile ballon; 3.50, Dessin animé (et à 5.50); 4.00, Open d'Australie.

SAMEDI 28 JANVIER 📟

20.50 > Téléfilm : Le Sang

FRANCE 3

De Gilles Carle, avec Michael Biehn,

22.25 Magazine : Ah ! Quels titres ! Invités : Alain Etchegoyen (Opéra-tions corruption) : Denis Jeambar et Jean-Marc Lech (La Grande Lessive); Dominique Jamet (Le Nouveau Candide); Pierre-Antoine Lorenzi (Corruption et imposture); Jean Montal-do (Mitterrand et les quarante voleus); Gisèle Dessaux Prince (ils ont tué mon père); Patrice Debré (Louis Pasteur); Hector Bianchiotti Il Amour et autre décoration

(L'Amour et autres démons).

23.25 Météo et Journal.

23.50 Magazine :
Musique et compagnie.
La guitare d'Alexandre Lagoya.

0.50 Musique : Cadran lumaire.
Préludes, de Debussy (15 min).

(L'Amour et autres démons).

M 6

20.45 Téléfilm : Un amour à haut risque. De John Herzfeld, avec Donna Milis,

Stephen Collins. Stepnen Collins. Une journaliste americaine spéciali-sée dans les affaires de terrorisme international enquête sur la dispari-tion, six mois auparavant, de l'homme qu'elle était sur le point d'épouser et qu'elle à cru apercevoir dans un reportage télévisé.

0.00 Série : Les Professionneis. 2.30 Rediffusions. La Tête de l'emploi; 2.55, Fax'O;

3.20, Culture pub; 3.55, Le Monde des hélicoptères; 4.40, Portrait des passions françaises (La nostalgia); 5.15, Coup de griffes (Paco Ra-banne); 5.40, Fréquenstar. CANAL +

20.30 Téléfilm : Comment épouser un héritage. De Patrice Ambard.

21.50 Flash d'informations. 21.55 Court métrage: A Game with no Rules.

De 5. Reynolds. 22.15 Magazine : Jour de foot. 23.06 Cinéma : L'Exorciste.

Film américain de William Fnedkin (1973). 1.00 Cinéma : Montparrasse Pondichéry. III Film français d'Yves Robert (1993).

2.40 Cinéma: Rush. D Film américain de Lili Fini Zanuck

(1991). 4.35 Cinéma : Le Fil de l'horizon. El Film franco-portugais-espagnol de Fernando Lopes (1992). 6.05 Documentaire : Mahaswami,

Sadhu et dieu vivant. De Naresh Bedi et Michael Yorke (49 min). ARTE

20.40 Táláffim : Les Taupes. Bienvenue à la maison. De Geoffrey Sax, avec Nigel Havers, Warren Clar-ke (4° partie). Les services secrets du KG8 en Grande-Bretagne. Une série déca-

21.40 Documentaire : Balagan. D'Andres Veiel. Une réflexion sur l'actualité et l'ave-nir des relations entre Juifs et Arabes

au Proche-Orient.

23.10 Magazine: Velvet Jungle.
Présenté par Patrice Blanc-Francard.
Frog Mouth; Mégamix: le rap et is-

 Série: Johnny Staccato.
 La Boutique des quatre vents, avec John Cassavetes, Eduardo Ciannelli (v.o., 20 min) Enquête à Chinatown sur un homme mystérieux qui tue des Japo-

CÂBLE

TV 5 19.00 C'est tout Coffe. 19.25 La Mé-TV 5 19.00 C'est tout conte. 15.3.1 19.30 Le téo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Le Journal de la TSR. En direct. 20.00 Feuilleton: Au nom du père et du fils. 21.00 Le Journal de France 2. Edition de 20 heures.

Journal de France 2. Enfloon de 20 neures.
21.40 Perdu de vue. Rediff. de TF1 du
9 janvier. 23.40 J'ai un problème... Rediff.
de France 2 du 21 janvier. 0.35 Le Journal
de France 3. Edition Soir 3 (25 min).
PLANÈTE 19.40 Quand Jes Romands
révent l'Amérique. De Viviane MermodGasser et Claudio Thoretti. 20.20 Gentle-Gasser et Claudio Toneth. 20.20 Genue-man Racer. O'Hervé Tiberghien. 20.35 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn. 12: F14 Tomcat. 21.35 Pierre Mendès France, De Jean-Christophe Rozé, 23.10 Du rai pour fimmy. De Fred Gremeaux. 23.35 BD: spécial Angoulème 94. De Christophe Heili. 0.05 Force brute. De Robert Kirk.

19. Le génie. 0.55 Planète océan. D'Hugh Piper. 8. Sauver la mer.

PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total. 19.30 Paris modes homme, 20.00 Café-théatre. 20.30 Billard à 3 bandes. Coupe du monde. Finale, A Gand (Belgique). 22.30 Embouteillage. 23.35 Johnny Hallyday dans la chaleur de Bercy, Concert enre-

gistré en 1990. (125 min). CANAL J 18,00 Bêtes pas bêtes. 18.15 La Véritable Histoire de Malvira. 18.30 Série : La Baie des fugitifs. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Phares d'ouest. 19.30 Raconte-nous une autre histoire, 20.00 Moby

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Alle-magne, août 1916. 21.50 Série: Au nom de la loi. 22.20 Nonante. 23.20 Série: Lonesome Dove. 0,15 Road Test, 0.40 Série : Seinfeld (30 min). SÉRIE CLUB 19,10 Série : Force de

20.45 Série : Les Boussardel, 22.20 Série : Cosmos 1999. 23.10 Série ; O'Hara. 0.00

Série : Belphégor ou le fantôme du Louvre. Te époque : Le Louvre (70 min).

MCM 20.30 MCM Euromusiques Nordica.
21.30 Naked City. 22.00 Best of Player One. 22.30 MCM Dance Club (210 min). MTV 19.00 European Top 20. 21.00 Sting Unplugged. 22.00 The Soul of MTV, 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Yo 1 MTV Raps (120 min). EUROSPORT 17.25 Football. En direct de

Toulouse. Championnat de France D2: 26° journée. Toulouse-Gueugnon. 19.30 Saut à skis. En différé. Coupe du monde. A Lahti (Finjande). 20.30 Biathlon. En différé. Coupe du monde. A Ruhpolding (Alle-magne). 21.00 Golf. En différé. Johnny Walker Classic: 3° jour: A Manille (Philip-pines). 22.00 Tennis, Résumé de la finale simple dames des Internationaux d'Austra-lie de Melboume. 23.00 Boxe. En direct

des poids mi-mourhe WRO, Rahy Jake Mades poids mi-mouche WBO. Baby Jake Ma-ta la-Alberto. Immenz. 1.00 International Motorsport. 4.00 Tenzis. En direct de Mei-boume. Finale simple messieurs des Inter-nationaux d'Australie. CINÈ CINÈFIL 10.25 > Le Dernier Tour-nant. III millim français de Pierre Chenal (1939). 18.05 Actualités Pathé nº 1. 19.00 Actualités Pathé nº 2. 19.50 Actualités Pathé nº 3. 20.40 La Club Linetés Pathé

thé nº3. 20.40 Le Club. Invité: Robert Evans. 22.00 Documentaire. 23.00 l'avais cinq fils. ■ Film américain de Lloyd Racon (1944, N., v.o.). 0.50 Cargaison clandes-tine. □ Film français d'Alfred Rode (1947,

CINÉ CINÉMAS 18.15 Les cow-boys ne pleurent pas. Téléfilm américain d'Anne Wheeler. 20.00 Hollywood 26, 20.30 Sourdes rivalités. Téléfilm américain de Paul Wendkos (95 mn). 23.00 Au-delà de la peur. ■ Film français de Yannick Andrei (1974). 0.30 Le Vice dans la peau, Téléfilm

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole. Récital Petr Kral. 20.00 Le Temps de la danse. Théatre de la ville : Les rendez-vous chorégraphiques de Sceaux; Strasbourg. 20.30 Photo-portrait. François Lesage, bro-deur. 20.45 Fiction. Giacomo le Tyrannique, de Giuseppe Manfridi. 22.35 L'Air du temps. Splendeurs et misères des compositeurs contemporains. 0.05 Clair de nuit. Jean-Marc Aubert, écrivain.

VOYAGER?

Votre agence à domicile

3615 LEMONDE

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste. Clara Haskil, piano. Concerto pour piano et or-chestre nº 3 op. 37, de Beethoven, par l'Orchestre des concerts Lamoureux, dir. Igor Markevitch; Concerto pour piano et or-chestre K 271, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Paul Sacher. 20.00 Soirée Lyrique. Donnée le 13 juillet 1994 au Covent Garden de Londres, par le Choeur et Orchestre de l'Opéra Royal de Covent Garden, dir. Colin Davis, Manon, de Covert Garden, dir. Colin Davis, Manon, de Massenet, Léontina Vaduva (Manon), Rose-mary Joshus (Pousette), Yvonne Barday (Ja-votte). 0.05 Musique pluriel. Concert donné le 14 novembre 1994 à la salle Favart de l'Opéra Comique, par l'Ensemble Tomkins et l'Ensemble Modern, dir. Peter Edvös, What is the world op. 30, de Kurtag, Marta Kurtag of Gyöngy Kustag, piagos, 0.05 Auto-poret György Kurtag, pianos. 0.05 Auto-por-trait. Marc Minkowski, directeur des Musi-

DIMANCHE 29 JANVIER

frappe, 19.55 Série : Tonnerre mécanique, d'Afrique du Sud, Championnat du monde

TF 1

12.20 Jeu : Le Juste Prix. 12.50 Magazine : A vrai dire. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Arabesque. 15.10 Le Rebelle. 15.55 Série : Les Dessous de Palm-Beach.

16.55 Disney Parade. 18.00 Des millions de copains. Avec la série : Alerte à Malibu. # 19.00 Magazine : 7 sur 7.

ités: François Léotard, ministre de la défense ; Philipe Biberson, pré-sident de Médecins sans frontières. sident de Médecins sans frontières.

20.00 Journel, Tiercé,
La Minute hippique et Météo.



36 15 Le Monde

20.45 Cinéma : Haute Sécurité. Film américain de John Flynn (1989). 22.40 Magazine : Ciné dimanche.

22.50 Cinéma : Cinema Paradiso. Committee of the second Film italo-français de Giuseppe Tor-natore (1989). 0.55 Journal et Météo.

1.10 Concert

à Notre-Dame-de-Cléry.

Œuwes de Grieg, Vivaldi, Mozart,
Respighi, par le Sinfonietta de
Chambord, l'Orchestre régional du Centre, dir. Amaury du Closel. 2.25 TF 1 nuit (et à 3.20, 4.25). 2.35 Programmes de nuit. L'Equipe Cousteau en Amazonie; 3.30, Le Vignoble des maudits;

4.35, Musique; 5.05, Histoires na-

FRANCE 2

DIMANCHE . MIDI Charles PASQUA à l'Heure de Vérité.

12.00 L'Heure de vérité (et à 1.25). Magazine présenté par François-Henri de Vinieu. Invité: Charles Pas-

qua. 12.50 Météo (et à 13.15). 12.55 Loto, Journal et Point route. 13.25 Dimanche Martin. Le monde est à vous, avec East 17.

15.00 Série : Le Renard. 16.10 Dimanche Martin (suite). 17.45 Documentaire : Cousteau à la redécouverte du monde. 18.15 Magazine : Stade 2 (et à 4.40). 19.50 America Cup. 19.59 Journal et Météo.

20.50 Cînéma : Le Choix d'aimer. Film américain de Joel Schumacher (1991). zine : Géopolis.

L'argent des Français, de Michel Hermant. 0.08 Les Films Lumière. 0.10 Journal, Météo et Journal des courses.

0.25 Magazine : Musiques au cœur. Présenté par Eve Ruggieri. Spécial danse. Invité : François Raffinot, chorégraphe. 2.25 Programmes de nuit. La Revue de presse de Michèle Cot-ta ; 3.15, Le Huitième Ciel ; 3.30, l'ai un problème (rediff.); 4.20, Des-centes ; 5.45, Dessin animé.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Documentaire : Les Cinq Continents,

Belfast à l'école de la paix, de John Bertuco, Serge Gordey, Patrice Bar-rat.

Les Mystères de l'Ouest. 14.50 Magazine : Sports dimanche. A 14.55, Tieroé : Prix d'Amérique ; à 15.35, Escrime : épreuve de Coupe du monde de fléwet hommes à Paris; à 16.00, Cyclo-cross: Championnat du monde ; à 16.35, Athlé-

tisme : Masters de Vittel. 18.00 Magazine : Lignes de mire. 18.55 Le 19-20 de l'information. De. 19.09 à 19.31, journal régional. 20.15 Divertissement : Benny Hill.

20.50 Série : Inspecteur Derrick. 21.55 Téléfilm : Corur de père. D'Agnès Delarive, avec Jean-Paul Comart, Anne Le Ny.

22.55 Dimanche solz. Débat animé par Christine Oddrent et Gilles Lederc; suivi de : A la une sur la trois, animé par Christine Ockrent, avec Serge July et Philippe Alexandre.

23.35 Météo et Journal. 23.55 Cinéma : Remorques. II II II III français de Jean Grémillon (1939-1941). Avec Jean Gabin, Mithèle Morgan, Madeleine Renaud.

1.20 Musique : Cadran lumaire.

Tosca (extrait), de Puccini, par l'Orchestre musiqual de Rio, dir. John M 6

12.10 Magazine: Mode 6. Spécial Yves Saint Laurent. 12.40 Série : Flash. 13,30 M 6 Kid. 15.00 Série : L'Étalon. 15.25 Magazine : Fréquenstar

(et à 2.30). Henri Salvador. 16.20 Série : Le Joker.

17.15 Téléfilm : Commissaire Flemming. le prince et l'assassin. 19.54 Six minutes d'informations,

Météo. 20.00 Série : Classe mannequin. 20.40 Sport 6 (et à 0.40).

20.45 Magazine : Capital. Les aventuriers de l'export. Repor-tages : Carrefour s'attaque au Mexique; Les jeux vidéo français: des petits jeunes qui marchent fort; La livraison d'un Airbus : Alcatel : un vaisseau-amiral de la France en Chine; Indiana Jones en casque de

medicaments français. 22.45 Magazine: Culture pub (et à 5.40). La saga des marques. Peugeot, au bonheur du Français moyen. En-

chantier; Le filon vietnamien des

quête : sport et industrie. 23.15 Cinéma : Frissons asiatiques. Film italien d'Albert Thomas. Avec

Chai Lee. 0.50 Magazine : Rock express. 1.25 Musique : Boulevard des clips (et à 6.05). 3.25 Rediffusions. Coup de griffes (Hanae Mori); 3.50, Portrait des passions françaises (La colère); 4.45, Fidae 1992, Chifi. CANAL +

EN CLAIR JUSOU'A 14.05 ... 12.30 Flash d'informations.

12.35 Magazine : Télés dimanche. Présenté par Michel Denisot. 13.35 Divertissement : La Semaine des Guignols. 14.05 Téléfilm : L'Annamite. De Thierry Chabert, avec Axelle Gre-

let, Mane Bunel. 15.45 ▶Documentaire: Gérard Philipe, un prince dans la fou De Dominique Cazenave et Anne

17.00 Dessin animé : Les Simpson. __EN CLAR JUSQU'A 18.30 ____ 17.25 Ça cartoon.

18.15 Sport : Football. En direct. Monaco-PSG. Match décalé de la 24° journée du champion-nat de France; à 18.30, coup d'en-

En CLAIR JUSQU'A 20.35 . 20.30 Magazine ; Le Journal du art.

Présenté par Jean Teulé. Rubriques ; Une histoire du art ; Une nouvelle du art; Une vacherie du art.

20.35 Cinéma : Le Saint de Manhattan. D Film américain de Tim Hunter (1992). Avec Danny Glover, Matt Dilion, Rick Avies. 22.15 Flash d'informations.

22.20 Magazine: L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sied. Football ; Athlétisme. 0.00 Sport:

Football américain. En direct de Miami (Floride). Finale du Super Bowl: San Francisco 49ers-5an Diego Chargers

FRANCE-MUSIQUE 17.30 A bon enten-

deur salut i Carmen, de Bizet. 20.00 Mu-sique aujourd'hui. Concert donné le 27 septembre 1994 à l'Auditorium Debus-

27 septembre 1994 a l'Autoronium Debus-sy-Ravel de la Sacern, par le Conjunto Iberio (octuor de violoncelles), Trauermusik pour alto et orchestre à cordes, de Hindemith; Miro, concerto armonico nº 1, de Marco;

Miro, concerto armonico nº 1, de Marco; Dionysos, de Burgan; Fratres, Pārt; Fandan-go, de Halffter.21.30 Volx souvenirs. Ger-maine Cernay, soprano. Œuvres de Gou-nod, Lalo, Leroux, Massenet, Puccini, Mascagni, et B enregistrées entre 1928 et 1942. 22.30 Les Greniers de la mémoire. Serge Lifar. 23.00 Les magiciers de la terre. Inde du Sud. 0.05 Atelier. La nuit améri-cière.

LA CINQUIÈME

12.00 Pose ton cartable. Téléchat; La Vie devant moi : le mé-tier d'astronaute ; Grimmy ; Rintintin : Rintintin et le chef apache.

13.00 Jeu : Ça déméninge. 13.30 Les Grands Séducteurs. 13-30 Les Grands Séducteurs. Gregory Peck. 14-30 Magazine : L'Esprit du sport. Invité : Jean Lacouture. 15-30 Magazine : Jeux d'encre. 16-00 Magazine : Détours de France. 17-00 Magazine :

Le Sens de l'Histoire. Le grand jeu (la guerre froide). Té-moins : André Fontaine, Emmanuel

18.30 Magazine : Va savoir. Orleans.

ARTE

19.00 Série : Max Linder. Max n'aime pas les chats (1913). Max ne se mariera pas (1911). La

Malle au mariage (1912). 19.30 Magazine : Mětropolis. Exposition Paul Kiee ; John Ford a cent ars; Le camaval alémanique; La bibliothèque bosniaque. 20.39 0 1/2 Journel.

20.40 Soirée thématique : Fou, fou, foot américain. Soirée proposée par Laurent Plégelatte. 20.41 Cinéma :

Le Lion de papier.

Film américain d'Alex March (1968). 22.25 Documentaire : Super bowl, un rêve américain.

De Laurent Plégelatte.
Tout sur le football américain. Le demier dimanche de janvier, on prévoit que plus de 150 millions d'Américains seront devant leur poste de télévision pour la finale du championnat professionnel.

23.35 Prends le ballon

et tire-toi. Montage burlesque de Pierre Cou-trot (1995), avec Buster Keaton, Lloyd Hamilton, Mac Sennett. 23.55 Documentaire: The Coach. De Anand Tucker (v.o., 52 min). Tom Landry, entraîneur des Dallas Cowboys pendant vingt ans. Portrait d'une figure légendaire. Un document qui insiste sur les liens entre football et religion.

(« Grand Jury »).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Projection privée. 7º Festival cinématographique euro-péen d'Anglers. Avec Tonino Guerre, soéna-riste. 19.40 Fiction. Trois nuits avec Madox, de Matei Visniec. 20.30 Atelier de création radiophonique. Aujourd'hui, aujourd'hui. 22.25 Poésie sur parole. Les poètes du Chat Noir, 22.35 Le Concert, Transcontinentales. Le Quintet Art Bebop dans le cadre du Be-bop moderne. 0.05 Clair de nuit. Tentatives premières, par Marc Alhanatti ; Rub a dub dub, par Thierry Beauchamp; Rémanences et la durée du oui, par kène Omélianenko.

Les interventions à la radio Radio Shalom 94.8 FM, 18 h 30 : « kraéliens et Palestiniens : séparation ou coexistence ? » (« Nouveau Orient »).

RTL, 18 h 30: Dominique Strauss-Kahn

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer;

Chef-d'œuvre ou dassique.

CÂBLE

TV 5 19.00 30 milions d'amis. 19.25 Mé-TV 3 19.00 30 mulgors oranus. 19.20 me-téo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 7 sur 7. Rediff. de TF1 à 19.00. 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21.40 Pierrot le Fou. ■ ■ Film français de Jean-Luc Godard (1965), 23.35 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 11 janvier. Je l'aime mais je ne devrais pas. 0.45 Journal de France 3. Edition de Soir 3.

PLANETE 15.33 Nariations sur un thème d'alto. De Jean-Claude Wouters. 19.05 Les lles aux trésors. De Dafydo Wilis. S. Les trésors de l'île d'Elbe. 19.30 Li-ban : bout à bout. D'Olga Nakkas. 20.35 Di-nosaures. De Robin Bates (3/4).21.30 Asi'na ma, Cuba l'Africaine. De Mireille Mercier-Bala et Daniel Pinos. 22.35 Quand les Romands révent l'Amérique. De Viviane Mermod-Gasser et Claudio Tonetti. 23.10 Gentleman Racer. D'Hervé Tiberghien. 23.25 Les Ailes de légende. De Barry Cawthom. 12. F14 Tomcat. 0.25 ▶ Pierre Mendès France. De Jean-Christophe Rozé. PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edern's

Chib. Depuis le restaurant Ledoyen. 20.00 Café-théàtre. 20.30 Paris modes homme (et 23.55). 21.00 Gloria. ■ ■ Film américain de John Cassavetes (1980, v.o.). 23.00 Docu-mentaire: Daniel Humair. 0.25 Le Canal du savoir (60 min). CANAL J 18.00 Les Yeux de la découverte.

A la découverte d'une espèce animale, ses

A la découverte d'une espèce animale, ses rapports avec l'homme, ses caractéristiques. 18.30 Série : Le Chemin de la réussite. 19.30 Raconte-nous une autre histoire. CANAL JIMMY 20.00 Série : Seinfeld. 20.30 Série : Dream on. 21.00 Country Bou. 21.30 Série : Dream on. 21.00 Country Bou. 21.30 Série : Montly Python's Hyng Circus (25 min). 22.10 Série : New York Police Blues. 23.00 Destinations sèries. 23.30 Série : Les Envahisseurs. La mutation (50 min). SÉRIE CLUB 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Tonnerre mécanique. 20.45 Série : Mission impossible-année 1. 21.35 Série : Mission impossible-année 1. 21.35 Série : Mission impossible-année 1. 21.35 Séries : Mission impossible année 1. rie: Mission impossible-année 1. 21.35 Série: Mission impossible-année 2. 22.20 Sé-rie: Cosmos 1999. 23.10 Série: O'Hara. 0.00 Série: Les Boussardel: Les Enfants gâ-

tés (90 min). MICM 20.30 MCM Euromusiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends. Spécial U2. 23.00 Blah-Blah Groove. 23.30 Naked City. 0.30 Blah-Blah Metal (25 min). MTV 20.30 The Brothers Grunt. 21.00 120

23.30 Headbangers Ball (150 mln). EUROSPORT 15.00 Cyclo-cross. En direct. Championnats du monde open. A Eschenbach (Suisse). 19.30 Saut à skis. En différé-Coupe du monde de saut à skis. A Lahti (Finlande). 20,30 Biathlon. En différé. Coupe du monde. A Ruhpolding (Alle-magne). 21.00 Athlétisme. En différé. Meemajnej. 21.00 Auneusine. En innee. Pre-ting indoor de Moscou (Russie). 22.00 Ten-nis. Résumé des finales simples messieurs et darnes des Internationaux d'Australie de Melbourne (Australie). CINIÈ CINIÈTII. 19,10 Le club. 20.80 l'avais

Minutes. 23.00 Beavis and Butt-Head.

cing fils. III Film américain de Lloyd Bacon (1944, N., v.o.). 22.20 Le Cottagé enchan-té. III III Film américain de John Cromwell (1945, N.). 23.50 La Splendeur des Amber-son. III III Film américain d'Orson Welles (1942, N., v.o.). CINÉ CINÉMAS 18.00 C'est arrivé entre

midi et trois heures. III Film américain de Frank D. Gilroy (1976). 19.35 Fall/Summer Preview. 20.00 Movie Show Special. 20.30 La Vengeance d'une femme. ■■■ Film français de Jacques Doillon (1989). 22.40 The Kiss. # Film américain de Pen Densham (1988, v.o.). 0.15 Bob Roberts.■■ Film américain de Tim Robbins (1992, v.o.).

٠ **)**

L'aggravation des inondations perturbe l'activité économique dans l'Ouest

L'OUEST de la France restait largement sous les eaux, samedi 27 janvier dans la matinée, tandis qu'une certaine accalmie était enregistrée dans l'est du pays. Mais la situation devait se dégrader de nouveau durant le week-end, avec l'arrivée prévue de nouvelles précipitations. Météo-France a annoncé le retour de la phile sur le oord-ouest de la France. Poussées par des vents de 60 à 80 km/h, les averses doivent gagner samedi les régions situées au nord de la Loire, et être particulièrement fortes sur le quart nord-est. En une semaine. les inondatinns ont provoqué la mort de six personnes. La dernière est un sans-abri qui s'est noyé à Caen (Calvados), dans la nuit de jeudi à veodredi. Quatre personnes sont par ailleurs toujours portées disparues dans la Sarthe. l'Ille-et-Vilaine et le Finistère.

A l'Ouest, la décrue n'est toujours pas amnrcée. Samedi 28 janvier, en dépit d'une légère améliodans certains départements, de larges znoes restent inondées, avec la menace de nnuvelles pluies accompagnées de vents forts. C'est dans le Maine-et-Loire que la situation s'est le plus dégradée. Les zones innodées se soot considérablement étendues du fait de la montée de l'Oudon, de la Sarthe, du Loir et de la Maine. 350 habitants de la commune de Cheffes ont dû être évacués.

La tendance est aussi à l'aggravation des inondations en Loire-Atlantique et dans la région de Redon (Ille-et-Vilaine). Une dizaine de villages des bords de Loire, en amont de Nantes, soot isolés. Dans la Sarthe, l'eau continue sa progression à La Flèche, où un lycée accueillant 1 000 élèves a du être fermé.

Dans le Finistère, où il est tombé en dix jours le quart du volume de pluie enregistré habituellement en un an, oo redoute la conjonction de forts coefficients de marée, prévus à partir de lundi, de vents d'Ouest et de précipitations. Ces fortes marées risquent d'empêcher l'écoulement dans la mer des rivières déjà en crue. Les inondasement sur l'activité économique de l'Ouest de la France. Le trafic ferroviaire au départ de Quimper, ainsi que sur les tronçons Rennes-Redon et Rennes-Caen, sont perturbés. La ligne TGV Paris-Nantes a été coupée à Morannes (Maineet-Loire). Les gares de Quimper et de Saiot-Lô sont sous les eaux. L'accès des ferries au port de Onistreham est pertorbé. On ne

compte plus les axes routiers coupés ou perturbés. La direction de l'usine Citroën de Rennes a décidé deux jours de chômage technique en raison d'une rupture d'approvisionnement en pièces détachées.

En ce qui concerne le Nord de la France, c'est dans les Ardennes que la situation est la plus critique, avec un millier de maisons touchées à des degrés divers par les inondations. La Meuse, dont la crue s'était stabilisée vendredi grâce à l'arrêt des précipitations, a recommencé a gonfler. Dans l'Est en revanche, vendredi a été une journée de répit. Les rivières alsaciennes, de même que celles de Franche-Comté, sont repassées sous leur côte d'alerte. Si les crues semblent s'atténuer autour de Toul et de Pont-à-Mousson, la situatinn demeure préoccupante dans les secteurs de Metz et de Thionville, puisque les pluies de-

vaient reprendre. A Paris, le Zouave du pont de l'Alma a les pleds dans l'eau, même si le niveau de la Seine (4,5 mètres) est encure luin des 6 mètres atteints en 1985. La navigatinn des péniches a été interdite en raison de très forts courants. Dans l'Oise, le maximum des crues devrait toucher, samedi et dimanche, l'Aisne. Cette montée des

eaux ne peut plus être limitée par les barrages-réservoirs, pleins depuis jeudi. Plus rien ne régule le cours de l'Aisne, qui va grossir

l'Oise puis la Seine. Dans le Val-d'Oise, une cellule de crise a été installée, vendredi 27 janvier, à la préfecture, et le plan départemental d'alerte déclenché. La hauteur de l'eau restait partout vendredi eo dessous de la côte d'alerte, mais l'eau monte régulièrement, de 40 centimètres par 24 heures, et les premiers débordements devraient intervenir en milieu de semaine prochaine. Déjà, quelques caves ont été inondées à Neuville, près de Pontoise, et le grossissement de la Seine, qui empêche l'Oise de s'écouler, devrait encore alimenter les inonda-

Le ministre des entreprises. Alain Madelín, a annoncé vendredí 27 jaovier des « mesures d'urgence » eo faveur de tnus les commercants et artisans sinistrés. Dès leur indemnisation par les assurances, les entreprises pourront bénéficier, par le biais du Fonds d'interventioo et de sauvegarde de l'artisanat et dn commerce, d'une aide directe pour reconstituer leurs stocks et leurs nutils de tra-

La Russie envisage un taux de change fixe du rouble

DAVOS. Venu plaider la cause de la Russie devant les patrons réunis à Davos, en Suisse, à l'occasion du Forum de l'économie mondiale (du 26 au 31 janvier). Anatoli Tchoubais, premier vice-premier ministre, a révélé qu'il avait à l'étude « un plan plus radical » pour s'attaquer aux manz de l'économie russe : « L'instauration d'un toux de change fixe du rouble avec le dollar ». Traduisant le délabrement de l'économie russe, encore aggravé par l'affaire tchétchène, la monnaie russe s'est effondrée depuis le 20 octobre, le dollar ayant franchi, cette semaine, le seuil de 4.000 roubles. Le responsable des réformes économiques, un libéral reconnu, a uniquement indiqué qu'il fallait désormais engager « une seconde étape dans la stabilisation ». M. Tchoubals estime que les deux conditions à un accord de crédit stand by avec le Fonds monétaire International - la libéralisation du commerce pétrolier et l'adoption du budget - sont désormais remplies. Le prêt en négociation s'élève à 6.4 miliards de dollars. (Corresp.)

La croissance américaine a encore progressé fin 1994

LA CROISSANCE économique s'est accélérée aux Etats-Unis fin 1994. Le PIB (produit intérieur brut) a progressé de 4,5 % en rythme annuel au cours du quatrième trimestre, aprés +3,9 % au troisième trimestre. Finalement, sur l'ensemble de l'année 1994, la croissance aura atteint 4 %, taux le plus élevé enregistré depuis 1984. En 1988, dernière bonne année du cycle de croissance précédent, le PIB avait progressé de 3,9 %. La poursuite d'une activité aussi forte pousse la plupart des observateurs à penser que la Réserve fédérale relèvera le taux interbancaire d'un demi-point pour le porter à 6 % au cours de sa réunion des

CINÉMA: Steven Spielberg pourtait installer ses studios à New York. La nouvelle compagnie fondée par Steven Spielberg, Jeffrey Katzenberg et David Geffen, Dreamworks SKG, envisage de transférer son quartier général sur la côte est des Etats-Unis et de construire un studio sur Long Island, près de Manhattan, à New York. Avec un budget estimé à 3 milliards de francs et l'unlisation d'une technnlogie de pointe, Dreamworks pourrait, en moins d'un an, être en mesure de fabriquer des films et de constituer une unité complète de recherche et fabrication de produits audiovisuels interactifs. La dimension du site choisi, dix mille mètres carrés, permettrait au studio de rivaliser avec les plus grands plateaux hollywoodlens. - (Corresp.)

■ ALLEMAGNE: les contribuables allemands ont eu la première mauvaise surprise de l'année fiscale en découvrant sur leur feuille de paie la portée des toutes nouvelles taxes, principalement destinées à financer la coûteuse reconstruction de l'ex-RDA. Très controversé, ce nouveau prélèvement, qui représente 7,5 % de l'impôt sur le revenu, est entré en vigueur début janvier. Comme l'impôt sur le revenu est prélevé à la source, le contribuable allemand vient seulement d'en prendre la mesure en consultant son bulletin de salaire. A la grande déconvenue des Allemands, s'est ajouté un nouveau prélèvement de 1 % du revenn brut qui finance l'assurance-dépendance destinée à payer

les soins aux personnes âgées. - (AFP) ■ DROTTS D'AUTEUR : l'échec des négociations sino-américaines sur la protection de la propriété intellectuelle a été constaté, samedi 28 janvier, après dix jours de négociations entre les deux parties, à Pékin. Washington estime à plus de 5 milliards de francs par an les pertes des sociétés américaines provoquées par le non-paiement par Pékin des *copyrights* dans les domaines du cinéma et de la musique. -- *(AFR)* ■ PRESSE : le quotidien régional Le Républicain Lorrain était absent des kiosques, samedi 28 janvier, à la suite d'une grève de 24 heures votée vendredi par les journalistes de la rédaction. Déplorant l'insuffisance des effectifs et « la dégradation continue de leurs conditions de travail », les syndicats SNJ, CFDT et FO avaient demandé « les moyens nécessaires à l'accomptissement de leur mission » à la direction, avant que 90 des 148 journalistes ne votent un arrêt de travail.

■ BANDE DESSINÉE : le Grand prix de la ville d'Angoulême 1995 a été décerné, vendredi 27 janvier, à Philippe Vuillemin, 36 ans, pour l'ensemble de son œuvre. Ancien éleve des arts appliqués, Vuillemin a fait ses débuts dans L'Echo des Savanes en 1977. Depuis, il a notamment publié (chez Albin Michel) Frisson de bonheur (1983), Raoul Teigneux contre les druzes (1984), et Les Sales blagues de l'Echo (1994).

MUNICIPALES: Yvan Blot, conseiller régional et député euro-

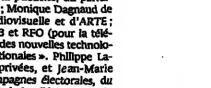
péen, président de la fédération Front national (FN) du Bas-Rhin, a annoncé samedi 28 janvier dans l'émission Opinions publiques diffusée sur France 3-Alsace, qu'il conduira une liste aux prochaines élections municipales à Strasbourg. M. Blot est le quatrième candidat déclaré à la mairie de Strasbourg. - (AFP)

Les membres du CSA se répartissent les dossiers

LA PREMIÈRE RÉUNION, vendredi 27 janvier, du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), sous la présidence d'Hervé Bourges, a été consacrée à la répartition des dossiers entre les membres. Roland Faure reste chargé des radios publiques et privées, du dossier « sport et télévision », du Club DAB (radio numérique) et de l'Université radiophonique et télévisuelle internationale. Monique Augé-Lafon s'occupera de TFI, de la télévision privée d'Outre-Mer et des programmes jeunesse; Geneviève Guicheney du câble, de la publicité, du parrainage et des télévisions locales métropolitaines ; Monique Dagnaud de La Cinquième, de M6, de la productinn audiovisuelle et d'ARTE; Georges-François Hirsch de France 2, France 3 et RFO (pour la télévision); Philippe-Olivier Rousseau du satellite, des nouvelles technologies et des « affaires européennes et internationales ». Philippe Labarde, est chargé des radios publiques et privées, et Jean-Marie Cotteret, le second venu, s'occupera des campagnes électorales, du suivi du pluralisme, des questions juridiques et de la télévision privée







a mondations

da mira ouest

425000

ordinations.

rements sur 2 500 000 sociétés Fiche d'identité, procédures collective (faillites), bilans et anniyses, historique actionnariat, fillales et participations.

minitel 3617 LSJ unonces & détail Ventes Aux Enchères bulicisires et volontaires natione minitei 3617 VAE

François Mitterrand fait l'éloge de ses deux septennats

de notre correspondant « Au bout de ces quatorze années, l'opinion publique se partage toujours en deux grands courants. L'un préfère le mouvement et la réforme, l'autre le statu qun et la conservation. Les péripéties de la vie politique n'ont rien changé à cet état de falt », affirme François Mitterrand dans un entretien accordé au Journal du Centre et publié samedi 28 Janvier.

Le président de la République appuie cette affirmation sur le bilan de ses deux septennats: « Avec les gouvernements socialistes que j'al nommés, nous avons maintenu les acquis de 1936 et de la Libération. Nous avons décidé et mis en œuvre, entre autres, les 39 heures, la retraite à soixante ans, l'abolition de la peine de mort, la décentralisation, la suppression des tribunaux d'exception, la libération du secteur auconnaissance de nouveaux droits pour la

femme et pour l'enfant. » D'autres pays comparables au nôtre ont, dans le même temps, renoncé à une grande part de leur législation sociale. Ce faisant, ils ont rendu plus difficilement supportables les dommages de la crise qu'ont subie les salariées depuis près de vingt ans. Est-ce que ceci ne suffit pas à montrer la différence fondamentale entre deux politiques ? »

Cette satisfactioo affichée ne vaut cepen-

dant pas pour le chômage: « Je comprends que l'opinion publique ait du mal à comprendre pourquoi tous les gouvernements de droite et de gauche ont échoué sur ce planlà, même si à certains moments nous sommes

parvenus à une certaine stabilisation. » Le président argumente cependant: « ll faut bien se rendre compte de ce que c'est d'être élu président de la République en 1981, sept ou huit ans après le début de la plus grave crise économique et financière depuis les années 30. Aujourd'hui, le pouvoir n'est pas maître des événements qui se produisent dans le monde de l'économie et de la finance inter-

» L'argent circule, l'argent s'en va et il fuit les places où il ne se sait pas en sécurité. Une vue réaliste des choses oblige à regarder le monde tel qu'il est, ce qui ne veut pas aire qu'i diovisuel, le revenu minimum d'insertion, la re- faille renoncer à agir pour le rendre plus juste et plus équitable. »

> L'ANNIVERSAIRE DE SA CANDIDATURE Cet entretieo, accurdé à un quotidien que le président connaît bien (Le Journal du Centre diffuse ses 41 000 exemplaires essentiellement dans le département de la Nièvre où François Mitterrand a été élu de 1946 à 1981), paraît le jnur même où se tient à Château-Chinoo une

grand'messe » socialiste à l'occasion d'un

Des militants et des élus locaux, une dizaine d'anciens ministres et les deux candidats à la candidature du PS, Henri Emmanuelli et Lionel Jospin, sont attendus. Le banquet prévu marque l'anniversaire de l'eotrée en campagne, il y a quatorze ans, du candidat François Mitterrand, au terme d'un congrès socialiste extraordinaire à Créteil, durant lequel Lionel Inspin avait succédé, à la direction du PS, à celui qui n'était encore que le député de la Nièvre et le maire de Châtean-Chinon.

Dans ce même entretieo au Journal du Centre, Français Mitterrand affirme à propos des financements occultes des partis polltiques: « Avant 1990, la République a connu bien des campagnes électorales dont le financement venait de nulle part. C'était la règle du non-dit. l'avais incité le gouvernement Chirac, en 1987, a preparer un texte. Une première ioi a été approuvée qui n'a pas traité complètement le problème. J'ai donc voulu que le gouvernement Rocard remette en chantier une grande réforme du financement de la vie politique. Clarté et rigueur ont enfin été introduites dans les relations entre l'argent et la politique. Je me suis d'autant plus réjoui que soit ojoutée à ce dispositif l'interdiction du financement des partis politiques par les entreprises que j'avais moimême vainement demandée en 1992. »

Philippe Depalle

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Diplomatie : le retour du Vietnam sur la scène internationale Amérique du Sud : le conflit frontailer entre le Pérou et

Commémoration: cinquantenaire de la libération d'Auschwitz

FRANCE

Conjoncture: les instituts prévolent une hausse des prélèvements obligatoires après l'élection présidentielle Régions: les collectivités locales, mécènes de la volle

SOCIÉTÉ Exclusion: portrait du président de Droit au logement Justice : le verdict du procès du Fès

SPORTS Tennis: la victoire de Mary Pierce aux Internationaux d'Australie 12

CARNET Disparition : Marcel Bidot

HORIZONS Histoire: la fondation de la III. République Débats: un entretien avec Denis Stodet

banquet républicain.

Editorlaux: la différence marocaine; le non-dit fiscal; au courrier du Monde et l'avis du

ENTREPRISES Distribution : un entretien avec le PDG de Carrefour

CULTURE Lettres: la mort de Jean Tardieu20 Mode: printemps-été 95

SERVICES

Marchés et finances Abonnements Météo Mots croisés Radio TV

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

LE RÉVEIL DES JUIFS DE HONGRIE : Cinquante ans après le génocide, la plus forte communauté juive à l'est de Paris réapprend à exister après avoir failli être totalement exterminée par les nazis, comme le furent toutes celles d'Europe centrale.

Tirage du Monde du samedi 28 janvier : 509 191 exemplaires.

Ariane 5 passe avec succès un important test au sol

de notre envoyé spécial

Les Européens viennent de franchir une étape décisive dans la longue course qui doit les cooduire, le 29 novembre, à tirer le premier exemplaire du lanceur lourd Ariane 5. Vendredi 27 janvier, sur la base guyanaise de Kourou, ils ont effectué avec succès un essai au sol avec mise à feu qui a réuni, pour la première fois dans un test de ce genre, le moteur, les équipements électriques ainsi que les calculateurs et les logiciels qui équiperont l'étage principal

Avec cette nouvelle fusée, fruit d'un programme de 6,5 milliards d'écus (45,5 milliards de francs, prix 1992) lancé en 1984 et approuvé en 1987 à La Haye (Pays-Bas), l'Europe spatiale espère préserver la place enviée qu'elle tient sur le marché des services de lancement de satellites. La tâche ne sera guère facile dans la mesure où la cnncurreoce américaine, russe, chinnise et japonaise se fait plus pressante et nu le nombre des satellites à lancer à tendance à se tasser. Les Européens ont donc, pour leur nouveau lanceuz, fait le chnix d'une certaine modernité sans pour autant verser dans les rêves d'ingénieur. Comme les Japonais, ils ont opté pour la propulsion cryogénique (Le Monde du 26 janvier). Cette technique permet de concevoir des moteurs de

fusée qui brûlent de l'hydrogène et de l'oxygène liquides, un couple chimique qui en fait à la fois des sprinters et des marathooiens. Seule petite différence, les Japonais se sont lancés dans la vole plus moderne et onéreuse des moteurs cryogéniques « à flux intégré », tandis que les Européens nnt fait le choix, classique, des engins «à flux dérivé», beaucoup

Cette « facilité » n'est cepeodant qu'apparente. Depuis des mois, les ingénieurs et les techniciens de la propulsion se succèdent à Kourou pour multiplier les essais et remédier aux difficultés, sous l'œil vigilant du Centre national d'études spatiales (CNES) français, maître d'œuvre, et de l'Agence spatiale européenne. Une tâche ingrate, sans laquelle le rendez-vous de novembre ne pourrait être tenu, ce qui ajnuterait au climat tendo qui pèse déjà sur la préparation de la conférence que les ministres européens doivent tenir à l'automne sur l'avenir de l'Europe spatiale. La réussite de ce nouvel essai du moteur cryogénique Vulcain est donc une excellente chose pour la poursuite des programmes. Dès le 15 mars, une nouvelle campagne de sept essais devrait permettre de préparer les trois derniers essais de qualification de l'été.

Jean-François Augereau

